

- **Hitler a-t-il planifié une attaque contre l'Union soviétique ?**
- **La guerre de Staline**
- **La guerre préventive contre l'Union soviétique**
- **Le drame des juifs d'Europe Orientale**
- **L'énigme Philippe Daudet**
- **Hitler et les musulmans**
- **Les émeutes de Los Angeles**
- **Hindenburg**
- **Liberators ou la genèse d'un mensonge télévisuel**
- **Brèves**



Claude Autant-Lara

Les fourgons du malheur



Un livre explosif où le cinéaste dévoile les dessous du cinéma français et son exploitation éhontée par une petite mafia sans scrupules. Quelques semaines après sa mise en vente, les associations dites antiracistes ont menacé le premier éditeur d'un procès. *Les Fourgons du malheur* fut alors retiré de la vente et pilonné. Seuls quelques privilégiés possédaient jusqu'à présent ce pamphlet devenu rarissime. Un document à lire absolument.

300 pages, éditions reliée et illustrée. 185 F

Pour commander, utiliser le bon commande situé dans les dernières pages de cette revue.

The Journal of Historical Review

Incorporating the *IHR Newsletter*

Le principal magazine américain privilégiant l'approche non conventionnelle de l'histoire. Une lecture indispensable pour l'amateur d'histoire maîtrisant la langue anglaise.

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO 2 :

- Churchill : vainqueur ou vaincu ?
 - Un documentaire vidéo s'attaque aux mythes exterminationnistes
 - Une visite « juive et révisionniste » d'Auschwitz.
 - Les documents secrets d'Eichmann et de Gœbbels
- et bien d'autres sujets passionnants.

ABONNEMENT :

Pour s'abonner, envoyer un courrier à
The Journal of Historical Review,
P.O. Box 2739, Newport Beach,
California 92659, Etats-Unis.
Fax 1 714 631 0981.

Le prix de l'abonnement annuel par voie aérienne est de 70 dollars (ou 50 dollars par courrier de surface). Le règlement peut s'effectuer par carte Visa ou Mastercard, ne pas oublier de mentionner le nom de votre carte, son numéro et sa date d'expiration.

**Revue d'histoire
non-conformiste**

Mark Weber

LE III^e REICH
ET LE SIONISME



Revue d'histoire non-conformiste

**Une brochure explosive qui dévoile
un des secrets historiques
les mieux gardés de notre siècle.**

PAR MARK WEBER

**Important appareil de notes dont une très riche
bibliographie internationale et des références
d'archives.**

36 PAGES, 49 F FRANCO

**Pour commander, utiliser le bon commande
situé dans les dernières pages de cette revue.**

REVUE D'HISTOIRE NON-CONFORMISTE

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
J.-D. LARRIEU**

Administration – Abonnement – Diffusion
Revue d'histoire non-conformiste
**344, rue Saint-Honoré
75001 Paris**

Revue d'histoire paraissant à raison de six numéros par an.

Abonnement annuel au prix de 285 F.

Prix au numéro 49 F.

Numéro de Commission paritaire en cours.

Les fondements du XXI^e siècle

Réflexions pour un renouveau européen

PAR ANDRÉ GANDILLON

André Gandillon, peut être légitimement considéré comme le **Spengler français**. Cette somme de près de 1300 pages, écrite dans un très belle langue, a l'avantage d'être facile à lire, ce qui n'est pas un mince exploit au vu des multiples sujets abordés par l'auteur.

Les problèmes religieux, l'histoire, l'économie, la géopolitique..., voilà un penseur, marqué par la philosophie thomiste, qui nous offre des pistes de réflexion originales et qui surtout vient combler un vide profond dans la société mercantile et matérialiste que nous connaissons aujourd'hui.

Son travail est une véritable exégèse de notre histoire et des raisons religieuses et philosophiques qui ont conduit les peuples européens à la décadence. A lire absolument.

**DEUX FORTS VOLUMES, 1260 PAGES,
SOMMAIRE DÉTAILLÉ, INDEX. 350 F**

Pour commander, utiliser le bon commande situé dans les dernières pages de cette revue.

EDITORIAL

Vous avez entre les mains le premier numéro d'une nouvelle revue d'histoire. Une revue pas tout à fait comme les autres qui abordera des thèmes que les autres n'osent pas traiter. Vous jugerez sur pièces.

Nous chercherons à vous proposer un vaste choix d'articles sur les sujets les plus divers et qui satisferont votre curiosité. Nous avons pris bonne note des résultats de l'enquête menée auprès des abonnés et bientôt ceux qui en ont fait la demande recevront chez eux le résultat précis de ce questionnaire.

Ce premier numéro contient un certain nombre d'imperfections que nous corrigerons à l'avenir. Par manque de place, nous avons reporté au numéro suivant le compte rendu de la visite du superbe musée de l'Holocauste à Washington (Etats-Unis), ainsi que nos notices bibliographiques.

Nos ambitions sont grandes. Au fur et à mesure que notre nombre d'abonnés augmentera, nous ferons progresser la pagination de la revue, afin de vous offrir le meilleur rapport qualité-prix des revues d'histoire.

Nous attendons de votre part une active collaboration. N'hésitez pas à nous faire part de vos réactions lorsque le contenu d'un article vous semble criticable ou de nous faire des propositions d'articles. Nous sommes à votre écoute.

Amicalement

ANDRÉ CHELAIN
RÉDACTEUR EN CHEF

Nous nous excusons auprès de nos abonnés pour notre parution retardée en raison de difficultés étrangères à notre volonté.

The Last Days of the Romanovs

**How Tsar Nicholas II and Russia's
Imperial Family Were Murdered**

BY ROBERT WILTON

La vérité sur la mort du Tsar a été occultée durant plus de soixante-dix ans, non seulement pas les rouges, mais aussi par les lobbies qui nous gouvernent car elle révèle les véritables motifs de ce meurtre rituel qui coûta la vie non seulement à la famille impériale mais aussi à toute une génération de la noblesse russe.

L'auteur, correspondant du *Times* de Londres à Moscou, a rassemblé une masse considérable de faits dont la lecture donne le frisson.

**210 PAGES, ILLUSTRATIONS, INDEX.
15 US \$ FRANCO**

Le règlement peut s'effectuer par carte Visa ou Mastercard, ne pas oublier de mentionner le nom de votre carte, son numéro et sa date d'expiration.

Envoyez votre commande à :

**IHR, P.O. Box 2739, Newport Beach
92659 California
Etats-Unis**

SOMMAIRE

Hitler a-t-il planifié une attaque contre l'Union soviétique ?

David L. Hoggan 11

La guerre de Staline

Karl Otto Braun 19

Les prolégomènes de l'attaque allemande

Ulrich Müller, 25

La guerre préventive contre l'Union soviétique

Gerd Rüle, 43

Un ancien combattant allemand analyse l'opération

Barbarossa vue par la presse de son pays

Max Klüver, 49

Le drame des juifs d'Europe Orientale

Henri-Pierre Bastin, 61

L'énigme Philippe Daudet

Albin Dunoyer, 99

Hitler et les musulmans

Léon Degrelle, 107

Les émeutes de Los Angeles

Willial R. Boggs, 115

Hindenburg

Pierre Conard, 125

Liberators ou la genèse d'un mensonge télévisuel

André Chelain, 161

La libération de Dachau par la 45th Division

André Chelain, 187

Brèves, 193

Eric Delcroix

LA FRANCOPHOBIE

ESSAI

PREMIERE PARTIE :

La Francophobie : quand un des ténors du barreau français démonte les mécanismes qui permettent à une petite minorité de détruire l'identité française.

DEUXIEME PARTIE :

Du délit d'opinion : texte de la brochure « Description, analyse et critique de la loi du 1er juillet 1972, dite "antiraciste" », remanié et augmenté de la loi Gayssot du 13 juillet 1993.

TROISIEME PARTIE :

Du crime contre l'humanité. Eric Delcroix détruit en quelques pages un des fondements moraux des régimes contemporains. A déguster tranquillement.

120 pages, édition brochée. 85 F

*Pour commander, utiliser le bon commande
situé dans les dernières pages de cette revue.*

HITLER A-T-IL PLANIFIÉ UNE ATTAQUE CONTRE L'UNION SOVIÉTIQUE ?

David L. Hoggan

Quoi que Hitler ait dit ou écrit quant à l'avenir de l'Allemagne en Europe orientale avant qu'il ne devienne chancelier du Reich le 30 janvier 1933, on ne peut, en aucune circonstance, utiliser ces dires ou ces textes pour prouver qu'il préparait une attaque contre l'Union soviétique. Cela ne doit pas nous empêcher d'étudier quelles étaient les vues de Hitler sur la Russie, notamment celles qu'il a exprimées dans *Mein Kampf* en 1925.

A cette époque, des dizaines de milliers de réfugiés russes blancs vivaient à Prague, à Berlin, à Paris, à Belgrade et à Sofia. Tous pensaient que le pouvoir bolchevique en Russie allait rapidement s'effondrer. Après que les Allemands eurent autorisé, en mars 1918, l'autonomie des territoires d'Europe orientale, de vastes régions de la Russie des Tsars se sont détachées de Moscou. Avant la déroute des armées allemandes, on pouvait croire, en toute logique, que ces territoires allaient entrer dans la sphère d'influence d'un Reich puissant et industrialisé.

Nous savons que Hitler a été fortement influencé par cette perspective au début de l'histoire du mouvement national-socialiste ; en effet, il a maintes fois évoqué dans ses discours le traité de Brest-Litovsk. A cette époque, tout le monde pensait que le bolchevisme ne durerait pas et que l'Allemagne allait

reprendre la place dominante qu'elle occupait encore en mars 1918 en Europe orientale. Mais quand Hitler devient Chancelier en 1933, il a de tout autres problèmes à résoudre. D'abord, le bolchevisme résiste en Russie. On ne peut donc pas accepter comme une vérité historique, sans émettre la moindre critique, que les dires et les écrits de Hitler, prononcés ou rédigés dans les années vingt, – et qui étaient, dans le contexte de l'époque, logiques et réalisables – ont constitué, après l'accession de Hitler à la dignité de Chancelier, les objectifs fixes de sa politique ! Procéder de la sorte, ignorer le contexte, serait une attitude profondément anti-scientifique. Surtout si l'on n'apporte pas la preuve tangible que Hitler, entre 1933 et 1939, avait concocté un plan d'attaque contre l'Union soviétique. Cette preuve n'existe d'ailleurs pas. Les nombreux propagandistes de l'ex-Pologne communiste auraient été très heureux de trouver ne fût-ce que la trace d'un début de preuve, que Hitler ou Göring auraient proposé aux chefs de l'ancien régime polonais une alliance entre Berlin et Varsovie pour attaquer l'Union soviétique. Même la masse impressionnante de matériel documentaire présenté à Nuremberg, dont une partie est vraie et l'autre douteuse, ne peut nullement corroborer la thèse d'une intention agressive et délibérée de Hitler.

Les recherches les plus récentes ont prouvé que la décision finale de déclencher une guerre préventive contre l'Union soviétique n'est survenue qu'après la campagne de Yougoslavie d'avril 1941. Nous savons aujourd'hui que l'instruction de Hitler, adressée le 18 décembre 1940 aux commandants de la Wehrmacht et demandant que l'on ébauche des plans pour une éventuelle guerre contre les communistes, ne constituait pas une décision arrêtée.

Récapitulons brièvement les événements qui se sont déroulés entre le début de la campagne de Pologne en 1939 et la fin victorieuse de la campagne allemande contre la Yougoslavie en 1941. Les journaux communistes des pays satellites et de l'Union soviétique elle-même admettaient ouvertement, ce que nous tenions pour acquis depuis longtemps : immédiatement après la défaite de la France, les communistes ont orchestré une campagne de propagande subversive contre l'Allemagne dans toute l'Europe. Les chefs communistes avaient dit en toute franchise à Ribbentrop, à Moscou en 1939, que, d'après leurs cal-

culs, la France constituerait pour l'Allemagne, en cas de guerre européenne, un puissant obstacle militaire ; ils savaient que la France disposait de plus de chars, d'artillerie et de réservistes que l'Allemagne. L'hostilité des communistes à l'égard de l'Allemagne assiégée de juin 1940 à juin 1941 est un fait bien connu. La funeste attaque de la flotte britannique contre la flotte française à Mers el-Kébir, la suspension de l'Habeas Corpus et l'institution, par le nouveau gouvernement Churchill de la législation de guerre (c'est-à-dire de la loi britannique 18B selon laquelle tout citoyen pouvait être arrêté si on le soupçonnait de ne pas soutenir les efforts de guerre de son gouvernement), sont autant de faits qui prouvent que le rêve de Hitler de sceller une paix de compromis avec les Britanniques, en dépit de la défaite française, était devenu irréalisable. En septembre 1940, il était clair aussi que l'Allemagne ne disposait d'aucun plan approprié ni n'avait les moyens pour obtenir une victoire militaire rapide contre la Grande-Bretagne. Au cours de ce mois de septembre, les États-Unis, soi-disant neutres, livrent au Royaume-Uni cinquante destroyers complets. En réalité, le président Roosevelt accorde aux Britanniques toute l'aide militaire possible sans participer directement aux hostilités ; en même temps il entreprend tout ce qui est en son pouvoir pour impliquer le plus rapidement possible les États-Unis dans la guerre contre l'Allemagne.

Dans ces circonstances, la situation de l'Allemagne était désespérée, cernée par deux puissances hostiles : l'Ouest anglo-américain et l'Est communiste, deux camps qui lui sont nettement supérieurs sur le plan industriel et sur celui des matières premières. Après que les Britanniques eurent refusé ses avances et ses propositions de paix, Hitler s'efforça d'arriver à un accord global avec l'Union soviétique.

Cependant, les communistes firent davantage qu'organiser des mouvements clandestins contre l'Allemagne dans les pays occupés et dans le Reich même. Ils arrachèrent à la Roumanie en juin 1940 la Bucovine du Nord et l'arrondissement de Dohoroï dans la province de Moldavie. Il ne s'agissait, bien sûr, que de petits territoires qui n'appartenaient pas à l'Allemagne. Nous devons cependant garder à l'esprit que le pacte de non-agression germano-soviétique d'août 1939 (révisé en septembre) se basait sur un tracé bien précis des frontières que

l'Union soviétique souhaitait voir révisées en Europe orientale. La conspiration communiste internationale, pour des raisons tactiques, avait choisi de limiter ses exigences territoriales immédiates en Europe orientale en 1939 de façon à trouver, dans un premier temps, un accord avec l'Allemagne et pour assurer provisoirement la neutralité de l'Union soviétique, du moins tant que les États occidentaux s'épuiseraient dans une guerre stérile. L'Allemagne avait reconnu les aspirations territoriales soviétiques en Finlande, en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne. Les exigences soviétiques en Roumanie avaient été limitées par Saline et Molotov en 1939 à la Bessarabie. Cette province, annexée par la Russie en 1812, était tombée sous la férule roumaine lors du traité de Bucarest de mai 1918, ratifié par les Alliés lors des traités de paix signés dans la banlieue parisienne. L'annexion d'autres territoires roumains, sans en avertir l'Allemagne ou sans la consulter, prouve indubitablement que les Soviétiques n'avaient pas l'intention de respecter très longtemps les accords de 1939.

Mais ce n'est pas tout. En juin 1940, l'Union soviétique commence à masser en nombre considérable des troupes en Pologne, le long de la ligne de démarcation avec l'Allemagne, dans un espace où ne se trouvaient que de très petites unités allemandes ; en effet, la Wehrmacht avait déjà commencé, fin juin, à congédier des recrues et à réduire ses forces. l'Union soviétique, de surcroît, tentait de se rapprocher du Japon et exigeait de l'Allemagne, au nom des accords économiques germano-soviétiques, la livraison d'équipements militaires dans des quantités telles que le Reich ne pouvait honorer ces commande. Quant à Hitler, il ne lui restait plus qu'à avaliser l'entrée en guerre de l'Italie en juin 1940, qu'il n'avait pas souhaitée, et qui fut suivie de l'effondrement militaire italien en Afrique du Nord en septembre 1940 et de l'attaque manquée des Italiens contre la Grèce en octobre.

Face à une telle situation, Hitler réagit en demandant une entrevue à Saline et à Molotov. On a écrit beaucoup de choses sur la rencontre entre Hitler et Molotov à Berlin en novembre 1940 mais trop peu, à notre sens, sur les difficultés rencontrées par Hitler pour amener Molotov à faire le voyage dans la capitale du Reich. Ces difficultés méritent une attention plus grande que celle que lui ont consacrée les historiens jusqu'ici. Nous

avons affaire, en fait, à une situation à peine croyable. Les Soviétiques avaient exagérément enfreint en juin 1940 les accords du traité qu'ils avaient signé avec les Allemands. Hitler, pour sa part, ne s'en était pas formalisé outre mesure et conservait son amitié à Saline, il souhaitait toutefois que les partenaires du pacte d'août 1939 se concertent au plus haut niveau pour clarifier la situation. Or le gouvernement soviétique n'entreprenait pas la moindre démarche pour répondre aux invitations de Hitler, politique de la sourde oreille qui dura jusqu'au moment où les Italiens se jetèrent dans leur aventure grecque. Ce n'est qu'après le désastre italien en Epire – Mussolini attaqua la Grèce sans avertir Hitler ni le consulter – que Molotov accepta de venir à Berlin.

Le Commissaire soviétique aux Affaires étrangères débarqua dans la capitale du Reich en formulant des exigences aussi grotesques qu'impossibles à satisfaire. Hitler se déclara d'accord pour laisser les Dardanelles aux Soviétiques – Alexandre Isvolsky eût été ravi, avant la Première Guerre mondiale, si les alliés britanniques de la Russe avaient accepté un tel arrangement – et pour leur laisser le champ libre dans la zone du Golfe persique. Mais Molotov feignit de n'être pas le moins du monde impressionné par l'offre de Hitler. Il exigea pour l'Union soviétique le droit de dominer la péninsule balkanique et laissa sous-entendre qu'une seconde « expédition punitive » soviétique contre la Finlande était imminente. Or l'industrie allemande ne pouvait se passer des matières premières de la péninsule balkanique ; laisser les mains libres aux Soviétiques en Roumanie et leur accorder le droit d'installer des bases militaires en Bulgarie, comme l'exigeait Molotov, équivalaient pour l'Allemagne à dépendre indéfiniment du bon vouloir de Moscou. Hitler était contraint de refuser cette proposition. Aucun chef d'État allemand n'aurait pu accepter cela.

Mais les choses allaient prendre une tournure inattendue à cause des dessous de la révolution yougoslave de mars 1941. A cette époque, les Grecs venaient de battre les Italiens en Albanie et les Britanniques débarquaient en Grèce. La position de l'Allemagne dans les Balkans était menacée tant que les plans britanniques de créer un front balkanique ne seraient pas réduits à néant. On se rappelait, à Berlin et à Vienne, que l'effondrement du front balkanique en septembre 1918 avait

constitué un élément déterminant de la défaite allemande pendant la Première Guerre mondiale. Pour cette raison Hitler était décidé à intervenir directement en Grèce. Mais, pour réaliser cet objectif, il devait jauger la position de la Yougoslavie. Hitler demanda d'abord de pouvoir utiliser les chemins de fer yougoslaves pour transporter les troupes allemandes. Le prince régent Paul et les deux ministres qui donnaient le ton à Belgrade, Tsvetkovitch et Cincar-Markovitch, refusèrent l'autorisation aux unités de la Wehrmacht de pénétrer sur le territoire yougoslave. Par ailleurs, la Yougoslavie était le centre principal de l'émigration russe blanche et, sous son influence, le prince régent Paul accepta de rejoindre le Pacte antikomintern ; en contrepartie Hitler devait promettre de respecter la « pleine neutralité » de la Yougoslavie en cas de conflit dans les Balkans. Adhérer au pacte antikomintern à l'époque du pacte de non-agression germano-soviétique était un geste purement platonique. Néanmoins, Hitler signifia son accord et le 26 mars 1941, à Vienne, Allemands et Yougoslaves signaient un traité qui garantissait la neutralité absolue de la Yougoslavie.

En attendant – mais les Allemands ne l'ont appris qu'après la campagne de Yougoslavie – des agents américains, britanniques et soviétiques travaillaient main dans la main à faire tomber le gouvernement yougoslave, pour installer à Belgrade un gouvernement révolutionnaire qui provoquerait l'Allemagne en ruinant définitivement ses positions dans les Balkans. Le colonel américain William Donovan alla même très loin : il menaça des Yougoslaves influents en leur déclarant que les États-Unis considéreraient leur pays comme une nation ennemie s'ils ne déclaraient pas la guerre à l'Allemagne. Le trio des fameuses conférences de Téhéran, Yalta et Potsdam, si préjudiciable à l'Europe, était déjà entré en action à Belgrade en mars 1941, avant même que l'Allemagne eût décidé de mener une guerre préventive contre l'Union soviétique ! Pis : l'Union soviétique ne tentait même pas de dissimuler la situation réelle en Yougoslavie. Les dirigeants soviétiques signèrent très officiellement, la veille du conflit germano-yougoslave qui débuta le 6 avril 1941, un pacte d'amitié avec le régime putschiste anti-allemand du général Simovitch. La révolte de Belgrade du 26 mars 1941 ne peut être interprétée que comme une protestation contre la neutralité yougoslave. L'Union soviétique avait

délibérément violé le statut de neutralité en complotant avec succès avec les ennemis de l'Allemagne, pour renverser le gouvernement yougoslave neutraliste et signer à la hâte un pacte d'amitié avec son successeur. D'après les conventions du droit international, Hitler aurait pu considérer cette démarche comme un acte de guerre. Quand la guerre germano-soviétique a commencé, Hitler n'a plus jamais évoqué son offre de laisser les mains libres à l'Union soviétique dans les Dardanelles, afin de calmer ses appétits impérialistes.

Entre la guerre préventive de Hitler contre l'Union soviétique en juin 1941 et la guerre préventive de Halifax contre l'Allemagne en septembre 1939, il y a une différence considérable. Hitler était déjà embarqué dans un conflit à l'issue douteuse dont la durée et le résultat demeuraient imprévisibles.

Qui plus est, les actes hostiles perpétrés par l'Union soviétique, la subversion qu'elle organisait et le double jeu qu'elle jouait face à l'Allemagne depuis plus d'un an étaient d'une telle ampleur qu'on ne pourrait que difficilement les considérer comme anodins. Halifax, en revanche, disposait de suffisamment de preuves, avant septembre 1939, pour savoir que Hitler avait toujours témoigné d'une amitié loyale envers l'Empire britannique et s'était toujours efforcé, dans la mesure du possible, d'éviter un conflit. De surcroît, la Grande-Bretagne était en paix, disposait d'alliés et d'amis puissants, au moment où elle déclencha sa guerre préventive contre l'Allemagne. Il n'y a aucun point de comparaison possible entre la situation de 1939 et celle de 1941.

Dans ce domaine qu'est la recherche de la vérité historique, préjugés et passions n'ont pas leur place. La recherche historique exige un travail ardu, de longue haleine, une confrontation permanente avec les faits concrets et les sources. Les résultats d'un tel travail doivent parler pour eux-mêmes et être exempts de toutes considérations d'ordre politique, de quelque nature ou obédience qu'elles soient.

American Renaissance

SAMUEL TAYLOR, EDITOR

THOMAS JACKSON, ASSISTANT EDITOR

**Le plus passionnant magazine concernant
les relations raciales aux Etats-Unis.
Chaque numéro contient outre des articles
de fond, des notes de lecture et des brèves.**

**La lecture de ce magazine rend possible une
meilleure compréhension des événements qui se
déroulent outre-atlantique et qui sont un avant-
goût de ce qui risque de nous arriver bientôt.**

MENSUEL DE DIX PAGES.

ABONNEMENT ANNUEL 40 US \$.

**Pour s'abonner envoyer le montant en dollars ou en
billets de banque français. Vous pouvez écrire en
français, le rédacteur en chef est francophone.**

Envoyez votre commande à :

American Renaissance

P.O. Box 1674

Louisville, KY 40201

Etats-Unis

Télécopie : (19 1) 502 637 9324

LA GUERRE DE STALINE

Une nouvelle vision de la guerre à l'Est

Karl Otto Braun

On a dit que Staline fut le grand vainqueur de la Seconde Guerre mondiale. Cette évidence et la façon dont Staline a contribué à provoquer ce conflit en appliquant la stratégie du long terme, préalablement définie par Lénine, tel est le contenu d'un livre qui a suscité beaucoup d'attention outre-Rhin, celui du professeur de sociologie de Graz (Autriche), le docteur Ernst Topitsch : *Stalins Krieg. Die sowjetische Langzeitstrategie gegen den Westen als rationale Machtpolitik*.⁽¹⁾ Dans cet ouvrage, le docteur Topitsch jette un regard nouveau sur l'histoire de la dernière guerre et induit des jugements très différents de ceux communément admis depuis 1945. Le docteur Karl Otto Braun nous donne, dans le texte qui suit, son opinion sur cet ouvrage fondamental qui oblige à une révision complète de l'histoire des rapports germano-soviétiques de ces cinquante dernières années.

Si nous devons transposer l'histoire du monde au théâtre, l'acte qui narrerait la Seconde Guerre mondiale mettrait en scène quatre personnages principaux : Roosevelt, Staline, Churchill et

(1) Günter Olzog Verlag, Munich, 1985, 160 pages, DM 22. « La guerre de Staline. La stratégie soviétique du long terme contre l'Ouest en tant que politique rationnelle de puissance ».

Hitler. Les projecteurs, dont le faisceau lumineux serait dirigé par les vainqueurs et les «juges» de Nuremberg, éclaireraient uniquement Adolf Hitler, ses SS et ses camps de concentration. Les actes criminels perpétrés par ses adversaires, eux, en revanche, resteraient dans l'ombre, surtout les massacres collectifs de Staline, ceux qu'il a commis contre ses concitoyens kou-laks, contre les Ukrainiens, les Polonais, les juifs sionistes et d'autres. Rappelons que l'on a interdit aux Allemands de procéder à des comparaisons historiques. Toute comparaison, dit-on, fausserait le calcul.

Les historiens qui osent faire dévier le faisceau lumineux de ces projecteurs, on les appelle des «révisionnistes». Les Allemands, échaudés, abêtis par leur traditionnel conformisme, ne s'y risquent pas. C'est pourquoi, ironie de l'histoire, les historiens américains ont été les premiers à transgresser les interdits et à braquer les projecteurs sur les crimes des Américains ou plutôt sur ceux de leur président, élu quatre fois de suite, Franklin Delano Roosevelt. Plus on étudie les documents secrets maintenant accessibles, plus on s'aperçoit que le peuple américain a choisi comme président un partisan fanatique des guerres idéologiques. «Il nous a menti pendant la guerre», disait une publiciste américaine réputée. «He was the greatest liar who ever sat in the White House» («Il a été le plus grand menteur qui ait jamais siégé à la Maison Blanche»), me disait en 1983 l'adversaire le plus acharné de Roosevelt sur la scène de la politique intérieure américaine, Hamilton Fish (dont les mémoires sont parus en allemand en 1982.⁽²⁾ Les Allemands ne furent donc pas les seuls à avoir un «Führer» qui vénérât un peu trop le dieu Mars.

Mis à part quelques prédécesseurs malchanceux, condamnés par la conspiration du silence, comme par exemple Sündermann et von Richthofen, quelques historiens allemands osent enfin, après plus de quarante ans, modifier la position des projecteurs. Parmi eux, Dirk Bavendamm, à qui on doit un ouvrage magistral, *Roosevelts Weg zum Krieg*.⁽³⁾ Roosevelt y est

(2) *Der Zerbrochene Mythos, F. D. Roosevelts Kriegspolitik 1933-1945*, Grabert Verlag, Tübingen, 1982. «Le mythe brisé. La politique de guerre de F.D. Roosevelt entre 1933 et 1945».

(3) Édité à très gros tirages, disponible en livre de poche : Herbig, Munich, 1983. «Le Chemin de Roosevelt vers la guerre».

décrit comme un belliciste ce qui est confirmé par les thèses de plusieurs historiens américains comme Beard, Barnes, Chamberlin, Tansill, Hoggan, Martin et quelques autres.

Ernst Topitsch, quant à lui, braque le faisceau du projecteur sur Staline. Il écrit : « Ainsi, nous observons d'importantes mutations de perspective. Hitler et l'Allemagne nationale-socialiste perdent en quelque sorte de leur centralité et sont pratiquement ravalés au rang d'un phénomène épisodique, de pièces dans ce jeu d'échecs qu'était la stratégie à long terme inaugurée par Lénine pour soumettre le monde capitaliste. » Staline, le « Géorgien démoniaque », est resté rigoureusement fidèle à la conception de Lénine et a hissé la Russie au rang de superpuissance. Topitsch ajoute : « Au fur et à mesure que le temps passe, nous nous apercevons de plus en plus clairement que Staline n'est pas seulement un géant de l'histoire russe comme Ivan le Terrible ou Pierre le Grand, mais aussi un géant de l'histoire mondiale ».

Hitler, dans sa lutte contre les implications du traité de Versailles, mène des négociations avec les Soviétiques, en concurrence avec les Anglais et les Français qui négocient de leur côté. Il gagne la première manche, surtout parce que ses vues sur la question polonaise plaisent mieux aux Russes et la signature du pacte Ribbentrop-Molotov permet ainsi aux Soviétiques d'amorcer leur grande marche vers l'Ouest en conquérant les pays Baltes et la Bessarabie. Le tribut que Hitler a payé à Staline a modelé le destin du monde à venir. Mais Staline n'était pas prêt à se contenter de ces gains territoriaux, pourtant très importants. Il s'est d'abord attaqué à la Finlande, alors que ce pays du Nord ne l'avait nullement provoqué. Ensuite, il a obligé son ministre des Affaires étrangères Molotov à formuler à Berlin, en novembre 1940, des exigences que l'Allemagne ne pouvait satisfaire et devait immanquablement rejeter si elle ne voulait pas capituler devant Staline. « Tout autre homme d'Etat allemand que Hitler, dans une telle situation, aurait réfléchi à la manière d'échapper à temps à cet étranglement ».

Lors de l'entrevue de Berlin en novembre 1940, Molotov a une nouvelle fois insisté pour que les exigences soviétiques sur la Finlande soient satisfaites et a rappelé les intérêts russes en Bulgarie, en Roumanie, en Hongrie, en Yougoslavie et en

Grèce. Mais il ne s'est pas contenté de réitérer ces vieilles revendications du panslavisme, il a soulevé les problèmes de la neutralité suédoise et du droit de passage dans le Sund, jusqu'au Cattégat et au Skagerrak. Ensuite, il a demandé à ses interlocuteurs allemands s'ils étaient d'accord pour prendre des mesures diplomatiques et militaires communes avec l'Union soviétique et l'Italie au cas où la Turquie s'opposerait aux projets russes. Toutes ces exigences dépassaient de loin les réclamations russes traditionnelles, formulées de Pierre le Grand à Alexandre Isvolsky. Topitsch estime néanmoins que les demandes de Molotov relèvent d'une « logique implacable ». Molotov voulait provoquer les Allemands, cherchait à faire endosser à Hitler l'opprobre de l'agresseur, afin que les intentions belliqueuses et conquérantes de Staline passent pour une « guerre patriotique et défensive ».

La stratégie à long terme de Moscou, après l'élimination de la France en 1940, était de détruire définitivement le Reich, dernier bastion contre la domination absolue du bolchevisme en Europe. La réélection de Roosevelt le 5 novembre 1940 donnait le feu vert à Staline. Il pouvait désormais laisser libre cours à sa politique antiallemande. Mais, but ultime de sa stratégie inspirée de Lénine, il cherchait également à chasser les Américains d'Europe.

En signant un pacte de neutralité avec le Japon le 13 avril 1941, Staline poursuivait une politique analogue : il voulait impliquer l'empire du Soleil-Levant dans un conflit de longue durée avec les Etats-Unis, tout comme il avait incité les Allemands à en découdre avec la Pologne (pp. 105-106). Tant les Japonais que Roosevelt adoptèrent aussitôt une attitude provocatrice. Le Kremlin renforça ses positions en Sibérie et face à la Chine. Il préparait cette dernière à une prise du pouvoir par les communistes, bien qu'officiellement il soutînt Tchang Kaï-chek. Dans cette volte-face audacieuse, Staline a bénéficié non seulement de la « myopie américaine », comme le souligne Topitsch, mais aussi du travail des agents soviétiques influents introduits dans les rouages du pouvoir à Washington, surtout dans le célèbre *Institute of Pacific Relations* où ils étaient très nombreux. Parmi les thèmes principaux du livre de Topitsch : le long combat occulte de Staline contre son allié anglo-saxon.

En été 1941, l'attaque allemande a d'abord paru réussir, les plans de grande envergure et les préparatifs militaires de Staline semblaient se solder par un cuisant échec. Le dictateur soviétique avait massé ses divisions offensives trop loin à l'Ouest parce qu'il leur accordait une puissance défensive qu'en fait elles n'avaient pas. Quand la guerre a éclaté, les capacités défensives de l'Armée Rouge se sont révélées nulles. «Les hommes politiques anglo-saxons qui étaient au pouvoir ne se sont pas aperçu qu'ils se trouvaient dans la situation où Staline avait toujours voulu qu'ils soient... Pour cela, il n'y a pas eu besoin d'un "changement d'alliance", mais seulement d'un dosage adéquat des aides à l'Union soviétique et des opérations contre l'Allemagne». Topitsch écrit avec raison que l'Amérique et l'Angleterre ont ainsi gâché le rôle d'arbitres du monde qui leur était échu. En jouant sur les deux tableaux ils auraient évité la soviétisation de l'Europe centrale et orientale.

A l'avant-dernière page de son livre, Topitsch évoque «Roosevelt empêtré dans l'internationalisme maçonnique». En écrivant cette phrase, il fait allusion aux conspirations qui se trament dans les coulisses de l'histoire. Mais il reste encore à écrire un livre entier sur ces complots qui mènent le monde : il serait capital pour tous ceux qui veulent appréhender la vérité historique dans toute sa lumière ; pour l'écrire, il nous faudrait évidemment des historiens capables d'étayer leurs hypothèses.

Terminons par une remarque critique : nous nous sommes penchés à plusieurs reprises sur les «conversations avec Hitler» de Hermann Rauschning. Cet ouvrage, si largement diffusé, considéré comme un «classique», est décortiqué aujourd'hui par un historien suisse, membre du Centre de Recherches historiques d'Ingolstadt (Zeitgeschichtliche Forschungsstelle Ingolstadt). Conclusion de ses recherches : ce *best-seller* est une compilation de récits falsifiés.

Innocent at Dachau

**BY JOSEPH HALOW, Court Reporter
at the Dachau War Crimes Trial**

Arrivé en Allemagne en 1946 comme soldat de l'armée américaine, Joseph Hollow fut journaliste militaire aux cours martiales qui siégèrent à Dachau pour juger les gardes SS de Buchenwald, Mauthausen et Dora, les kapos de ces camps ou les villageois allemands qui tuèrent des aviateurs alliés durant les derniers moments de la guerre.

Le jeune soldat fut confronté à une telle perversion de la justice qui sa foi dans les idéaux américains en fut bouleversée. Son récit de ces parodies est renforcé par une étude systématique des archives officielles longtemps gardées secrètes et par les témoignages de quelques survivants. Un ouvrage que tout amateur de vérité lisant l'anglais se doit de posséder.

337 PAGES, ILLUSTRATIONS, INDEX.

18 US \$ FRANCO

Le règlement peut s'effectuer pas carte Visa ou Mastercard, ne pas oublier de mentionner le nom de votre carte, son numéro et sa date d'expiration.

Envoyez votre commande à :

The Noontide Press

LES PROLÉGOMENES DE L'ATTAQUE ALLEMANDE

Ulrich Müller

Plus d'une génération après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'historiographie souffre encore et toujours de la mise au secret des archives de guerre alliées. Ce sont surtout les archives de Moscou qui demeurent encore largement inaccessibles aux historiens. Malgré cela, ils ont pu, au cours des dernières décennies, réfuter pour l'essentiel la thèse des vainqueurs : celle d'une attaque surprise de Hitler contre une « Union soviétique qui ne voulait que la paix ». Ulrich Müller, historien spécialiste de ces questions, nous expose les opinions sur cet épisode de la Seconde Guerre mondiale et dresse le bilan de l'historiographie allemande sur le sujet.

Les accords secrets du 23 août 1939

La politique étrangère de Hitler a été telle qu'en 1939 les Polonais se sont sentis très menacés. Hitler demandait aux Polonais de négocier à propos du corridor et de la ville libre de Dantzig, créations du traité de Versailles. Les Polonais ont pu se montrer intransigeants – au contraire des Tchèques pendant l'automne 1938 – parce qu'ils jouissaient depuis le 31 mars 1939 d'une protection britannique, qui, chose étonnante, s'éten-

daît très loin. La Grande-Bretagne avait promis de venir en aide à la Pologne en cas de guerre. Ce pacte d'assistance anglo-polonais, auquel la France s'est jointe rapidement, ne pouvait fonctionner sur le plan militaire que si une autre grande puissance continentale y adhéraît. Or seule l'Union soviétique pouvait entrer en ligne de compte dans cette optique.

Les États capitalistes, France et Angleterre, courtisèrent assidûment l'Union soviétique au cours de l'été 1939 mais les négociations échouèrent parce que les Polonais se méfiaient des Russes auxquels ils refusèrent le droit de traverser leur territoire pour aller garnir l'hypothétique front occidental de la Pologne. Varsovie craignait que les Russes ne profitent de l'occasion pour régler un vieux contentieux et pour demeurer en Pologne orientale, territoire qu'ils réclamaient depuis longtemps.

Ce fut la grande chance de Hitler. Dans n'importe quel livre scolaire on mentionne la surprise de l'opinion publique internationale quand, le 23 août 1939, l'entrée en vigueur du pacte Hitler-Staline est annoncée officiellement. Le monde pouvait à peine croire que deux ennemis mortels sur le plan idéologique, la Russe communiste et le Reich national-socialiste, puissent s'entendre et régler pacifiquement leurs différends pour dix ans.

Mais les accords secrets qui accompagnaient le pacte sont, à notre avis, bien plus intéressants à étudier et leurs conséquences bien plus importantes. Ils furent connus après la Seconde Guerre mondiale et l'Union soviétique continua à les nier jusqu'en 1990.

Dans ce protocole secret, les signataires avaient prévu un partage de la Pologne : la partie occidentale du pays et la Lituanie étaient attribuées à l'Allemagne, la partie orientale à la Russe tandis que la Finlande, l'Estonie, la Lettonie et la Bessarabie tombaient également dans l'orbite soviétique.

Une semaine plus tard, le 1^{er} septembre 1939, les Allemands pénètrent en Pologne. Hitler a pu attaquer sans trop de risques, il savait que l'Armée Rouge ne bougerait pas et qu'il n'y aurait pas de guerre sur deux fronts.

Les Soviétiques en Pologne en 1939

Quel fut le comportement de Saline après le 1er septembre 1939 ? Il a d'abord attendu de voir comment les choses évoluaient car il pensait que les Anglais et les Français allaient attaquer l'Allemagne immédiatement. Les États capitalistes se seraient affrontés ce qui, conformément à l'idéologie de Saline, ne pouvait que profiter à l'Union soviétique.

Pour prolonger la guerre entre l'Allemagne et la Pologne, Saline alla même jusqu'à promettre secrètement des armes aux Polonais pour qu'ils poursuivent leur lutte contre les Allemands. Il n'a pas pu mettre ce projet à exécution parce que la Wehrmacht a avancé trop rapidement, à la surprise générale, et parce que le Kremlin a été complètement surpris par la rapide victoire allemande, malgré les affirmations contraires de Molotov (1). Quand le sort de la Pologne était presque réglé, les Soviétiques se sont décidés à y pénétrer le 17 septembre 1939. Le désarroi était tel que certaines unités polonaises ont cru que les Russes volaient à leur secours (2).

Comme ni Moscou ni Varsovie n'avaient déclaré la guerre officiellement, les Polonais désarmés ont été considérés par les Russes comme des criminels. Beaucoup d'entre eux furent internés dans des camps pénitentiaires d'Union soviétique (3).

Dans ce contexte, on connaît généralement le massacre par les Soviétiques de quelque 15 000 officiers polonais, prisonniers de l'Armée Rouge. « On en a acquis la certitude ultérieurement, les officiers polonais ont été exécutés d'une balle dans la nuque au début de l'année 1940 et jetés dans des fosses communes. L'une de ces fosses a été découverte en avril 1943 par des soldats allemands près de Katyn dans les environs de Smolensk. Des représentants de la Croix-Rouge internationale l'ont visitée. Elle contenait environ 4 800 cadavres » (4).

Sur la base du droit des gens, les Soviétiques ont incorporé immédiatement dans leurs structures étatiques les territoires attribués à leur sphère d'influence. A l'aide de leurs techniques

1) Hellmuth Günther Dahms, *Die Geschichte des Zweiten Weltkrieges*, Munich, 1983, p. 104.

2) Ibidem.

3) Ibidem, p. 120.

4) Alfred Schickel, *Polen und Deutsche*, Bergisch Gladbach, 1984, p. 232.

manipulatoires éprouvées ils ont fait élire dès octobre 1939 des représentants pour les assemblées nationales ouest-ukrainienne et biélorusse. Ces deux assemblées ont tenu diète séparément : l'une à Lvov (Lemberg, Lviv) en Ukraine ; l'autre à Bialystok en Biélorussie. Les orateurs se sont succédé à la tribune pour dire que leur rêve le plus cher était d'être rattachés à l'Union soviétique (5). A la suite de quoi les deux assemblées nationales ont voté à l'unanimité l'annexion aux R. S. S. de la Biélorussie et de l'Ukraine (6).

Dans les territoires nouvellement acquis les Soviétiques ont immédiatement dépossédé la « classe des exploiters et des propriétaires terriens », vocable qui englobait non seulement les gros propriétaires polonais mais aussi les paysans, les entrepreneurs, petits industriels ou commerçants. Tous perdirent définitivement leurs avoirs. On ferma également les écoles supérieures, les universités, les instituts de recherches et les bibliothèques ; de même, toutes les églises et toutes les synagogues (7).

Une bonne partie de la population de cette ex-Pologne orientale a été déportée par les Soviétiques : environ 1, 2 million de personnes en 1939 et 1940. Beaucoup de Polonais tentèrent d'échapper au filet des organes de sécurité soviétiques. Ils gagnèrent la Lithuanie ou la Roumanie en grand nombre, mais la plupart d'entre eux se réfugia dans les zones occupées par les Allemands. Des milliers demandèrent aux autorités allemandes de rejoindre leurs familles et, au grand étonnement d'un Khrouchtchev, parmi ces demandeurs d'asile on trouvait des Juifs qui souhaitaient s'installer dans les territoires sous contrôle allemand, sans craindre, apparemment, la terreur nazie (8).

5) Hellmuth Günther Dahms, op. cit., p. 121.

6) Ibidem.

7) Ibidem.

8) Ibidem, p. 122.

***Le traité qui règle les problèmes de frontières,
le traité d'amitié et les accords commerciaux***

Comment s'est agencée la collaboration germano-soviétique en Pologne occupée ? Le 28 septembre 1939, Allemands et Soviétiques signent un traité d'amitié qui règle en même temps les problèmes de frontières entre les deux puissances. Ce traité confirme globalement les conventions en matières territoriales prises le 23 août 1939, mais comporte les modifications suivantes : le Reich englobe désormais dans sa sphère d'influence la plus grande partie de la Pologne jusqu'au cours de la rivière Bug, en contrepartie, l'Union soviétique reçoit la Lithuanie.

Tout aussi importants ont été les accords commerciaux d'une durée d'un an signés le 11 février 1940 entre l'Union soviétique et le Reich. Le volume des transactions s'élevait à 800 millions de RM. Le Reich allait pouvoir prendre livraison de matières premières indispensables à la guerre (du pétrole, divers minerais, des céréales, etc.) dans des quantités telles qu'elles réduisaient presque à néant les effets du blocus britannique. L'Allemagne payait ces livraisons en matériels d'équipement pour la marine et en machines-outils (9).

Ces accords ne constituaient pas un traité commercial ordinaire mais bien plutôt un traité d'aide réciproque. La preuve ? L'Union soviétique devait importer des matières premières pour pouvoir les vendre à l'Allemagne (par exemple le caoutchouc) (10). Autre clause importante pour l'Allemagne : l'Union soviétique mettait ses chemins de fer à la disposition du commerce allemand pour le transport du pétrole roumain vers l'Allemagne ; de même, pour les marchandises en transit à travers la Pologne soviétisée et venant du Proche-Orient et de l'Extrême orient.

Qui plus est, l'Union soviétique n'a même pas tenté de cacher à l'opinion publique internationale son option en faveur du Reich. Au contraire, quand Hitler occupe au printemps 1940 le Danemark et la Norvège, puis la France, Molotov lui envoie très officiellement des félicitations. Sur le plan idéologique éga-

9) Förster, « Der Angriff auf die Sowjetunion », in *Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg*, Bd. 4, Stuttgart, 1983, p. 104.

10) Ibidem, p. 96.

lement les Soviétiques tentèrent de justifier les actions de leurs nouveaux amis face aux critiques et aux questions des partis communistes occidentaux.

Les premières tensions entre Berlin et Moscou

Les Soviétiques se sont efforcés, dans un premier temps, d'occuper réellement les territoires que Hitler leur avait permis d'inclure dans leur sphère d'intérêts. Des pressions d'ordre politique et militaire ont rapidement vaincu la résistance des gouvernements estonien, letton et lithuanien : ceux-ci accordèrent à l'Armée Rouge des bases sur leur territoire.

Les Finlandais ne se plièrent pas aux exigences soviétiques. Le 30 novembre 1939, l'Union soviétique attaque la Finlande. Malgré la supériorité des Soviétiques, les forces finlandaises parvinrent à tenir jusqu'en mars 1940. Le 12, Finlandais et Soviétiques négocient un traité de paix à Moscou. La Finlande cède plusieurs territoires caréliens à l'Union soviétique.

Même si l'inclusion des pays Baltes dans l'Union soviétique s'était faite avec l'assentiment de Hitler, en pratique les conflits n'allaient pas tarder à survenir.

Le 20 juin 1940, les troupes soviétiques envahissent la Lithuanie jusqu'à la frontière de la Prusse orientale alors que l'accord secret du 28 septembre 1939 stipulait qu'une bande territoriale située au sud-ouest de la Lithuanie devait revenir au Reich qui, de cette façon, corrigerait le tracé de sa frontière. Il fallut des négociations serrées pour que le 10 janvier 1940, à l'occasion de nouveaux accords économiques, l'Union soviétique consente une compensation de 7, 5 millions de dollars or à l'Allemagne pour que celle-ci renonce à ces territoires (11).

Mais les rapports germano-soviétiques s'envenimaient de jour en jour en Europe du Sud-Est. Dans cette région, Hitler, dans le fameux protocole secret, n'avait donné carte blanche aux Soviétiques que pour la Bessarabie roumaine. Le 28 juin 1940 Saline frappe dans cette région et, après avoir lancé un

11) Andreas Hillgruber, *Hitlers Strategie, Politik und Kriegsführung 1940/41*, Frankfurt, 1965, p. 231.

ultimatum, il y fait entrer ses troupes. Mais il ne se contente pas de la Bessarabie et s'empare du même coup de la Bucovine du Nord qui appartenait, elle aussi, à la Roumanie (12).

Hitler aurait pu s'en offusquer car il tenait absolument à ce que la Roumanie demeurât stable parce qu'elle lui livrait d'importantes quantités de pétrole.

On remarquera que Saline passe à l'action au moment où Hitler tient la victoire en France. Sans doute le dictateur géorgien voulait-il s'assurer une part de butin. Hitler a dû accepter le fait accompli car sans les livraisons de matériels soviétiques il n'aurait jamais pu mener la campagne de France. Quoi qu'il en soit, c'est ce qu'il a affirmé devant Molotov le 1^{er} août 1940 (13).

Mais les rapports germano-soviétiques ne pouvaient demeurer harmonieux vu la situation dans les Balkans. Ce que prouvent par exemple les demandes, maintes fois réitérées du roi Carol de Roumanie à l'Allemagne, d'envoyer une mission militaire à Bucarest (14). En août 1940, Hitler décide de convoquer ces États à l'arbitrage de Vienne où les puissances de l'Axe garantissent l'intégrité territoriale de la Roumanie (15) : une mesure dirigée exclusivement contre l'Union soviétique et qui entendait faire barrage aux désirs d'expansion soviétiques dans la région. Cette décision a évidemment hypothéqué les relations entre Soviétiques et Allemands. Et quand la Wehrmacht fit transiter des troupes à travers la Finlande neutre pour prendre position sur les côtes de l'océan Arctique dans la région de Kirkenes, Molotov émit une plainte, comme quoi le Reich avait enfreint le droit en faisant pénétrer des unités numériquement importantes de son armée dans un territoire attribué à la sphère d'influence soviétique (16). L'Allemagne a alors justifié ses intérêts en Finlande et en Roumanie par la nécessité d'obtenir de ces pays des matières premières nécessaires à la guerre : le pétrole roumain et le nickel finlandais.

12) Ibidem, p. 110.

13) Ibidem, p. 105.

14) Hellmuth Günther Dahms, *op. cit.*, p. 213.

15) Ibidem, p. 214.

16) Ibidem, p. 215.

On voit que les rapports entre les deux dictateurs étaient dominés par l'envie et la méfiance tout au long de l'année 1940. Chacun d'eux voyait en l'autre son futur adversaire et veillait, avec mesquinerie, à ce que l'autre n'interfère pas dans sa zone d'influence.

La visite de Molotov à Berlin les 12 et 13 novembre 1940

Dans la perspective qui est celle d'aujourd'hui, on peut se demander si en 1940 la guerre avec l'Union soviétique n'aurait pas pu être évitée. L'historiographie apporte des réponses très diversifiées à cette question.

Qu'on se rappelle la situation politique de 1940. Fin juin, la France capitule, il faut donc mettre l'Angleterre à genoux. Quand il est apparu que ce n'était pas possible, Hitler forgea le 27 septembre 1940 le pacte tripartite entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon, pacte qui devait rester ouvert à la Russie, ce qu'il est très intéressant de noter (17). C'était une tentative de reconduire la répartition des forces de 1939 et de trouver un *modus vivendi* avec les Soviétiques.

Hitler partait du principe que les Anglais capituleraient assez vite s'ils constataient qu'une guerre germano-soviétique était peu probable car l'Union soviétique n'était plus prête à jouer le rôle d'allié continental de l'Angleterre. Enfin, les États-Unis auraient longuement hésité avant d'affronter officiellement un immense bloc continental formé par l'Allemagne, l'Italie, le Japon et la Russie. L'idée d'un tel bloc auquel devaient s'ajouter ultérieurement la France et l'Espagne était soutenue par le ministre allemand des Affaires étrangères, Joachim von Ribbentrop.

Les pourparlers décisifs eurent lieu les 12 et 13 novembre 1940 à Berlin.

C'est Ribbentrop qui prit la parole le premier, il expliqua aux Soviétiques quelle était la position allemande et exprima sa conviction que l'Angleterre était déjà vaincue. Or, en totale contradiction avec cette assertion de Ribbentrop, les très officiels « Actes de la politique étrangère allemande », dans les-

17) Ibidem, p. 220.

quels la conversation tout entière a été consignée, mentionnent que les délégations se sont rendues dans les abris antiaériens du ministère des Affaires étrangères du Reich car on annonçait des attaques de la RAF, et que les pourparlers finaux y ont eu lieu. Molotov, qui avait le sens de l'humour, dit à Ribbentrop, en le saluant cordialement lors de son départ, qu'il ne s'était nullement formalisé de cette alerte aérienne qui lui avait permis de s'entretenir en long et en large – pendant deux heures et demie – avec le ministre des Affaires étrangères du Reich (18).

Ribbentrop avait soumis à son homologue soviétique un projet de traité tout prêt qui reposait sur l'hypothèse d'une fin imminente des hostilités. L'Allemagne, le jour où la paix serait signée, se contenterait des révisions territoriales qui s'imposaient en Europe. Les aspirations territoriales allemandes du futur se porteraient vers l'Afrique centrale. En contrepartie, Ribbentrop suggère à Molotov d'infléchir le poids de l'Union soviétique vers le Sud, en direction de l'océan Indien. Quoi qu'il en soit, les Soviétiques recevraient pour toujours le droit de franchir les détroits avec leurs navires de guerre.

Les intentions des Allemands étaient claires : Saline laissait à Hitler l'Europe centrale et orientale tandis qu'il aurait le champ libre en Asie.

Dans sa réponse, Molotov ne releva même pas l'offre allemande mais suggéra un mode opératoire différent, démontrant simultanément que l'Union soviétique n'entendait pas être tenue à l'écart des affaires européennes. Molotov, en pratique, exigea le droit de s'immiscer dans toutes les questions ouvertes de l'Europe de l'époque. L'Union soviétique s'intéressait à la Turquie, à la Bulgarie, à la Roumanie, à la Hongrie, à la Yougoslavie, à la Grèce, à la Finlande et à la Pologne. Les Soviétiques voulaient même discuter du futur statut de la neutralité suédoise. Le ministre des Affaires étrangères soviétique termina son exposé en signalant que la Russie montrerait également dans l'avenir un vif intérêt pour le contrôle aux accès à la mer Baltique et à la mer du Nord (Skagerrak et Cattégat) (19).

18) *Akten zur auswärtigen deutschen Politik*, Serie D, Bd. 11, 1, pp. 472 et suivantes.

19) *Ibidem*.

Moscou n'avait jamais exprimé ses *desiderata* de façon aussi explicite. Göring a décrit plus tard la réaction de la délégation allemande : « Nous sommes presque tous tombés de nos chaises » (20).

Pourquoi les Soviétiques ont-ils subitement adopté une position aussi dure ? Probablement parce que Roosevelt venait d'être réélu le 5 novembre 1940. Le président des États-Unis s'était fait l'avocat de meilleures relations entre son pays et l'Union soviétique et voulait aider l'Angleterre (21).

Hitler était bien forcé d'interpréter les affirmations de Molotov dans ce sens et de constater que Saline voulait utiliser le Reich pour une seconde expansion vers l'ouest de l'Union soviétique. Saline, de surcroît, savait parfaitement que Hitler dépendait de Moscou pour les matières premières venues des Balkans et de l'espace soviétique. Cet atout, Saline le jouait sans vergogne. Restait ensuite l'éventualité que l'Union soviétique se range du côté des Anglais : l'Armée Rouge avait fait avancer cent divisions massées de la Baltique aux Carpathes. Hitler dut alors se sentir menacé par l'Union soviétique et dépendant d'elle ; les Soviétiques pouvaient le faire chanter (22). De plus, les services secrets allemands avaient eu vent des conversations secrètes entre Russes et Américains, faits dont Hitler devait désormais tenir compte (23).

Idéologue ou pragmatique ?

L'historiographie contemporaine conteste l'importance de la visite de Molotov à Berlin. L'école représentée par Andreas Hillgruber n'accorde à cette visite qu'une portée réduite. Elle part du principe que Hitler voulait la guerre contre l'Union soviétique dès le départ. La façon dont le Führer entama cette guerre, la brutalité avec laquelle il l'a menée, signifient pour Hillgruber que Hitler la considérait comme sienne.

Or cette thèse on ne peut la prouver qu'en faisant référence à l'idéologie nationale-socialiste qui réclamait un « espace vital » pour le peuple allemand à l'Est, justifiait la lutte contre

20) Hellmut Diwald, *Geschichte der Deutschen*, Frankfurt, 1979, p. 156.

21) Hellmuth Günther Dahms, op. cit., p. 223.

22) Ibidem, p. 225.

23) Hellmut Diwald, op. cit., p. 157.

les « races inférieures » (Slaves et Juifs) et annonçait le combat final contre le bolchevisme qu'elle haïssait. Tels sont les facteurs énumérés par les historiens qui attribuent à Hitler, à partir de 1920 environ, la volonté de mener une guerre de conquête à l'Est. Ils lui concèdent toutefois avoir souhaité une pause de quelques années après la victoire sur la France et l'Angleterre (qu'il croyait vaincre rapidement après juin 1940). Après cette pause, Hitler, d'après les historiens de l'école de Hillgruber, aurait mis son programme à exécution et amorcé la conquête de l'Union soviétique. Vues sous cet angle, les conversations de Berlin n'auraient pas eu d'autre signification que de gagner du temps.

Reste un problème : l'importance accordée, dans ce contexte, à l'idéologie et au programme du NSDAP. Là est la question. Hitler était-il vraiment guidé par une idéologie, comme on le dit aujourd'hui ? N'a-t-il pas été, le plus souvent, un pragmatique qui calculait ses coups « à froid » ? On se souvient surtout du sort des Tyroliens du Sud que Hitler, s'il avait suivi son « idéologie », aurait dû incorporer dans le Reich ; machiavélique, il a sacrifié l'irrédentisme sud-tyrolien au profit de son alliance avec Mussolini. Il a adopté exactement le même comportement avec la Pologne en ne tenant pas compte des intérêts de la minorité allemande de ce pays entre 1934 et 1938 parce qu'il ne jugeait pas opportun de se préoccuper d'elle dans le cadre de sa politique étrangère de ces années-là.

Mis à part ces exemples ou d'autres faits de même nature, nous devons formuler une objection de principe : les historiens ne devraient pas croire aveuglément, sans émettre de critiques, que les affirmations de nature idéologique de tel ou tel individu ou de telle ou telle formation politique sont automatiquement transposées dans la réalité dès que l'occasion se présente. Tous les systèmes marqués par une idéologie – et le système marxiste offre sur ce chapitre suffisamment d'exemples – ont pour caractéristique que, dès qu'ils accèdent au pouvoir, de se transformer sous la pression des événements, finissant ainsi par présenter un visage purement pragmatique. Pourquoi dès lors Hitler constituerait-il une exception ? Les historiens devraient se garder de prendre des formules de nature idéologique pour des éléments de preuve, qui plus est de preuves définitives, pour expliquer que tel acte positif ou tel acte condamnable a été commis en

leur nom. En premier lieu, il convient plutôt d'avancer les faits que prouvent les sources pour pouvoir juger convenablement d'une réalité historique.

En 1982, une controverse scientifique a eu lieu sur cette question de méthode dans les colonnes de la revue *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht* (n°4, 1982) (24).

Hillgruber, une fois de plus, y expose sa thèse habituelle : Hitler aurait toujours voulu la guerre contre l'Union soviétique pour des raisons d'ordre idéologique. Mais l'historien militaire Stegemann s'oppose à cette interprétation. Pour lui, ce sont des considérations d'ordre stratégique qui ont conduit Hitler à attaquer l'Union soviétique. Pour preuve, Stegemann évoque la politique de Saline pendant l'été 1940 que nous venons d'expliquer. Cette politique menaçait dangereusement les intérêts allemands et Hitler a fini par considérer l'Union soviétique comme un allié potentiel de l'Angleterre (25). Ensuite, Stegemann avance d'autres arguments : dès juin 1940, alors que l'armistice n'avait pas encore été signé avec la France et que des combats se déroulaient encore entre Français et Allemands, Hitler a ordonné que l'on réduise les effectifs de l'armée de terre de 155 à 120 divisions et que l'industrie militaire concentre ses efforts sur l'aviation et la marine. Ce sont là des mesures qui montrent à l'évidence que le Reich ne préparait pas une guerre de conquête à l'Est.

Hitler a évoqué pour la première fois l'idée d'en découdre militairement avec l'Union soviétique le 22 juillet 1940. Halder a consigné ces dires dans son journal. Les motivations qui animaient alors le Führer étaient essentiellement d'ordre stratégique. Hitler, ensuite, a fait part de sa décision à Jodl, Brauchitsch et Halder, en la justifiant sur un plan stratégique. C'était le 31 juillet 1940. L'attaque contre l'Union soviétique aurait servi de dérivatif pour obliger l'Angleterre à accepter la paix. Mais cette « décision » n'était pas arrêtée car Hitler s'est efforcé de trouver d'autres solutions. Du 31 juillet au

24) Andreas Hillgruber, « Noch einmal Hitlers Wendung gegen die Sowjetunion 1940 », in *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, 4, 1982, Stuttgart.

25) Bernd Stegemann, « Politik und Kriegführung in der 1. Phase der deutschen Initiative », in *Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg*, Bd. 2, Stuttgart, 1979, p. 39.

5 décembre 1940 on ne trouve plus une seule trace d'un tel projet, Hitler ne montre plus le moindre intérêt pour une campagne à l'Est. Ce n'est que le 18 décembre 1940, un peu plus de quatre semaines après la visite de Molotov à Berlin, que Hitler a donné l'ordre, fatidique, de préparer l'« opération Barbarossa ».

Hitler sous-estime le potentiel de l'Armée Rouge

En considérant la défaite allemande de 1945 et la puissance militaire soviétique actuelle, on a trop rapidement tendance à juger l'acte de Hitler comme totalement insensé. En effet, pourquoi avoir osé s'attaquer, sans motif impérieux, à un pays aussi puissant ? Qui plus est, en envahissant l'Union soviétique, Hitler s'obligeait à mener une guerre sur deux fronts dont l'issue ne pouvait être qu'une défaite inéluctable. Mais pour comprendre cette décision, il faut tenir compte de l'état des connaissances de l'époque ; seule une telle prise en compte permet une analyse historique solide. L'Armée Rouge avait alors dans le monde entier une très mauvaise réputation. Fin mai 1941, par exemple, le Foreign Office britannique conclut que l'Union soviétique capitulerait rapidement, avant ou après la menace d'une attaque allemande. Si les choses en arrivaient là, les Britanniques bombarderaient Bakou, le centre pétrolier soviétique, de façon que les Allemands ne puissent pas s'emparer de cette matière première indispensable à la poursuite de la guerre (26). Hitler, ses conseillers militaires et bon nombre d'autres experts militaires étrangers estimaient que le sort de l'Union soviétique aurait été réglé en une campagne d'été de neuf à dix-huit semaines (27).

Cette mésestimation des capacités de l'Armée Rouge et de la résistance du peuple russe abonde plutôt dans le sens de Stegemann et de ceux qui disent que Hitler a essentiellement agi pour des raisons stratégiques. Il a cru possible, concrètement, d'éliminer l'Union soviétique par une *Blitzkrieg* après avoir épuisé toutes les possibilités de coopération avec le partenaire soviétique en automne 1940.

26) Hellmuth Günther Dahms, op. cit. , p. 261.

27) Ibidem, p. 262.

Hitler pouvait espérer se débarrasser du maître chanteur qui le menaçait sur son flanc oriental, ôter à l'Angleterre la possibilité de manœuvrer contre lui un « allié continental » et montrer aux États-unis que toute intervention directe dans la guerre européenne était désormais impossible puisque le Reich contrôlait à son profit toute la puissance économique russe. Nous constatons donc que Hitler – tout en restant dans le cadre de sa stratégie globale – avançait toujours des motifs plausibles et réalisables pour justifier sa décision d'attaquer l'Union soviétique.

Pourquoi les Allemands ont-ils si mal évalué le potentiel de l'Armée Rouge ? Il y a plusieurs raisons à cela. La première remonte à la jonction entre unités de la Wehrmacht et unités de l'Armée rouge en Pologne en septembre 1939. Les troupes russes firent mauvaise impression sur les militaires allemands. Leurs rapports mentionnent une discipline qui laissait à désirer et une disparité dans les uniformes. Enfin, les équipements étaient totalement obsolètes et, souvent, des tracteurs tiraient les obusiers (28).

Saline a-t-il délibérément provoqué cette impression ? On ne peut écarter cette hypothèse, même si au cours de l'offensive de l'hiver 39-40 contre la Finlande, les Soviétiques s'étaient également servi d'armes démodées. Sur cette guerre, les militaires soviétiques ont même fait tourner un film de propagande, « En perçant la ligne Mannerheim ». Ce film est tombé entre les mains des services secrets allemands qui l'ont montré à l'état-major. On y voyait des mitrailleuses d'un autre âge, ce qui a convaincu l'état-major général allemand que l'Armée Rouge n'avait qu'une faible valeur combative, incapable, qui plus est, de venir rapidement à bout des Finlandais (29).

Ce film a vraisemblablement été fourni intentionnellement aux Allemands, sinon Saline aurait verrouillé son territoire pour que l'étranger ignore l'esprit combatif du soldat soviétique. Apparemment, le dictateur géorgien voulait montrer piètre figure afin de suggérer aux Allemands qu'aucun danger ne les guettait à l'Est.

28) Erich Helmdach, *Täuschungen und Verstumnisse, Kriegsausbruch 1939/41*, Berg, 1979, p. 114.

29) *Ibidem*.

Une agression ?

Le 22 juin 1941 à trois heures quinze, Hitler attaque l'Union soviétique. On parle de cet événement majeur de la Seconde Guerre mondiale comme d'une « agression », dans le langage courant, ce terme désigne une attaque surprise à laquelle la victime ne s'attendait pas. Dans le cas de l'opération Barbarossa, l'effet de surprise n'a pas joué, le terme « agression » nous paraît donc inapproprié. Saline, bien sûr, connaissait depuis longtemps les plans de Hitler et plusieurs discours prouvent que le dictateur soviétique considérait la guerre comme inévitable. Dans son allocution du 5 mai 1941 devant les lauréats de l'Académie militaire, dont le contenu est attesté par de nombreux témoins, Saline a dit, textuellement : « L'Armée Rouge doit se faire à l'idée que l'ère de la paix est terminée et que l'ère de l'expansion violente du front socialiste a commencé. Celui qui ne reconnaît pas la nécessité de passer à l'offensive est soit un petit bourgeois soit un idiot » (30). Le pouvoir soviétique devait donc temporiser en engageant des négociations avec son adversaire pour pouvoir s'opposer à lui dans de meilleures conditions en 1942 (31).

Signe extérieur de la tension qui régnait entre Allemands et Soviétiques : en avril 1941 la propagande anti-allemande est à nouveau tolérée à Moscou (32).

Même l'observateur qui ne connaît pas grand-chose à l'art militaire admettra qu'on ne peut pas transporter vers leurs zones de rassemblement plus de trois millions de soldats allemands, avec leur matériel, sans que l'ennemi s'en aperçoive. Les Soviétiques n'ont cessé de renforcer leurs effectifs le long de leurs frontières occidentales, amenant des divisions de Sibérie orientale et concentrant les masses compactes de leur armée de terre à proximité de la frontière, de façon que les observateurs allemands aient l'impression que l'Armée Rouge était sur le point d'attaquer (33).

Chars et unités de cavalerie avaient également été massés sur des positions exposées ; de nombreux terrains d'aviation

30) Förster, op. cit. , p. 73.

31) Hellmuth Günther Dahms, op. cit. , p. 261.

32) Ibidem, p. 268.

33) Ibidem, p. 266.

avaient été aménagés à proximité des frontières. « Les travaux d'aménagement n'étaient pas encore terminés au début de la guerre si bien que les avions, alignés en rangs serrés sur les terrains d'aviation presque prêts, offraient des cibles idéales pour les appareils de la Luftwaffe. » De même, les forces terrestres et aériennes, les dépôts logistiques, les stocks de carburants et les réserves en cas de mobilisation avaient été disposés d'une façon jugée erronée aujourd'hui, à proximité immédiate de la nouvelle frontière entre les deux puissances. Dès le début des hostilités, tout cela serait évidemment perdu pour les Soviétiques (34). Ils avaient construit des routes et des ponts, tracé des chemins, bâti des refuges pour leurs troupes mais avaient renoncé à installer dans l'arrière-pays des relais de communication et des postes de commandement. Ce choix, qui s'est révélé désastreux, montre bien que les Soviétiques ne pensaient pas devoir défendre leur pays en profondeur. Mais les mesures qu'ils ont effectivement prises (concentration de troupes très près des frontières, etc.) ne signifient-elles pas que Saline mettaient en œuvre ses plans offensifs (35) ?

Ce qui, jusqu'ici, ne pouvait être lu que dans les souvenirs des officiers ou entendu chez des soldats, pénètre petit à petit, depuis 1983, dans la littérature scientifique consacrée à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, l'historien Förster relativise les thèses qui évoquent les intentions offensives des Soviétiques. A ce propos, il écrit : « Du fait que les Soviétiques ne donnent pas encore accès à leurs documents, on ne peut pas répondre en toute certitude à la question de savoir si oui ou non ils avaient l'intention de passer à l'offensive » (36). Les archives soviétiques restant pour l'instant inaccessibles aux historiens, on ne peut trouver ni la preuve ni l'indice d'un ordre quelconque prouvant que les Soviétiques avaient bel et bien l'intention de lancer une offensive.

Ce qui frappe les observateurs, ce sont les énormes concentrations de troupes soviétiques dans le saillant de Lemberg (Lvov) et dans la région de Bialystok. De telles concentrations ne peuvent s'expliquer pour des raisons pure-

34) Förster, op. cit., p. 69.

35) Ibidem.

36) Ibidem.

ment défensives. En effet, comme l'admet Joukov lui-même, en cas d'attaque ces troupes risquaient d'être contournées puis encerclées et détruites (37).

Förster avance l'hypothèse que l'Union soviétique a vraisemblablement envisagé d'entrer en guerre durant l'hiver 1940-1941, avant la campagne victorieuse des Allemands dans les Balkans (38). « Lorsque nous disons que les préparatifs militaires se faisaient en vue d'une offensive soviétique, nous défendons finalement le même point de vue que celui du général Vlassov, qui, au début de la guerre [germano-soviétique], commandait le 4^e corps mécanisé dans la région de Lemberg (Lvov), et qui, en cette qualité, devait être plus ou moins au courant des intentions du commandement soviétique » (39). On ne peut affirmer avec certitude qu'une seule chose : Saline, en disposant ses troupes à l'Ouest, se ménageait indubitablement des possibilités, de quelque façon que la situation évolue (40).

Enfin, il est intéressant de juger la puissance respective des Soviétiques et des Allemands à la date du 22 juin 1941. Ce jour-là, sur le front de l'Est, se trouvaient 3 050 000 soldats allemands et 600 000 alliés de l'Axe (Roumains, Finlandais et Hongrois). Face à eux, 2 900 000 soldats soviétiques, mais qui pouvaient rapidement recevoir des renforts de l'intérieur du pays. Sur le plan matériel, la supériorité soviétique était très nette. Ainsi, face aux 3 648 chars et canons d'assaut allemands, on trouvait 14 000 à 15 000 chars soviétiques et face aux 2 510 avions allemands, 8 000 à 9 000 avions soviétiques.

Hitler a pu facilement exploiter, dans sa propagande, le fait que les Soviétiques avaient concentré autant d'hommes et de matériels le long de sa frontière orientale. Lorsque, dans la nuit du 22 juin 1941, la rupture définitive entre Berlin et Moscou a été consommée, Hitler, dans son mémorandum, a reproché au gouvernement soviétique et à Saline d'avoir regroupé l'ensemble des forces soviétiques « le long de la frontière, prêtes à bondir » (41). Pour justifier la guerre, les Allemands reprochaient aux Soviétiques d'avoir pénétré dans les pays

37) Ibidem.

38) Ibidem, p. 70.

39) Ibidem, p. 71.

40) Ibidem.

41) Ibidem, p. 75.

Baltes et en Finlande, en Bessarabie et en Bucovine du Nord, et d'avoir exercé une pression constante sur la Turquie, la Roumanie, la Bulgarie et la Yougoslavie (42).

*Résumé de l'hypothèse présentée
par la thèse d'Ulrich Müller :*

1. Hitler et Saline ont coopéré de 1939 à juin 1941 ; tous deux ont profité largement de cette coopération.
2. Hitler a pu mener ses campagnes en Europe occidentale parce que l'Union soviétique n'a pas bougé et lui a livré d'impressionnantes quantités de matériels.
3. L'alliance entre Moscou et Berlin ne s'est pas rompue pour des motifs idéologiques mais parce qu'au plus tard en novembre 1940, lors de la visite de Molotov à Berlin, les deux dictateurs avaient quasiment les mêmes visées territoriales, notamment l'acquisition de territoires et d'influences en Europe centrale et orientale.
4. La question de savoir si Hitler aurait attaqué l'Union soviétique ultérieurement et dans d'autres circonstances, si Moscou avait accepté d'adhérer en 1940 à son projet de « bloc continental », demeure ouverte.
5. L'Union soviétique n'était pas un « pays pacifique » : elle avait forcé la main à six de ses voisins depuis 1939 en utilisant des moyens militaires : la Finlande, la Lettonie, l'Estonie, la Lituanie, la Pologne et la Roumanie.
6. L'Union soviétique, cela va de soi, avait intérêt à diffuser la thèse que Hitler l'a attaquée en 1941 pour des motifs idéologiques. Si, dans l'opinion publique internationale, elle a longtemps passé pour la victime innocente des théories allemandes de la race et de l'espace vital, elle pouvait, simultanément, faire oublier les années où ses intérêts ont coïncidé avec ceux des Allemands.

LA GUERRE PRÉVENTIVE CONTRE L'UNION SOVIÉTIQUE

Gerd Rühle

Ce texte de Gerd Rühle rend compte des changements survenus dans les connaissances des historiens occidentaux depuis que les archives soviétiques s'ouvrent lentement au public et depuis que, grâce à la fin de l'Union soviétique, les historiens russes, baltes, ukrainiens, etc. cessent de répéter les thèses que le régime précédent leur avait imposées. Gerd Rühle dresse le bilan de la question en 1989, juste avant la chute du Mur de Berlin. Quatre ans plus tard, le public français ignore toujours ce bilan. Nous comblons cette scandaleuse lacune.

Etonnés, nous constatons qu'en Union soviétique, aujourd'hui, l'ouverture d'esprit est plus large que dans les pays sous influence américaine. Dans l'ex-R. D. A. , la publication soviétique destinée au grand public, *Spoutnik*, avait été interdite parce qu'elle expliquait pourquoi les communistes avaient perdu la bataille en Allemagne face aux nationaux-socialistes. Les « glorieux antifascistes » en quête permanente de légitimité regroupés autour de Honecker ne pouvaient admettre une telle liberté de ton. Honecker lui-même s'est attaqué verbalement au mouvement réformiste de l'« Union soviétique amie », qui travestit dans les colonnes de *Spoutnik* l'histoire du parti communiste et suscite les « jacassements d'une clique de petits bourgeois excités qui veulent réécrire l'histoire dans un sens bourgeois ».

Il est évidemment difficile de se défaire des visions conventionnelles que l'on a de l'histoire, surtout si l'on met en jeu sa propre légitimité. Cette évidence se manifeste dans la discussion entre historiens sur la guerre préventive de 1941 contre l'Union soviétique. Le 16 octobre 1986, le directeur scientifique du Bureau de recherches en histoire militaire (dépendant du gouvernement) de Fribourg, Joachim Hoffmann, prend position, dans une lettre au *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, sur cette question. Hoffmann a suscité de nombreuses réponses de lecteurs, dont plusieurs émanaient de collaborateurs de ce Bureau de recherches de Fribourg. Parmi ceux-ci, Rolf Dieter Müller soulignait, le 10 novembre 1986, que, dans cette querelle, il ne s'agissait pas seulement d'établir la vérité historique mais que se faisant on touchait à des intérêts bien actuels.

« D'après moi, dans ces questions, l'enjeu n'est pas uniquement scientifique. Si l'on tente aujourd'hui, au départ de diverses officines, de faire renaître un anticomunisme militant et de réhabiliter le III^e Reich dans ses dimensions les plus effrayantes, alors il s'agit ni plus ni moins d'une manœuvre de diversion destinée à torpiller l'Ostpolitik du gouvernement fédéral [de Bonn], surtout l'orientation choisie par le ministre des Affaires étrangères Genscher ».

De cette façon, on nous fait comprendre indirectement que certains faits sont sans cesse occultés ou refoulés pour satisfaire des objectifs politiques actuels ! Le seul argument de Müller – l'amiral Dönitz aurait dit en 1943 que l'Est devait être conquis pour des raisons économiques – n'infirme pas les thèses de Hoffmann. Un autre collaborateur du Bureau de Fribourg, Gert R. Ueberschär, dans sa lettre au *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 31 octobre 1986, critique Hoffmann d'une manière caractéristique et à ce titre exemplaire. Sans détours, il qualifie les thèses factuelles de Hoffmann de thèses politiques, (« Les thèses politiques du docteur Hoffmann sont singulières dans le domaine de la recherche historique »). De cette façon, il présente son adversaire comme un marginal, ce qui n'est évidemment pas le cas. Ueberschär nie tout simplement l'existence de textes importants qu'il doit pourtant connaître, il espère que son lecteur, lui, ne les connaît pas. La tentative de réfuter les arguments de Hoffmann repose sur un « axiome de base » qui, selon Ueberschär, ne peut pas être remis en cause par des faits nou-

veaux : « L'intention de Hitler, son objectif immuable, a été de conquérir de l'espace vital à l'Est en menant une guerre d'extermination sans merci, justifiée par une idéologie de la race. » Cette intention, on peut la lire dans *Mein Kampf*, l'ouvrage de Hitler, ce qui permet à Ueberschär de considérer comme superflus tous les efforts de ses collègues qui tentent de saisir en détail chaque facette du processus historique. « Hitler n'a pas commencé la guerre à l'Est parce qu'il a eu des querelles politiques avec Staline, mais parce qu'il entendait rester dans la logique de son programme et de ses plans de conquête, déterminés depuis les années vingt ». Une affirmation de cette nature exige pourtant des preuves supplémentaires. En général on ne se contente pas de déclarations d'intention ; dans un procès criminel, en effet, un inculpé n'est pas déclaré coupable sur des intentions mais sur des faits.

Cette méthode qui consiste à refuser tout débat qui tiendrait compte de la multiplicité des événements historiques, à tout déduire d'une seule déclaration d'intention, à ignorer les résultats des recherches historiques, est devenue courante en Allemagne, du moins pour ce qui concerne l'histoire récente.

Dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 21 septembre 1988 (p. 10), Günter Gilessen recense objectivement, en pesant bien ses mots, l'enquête parue cette année-là sur la guerre préventive à l'Est de 1941 due à la plume de Hartmut Schustereit (1). Schustereit a étudié les documents relatifs à la planification de la production d'armements, il en a déduit les objectifs de guerre de Hitler et est parvenu à la conclusion qu'il n'y a pas eu de planification avant Barbarossa. Les planifications allemandes n'ont jamais été élaborées à long terme mais toujours pour l'immédiat, le très court terme ! En juxtaposant tous les chiffres, parfois contradictoires, et en ne se contentant pas de relever les indices qui abondent dans son sens, Schustereit conclut que la guerre contre l'Union soviétique n'avait nullement été prévue par Hitler de longue date, elle ne devait être qu'une étape intermédiaire, devenue nécessaire pour abattre l'Angleterre.

(1) *Vabanque – Hitlers Angriff auf die Sowjetunion 1941 als Versuch, durch den Sieg im Osten den Westen zu bezwingen*, Herford, 1988, DM 39,80. « Jouer quitte ou double – L'attaque de Hitler contre l'Union soviétique en 1941 comme tentative de faire fléchir l'Ouest par une victoire à l'Est ».

On peut évidemment contester les conclusions de Schustereit et se demander si les chiffres qu'il nous soumet et les conclusions qu'il en tire sont suffisants pour établir définitivement quels étaient les véritables objectifs des guerres menées par Hitler. Quoi qu'il en soit, son travail minutieux, clair et précis mérite pleinement d'être discuté. Il conteste les thèses d'Andreas Hillgruber, énoncées en 1965. Hillgruber insistait sur les motivations idéologiques de Hitler et interprétait toutes les campagnes militaires qui ont précédé la guerre contre l'Union soviétique comme une préparation à celle-ci, qui devait assurer aux Allemands un « espace vital » à l'Est.

Tout ce débat, objectivement mené dans les colonnes du *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, est traité dans *Die Zeit* (supplément littéraire du 7 octobre 1988, p. 33) sur un mode hostile, totalement dépourvu d'objectivité. Le journaliste qui recense nos ouvrages historiques hétérodoxes se refuse à admettre que les recherches en cours n'ont d'autre finalité que d'établir la vérité historique. Jost Dülffer laisse parler sa propre subjectivité, son hostilité aux ouvrages qu'il inventorie et déclare sans nuances : « Ces derniers temps, quelques thuriféraires ont tenté d'étayer scientifiquement le point de vue défendu, à l'époque, par la propagande national-socialiste, et qui voulait que la guerre à l'Est fût une guerre préventive pour gagner Staline de vitesse et éviter de justesse une attaque soviétique imminente. Or pour étayer une telle thèse, on ne peut avancer aujourd'hui aucune source plausible ou aucun argument sérieux. »

Ueberschär et Müller (*cf. supra*) procèdent à peu près de la même façon. Malheureusement pour eux, le livre important de Victor Souvorov, un ancien de l'état-major général soviétique, qui a exploité les archives de son pays alors qu'il était officier du G. R. U., prouve que Staline se préparait à attaquer. Au début de l'« agression » contre l'Union soviétique, Staline avait fait déployer onze armées dans les régions frontalières occidentales de son empire. Qui plus est, les Soviétiques prévoyaient pour la fin juillet 1941 le déploiement de vingt-trois armées et de vingt corps d'armée autonomes. On peut évidemment exclure d'office que « ce plus grand déploiement de toute l'histoire du monde, organisé par un seul pays » (dixit Souvorov) ait été conçu comme une mesure de défense préventive. Une telle concentration de troupes sur un territoire aussi réduit prouve,

d'après Souvorov, que l'attaque finale aurait dû avoir lieu peu après le déclenchement de la guerre préventive allemande. En aucun cas, les troupes massées le long de la frontière occidentale de l'Union n'auraient pu se maintenir dans ces régions jusqu'à l'hiver.

La traduction allemande de ce livre de Souvorov paraîtra au printemps 1989 chez le grand éditeur Klett-Cotta de Stuttgart. On peut prévoir la réaction des médias, vu les préliminaires dont nous venons de rendre compte. Le livre subira la conspiration du silence. Ou bien les « recenseurs » imiteront les méthodes des Ueberschär, Müller et Dülffer : ils ignoreront délibérément les faits nouveaux, avancés et dûment étayés, refuseront les conclusions que tout historien sensé tirera de ces innovations et trouveront dans *Mein Kampf* des passages pour justifier, comme d'habitude, la guerre à l'Est par les intentions exprimées par Hitler dans son livre. Les lecteurs conformistes se contenteront des arguments d'un Dülffer et jugeront sans doute qu'il est superflu d'entamer de nouvelles recherches : « On connaît depuis longtemps la vision du monde raciale et biologiste de Hitler, ses objectifs de lutte contre le "bolchevisme juif" et son intention de conquérir de l'espace vital à l'Est. »

Dans un ouvrage très pertinent et véritablement fondamental du philosophe grec Panajotis Kondylis (2), l'auteur opère une distinction judicieuse entre « guerre d'extermination » et « guerre totale » qui peut servir notre argumentation. « Les expériences traumatisantes de Hitler pendant la Première Guerre mondiale ont sans nul doute influencé considérablement sa pensée stratégique, si bien qu'une répétition de la guerre "totale", ou de ce que l'on considérait comme tel à l'époque, était pour lui l'objectif stratégique prioritaire ; la guerre totale est la Némésis de Hitler, non son projet ».

Hitler a tiré la leçon de l'infériorité matérielle du Reich allemand pendant la Première Guerre mondiale, cette guerre devait être une guerre éclair (*Blitzkrieg*) qui concentrerait l'ensemble des forces en un point. Ce qui signifie la mobilisation massive des moyens, l'effet de surprise et une grande mobilité pour compenser les faiblesses matérielles. Les chiffres de la

(2) *Theorie des Kriegen*. Clausewitz, Marx, Engels, Lenin, Klett-Cotta, Stuttgart, 1988. « Théorie de la guerre. Clausewitz, Marx, Engels, Lénine ».

production d'armements, étudiés en détail par Schustereit, Kondylis les inscrit dans le contexte de la *Blitzkrieg*. Pour lui, mener une guerre éclair ne nécessite pas d'accroître la production d'armements : « Cependant, ce qui était absolument nécessaire, c'était d'orienter le potentiel de l'économie de guerre selon le prochain ennemi envisagé, c'est-à-dire selon la physiologie et les besoins particuliers du prochain conflit. C'est ainsi qu'au cours des années 1939-1941, l'effort principal de l'industrie de guerre s'est modifié à plusieurs reprises, modifications successives qui impliquaient la nécessité de tenir compte de la rareté des matières premières et de diminuer la production dans un domaine pour l'augmenter dans un autre ».

« Les Allemands, jusqu'au début de l'année 1942, n'ont pas accru l'économie de guerre à grande échelle, ils n'ont pas décrété la mobilisation totale des forces économiques parce que leur stratégie de la *Blitzkrieg* ne l'exigeait pas. L'idée d'une reconstruction de l'économie allemande après 1933 dans la perspective de préparer la guerre a été dissipée depuis longtemps. Entre 1933 et 1938 les dépenses en matières d'armements se chiffraient à moins de 40 % des dépenses de l'Etat ce qui correspondait à environ 10 % du P. N. B.. Ce pourcentage a été considérablement augmenté en 1938-1939, bien que l'Allemagne produisît par mois autant d'avions que l'Angleterre et moins de chars. En 1941, la production globale d'armements n'avait que peu augmenté par rapport à l'année précédente. De septembre 1940 à février 1941, on constate un recul général de la production d'armements, la production d'avions diminuant à elle seule de 40 % ».

Ensuite, Kondylis fait référence à des travaux parus en anglais qu'on ne peut pas citer en Allemagne sans déclencher des polémiques hystériques (3).

L'ouvrage de Kondylis balaie bon nombre de préjugés considérés comme éléments de l'« idéologie des vainqueurs », raison pour laquelle aucun journal allemand ne lui a consacré de compte rendu objectif. *Die Zeit*, notamment, le critique impitoyablement (7 octobre 1988). Cette hostilité doit nous inciter à souhaiter une rapide traduction française de cet ouvrage capital.

(3) Notamment : B. Klein, *Germany's Economic Preparations for War*, Cambridge, Mass., 1959 et l'ouvrage de B. Carroll, *Design for Total War. Army and Economics in the Third Reich*, La Haye/Paris, 1968).

UN ANCIEN COMBATTANT ALLEMAND ANALYSE L'OPÉRATION BARBAROSSA VUE PAR LA PRESSE DE SON PAYS

Max Klüver

L'attaque allemande

Il fallait s'y attendre : à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'attaque allemande contre l'Union soviétique, les médias allemands s'en sont donné à cœur joie. La télévision surtout n'a cessé de répéter que l'opération était une « agression » allemande. Les journaux et les revues à gros tirage lui ont emboîté le pas. Barbarossa était, disaient-ils, une agression allemande délibérée. En affirmant péremptoirement cette vérité officielle, les médias, évidemment, ne tenaient aucun compte des nouvelles découvertes des historiens contemporains.

Même le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (en abrégé *FAZ*) qui, pourtant, avait publié en 1986 une critique du professeur Gillesen sur l'essai de Victor Souvorov dévoilant les plans d'agression de Staline contre le Reich, a repris les vieilles litanies et parlé de l'« agression allemande » du 22 juin 1941 contre l'Union soviétique. Cette intervention aurait, prétendent les rédacteurs du *FAZ*, été voulue par Hitler lui-même qui, depuis longtemps, cherchait à conquérir de l'espace vital à l'Est et à mener une « guerre d'extermination, justifiée par une idéologie de la race, contre la sous-humanité slave ».

Ce retour au jargon médiatique conventionnel est d'autant plus étonnant que le *FAZ*, dans un autre article dû à la plume du Professeur Gillesen, conclut qu'aucun des deux dictateurs n'a agi uniquement pour se défendre.

Gillesen introduit dans le débat une nouvelle variante dans la thèse de l'« agression » : « Le fait que l'Union soviétique, en dépit des projets de Staline, apparaît comme la victime d'une agression, est dû aux crimes commis contre la population civile soviétique ». J'avoue ne pas voir de rapport entre ces deux faits. Mais soit.

Les positions défendues par *Die Zeit* ne sont pas éloignées de celles que l'on lit dans le *FAZ*. « Le 22 juin 1941, la Wehrmacht attaque l'Union soviétique. Elle lui tombe littéralement dessus. Du ciel. Sans déclaration de guerre. Sournoisement. Traîtreusement. En dépit des traités. » Staline, qui ne se doutait de rien, a été totalement surpris (comme si on ne l'avait pas averti). Il s'imaginait pouvoir se fier au traité signé avec Hitler. Ensuite, *Die Zeit* adopte un ton sentimental : Staline avait choisi cette politique « de façon que la petite Mère Russie soit épargnée par la guerre et que le plan quinquennal prévoyant le développement du pays puisse se dérouler dans la paix ».

Le plan Joukov

Dans le débat sur l'opération Barbarossa, les discussions à propos du « plan Joukov » sont relativement récentes. Curieusement, c'est *Der Spiegel* qui, le premier, l'a évoqué, dès 1990 (n° 22, 1990), alors que cet hebdomadaire n'arrête pas de soutenir la thèse d'une culpabilité exclusive de l'Allemagne dans le déclenchement de la guerre à l'Est ! Le plan Joukov a été soumis par son auteur et par Timochenko à Staline, président du Conseil des commissaires du peuple, le 15 mai 1941.

L'intention qui se profilait derrière ce plan : empêcher « que l'Allemagne se donne la possibilité de nous prendre de vitesse pendant notre déploiement pour nous porter un coup soudain ». Au contraire, c'est « l'Armée Rouge qui devait prendre l'ennemi de vitesse pendant son déploiement et attaquer l'armée allemande au moment où elle se déployait ».

Notre propos, ici, n'est pas d'analyser en détail les motifs qui ont poussé Staline à refuser ce plan. D'abord parce que rien ne prouve avec certitude qu'il ait été expressément rejeté. Nous nous bornerons, dans le cadre de notre article, à signaler que *Der Spiegel* omet de mentionner des faits pourtant très importants. En effet, si l'on transmet à Staline, le 15 mai 1941, un plan complet prévoyant jusqu'aux moindres détails d'ordre stratégique comment prendre de vitesse les Allemands qui sont sur le point d'attaquer au début de l'été, alors cela signifie que les unités soviétiques étaient déjà à un stade avancé de leur propre déploiement. L'existence du plan Joukov confirme indirectement les faits avancés par Hoffmann et les thèses de Souvorov sur le déploiement des armées soviétiques.

Pour répondre à la question de savoir quand ont commencé les manœuvres de l'Armée Rouge, nous ne pouvons émettre que des suppositions tant que les archives soviétiques ne sont pas encore accessibles. Personnellement, au vu de toutes les données que j'ai examinées, je déduis que ce déploiement a dû commencer très tôt et je mettrais cette problématique (ô combien cruciale !) en rapport avec l'occupation des Pays Baltes et de la Bessarabie qui a eu lieu pendant l'été de 1940.

Le 31 juillet 1940

Personne ne peut contester le fait que Hitler, le 31 juillet 1940, a évoqué la nécessité d'abattre la Russie. Mais cette décision n'a rien à voir avec l'intention de Hitler de « réaliser à l'Est ses projets à long terme, fruits de conceptions politiques basées sur la notion de race et d'espace vital ». Hitler n'a pas non plus évoqué l'éventualité de mettre l'Union soviétique hors jeu pour résoudre le dilemme stratégique dans lequel il se trouvait, « avec une Angleterre qui, contrairement à ce qu'il avait cru, continuait à se battre et avec un Roosevelt qui menait sa politique globale », comme l'affirme Förster dans *Die Welt*. Les discussions du 31 juillet avaient pour seul objet la lutte contre l'Angleterre. Et, dans ce contexte, l'Union soviétique était considérée par Hitler comme une sorte d'allié continental des Britanniques qui devait être battu pour contraindre l'Angleterre à se rendre. Même *Die Zeit* admet que Hitler « n'avait pas tout à

fait tort » de considérer la Russie comme un « allié continental » des Anglais.

Dans le *FAZ*, Gillesen estime que « l'on ne conteste pas » que Hitler ait ordonné la préparation d'une attaque contre l'Union soviétique dès le début de l'automne 1940. Mais Gillesen ne mentionne aucune date, ne fournit pas le jour précis où Hitler aurait donné un tel ordre. Il ne le signale pas parce que ce jour n'a jamais existé. Gillesen omet de dire à ses lecteurs que Hitler, pendant l'automne 1940, jusqu'au jour de la visite de Molotov à Berlin en novembre, s'est préoccupé de former un bloc continental contre l'Angleterre dans lequel l'Union soviétique aurait été le quatrième partenaire du « pacte des trois puissances » signé le 27 septembre 1940 entre l'Allemagne, le Japon et l'Italie.

La rencontre avec Molotov

Pas un historien ne nie que les exigences formulées par Molotov étaient exagérées. Même *Die Zeit* est obligé d'admettre qu'au cours des mois qui ont suivi sa visite à Berlin on aurait dû négocier âprement ces demandes. Mais *Die Zeit* s'étonne que Hitler n'ait pas répondu à un mémorandum ultérieur des Soviétiques. Ce silence démasquerait Hitler. Mais le journal des milieux progressistes de Hambourg omet de dire que Molotov, en fait, est arrivé à Berlin muni d'un programme complet et bien « ficelé » et qu'il ne s'est pas contenté d'émettre des revendications diverses, pouvant être négociées isolément. Hitler avait, lui, reconnu la finalité de ce « programme » qui visait, dans un premier temps, à précipiter l'Allemagne dans un état de dépendance totale à l'égard de l'Union soviétique, surtout sur le plan des matières premières importantes, indispensables à la conduite de la guerre (pétrole roumain, nickel finlandais et minerais de fer suédois). Comme les Allemands ne pouvaient en aucune façon satisfaire Molotov, la visite de ce dernier à Berlin a constitué le « grand tournant » de la Seconde Guerre mondiale. *Die Zeit* excuse l'Union soviétique. Celle-ci n'aurait voulu qu'une chose : exploiter les possibilités qu'offrait le pacte germano-soviétique, dans le cadre de la sphère d'intérêts que Hitler avait concédé à Moscou. Par conséquent, c'est Hitler le coupable puisqu'il n'a pas voulu satisfaire les desiderata de Molotov.

Pis : Hitler n'a pas seulement concédé aux Soviétiques une sphère d'intérêts, il la leur a imposée ! *Der Spiegel* justifie l'agression soviétique d'une manière analogue. Pendant la « guerre d'hiver » de 1939-1940 contre la Finlande, Staline n'a conquis que les territoires dont il avait besoin pour protéger Leningrad des Allemands. Les Allemands sont donc coupables d'avoir fomenté cette guerre-là aussi !

Que voulait obtenir Staline en envoyant Molotov à Berlin ? D'après *Die Zeit*, Staline et ses conseillers espéraient que « la rencontre contribuerait à apaiser une situation conflictuelle ». Mais comment peut-on espérer tel résultat en posant des exigences maximales ? Une question qu'il serait bien venu de soumettre aux rédacteurs de *Die Zeit*.

Bien sûr, ce magazine connaît les objectifs de Hitler : obtenir l'adhésion de l'Union soviétique à son « pacte des quatre puissances ». Cette proposition n'a été, selon ses rédacteurs, qu'une manœuvre tactique, un « élément dans la série des illusions ». Or, Halder a noté clairement dans son journal de guerre, à la date du 24 octobre 1940, que le Reich attendait le ralliement de l'Union soviétique à ce pacte. Mais ce document, les rédacteurs de *Die Zeit* ne l'ont pas pris en considération.

Dans *Die Welt*, le professeur Topitsch écrit très justement, que les exigences de Molotov constituaient « un chantage et une provocation ». Par ses revendications provocatrices, Molotov confortait Hitler dans ses intentions d'attaquer l'Union soviétique. Ce qui implique que Hitler en aurait, préalablement, évoqué la possibilité. Le professeur Topitsch sait, pour sa part, que Hitler envisageait plutôt l'élargissement du pacte à tripartite.

Les intentions agressives de l'Union soviétique

Plus personne ne conteste le fait que le déploiement militaire soviétique a eu lieu. Mais, la plupart du temps, on l'explique comme une réaction aux préparatifs allemands. Ainsi, Gillesen, dans les colonnes du *FAZ*, parle d'un déploiement graduel, correspondant, en apparence, aux informations qu'il a glanées quant aux déplacements des troupes allemandes. Mais en avançant ces chiffres, il devrait tout de même se rappeler qu'en mars 1941 ordre avait été donné de décréter toutes les mesures d'une mobilisation générale. Entre cet ordre et le déploiement alle-

mand, il n'y a donc qu'un rapport très indirect. De plus, Gillesen sait que les troupes soviétiques avaient été déployées très en avant de la zone du front et que ces unités-là alignaient notamment du matériel lourd, massé surtout dans les saillants de Lemberg-Lvov et de Bialystok. Il sait aussi que cette concentration ne date pas de 1941.

Un autre auteur du *FAZ*, le professeur Fischer, n'est pas prêt, lui, à faire ne fût-ce que les modestes concessions qu'accepte son collègue Gillesen. Il va jusqu'à nier l'existence des premier et second échelons du déploiement soviétique, alors que d'après les données communiquées par Souvorov, ce déploiement en deux échelons a bel et bien existé ! Mais si Fischer accepte comme authentiques les révélations de Souvorov, il doit implicitement accepter les intentions agressives des Soviétiques. Fischer affirme unilatéralement que « Staline n'a jamais pris des mesures pour passer à l'offensive ». Mieux, d'après lui, Staline aurait laissé ses troupes moisir sur leurs positions « sans leur assurer un appui logistique adéquat et sans leur faire parvenir les moyens de se défendre ». Sommes-nous dès lors contraints de constater une négligence abominable du commandement soviétique ? Ou bien faut-il en conclure que les Soviétiques n'avaient pas l'intention de se défendre et se déployaient pour attaquer ? Le professeur Fischer ne répond pas à ces questions. Il opte pour les thèses hostiles à Souvorov, énoncées par Gorodetzki, l'historien militaire israélien (considéré par erreur par le *FAZ* comme « britannique »).

Die Zeit ne peut pourtant pas nier l'ampleur considérable des mouvements de troupes soviétiques. Mais le journal ne leur trouve aucune explication satisfaisante et avance les opinions de « connaisseurs » qu'il ne cite évidemment pas. Ces « connaisseurs » interprètent l'ampleur des mouvements comme « des mesures de prudence exagérées ». Et pour expliquer pourquoi la logistique soviétique avait choisi des positions totalement inappropriées pour la défense, *Die Zeit* dit que c'est par « légèreté » que les Soviétiques ont agi de la sorte ! Mais ces dispositions, « prises à la légère », ne se sont pas déroulées sur les rives de la Volga.

Die Zeit nous révèle donc la vérité. Pour chaque cas isolé, le journal nous fournit une explication « clef en main ». Quand l'historien dévoile des mesures dont le caractère n'a rien de

défensif, les journalistes ne lui laissent pas le soin de tirer les conclusions qui s'imposent, ils lui livrent automatiquement des interprétations : il s'agissait de « mesures de prudences exagérées », de « négligence » ou de « légèreté ».

Etait-ce une « guerre préventive » ?

De plus en plus d'historiens, qui participent au débat sur le 22 juin 1941, se demandent s'il s'agissait d'une guerre préventive. Aujourd'hui, ceux qui nient le caractère préventif de l'attaque allemande sont encore majoritaires. Aux avant-postes de ce « front de la négation », nous trouvons évidemment l'équipe de *Die Zeit* pour laquelle tous ceux qui parlent de « guerre préventive » sont des « victimes tardives de la propagande nazie ». Toutefois, face aux faits, on est prêt, désormais, à concéder que la faute est « partagée ». Ainsi, le professeur Gillesen, constate, peut-être un peu tardivement, qu'aucun des deux chefs d'État n'a agi de manière défensive sur le plan politique. La guerre germano-soviétique aura donc été une « guerre des deux bandits ».

Les rapports entre l'Allemagne et l'Union soviétique s'étaient considérablement détériorés au cours de l'été 1940, des divergences d'intérêts avaient créé des tensions. Mais pour Hitler, le conflit qui opposait l'Allemagne à l'Angleterre était plus important et il souhaitait mobiliser l'Union soviétique, à ses côtés, dans cette lutte planétaire. Or l'Union soviétique ne s'est pas montrée prête à rejoindre le « pacte des trois puissances ». Elle n'a pas négocié son adhésion mais est arrivée à la table des négociations avec les exigences démesurées de Molotov. En apprenant en quoi consistaient ses exigences, Hitler a compris que le but de l'Union soviétique était de dominer l'Europe, ce qui signifiait, dans un premier temps, transformer l'Allemagne en un État dépendant de l'Union soviétique pour les matières premières. C'est à ce moment-là qu'est née l'idée de mener contre l'Union soviétique une guerre préventive, afin d'éviter cet assujettissement fatidique. Ce n'était pas une réaction émotionnelle, Hitler devait préalablement acquérir la certitude que ses soupçons n'étaient pas sans fondement. Le 25 novembre, quand arrive la réponse soviétique, Hitler sait à quoi s'en tenir. Il réfléchit et le fruit de ses réflexions c'est l'ins-

truction n° 21 du 18 décembre 1940 qui demande aux militaires de préparer l'opération Barbarossa.

Qu'a dit Staline le 5 mai 1941 ?

Ceux qui ont cru que les recherches historiques allemandes récentes permettraient de mieux comprendre le contenu du discours de Staline, bien que les archives soviétiques soient toujours inaccessibles (*cf.* notre livre *Präventivschlag 1941*, pp. 301 et s.), apprendront qu'il n'en est rien en lisant l'article du professeur Fischer dans le *FAZ*. Avec un grand luxe de détails, ouvert à toutes les digressions possibles et imaginables, il consacre beaucoup de place au discours de Staline, plus qu'il ne devrait d'ailleurs lui en consacrer dans le cadre de la thématique qu'il s'est choisie (« Staline n'a pas tenu compte des avertissements »). Selon le Fischer, non seulement Staline n'aurait jamais eu la moindre intention de passer à l'offensive et n'aurait jamais ordonné le moindre préparatif en ce sens, mais il aurait négligé, purement et simplement, de prendre les mesures défensives qui s'imposaient.

Position qui l'amène à conclure: « Du côté soviétique, malgré la menace qui se faisait de jour en jour plus précise, il n'y a pas eu de mobilisation permanente. » Il ne peut donc pas « être question » du « déploiement des premier et second échelons stratégiques », alors que l'historiographie contemporaine est désormais certaine que ce déploiement a eu lieu, au moins depuis la parution des thèses de Souvorov.

Le D^r Hoffmann, dans une lettre de lecteur adressée au *FAZ* le 10 juillet 1991, a entrepris de corriger les assertions de Fischer en soulignant la tonalité nettement agressive du discours de Staline. A une autre occasion (1), Hoffmann affirme que le discours de Staline du 5 mai 1941 constitue la suite logique de son allocution du 13 janvier 1941, prononcée devant les commandants de corps d'armée, et de celle du 8 février 1941 adressée aux officiers supérieurs de la force aérienne soviétique. Ces deux discours dévoilaient clairement des intentions agressives.

(1) « Die Angriffsvorbereitungen der Sowjetunion 1941 » (« Les préparatifs offensifs de l'Union soviétique en 1941 ») dans l'ouvrage *Zwei Wege nach Moskau* (« Deux voies vers Moscou »), p. 372.

Si l'on remonte encore plus loin dans le temps, on tombe, non pas sur un quatrième discours de Staline, mais sur une déclaration de Molotov, faite le 1^{er} août 1940, trop peu prise en considération par la recherche historique. Molotov expliquait que l'Union soviétique avait enregistré de grands succès, dont elle pouvait être fière, mais qu'elle ne devait nullement se satisfaire de ces acquis. Il lui fallait engranger de nouveaux succès, encore plus glorieux. Or, si l'Union soviétique devait engranger de nouvelles victoires, celles-ci ne pouvaient être obtenues que sur le dos de l'Allemagne.

L'article du professeur Fischer est en contradiction avec celui du professeur Gillesen, également publié dans le *FAZ*, qui recoupe largement celui du D^r Hoffmann. C'est tout à fait clair, surtout lorsque Gillesen, dans son article du *FAZ* « Der Krieg der beiden Banditen » (La guerre des deux bandits), reprend à son compte les faits établis par Hoffmann. « Si l'on prend en considération les préparatifs de Staline, il est clair, dès lors, que Hitler, en attaquant, a devancé le 22 juin 1941 une attaque prévue par Staline. »

Hitler avait-il le choix?

Der Spiegel répète dans son numéro 24 du 10 juin 1991 la vieille thèse : Hitler aurait eu le choix. En l'affirmant, *Der Spiegel* feint d'ignorer que Churchill voulait la destruction de l'Allemagne (*Germaniam esse delendam*) tandis que Hitler souhaitait parvenir à un accord avec la Grande-Bretagne.

En 1988, Rudolf Augstein, directeur de *Der Spiegel*, écrivait, que « la Grande-Bretagne avait offert à Hitler, sur un plateau d'argent, la domination en Europe centrale avec rayonnement dans toute la péninsule balkanique ». Mais Hitler n'en aurait pas voulue. Pire, en s'en contentant, Hitler n'aurait pas eu besoin de s'armer à outrance, car il aurait eu le choix « entre accepter l'offre britannique de régner sur le continent européen et commencer une guerre contre l'Union soviétique, soi-disant instrument des juifs ».

Outre le fait qu'il n'y a pas de documents pour attester la réalité de cette offre britannique, un mystère demeure : comment, pour *Der Spiegel*, une Allemagne désarmée aurait-elle pu opter pour l'un ou l'autre choix ?

La « nature particulière » de la campagne de Russie

La « nature particulière » de cette campagne est évoquée, sur un ton accusateur, dans plusieurs articles. L'historiographie contemporaine voit l'origine et la motivation des cruautés commises du côté soviétique dans le fameux « ordre relatif aux commissaires » et dans les instructions pour la lutte anti-partisans donnés dans les semaines qui ont précédé le 22 juin 1941. Les médias se sont surtout étendus sur l'« ordre relatif aux commissaires ». Cet ordre – que l'on conteste du côté allemand – ne serait parvenu ou n'aurait été communiqué qu'à une partie des unités allemandes ; les unités soviétiques du front n'en aurait même pas pris connaissance. Il ne peut donc pas avoir été à l'origine des cruautés soviétiques. A propos de celles-ci, tout soldat allemand ayant participé aux combats du début de la campagne de Russie peut témoigner des atrocités soviétiques qui n'ont nullement été des réactions à des brutalités allemandes antérieures.

Ainsi, quelques jours après le déclenchement de l'opération Barbarossa, les ambulances de notre bataillon, qui revenaient du front, ont été attaquées ; les chauffeurs et les blessés, qui ne pouvaient se défendre, ont été massacrés. Le Feldmarschall von Manstein signale, dans son livre *Verlorene Siege* (Victoires perdues), p. 178 : « Dès les premiers jours, le commandement soviétique de la ligne de front a montré son véritable visage. Un de nos pelotons de reconnaissance, contourné par l'ennemi et coupé de nos lignes, a été retrouvé plus tard par nos troupes : tous les hommes étaient morts et cruellement mutilés ». Ces deux incidents ne sont pas des exceptions.

Mais aujourd'hui, les médias allemands ne mentionnent jamais de tels crimes, car ils pourraient à leurs yeux excuser le Reich. *Stern* ne connaît que des crimes allemands. Curieusement, cet hebdomadaire, qui aime la sensation et l'étale à longueur de pages sur papier glacé, est dépassé par le *FAZ*. Le quotidien mentionne une exposition organisée à Berlin *Der Krieg gegen die Sowjetunion* (La guerre contre l'Union soviétique) et affuble son bref article du titre : « Quand Hitler a lâché ses chiens sanguinaires. »

Le Chancelier allemand avait précédé les médias. Quelques semaines auparavant, lors d'une visite officielle en Crète, il s'était excusé auprès des Grecs pour les crimes commis dans cette île méditerranéenne par des soldats allemands. Ses conseillers auraient dû lui rappeler que, quelques jours avant le massacre perpétré par des soldats allemands excédés, des partisans crétois, entraînés par les Britanniques, avaient tendu une embuscade et massacré cruellement des parachutistes et des chasseurs alpins allemands qui, eux, respectaient les lois de la guerre. Les conseillers du chancelier auraient dû lui faire lire ce rapport de la Wehrmacht, daté du 30 mai 1941, dans lequel on apprend que des soldats allemands blessés ont été « mutilés de manière bestiale ». Dans ce même rapport, on peut lire que de telles mutilations de blessés sans défense n'avaient eu lieu que pendant la campagne de Pologne. Les atrocités soviétiques ont pris le relais de celles qui furent commises par les Polonais et les Grecs. Au cours de toutes ces campagnes, ce sont les adversaires du Reich qui ont donné aux actes de guerre une « nature particulière » qui les distinguent de ceux qui se sont déroulés sur le front occidental. Enfin, j'estime que les médias devraient prendre connaissance d'un autre fait, plus général : les soldats allemands n'ont pas une mentalité qui les porte à commettre des atrocités.

Nous rappelons que cet article exprime le point de vue d'un ancien combattant allemand. Les lecteurs souhaitant exprimer un point de vue différent sont invités à nous écrire.

Dictionnaire des citations de l'histoire de France

MICHELE RESSI

Ce superbe dictionnaire des citations de notre histoire est un très bel ouvrage qui se trouvera à sa place dans votre bibliothèque. En dehors de quelques concessions à l'histoire conventionnelle, ce fort volume est indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à notre histoire. Chaque citation est expliquée et replacée dans son contexte chronologique et historique. Testez vos connaissances en identifiant les auteurs des phrases suivantes :

- 1 « L'État c'est moi. »
- 2 « C'est la revanche de Dreyfus. »
- 3 « On les aura ! »

Si vous avez hésité avant de répondre, vous avez d'urgence besoin de ce dictionnaire.

**792 PAGES, 3.200 CITATIONS, ILLUSTRATIONS,
INDEX, RELIURE PLEINE TOILE SOUS JAQUETTE
EN COULEURS. 390 F**

*Pour commander, utiliser le bon commande situé dans les
dernières pages de cette revue.*

LE DRAME DES JUIFS D'EUROPE ORIENTALE

LES THESES DE WALTER N. SANNING

Henri-Pierre BASTIN

Dans les débats entre historiens révisionnistes et exterminationnistes, les chiffres jouent un rôle considérable. Les historiens officiels utilisent les témoignages des survivants et les différences statistiques entre le nombre des juifs vivant en Europe centrale et orientale avant la guerre et celui recensé après la guerre pour conclure à l'évidence d'un holocauste.

De leur côté, les révisionnistes se fondent principalement sur ce qu'ils considèrent comme l'impossibilité technique du génocide pour réfuter l'idée même d'holocauste par le moyen de chambres à gaz homicides. Ce point de vue n'est pas partagé par la quasi-totalité des historiens de profession.

Afin de contribuer à la réfutation des thèses révisionnistes, l'historien américain Walter N. Sanning s'est attelé à l'étude détaillée des statistiques démographiques officielles (plus des sources juives sérieuses) pour tenter de suivre la trace des populations juives d'Europe centrale et orientale afin de déterminer l'impact réel des politiques de persécution allemandes.

Les résultats qu'il obtient, surtout en partant de sources juives et israéliennes, nous invitent à réviser un certain nombre d'idées reçues. Selon Sanning, les plus importantes pertes juives en vies humaines auraient eu lieu dans les rangs de l'Armée Rouge et

dans les camps de travail sibériens où avaient été déportés la plupart des juifs polonais et soviétiques peu avant l'entrée des troupes allemandes en Union soviétique.

En 1945, des 16 millions de juifs vivant avant la guerre, il en restait 14,7 millions. Beaucoup d'entre eux avaient quitté l'Europe centrale et orientale pour émigrer vers l'Ouest, l'Amérique et Israël. La diaspora d'Europe orientale aurait été annihilée, non par des massacres systématiques (il n'y aurait eu que des massacres ponctuels), mais principalement par la déportation et l'émigration.

La tragédie du peuple juif

Cette dissolution du peuplement juif d'Europe orientale est une tragédie, non seulement pour cette vieille nation de grande culture, mais aussi pour notre continent tout entier. Malheureusement, nul ne se soucie de connaître les mécanismes exacts de cette tragédie. On préfère entendre les récits conventionnels qui font la une des médias et qui ne content pas les souffrances réelles du peuple juif, mais présentent des épreuves reposant sur des bases factuelles insuffisantes, risquant de faire passer les rescapés des camps, notamment sibériens, meurtris dans leur chair et dans leur esprit, pour des affabulateurs. Au bout du compte, certains publicistes peu rigoureux de la communauté juive risquent de passer pour responsables de cette mystification. Les conséquences en seraient aussi injustes que tragiques.

L'étude des chiffres semble la seule démarche scientifiquement raisonnable pour cerner l'ampleur de la tragédie juive en Europe orientale. Première remarque de Sanning : la caractéristique la plus marquante de la démographie juive d'Europe orientale, que reconnaissent et les nationaux-socialistes allemands et les sionistes, c'était son taux élevé de naissances. Les nationaux-socialistes voyaient dans cette explosion démographique un danger et les sionistes un espoir. Qui plus est, le niveau intellectuel de cette minorité juive a permis de réduire le taux de mortalité, surtout de mortalité infantile, dans des proportions bien plus considérables que celles des populations slaves au milieu desquelles elle vivait.

Mais, avec l'industrialisation et l'urbanisation croissante, cette communauté juive s'est sécularisée et elle a perdu sa foi,

ciment de sa cohésion. La socialité juive, du coup, se lézardait à une vitesse inouïe, provoquant de véritables drames familiaux. Une étude de la démographie des juifs de Pologne est éclairante à ce propos. Sanning s'y est intéressé. Une source sûre, celle de l'Anglo-American Committee on European Jewry and Palestine (en abrégé, AAC), évaluait à la veille de la guerre, le nombre de juifs de Pologne à 3 351 000. Une autre source, purement juive celle-là et émanant du démographe Gerald Reitlinger, estime que la population juive de Pologne comptait 2 732 600 âmes le 9 décembre 1931, ce qui signifierait une augmentation de 620 000 unités en huit ans. Or, c'est impossible. La démographie juive, vu la sécularisation et l'urbanisation, était en baisse et la Pologne, considérée comme antisémite, n'attirait pas d'immigrants juifs.

Le *Stateman's Yearbook 1944* nous signale le quiproquo : les Polonais, avant-guerre, avaient publié deux chiffres contradictoires pour la population juive. Le premier (qui correspond exactement à celui que donne Reitlinger) concerne les locuteurs de la langue yiddish, l'autre les pratiquants de la foi mosaïque (3 113 900 personnes), soit une différence de 237 000 (3 351 000 – 3 113 900) qui constituent très vraisemblablement l'apport démographique dû aux naissances.

Sanning constate ensuite qu'un quart seulement des Polonais slaves et catholiques vivait dans les villes, tandis que les juifs étaient aux trois quarts urbanisés. 125 123 personnes de confession mosaïque étaient occupées dans l'agriculture (chefs de famille et membres des familles compris). Les autres juifs des campagnes étaient soit artisans, soit commerçants. 85 % des Slaves (Polonais ou Ukrainiens) vivaient de l'agriculture. Cette urbanisation presque générale a conduit le taux démographique juif à baisser plus vite que celui des Slaves. Mais cette baisse n'est survenue qu'après la Première Guerre mondiale. En Pologne, la population juive globale passait de 13 % à 11 % et les naissances juives n'atteignaient plus, en 1931, que 7 % du total des naissances dans le pays. Finalement, la communauté juive de Pologne présentait une croissance naturelle de 0,4 %, ce qui est très bas. Ce déclin démographique ne s'explique pas seulement par l'urbanisation, mais aussi par l'émigration des éléments juifs les plus dynamiques qui fut surtout le fait de jeunes hommes célibataires. 56 000 d'entre eux, d'après les sta-

tistiques, partent seuls. A cela s'ajoute le départ de 238 000 personnes jeunes mais accompagnées de leur famille (ce qui équivaldrait, d'après Sanning, à 48 000 chefs de famille). Ces juifs émigrent vers l'Europe occidentale et vers la Palestine. Le processus de dissolution de la diaspora est-européenne commence donc très tôt, avant la Seconde Guerre mondiale et l'occupation allemande.

Rien qu'entre 1934 et 1937, 68 000 juifs polonais s'installent en Palestine. Pendant ce temps, 400 000 juifs de toutes provenances débarquent et restent aux Etats-Unis. Parmi eux, tout au plus 100 000 juifs d'Allemagne.

En Pologne, dans les pays Baltes, en Roumanie, en Hongrie et en Tchécoslovaquie vivaient avant la guerre quelque 4 300 000 juifs. Deux tiers d'entre eux étaient concentrés en Pologne. En France et dans les pays du Bénélux, on comptait 315 000 juifs. Mais au moment où la guerre a éclaté, ils étaient environ 480 000. Cette augmentation est due presque entièrement à l'immigration de juifs d'Europe orientale et non d'Allemagne, car les statistiques allemandes et américaines prouvent que 83 % des émigrés juifs allemands partaient vers l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud, la Palestine, Shanghai et l'Angleterre.

Immédiatement avant la guerre, cette émigration, favorisée par les violences antijuives de Brest-Litovsk et de Czystochowa, fait tomber le taux de croissance naturelle de la communauté juive à 0,2 %. Cette hémorragie est confirmée par les chiffres avancés par l'armée polonaise : en septembre 1939, 31 216 citoyens polonais de souche juive sont sous les drapeaux, ce qui permet de conclure que la population juive s'élève tout au plus à 2 633 000 personnes. 600 000 ou 700 000 juifs auraient donc déjà quitté la Pologne avant l'arrivée des Allemands.

Les observations des démographes quant à la communauté juive de Pologne pourraient valoir pour les autres communautés d'Europe orientale. A quelques différences près seulement. En Tchécoslovaquie, les différences entre juifs de Bohême, de Slovaquie et d'Ukraine subcarpatique sont énormes. En Bohême, les juifs sont urbanisés, ils ont adopté le mode de vie des sociétés industrielles. En Slovaquie, cette évolution est moins nette. En Ukraine subcarpatique, le taux des naissances reste élevé mais contraint beaucoup de jeunes juifs à émigrer

(ce fut le cas d'un Maxwell par exemple). Le gros de cette émigration va vers Prague. Mais ce sont évidemment les jeunes hommes célibataires qui partent, ce que prouvent les statistiques : environ 14 % de moins de jeunes hommes que de jeunes femmes pour la tranche d'âge 15-29 en Slovaquie et en Ukraine subcarpatique. En Bohême en revanche, les proportions sont inversées : les jeunes hommes de 15 à 29 ans dépassent de 23,5 % les jeunes femmes. Le mode de vie industriel, déjà présent en Bohême avant la Première Guerre mondiale, se généralise : Tchèques, Juifs et Allemands des Sudètes n'accusent qu'un taux de croissance de 0,8 %. En 1930, les juifs atteignent le taux très bas de 0,6 %. En Slovaquie, ce recul démographique est moins visible. En Ukraine subcarpatique, la famille juive est-européenne semble demeurer intacte. Ce n'est que vers 1930, avec le départ d'éléments jeunes vers la Bohême ou le monde occidental, que le taux de croissance juif décline, toutefois par rapport aux chiffres tchèques ou même slovaques, il reste élevé.

Un lent déclin démographique

En Hongrie, où le recensement de 1930 dénombre 444 567 juifs, la plupart résidant dans les villes, le déclin démographique, assorti d'un net déficit des naissances, s'amorce en 1927. Le déficit de 0,1 % en 1930 passe à 0,5 % en 1938. Pour la Roumanie des années 30, l'*Universal Jewish Encyclopaedia* nous donne des chiffres très précis : « En 1932, le nombre des naissances (juives) dans la Grande-Roumanie s'élevait à 12 586 et à 10 039 en 1938 ; le nombre des décès était respectivement, pour ces deux années, de 9 891 et de 10 250. Ainsi, du surplus dû aux naissances, 2 695 unités en 1932, on passe à un déficit de 213 unités en 1938. Le taux des naissances n'a cessé de chuter. » Le livre de Sanning nous révèle des chiffres analogues pour les pays Baltes.

En conclusion, il écrit : « La concentration rapide de la population juive dans les moyennes et grandes villes, la disparition de la langue yiddish au profit des diverses langues nationales, l'émigration en masse des jeunes juifs célibataires, les mariages tardifs et la généralisation des familles à un ou deux enfants ont détruit la structure traditionnelle de la famille juive ; seul un petit reste de cette judaïté est-européenne avait pu se

maintenir, notamment en Ukraine subcarpatique, mais cette communauté était trop petite pour compenser les pertes énormes que l'on observait partout ailleurs sous la pression constante de la sécularisation. A la fin des années trente, il n'y avait pas un pays en Europe de l'Est où les juifs présentaient un taux de croissance naturel ; dans certaines régions, le nombre de décès dépassait largement celui des naissances. On peut dire sans se tromper outre mesure que la judaïté est-européenne, au cours de ces années, a connu un taux de croissance réduit ou a reculé. »

Les juifs en Union soviétique

Il se révèle difficile de présenter des statistiques claires sur le peuplement juif en Union soviétique. En effet, la plupart des 2 633 000 juifs de Pologne, n'a pas attendu l'arrivée des Allemands dans leur ville pour fuir vers l'Est. C'est là qu'ils ont été surpris par l'entrée imprévue de l'Armée Rouge qui reprenait ainsi possession de territoires ayant appartenu à la Russie des Tsars. De ces fuyards, seuls ceux qui avaient franchi la frontière roumaine échappèrent soit aux Allemands soit aux Soviétiques. Mordecai Nurok, Grand Rabbín de Lettonie et représentant sa communauté auprès du Congrès Mondial juif, déclarait le 28 mars 1946 lors d'une conférence de presse à New York : « Nous devons insister et dire que plusieurs centaines de milliers de juifs polonais ou citoyens d'autres pays ont trouvé en Union soviétique un havre salvateur devant l'avance des nazis. » *L'Encyclopaedia Judaica* confirme : 75 % des 6 000 juifs de Tomaszow Lubelski ont suivi l'Armée Rouge quand elle a quitté le pays à la suite d'une convention entre Allemands et Soviétiques instituant une nouvelle ligne de démarcation. Sanning estime sur la base de toutes ses sources juives que 300 000 juifs environ ont quitté cette zone évacuée par les Soviétiques. Parmi eux, le jeune Menahem Begin, âgé de 26 ans, dirigeant le mouvement de jeunesse juif Betar à l'université de Varsovie. Lors du procès Eichmann à Jérusalem, deux témoins, Zwi Patscher et Yakov Goldfine, déclarent que les Allemands ont chassé les juifs vers la zone soviétique. *L'Encyclopaedia Judaica* écrit à ce propos : « Quand la guerre a éclaté en septembre, les Polonais ont pillé les commerces juifs et molesté les israélites (...). Les Allemands ont déporté les juifs

[en septembre 1939] au-delà de la rivière San, dans les régions contrôlées par les Soviétiques (...). Les juifs expulsés se sont retrouvés dans la plus extrême nécessité économique. En été 1940, beaucoup d'entre eux ont été déportés vers l'intérieur de l'Union soviétique ». *L'Encyclopaedia Judaica* précise la situation ville par ville. Pour Vladimir-Volynsky : « Des milliers de juifs ont cherché refuge dans la ville, si bien que le nombre des habitants juifs est monté à 25 000 personnes [en 1931 : 10 665 ou 44 % de la population] (...). Pendant l'été 1940, bon nombre de chefs et de réfugiés sionistes ont été transportés vers l'intérieur de l'Union soviétique. » Pour Loutsk : « Beaucoup de réfugiés qui avaient fui la Pologne occupée par les nazis et avaient trouvé refuge à Loutsk ont été déportés vers l'intérieur de l'Union soviétique. » Pour Pinsk : « Un grand nombre de réfugiés juifs originaires de Pologne occidentale ont cherché refuge à Pinsk ; en 1940, cependant, ils ont été transportés vers l'intérieur de l'Union soviétique. » Pour Rovno : « A Rovno, beaucoup de réfugiés juifs de la partie occidentale de la Pologne ont trouvé refuge. »

Après la guerre, les 22 et 23 septembre 1954, une commission du Congrès américain, baptisée Select Committee on Communist Aggression, demande à un certain nombre de citoyens juifs d'origine polonaise de témoigner sous serment afin d'établir quels ont été les crimes des Soviétiques contre les juifs. Parmi ces témoins, Herschel Weinrauch, ancien rédacteur du journal soviétique *Der Stern* (L'étoile). Il a déclaré avoir travaillé en 1939 pour l'administration civile dans le district de Bialystok occupé par les Soviétiques. Au printemps 1940, tous les juifs issus de Pologne occidentale et réfugiés dans la région ont été placés devant ce choix : soit ils prenaient la nationalité soviétique, soit ils retournaient dans la partie de la Pologne occupée par les Allemands. Weinrauch déclara, sous serment, devant les autorités américaines, que la majorité des juifs originaires de Pologne occidentale a préféré retourner dans la zone allemande ! Peu après, tous ceux qui avaient opté pour ce retour ont été arrêtés par les Soviétiques et transportés de force en Sibérie. Rien qu'à Bialystok, 50 000 à 60 000 juifs ont été appréhendés. Au total, les Soviétiques auraient arrêté et déporté un million de juifs polonais originaires de Pologne occidentale. Un autre témoin, Bronislav Teichholz, qui fut de 1945 à 1952

président de l'International Committee for Jewish Refugees from Concentration Camps a confirmé sous serment les dires de Weinrauch. A cette confirmation, il ajoutait qu'il se trouvait à Lvov (Lemberg) où environ 50 000 réfugiés juifs avaient décidé de retourner dans les zones sous juridiction allemande. Tous ont été arrêtés par les Soviétiques, regroupés à 70 ou 80 dans des wagons de chemin de fer et expédiés en Sibérie. Un troisième témoin, Adolph Held, président du Jewish Labor Committee, envoya également son témoignage lu par un certain Jacob T. Zuckermann. Pour Held et Zuckermann, un million de juifs ont disparu dans les immensités russes en 1940. Un autre témoin, Henry Edward Schultz, président de la B'nai B'rith Anti-Defamation League, évaluait, pour sa part, à 600 000 le nombre de réfugiés juifs de Pologne occidentale envoyés de force en Union soviétique et à 450 000 ceux ayant disparu sans laisser de traces.

Les chiffres de Schultz correspondent à ceux avancés par le gouvernement polonais en exil à Londres. Quant au statisticien J. Kulischer, il estime que les Soviétiques ont arrêté et « évacué » 530 000 juifs (500 000 issus de Pologne occidentale, 30 000 issus des pays Baltes). Dans un livre qu'il publie en 1943 à New York (*Zionism and Judaism in Soviet Russia*), le rabbin Aaron Pechenick décrit les déportations en masse perpétrées par les Soviétiques : « En deux jours et deux nuits, presque un million de juifs ont été compressés dans des wagons à bestiaux, dans les conditions les plus abominables, et expédiés dans la région de l'Oural ou en Sibérie. Le voyage, très éprouvant, a duré de quatre à six semaines. Arrivés à destination, ces gens ont été contraints de travailler pendant de longues journées et, la nuit, ils devaient survivre dans les bois avec une simple ration de pain et d'eau. » L'Universal signale que le Joint Distribution Committee (une importante organisation juive qui venait en aide aux réfugiés israélites) a aidé 600 000 juifs polonais, résidant en « Russie asiatique », au cours de l'année 1942. Dans ses rapports de juin 1943, ce Joint Distribution Committee déplore qu'un « cinquième à un tiers de ces réfugiés sont morts... Celui qui n'a pas vu les milliers de tombes où sont surtout enterrés des enfants ne peut pas s'imaginer cela ». Ce qui permet d'affirmer que le nombre de juifs polonais se trouvant sous juridiction soviétique en 1939-1940 a dû varier entre 750 000 et 900 000

Les Allemands, à la même époque, devaient avoir 757 700 juifs sous leur juridiction. Chiffres confirmés par le Joint Distribution Committee qui, avec l'accord des autorités allemandes, s'occupait de 630 000 personnes en septembre 1940, réparties dans 400 villes ou localités.

Les erreurs volontaires des statisticiens allemands

Et que disent les sources allemandes ? Rien. Les Allemands n'ont jamais procédé à un recensement. Ils se basaient sur les statistiques polonaises d'avant-guerre et ajoutaient quelques milliers d'unités pour tenir plus ou moins compte de la croissance naturelle de cette population. Le 5 juillet 1940, une édition du *Krakauer Zeitung* (Cracovie) avance le chiffre de 1,4 million de juifs résidant sur le territoire du Gouvernement Général. Or ces chiffres sont ceux que donnent les statistiques polonaises de 1931 pour les districts inclus dans le Gouvernement Général, auxquels on a ajouté 10 %, en jugeant que telle avait été la croissance démographique. Les Allemands ne tenaient même pas compte de la très forte émigration des années trente ni de la fuite vers l'Union soviétique que les Sionistes, pour leur part, ont étudiée en détail. Après la conquête de la Pologne orientale annexée en 1939 à l'Union soviétique, les Allemands procèdent une fois de plus au jugé : ils estiment globalement la population juive de la Pologne orientale et occidentale à deux millions d'âmes. En observant les statistiques, on constate que les Allemands se sont encore basés sur les chiffres polonais de 1931 (soit 545 000 juifs plus 10 %) ! Pour Sanning cette volonté de chiffrer à la hausse la population juive de Pologne et de Roumanie (les Allemands dénombraient 1,5 à 2 millions de juifs en Roumanie alors que les Roumains n'en signalaient que 750 000 et les sionistes 900 000 ; même procédé en France où les Allemands annoncent la présence de 1,2 million de juifs, alors qu'il n'y en avait que 300 000 d'après les sources sionistes) relève de la propagande antisémite : on veut faire croire à un danger juif et on gonfle considérablement ou on double même, en certaines occasions, le nombre réel de juifs dans tous les pays d'Europe.

Mais comme les statistiques américaines et juives (sionistes et autres) réfutent les chiffres avancés par les autorités

nationales-socialistes, et que le nombre de juifs résidant en Pologne occidentale n'a pas dépassé les 757 000 unités, la question se pose tout naturellement : que sont devenus ces 757 000 juifs ? Le Comité central des juifs de Pologne, une organisation communiste, a répandu des chiffres devenus officiels dans les milieux exterminationnistes. Fin juin 1946, les autorités polonaises et soviétiques mettent fin à l'option, offerte aux juifs polonais, de revenir d'Union soviétique en Pologne. A ce moment-là, on enregistrait 240 489 survivants juifs en Pologne. Le Comité central des juifs de Pologne signale que 157 420 juifs avaient choisi de revenir d'Union soviétique. Il en déduit donc que les juifs polonais survivants étaient 83 069 (soit $240\,489 - 157\,420$), ce qui impliquerait que les Allemands aient « éliminé » 674 000 personnes de confession mosaïque.

Mais résumons la situation : du jour au lendemain, avec l'entrée des troupes soviétiques alliées de l'Allemagne en vertu du pacte germano-soviétique du 23 août 1939, 1,8 million de juifs polonais se retrouvent sous l'autorité de Staline. Soit un million résidant dans la partie orientale de la Pologne attribuée à Moscou, plus 800 000 réfugiés qui ont fui l'avance allemande. Parmi ceux-ci 750 000 refusent la nationalité soviétique qu'on leur offre ; ils sont arrêtés et déportés dans des conditions abominables. Au cours du transfert, selon les sources sionistes, 150 000 à 300 000 personnes meurent.

Quand l'Union soviétique envahit les pays Baltes, la Bessarabie et la Bucovine du Nord, elle accroît sa population juive de 450 000 unités, portant le nombre de juifs sous juridiction soviétique à 2 317 000 âmes. Les statistiques soviétiques du 17 décembre 1926 signalent la présence sur le sol russe de 2 680 181 juifs. Douze ans plus tard, le recensement du 17 janvier 1939 mentionne 3 020 141 juifs, ce qui donne, avec une augmentation de 340 000 âmes, un taux de croissance annuelle de 1 %. Ce qui est énorme vu la tendance générale au recul des naissances qui s'observait dans toute l'Europe. Or, en 1946, les Nations Unies publient un livre, sous les auspices du démographe américain, professeur à Princeton, le Dr Frank Lorimer, concernant la population soviétique : *The Population of the Soviet Union : History and Prospects*. Lorimer constate pourtant que le nombre d'enfants par rapport au nombre de femmes de 20 à 44 ans est de 844 pour 1 000 en moyenne dans la partie

européenne de l'Union soviétique (966 pour les Biélorusses, 933 pour les Allemandes d'Union soviétique, 871 pour les Ukrainiennes, 832 pour les Russes, et 509 pour les juives). La communauté juive connaissait donc un tendance très nette à la dénatalité (il faut 500 enfants pour 1 000 femmes pour que la population se maintienne). Donc la croissance de 1 % par an déduite d'une lecture superficielle des statistiques soviétiques, est impossible. Lorimer écrit : « La fertilité la plus basse a été constatée chez les juifs, un groupe essentiellement urbanisé et très cultivé... » Or ce déclin n'a pu que s'accroître dans les années suivantes : l'industrialisation forcée de l'Union soviétique, l'urbanisation croissante et la pénurie de logements, ne sont pas des facteurs propices à l'éclosion de taux démographiques croissants.

Les juifs en Union soviétique

Autres difficultés pour appréhender la réalité juive dans l'Union soviétique de l'entre-deux-guerres : les mouvements de populations.

1) Les migrations internes. Les juifs des zones de ghettos (Biélorussie, Bessarabie, Ukraine, Volhynie, région de Lemberg, etc.), contraints de résider dans cette partie du pays sous les Tsars commencent à émigrer vers Leningrad, Moscou et les autres grandes villes de l'Union soviétique. Cette migration constitue un pas complémentaire dans la dissolution des liens sociaux juifs, très forts dans les ghettos et mais plus faibles chez les jeunes célibataires isolés dans des milieux non juifs. En 1926, l'Union soviétique comptait officiellement 2,7 millions de juifs, dont 1 981 487 vivaient en Ukraine et en Biélorussie. En 1939, ces deux régions n'en comptaient plus que 1 907 951. Plusieurs études démographiques sérieuses estiment toutefois que le nombre réel de juifs était de 11 % supérieur à celui des statistiques officielles. L'Ukraine et la Biélorussie auraient donc abrité une minorité juive de 2,2 millions d'âmes.

2) Les migrations vers le Nord et vers l'intérieur ont disloqué partiellement la cohésion ethnique et religieuse des juifs. Les migrants, souvent jeunes, abandonnent la foi mosaïque, perdent l'usage du yiddish et ne se déclarent plus juifs dans les recensements, sans pour autant s'intégrer parfaitement dans les familles russes, ukrainiennes ou musulmanes.

Si 25 453 juifs étaient recensés à Leningrad en 1920, ils sont 200 000 en 1939. A Moscou, leur nombre passe de 28 000 en 1920 à 400 000 ou 450 000 en 1939. L'Universal pense qu'en 1939, 33 000 juifs ont encore quitté la zone des ghettos pour s'installer dans les villes du nord ou de l'intérieur. Entre 1939 et 1941, cette tendance migratoire s'est poursuivie : 63 000 juifs auraient pris le même chemin. Ce qui permet aux cercles sionistes contemporains d'affirmer, sur la base du recensement soviétique du 17 janvier 1939, que 2 092 951 des 3 020 141 juifs soviétiques (sans les provinces polonaises annexées en 1939 et sans les Pays Baltes, la Bessarabie et la Bucovine englobés en 1940) habitaient encore dans la zone des ghettos envahie par les Allemands en 1941. Dans les régions non occupées, il y aurait eu 927 190 juifs.

Ce qui permet à Sanning de poser l'hypothèse, confirmée par l'Universal, que l'Union soviétique abritait 5 337 000 juifs le 22 juin 1941, date du commencement de l'invasion allemande (soit 3 020 000 juifs habitant les régions soviétisées depuis 1920 et 2 317 000 juifs installés dans les contrées conquises ou occupées par l'Armée Rouge en 1939 et 1940). Mais à ces 5 337 000 juifs, il faut ajouter 1,8 à 1,9 million de juifs polonais réfugiés en Union soviétique ou dans des régions occupées par l'Armée Rouge. Avec les juifs polonais demeurés en territoire sous juridiction allemande, nous aurions un total de 6 134 000 juifs polonais, baltes et soviétiques.

Pour déterminer le nombre de juifs se trouvant dans les régions d'Union soviétique occupées pendant la guerre par les armées allemandes, Sanning déduit de ces 6 134 000 juifs :

1) Les 31 000 « citoyens de confession mosaïque » tombés au combat dans les rangs de l'armée polonaise.

2) Les 9 000 juifs réfugiés en Transylvanie septentrionale (sous juridiction roumaine, puis, partiellement, hongroise).

3) Les 757 000 juifs polonais demeurés en territoire sous contrôle allemand.

4) Les 150 000 juifs décédés pendant leur transfert forcé vers l'Oural ou la Sibérie (chiffre minimal selon les sources sionistes).

5) Les 600 000 juifs, réfugiés de Pologne, déportés en Sibérie.

6) Les 990 000 juifs soviétiques vivant en dehors de l'espace occupé par les Allemands.

Ce qui donne un total de 1 590 000 juifs soviétiques se trouvant hors de portée des Allemands et un total de 3 597 000 juifs se trouvant dans les zones occupées plus tard par le Reich.

La politique de la terre brûlée

Le 26 juin 1940, l'État soviétique instaure l'« économie de guerre », obligeant tous les citoyens soviétiques à travailler huit heures par jour et sept jours par semaine, avec des règles de discipline très strictes assorties de punitions sévères en cas de négligence. Le budget militaire de l'Union soviétique est doublé en l'espace de quelques mois. 6,5 millions d'hommes sont mobilisés et 60 % de cette gigantesque armée est massée dans les districts militaires de l'Ouest, surtout face à la frontière roumaine et aux champs pétrolifères.

Les rapports de l'Abwehr allemand signalaient déjà en février 1940 que les civils juifs, polonais et ukrainiens d'Ukraine occidentale étaient systématiquement évacués par les Soviétiques et déportés. Plus tard, quand les Allemands et les Roumains pénètrent dans cette région, ils constatent que 20 % au moins de la population a été exilée ou déportée. Dans les villes, 50 % des habitants en moyenne avaient disparu. Kichinev avait perdu 62 % de sa population et Tchernovtsi 42 %. L'objectif de l'Armée Rouge, en déployant à l'Ouest ses divisions venues de l'Oural, de la Volga, de Transbaïkalie et du Caucase, était de débarrasser les régions occupées de tous les éléments indésirables ou « étrangers ». Tant le fils de Staline, Jakob Djougachvili, fait prisonnier par les Allemands en juillet 1941, que le général Vlassov, capturé en 1942, ont confirmé que ces mesures ont bel et bien été prises.

Contre certains représentants de la vieille garde bolchevique, comme Nicolaï Boukharine, qui voulaient donner la priorité à la constitution d'une industrie légère productrice de biens de consommation vendables, Staline avait parié sur la construction d'une industrie lourde dans des zones éloignées des frontières et à l'abri des bombardiers ennemis. Pour parfaire ce plan grandiose et forcer la main à une population soviétique réticente, toutes ethnies confondues, Staline fait venir des experts étrangers qu'il paye en or. Parmi eux, l'Américain John Scott, embauché à Magnitogorsk, avec, d'après son témoignage, 300

ou 400 experts allemands ou américains. Scott rappelle, dans ses mémoires, que des industries entières de Biélorussie ou de la région de Leningrad ont été démontées et transplantées à Magnitogorsk, ouvriers et cadres compris. Les plans d'évacuation avaient été parfaitement conçus et le matériel ferroviaire était prêt à transporter très rapidement les installations industrielles de l'Ouest dans la région de l'Oural ou en Sibérie. Le Prof. Boris Semionovitch Telpoukhovski, de l'Institut Marxiste-Léniniste de Moscou, confirme ce témoignage et rappelle que dès le début de la guerre, un million de voitures de chemin de fer pouvaient évacuer matériel et personnel vers l'intérieur du pays. Ce plan a fonctionné à merveille : au cours des quatre premières semaines de guerre, les Allemands et leurs alliés ne parviennent qu'à prendre 43 000 wagons de marchandise et 1 100 voitures de voyageurs.

La « forteresse de l'Oural », conçue par Staline, fonctionnait à plein rendement dès 1943 : chars, camions, matériel roulant, munitions, sortaient en masse des usines, à l'abri des bombardiers de la Luftwaffe. Mieux : les usines énergétiques de l'Oural produisaient 2 milliards de kW/h dès 1934. En 1940, la production avait été doublée. Dès le début des hostilités, les capacités de ces usines ont encore été accrues. Dans les anciennes régions industrielles conquises par la Wehrmacht, les Allemands, malgré des efforts considérables, ne parvenaient qu'à produire un seul milliard de kW/h en 1943.

L'évacuation des élites

L'Allemagne n'a donc pas pu tirer profit de l'industrie soviétique comme elle a exploité les installations ouest-européennes conquises par ses armées en 1940. Un rapport de l'« état-major économique » allemand du 30 août 1940 nous signale : « Les élites russes et juives sont parties avec l'Armée Rouge. Les cadres ukrainiens ont été déportés, ou, s'ils occupaient des postes de dirigeants dans l'administration ou l'économie, ont été contraints de se replier au-delà du Dniepr. Le même sort a frappé dans les campagnes les innombrables tractoristes et autres spécialistes. Au cours du mois de juillet, beaucoup d'hommes ont été rappelés et envoyés en garnison à l'intérieur de l'Union soviétique. Le résultat de ces mesures, c'est le manque de per-

sonnel qualifié en Ukraine pour diriger l'administration, l'industrie et l'agriculture. »

Plus loin : « Les évacuations commencent généralement huit ou dix jours avant le départ de l'Armée Rouge. Les machines les plus importantes d'une usine, surtout les moteurs électriques, sont démontées, bien emballées et expédiées dans l'Est de l'Union. Sur les bons d'expédition retrouvés en Ukraine, nous avons appris que les destinations de ces machines étaient toujours des lieux situés dans la zone industrialisée de l'Oural et, plus précisément, dans la zone de Sverdlovsk, Molotov-Perm, Oufa, Tchkalov-Orenbourg, Magnitogorsk. Il nous semble que dans cette région toutes les mesures aient déjà été prises pour réutiliser les machines démontées en Ukraine (...). En plusieurs endroits (notamment la grande centrale électrique de Dniepro-Ges, le combinat d'aluminium de Zaporojié et les industries métallurgiques de Dniépropetrovsk), la résistance militaire n'a apparemment eu pour seul objectif que de permettre au génie de détruire les installations les plus importantes demeurées intactes. (...). A Kharkov, ... les ouvriers qualifiés et leur famille ont été contraints à l'évacuation. Les installations industrielles de cette ville ont été vraisemblablement concentrées dans la région de Tchéliabinsk en Sibérie occidentale et remises en marche. D'après les témoignages d'habitants restés sur place, des lettres sont arrivées de là-bas qui parlent de détresse indicible, d'absence de logements et de famine... »

En effet, les infrastructures dans la zone industrialisée de l'Oural n'étaient pas prêtes. En 1938, seuls 25 % des habitants de Magnitogorsk habitaient dans des maisons, 50 % occupaient des baraquements et 25 % des huttes ou des yourtes à la mode tatare. C'est dans une région aussi démunie que les Soviétiques vont envoyer des millions de Russes, de juifs et d'Ukrainiens à partir de juin-juillet 1941. L'historien officiel soviétique Telpoukhovski écrit : « Un problème très sérieux se posait : le logement dans les régions de l'intérieur du pays pour les millions de personnes qui avaient été évacuées hors des zones frontalières et des provinces occupées par l'ennemi. Dans l'arrière-pays, les logements manquaient, même les plus élémentaires, et on était obligé de vivre dans des tentes ou dans des huttes de terre. La nourriture était rare. »

Mais ces déportations avaient commencé avant l'arrivée des troupes allemandes. L'attaché de la marine allemande à Moscou quitte la capitale soviétique le 19 mai 1941 et prend le train en direction de Berlin. En chemin il croise des trains de prisonniers ou d'évacués, surveillés par des soldats de la GPU en uniformes bleus. On déporte en masse tous les civils indésirables qui résident dans les provinces orientales de la Pologne redevenues soviétiques.

Pour évaluer le nombre exact de personnes déportées, il faut se référer aux statistiques démographiques soviétiques d'avant-guerre. Le dernier recensement, celui du 17 janvier 1939, annonçait une population totale de 170,5 millions d'habitants. Ce qui signifie que, depuis le dernier recensement du 17 décembre 1926, le nombre d'habitants de l'Union soviétique avait augmenté de 15,9 %, soit un taux annuel de croissance de 1,2 %. Une analyse plus détaillée de ces statistiques montre que les personnes nées entre 1919 et 1926 accusent un déficit démographique important : ce sont précisément les générations qui étaient à l'âge de l'enfance pendant la grande famine du début des années 30. Entre 1926 et 1939, alors que règne la paix, ce groupe d'âge perd 11 % de ses effectifs, soit 3,5 millions d'âmes et passe de 31,9 millions à 28,5 millions. Les personnes nées entre 1899 et 1918 atteignent 56 millions en 1939. En 1926, ces mêmes groupes d'âge comptaient encore 60,4 millions de personnes. Soit une réduction de 4,4 millions, ce qui équivaut à un taux de mortalité de 7,3 %, alors que le taux normal de mortalité pour ces groupes d'âge est de 2 %. En résumé, écrit Sanning, des 92,3 millions de Soviétiques âgés de moins de 28 ans que le recensement de 1926 avait dénombrés, il en restait 84,4 millions en 1939, soit 91,4 %. Déduction faite des 2 % constituant le taux de mortalité normal, cela fait un déficit complémentaire de 6,6 %, dû aux famines terribles d'Ukraine au temps de la « dékoulakisation ». Sur un chiffre de 92,3 millions de personnes, cela fait 6 millions de morts. Répercuté sur le nombre total de citoyens soviétiques à la fin des années vingt (c'est-à-dire environ 150 millions de personnes), ce pourcentage de décès excédentaires fait monter le nombre des victimes de la dékoulakisation et de l'industrialisation forcée à dix millions de morts, sans compter les enfants en très bas âge, non comptabilisés dans les statistiques.

Si cette hémorragie due à la « dé-koulakisation » n'avait pas eu lieu, l'Union soviétique aurait eu 180 millions d'habitants en 1939. Après l'annexion des territoires biélorusses et ukrainiens occupés par les Polonais lors de la guerre polono-soviétique de 1920-1922, la population soviétique augmente de 17 millions d'âmes ; avec le rattachement des pays Baltes, elle gagne 6 millions d'habitants supplémentaires. Ce qui fait que la partie de l'Union soviétique envahie par les Allemands comptait de 85 à 91 millions d'habitants, d'après les calculs de Lorimer et de Sanning. Telpoukhovski estime lui que 81 millions de citoyens soviétiques habitaient les régions occupées par l'ennemi en novembre 1941. Le chiffre de 91 millions correspondrait à l'extension maximale de l'avance allemande en territoire soviétique. Les statistiques allemandes du 1^{er} novembre 1942 estiment que 83,81 millions de citoyens soviétiques habitaient avant la guerre dans les territoires envahis par les Allemands. De ces 81 à 91 millions de Soviétiques, 31 % vivaient dans les villes d'après Lorimer. Ce qui fait 25 millions d'habitants.

C'est surtout pour ces 25 millions d'habitants que le gouvernement soviétique prendra des mesures d'évacuation. Quand les Allemands franchissent la frontière en juin 1941, les plans d'évacuation des ouvriers qualifiés, de leurs familles, du personnel administratif et des machines sont aussitôt appliqués. Dans les pays Baltes, en Pologne orientale, en Bucovine et en Bessarabie, ce dispositif a été mis en place avant le 22 juin. L'évacuation s'effectue par chemin de fer. Des usines entières sont démontées et reconstruites à l'intérieur du pays. Les installations agricoles et le bétail subiront le même sort. En 1942, les Allemands constatent que les villes ukrainiennes ont au moins perdu la moitié de leur population. Le D^r Rachner, chargé de procéder à des statistiques en 1942, estimait que 12,5 millions de personnes avaient été « démenagées » vers l'intérieur du pays. Ce chiffre n'inclut pas les hommes mobilisés. La plupart des évacués ont été installés le long de la voie de chemin de fer Turkestan/Sibérie, la ville de Tachkent servant de plaque tournante pour les disperser. La région de la Volga, le centre industriel de l'Oural, la Sibérie occidentale et centrale, le Kazakstan, l'Asie centrale et le Grand Nord ont accueilli cette population. Les capacités de la zone industrielle de l'Oural sont triplées en un temps record.

Succès soviétique, échec allemand

Reitlinger, militant sioniste, confirme les résultats des travaux des statisticiens allemands et de Lorimer : « Les Russes ont surtout évacué la population ouvrière de façon que les villes ne puissent pas servir à l'ennemi... Tout refus était considéré comme une attitude favorisant les desseins de l'ennemi et était sévèrement puni en conséquence. » Lesovski, israélite et chef du bureau soviétique d'information, abonde aussi dans ce sens : « Les Allemands n'ont jamais pu occuper un territoire comptant plus de 75 millions de citoyens soviétiques. La population russe était bien informée des appétits de loup des pillards, violeurs et tueurs nazis, et la grande masse a fui vers l'Est avant leur arrivée. »

Lorimer estime que dans les quatorze plus grandes villes ukrainiennes, l'évacuation a concerné 53 % de la population. En termes réels, ces villes comptaient plus de 4 millions d'habitants en 1939. Quand les Allemands ou les Roumains les prennent, elles n'en comptent plus que 1,69 million (ce qui donne un taux d'évacuation de près de 60 %). Reitlinger est formel : plus de la moitié de la population a été évacuée. Ceci oblige à réviser à la hausse les chiffres avancés par Rachner : de 12,5 à 15 millions de citoyens soviétiques ont quitté les villes. Dans les campagnes, les évacuations ont connu une ampleur nettement moindre : de 5 à 7 millions de ruraux ont sans doute dû partir, mais parmi les citoyens disparus de leur domicile, un certain nombre a dû fuir vers les campagnes pour échapper à la Sibérie, si bien que la population rurale est restée grosso modo la même.

Ainsi donc, des 13 millions d'habitants des régions de Bialystok, de Galicie, de Bucovine, de Bessarabie et de Transnistrie, 2 millions sont évacués en un temps record par les Soviétiques avant l'arrivée des Allemands et des Roumains. Des 87 millions d'habitants vivant dans les territoires de l'Union soviétique de 1939 occupés par les Allemands et leurs alliés, 61 millions restent et 26 millions, soit 30 %, ont disparu lors de l'évacuation rondement menée par les autorités soviétiques.

Les Allemands avaient intérêt à minimiser le succès de cette évacuation soviétique qui, sur le plan militaire, équivalait à une victoire décisive. Ce qui laisse supposer que les chiffres avancés par Rachner ont été sciemment diminués et que les

chiffres de la propagande stalinienne sont plus proches de la réalité. En effet, pour impressionner les Américains et les Japonais, Staline vantait haut et fort le succès de cette opération qui permettait à l'Union soviétique de continuer la guerre et de tenir les Allemands en échec. Le chiffre maximal avancé par la propagande stalinienne est de 35 millions d'évacués, chiffre que reprend à son compte un statisticien américain, Edward C. Carter (Président de l'American Institute of Pacific Relations et de l'organisation Russian War Relief, mise sur pied pour venir en aide à la Russie en guerre). Carter parle de 37 millions d'évacués. Cette différence provient du fait qu'il n'étudie pas seulement les évacuations qui ont eu lieu dans les régions occupées par les Allemands, mais englobe celles qui ont frappé les villes proches du front, comme Moscou, Leningrad, etc. Andrew Grajdanzev, de l'Institute of Pacific Relations, écrit que les évacuations varient entre 10 et 20 millions, sans compter les hommes mobilisés dans l'Armée Rouge. Lorsque le candidat républicain à la présidence Wendell Willkie visite Moscou en 1942 et est reçu par Staline, Molotov, Béria, Mikoyan, Vorochilov, Koutsnetotsov et Cherbakav, son discours officiel, non démenti par les Soviétiques, parle d'une population d'un peu plus de 60 millions de personnes occupée par les Allemands. Ce qui permettrait de chiffrer les évacués à 30 millions.

Quand on examine les statistiques du D' Rachner, établies ville par ville, on constate que les villes baltes n'ont perdu que 26 % de leur population lors de l'évacuation, tandis que les cités slaves de Biélorussie et d'Ukraine, situées un peu plus à l'arrière, ont été plus complètement évacuées. Mais les agglomérations de l'Ouest de l'Ukraine ont été plus touchées que celles de l'Est, parce que, comme le souligne Lorimer, l'évacuation a commencé avant le déclenchement des hostilités. Si les simples ouvriers ont du être exilés plus ou moins de force, les cadres, communistes ukrainiens, russes ou juifs, sont partis volontairement vers l'Est. 47,5 % des citoyens d'Ukraine étaient Ukrainiens, 25 % étaient Russes et 23 %, juifs. Ce qui fait 48 % de citoyens cherchant à échapper aux Allemands ou aux Ukrainiens de souche, prolétarisés et condamnés à occuper des postes subalternes qui ne vont pas tarder à pactiser avec les soldats de Hitler. En effet, quand les Allemands établissent des sta-

tistiques sur la population urbaine, celle-ci, après évacuation, compte 80 % ou plus d'Ukrainiens alors que ceux-ci y étaient minoritaires avant la guerre.

En Lettonie, dans les villes de Dünaburg (Daugavpils) et de Rositten (Rezekne), le nombre des évacués est impressionnant. Pourquoi ? Parce que la population juive y était de 40 à 50 %. Ailleurs, le total des Russes et des juifs ne dépassait pas 17 %. Sanning conclut que s'il y avait avant la guerre un pourcentage élevé de Russes ou de juifs dans une ville, le taux d'évacuation a été automatiquement important, immédiatement avant l'entrée des Allemands.

Les mesures d'évacuation ont frappé toutes les villes, même celles de moins de 50 000 habitants. Toutes ont été évacuées à plus de 50 %. Avant les hostilités, la population du futur *Reichskommissariat* (RK) d'Ukraine comptait 22,5 millions d'habitants. Quand les Allemands recensent la population, ils n'en dénombrent que 16,91 millions, soit une hémorragie de 25 %. Chiffres corroborés par le recensement et les statistiques officielles soviétiques de 1959 qui reprennent aussi les chiffres de 1939 pour les différents « oblast » ukrainiens : ceux qui ont été incorporés dans le RK d'Ukraine et ceux qui ne l'ont pas été, celui d'Odessa administré par les Roumains. Les oblast du RK englobaient 60 % de la population totale et 43 % de la population urbaine de l'Ukraine soviétique d'avant la guerre. Les régions industrielles de l'Ukraine orientale n'ont jamais été rattachées au RK. En bref, les territoires du RK d'Ukraine comprenaient 13,65 millions d'habitants, d'après les statistiques allemandes. En 1939, ils en comptaient 18,25 millions, soit ici aussi un déficit de 25 %. Mais le nombre d'évacués des régions orientales industrialisées a dû être supérieur – on peut l'estimer à 40 % de la population, écrit Sanning – car les Soviétiques ont eu tout le temps de parfaire leurs plans d'évacuation puisque l'avance allemande se ralentissait pour arriver au point mort.

Le destin des juifs d'Union soviétique entre 1941 et 1945

L'Institute of Jewish Affairs, d'inspiration sioniste, évoque aussi l'ampleur des évacuations : « Dans beaucoup de villes, grandes et petites, surtout en Ukraine et en Biélorussie, les juifs ont été parmi les premiers à être évacués. » Leur nombre étant élevé

parmi les ouvriers qualifiés, le personnel administratif et l'intelligentsia, poursuit l'auteur de ces lignes, c'est « pour ces raisons que des milliers de trains ont été réquisitionnés pour l'évacuation en dépit des besoins urgents de l'Armée Rouge. De cette façon, des centaines de milliers de gens ont pu être sauvés et les principales voies stratégiques n'ont pas été encombrées de millions de réfugiés ». Les trains venaient de l'Est, chargés de renforts, de matériels et de munitions, et repartaient aussitôt, bondés d'évacués. L'Institute of Jewish Affairs étudie notamment le cas de la ville de Jitomir, où résidaient avant la guerre quelque 50 000 juifs. 44 000 d'entre eux, soit 88 %, sont partis avec l'Armée Rouge. La ville comptait 95 000 habitants, dont 53 000 ont été évacués, les juifs représentant de ce fait les quatre cinquièmes d'entre eux. Pour Minsk, nous trouvons une situation analogue. En 1939, on y dénombre 240 000 habitants ; quand les troupes du général Halder y pénètrent, quelques jours après le déclenchement de l'opération Barbarossa, elles n'en découvrent que 100 000. 140 000 personnes avaient donc été évacuées ou déportées. La population juive comptait environ 90 000 âmes. Seuls quelques milliers d'israélites – 5 000 pense-t-on – sont restés à Minsk, ce qui permet de conclure que 60 % (soit 85 000) des 140 000 évacués étaient juifs, alors qu'ils ne représentaient que 38 % de la population totale. Le soviétologue américain (université de Brandeis, Etats-Unis) Joshua Rothenberg confirme ces chiffres d'inspiration sioniste : « La masse de la population juive qui vivait dans les territoires occupés par les Allemands a échappé à l'extermination en fuyant avant l'arrivée des armées victorieuses du Reich. » David Bergelson, citoyen soviétique de nationalité juive, écrivain et membre du Comité juif antifasciste, corrobore des chiffres analogues pour la ville de Vitebsk dans un article du 5 septembre 1942 (paru dans la revue juive soviétique *Eynikeyt*) : des 100 000 citoyens juifs de la ville, 78 000 ont pu fuir devant l'avance allemande. Reitlinger estime, pour sa part, que seuls 172 000 des 861 000 juifs biélorusses (frontières de 1941) sont restés sur place et ont donc connu l'occupation allemande.

En Bessarabie, Kichinev, ville où résidaient 70 000 citoyens juifs, tombe aux mains des soldats roumains le 17 juillet 1941, les autorités roumaines procèdent immédiatement à un recensement dont les résultats sont publiés le 16 août

1941 : il reste 201 juifs. 15 000 autres citoyens de Kichinev avaient été évacués, ce qui donne un total, juifs et autres, de 20 à 25 %. Des 200 000 juifs de Bessarabie, seuls 6 882 sont restés, soit moins de 5 %. Quant à la ville de Novograd-Volynsk, peuplée de juifs à une écrasante majorité, il reste seulement 10 % de la population quand les Allemands y pénètrent, le 25 juin 1941. L'Institute of Jewish Affairs (IJA) se penche également sur le cas de Kiev : « A Kiev, toute la jeunesse juive avait pratiquement quitté la ville à la suite de l'Armée Rouge. Seuls les gens âgés sont restés. » Pour les pays Baltes, l'IJA confirme que les arrestations de masse, les déportations et les évacuations avaient commencé en Lituanie dix jours avant l'entrée des troupes allemandes. Même récit dans la *Judaica* : « La période qui a immédiatement précédé l'attaque allemande en Lituanie a été marquée par des déportations vers la Sibérie... Vers la mi-juin 1941, une semaine donc avant le déclenchement de la guerre germano-soviétique, un grand nombre d'habitants, y compris des juifs, ont été hâtivement évacués... » Plus précisément, cette opération de nettoyage, organisée par les Soviétiques, a commencé dans la nuit du 13 au 14 juin 1941.

L'évacuation des citoyens soviétiques utiles à la machine de guerre stalinienne et des juifs a donc été planifiée de longue date et exécutée quasi à la perfection. Quand les Allemands prennent par surprise deux villes sur la côte de la mer d'Azov (Mélitopol et Marioupol-Jdanov), seuls 25 % de la population ont été évacués et 18 % des juifs sont encore là.

David Bergelson confirme que l'évacuation des juifs a été systématique, s'est déroulée sans faille et il s'en félicite dans les colonnes de son journal *Eynikeyt* (5 décembre 1942) : « L'évacuation a sauvé la grande majorité des juifs d'Ukraine, de Biélorussie, de Lituanie et de Lettonie. D'après les informations que nous recevons de Vitebsk, de Riga et d'autres grandes villes conquises par les fascistes, seuls quelques juifs sont restés quand les Allemands y sont entrés... Cela signifie que la majorité des juifs de ces villes a pu être sauvée à temps par le gouvernement soviétique. » Bergelson avance le chiffre de 80 % de juifs évacués donc sauvés. D'autres personnalités du Comité antifasciste juif, comme Itzik Feffer ou D. Zaslavski ont dit la même chose.

Les populations juives des grandes villes de l'Ouest de l'Union soviétique ont donc été évacuées dans leur grande majorité avant l'arrivée des troupes allemandes.

En Volhynie, en Podolie et en Polésie, provinces ou districts ukrainiens qui avaient été polonais entre 1921 et 1939, vivaient en 1931, d'après les statistiques officielles de l'État polonais, 207 792 personnes de confession israélite. Leur taux de natalité était de 1,8 %, leur taux de mortalité de 1,2 %, ce qui totalisait un accroissement naturel de 0,6 %. En plus de ce faible accroissement naturel, il faut compter un taux d'émigration de 15 % des hommes jeunes confirmé par les statistiques militaires de l'armée polonaise, qui nous montrent qu'il y avait 86 hommes pour 100 femmes dans les tranches d'âge de 15 à 29 ans. Quand les Soviétiques, quelques années plus tard, devant l'avance allemande, évacuent la population mâle, celle-ci ne constitue plus que 39 % de la population, toutes tranches d'âge confondues. Les rapports des administrateurs allemands confirment le manque de main-d'œuvre masculine.

Les juifs mis à l'abri

La grande majorité des juifs soviétiques a donc échappé aux Allemands ; Reitlinger estime que moins d'un million de juifs d'Europe de l'Est, Polonais ou Soviétiques, se sont trouvés dans des régions occupées. En chiffres réels, sur 3 646 000 juifs résidant en Union soviétique à la veille de l'invasion allemande, 80 %, soit 2 877 000 personnes, ont été évacués, ce qui laisse 720 000 israélites dans les territoires envahis. Donc, effectivement, moins d'un million, comme l'affirme Reitlinger. Une autre source juive confirme ce nombre : les mémoires d'Arthur Raymond Davies, citoyen canadien de souche juive, qui a été correspondant de guerre en Union soviétique et a publié ses souvenirs après les hostilités. Davies mentionne une séance plénière du Comité antifasciste juif, tenue en automne 1944, où le Secrétaire de cette organisation militante, Shachne Epstein, se félicite que l'Armée Rouge ait pu évacuer 3,5 millions de juifs. Ces chiffres, qui englobent les 750 000 juifs polonais déportés en Sibérie en 1940, correspondent à ceux de Reitlinger et des autres sources juives ou sionistes.

Les 720 000 juifs demeurés dans les territoires occupés par les Allemands appartenaient pour la plupart aux générations les plus anciennes, traditionnellement germanophiles et qui, en conséquence, ne craignaient pas outre mesure l'arrivée des troupes du Reich. Le taux de mortalité de ces tranches d'âge était évidemment élevé et bon nombre d'entre eux n'ont pas survécu à la guerre. Ils ont succombé à la maladie ou à l'absence de soins médicaux normaux, ont péri dans des bombardements ou des famines, ou, pire, ont subi les pogroms des populations autochtones, traditionnellement antisémites. Or, ce sont les troupes allemandes qui ont, comme leurs pères en 1914-1918, mis fin à ces exactions.

Gregor Aronson, d'obédience sioniste, signale le livre (*Dos Oifgekumene Folk*, Moscou, 1949) de Lev K. Zinger, un juif soviétique, qui dénombre la population juive en 1946 dans les villes qui avaient été occupées : Kharkov (30 000), Dniepropetrovsk (50 000), Odessa (80 000), Moguilev-Podolsk (3 000), Novograd-Volynskiy (3 000), Malin (1 000), Tchernovtsy-Cernauti (70 000). Reitlinger, en se référant au journal *Eynikeyt* donne exactement les mêmes chiffres pour Odessa et Dniepropetrovsk, et ajoute les villes de Kiev (100 000), de Vinnitsa (14 000) et de Jitomir (6 000 ; même population qu'en 1941). Remarquons que ces données de 1946 englobent nécessairement les personnes qui commencent à revenir de l'Est. Ces 360 000 citoyens sont vraisemblablement ceux qui ont survécu à la tourmente de la guerre et de l'occupation. Or si Reitlinger parle de « retour », c'est qu'il y a eu nécessairement « fuite », fait qui infirme les thèses usuelles qui veulent que l'ensemble des juifs soviétiques soit tombé aux mains des Allemands. Enfin, cette liste de villes avec leur population juive établie par Zinger et Reitlinger est loin d'être exhaustive : manquent celles de Moldavie, de Lithuanie, de Lettonie, où de nombreux survivants devaient être concentrés à la fin des hostilités.

Résultat de cette analyse de chiffres : la grande majorité des quelque 720 000 juifs tombés entre les mains des Allemands sur le territoire de l'Union soviétique a survécu, sauf, bien entendu, la fraction de cette population qui disparaît, vu le taux naturel des décès dans ces générations vieillissantes non évacués par l'Armée Rouge, taux que l'on peut évaluer à 3 %

par an, ce qui ferait, en chiffres réels, 65 000 morts, et donnerait un solde correspondant à la soustraction suivante : 720 000 moins 65 000, soit 655 000 personnes. Les pertes dues aux faits de guerre ont très vraisemblablement été fort élevées, sans doute 10 %, soit une nouvelle tranche de 65 000 morts, ce qui ramènerait le nombre réel des survivants à 590 000 personnes. Chiffre plausible, puisque la liste de Zinger et de Reitlinger ne mentionne que dix villes importantes totalisant déjà 360 000 personnes.

Mais les juifs polonais ont payé un très lourd tribut. 750 000 d'entre eux ont donc abouti en Sibérie, dans le Grand Nord ou dans le quadrilatère industriel de l'Oural. Dès 1943, le Joint Distribution Committee tire la sonnette d'alarme. Son bulletin de juin 1943 signale que le gouvernement soviétique ne donne qu'une demi-livre, plus rarement une livre entière, de pain à chaque personne, ce qui ne correspond qu'au tiers des calories nécessaires pour survivre dans des circonstances normales alors que ces gens étaient astreints à de durs labeurs dans des conditions climatiques épouvantables. Situation qui a forcément entraîné un nombre considérable de décès prématurés. En 1945-1946, seuls 157 500 juifs de Pologne rentrent chez eux. Près de 600 000 ont purement et simplement disparu. On ne connaît pas avec exactitude le sort des 2,9 millions de personnes évacuées juste avant l'arrivée des Allemands. Telpoukhovski, historien officiel soviétique, écrit : « Les évacués travaillaient à ciel ouvert, souvent sous la pluie ou sous la neige. On trimait toute la journée, pendant 12 ou 14 heures, voire davantage. » La *Judaica* note que « les juifs de Lithuanie, évacués une semaine avant l'entrée de la Wehrmacht, ont été contraints de travailler dans les mines de charbon, dans des équipes de bûcherons et dans des scieries, etc., tous travaux extrêmement pénibles qui ont causé la mort en masse ». Les évacués des pays Baltes ont été entassés dans des wagons à bestiaux (un témoignage rapporte que dans la station d'Ogher on a trouvé un wagon contenant les cadavres de soixante enfants étouffés). Ceux qui ont été finalement mis au travail n'ont reçu ni chaussures, ni vêtements adéquats, ni nourriture suffisante. La mort a dû faire une ample moisson chez ces malheureux.

D'importantes pertes militaires juives

Les juifs de sexe masculin ont également subi de lourdes pertes. De 1939 à 1945, 200 000 juifs avaient péri dans les armées alliées. Si l'on décompte de ce total les 31 000 citoyens polonais de confession israélite tombés lors de la campagne de Pologne de septembre 1939 et les quelques milliers de juifs morts pour la France, l'Empire britannique, les Etats-Unis (550 000 juifs ont servi dans l'US Army) ou pour une autre puissance en guerre avec l'Allemagne, les juifs incorporés dans l'Armée Rouge, au cours de dix-huit premiers mois de la guerre germano-soviétique, ont, à eux seuls, perdu de 100 000 à 150 000 des leurs. La *Judaica* confirme ce chiffre : 200 000 juifs sont tombés dans les seuls rangs des armées soviétiques au cours de la Seconde Guerre mondiale.

En résumé, on peut dire que des 5,3 millions de juifs qui résidaient dans les territoires soviétiques ou sous administration soviétique en 1939-1940, au moins 700 000 ont péri lors des transferts vers l'Est (Sibérie, Grand Nord, quadrilatère industriel de l'Oural) ou dans les camps d'accueil de ces régions inhospitalières. 200 000 d'entre eux sont morts au combat dans les rangs de l'Armée Rouge. 130 000 sont décédés pour des raisons diverses dues à la guerre : combats, pogroms perpétrés par les populations baltes ou slaves, famines, épidémies, manque de traitements médicaux adéquats, mortalité naturelle, représailles allemandes, etc.

Plus d'un million de juifs ont donc péri sur le territoire de l'Union soviétique pendant la guerre, ce qui totalise une perte de 20 % par rapport aux chiffres de 1940. Ajoutons que les Soviétiques ont très partiellement compensé ces terribles disparitions en retenant sur leur territoire, après la guerre, 65 000 juifs hongrois, et en annexant l'Ukraine subcarpatique, dont la population juive s'élevait à 86 000 âmes (soit un total de 65 000 + 86 000 = 151 500).

Ainsi, la population soviétique de confession israélite ou de nationalité juive (laquelle était reconnue comme telle en Union soviétique) s'élevait, au lendemain de la guerre, à 4 301 000 personnes au maximum (sous réserve que les pertes dues aux évacuations, aux déportations et aux conditions de travail dans les nouveaux espaces industriels de Sibérie et de l'Oural n'aient pas dépassé 700 000 personnes).

Les sources sionistes ou juives donnent deux chiffres : le *Year Book* évalue les pertes juives en Union soviétique à 2 032 500 personnes ; d'autres sources, généralement sionistes, évoquent 1 500 000 morts. Analysons ces chiffres de façon plus précise. En évacuant les populations, l'Armée Rouge n'oublie évidemment pas les classes d'âge masculines mobilisables, soit tous les hommes de 16 à 45 ans, totalisant un effectif de 360 000 individus. En admettant que 75 % d'entre eux aient été effectivement mobilisés dans l'armée et non dans un service civil ou dans une usine de guerre, cela signifie un contingent de 250 000 hommes originaires des régions occupées par les Allemands. En comptant les hommes non mobilisables pour diverses raisons, ou les plus âgés, on peut évaluer le nombre de juifs de sexe masculin évacués avant l'arrivée des Allemands, à plus ou moins 500 000. Au total, les Soviétiques disposaient de 860 000 citoyens juifs mobilisables (de 16 à 45 ans). 200 000 d'entre eux sont morts au combat. Après la guerre, restaient donc 660 000 citoyens juifs en âge d'avoir porté les armes. S'il n'y avait pas eu évacuation des familles avant l'arrivée des Allemands, donc si les Allemands avaient eu l'occasion d'éliminer les civils juifs, hommes, femmes, enfants et vieillards, il serait resté environ 400 000 citoyennes juives des mêmes classes d'âge. Or aucune statistique soviétique établie après la guerre ne mentionne un rapport de 66 à 40. Au contraire, le recensement soviétique de 1959 signale les chiffres suivants : pour 45,4 % d'hommes de nationalité juive, il y avait 54,6 % de femmes. En 1970, le recensement soviétique signale une timide normalisation des taux : 45,9 % d'hommes pour 54,1 % de femmes. Dans les tranches d'âge de 0 à 29 ans en 1959, c'est-à-dire l'ensemble des enfants et des jeunes nés après la guerre ou trop jeunes pour avoir porté les armes, le nombre de garçons et de filles est sensiblement égal (pour un total de 705 290 personnes de moins de 29 ans et une population de nationalité juive totale de 2 267 814 personnes). En revanche, pour les plus de 29 ans qui ont tous connu la guerre, il y a 677 985 hommes et 884 540 femmes, soit, respectivement, 43,4 % et 56,6 %. Dans le reste de la population soviétique, ce rapport est de 38,4 % pour 61,6 %, chiffres qui montrent l'ampleur de l'hécatombe.

Les chiffres des recensements soviétiques témoignent donc du sacrifice d'un peu moins de 200 000 soldats juifs ; en effet, la

différence quantitative entre hommes et femmes est de 216 555 unités. Il faut en outre tenir compte du fait qu'il y a toujours plus de femmes que d'hommes car ceux-ci meurent généralement plus jeunes ; entrent également en ligne de compte les morts de la Première Guerre mondiale.

Le chiffre de 200 000 morts doit donc être considéré comme un chiffre maximal.

Comme plus d'un demi-million de citoyens soviétiques de nationalité juive ont combattu dans les rangs de l'Armée Rouge pendant la Seconde Guerre mondiale, il est impossible que les Soviétiques aient recruté ces hommes uniquement sur leurs arrières où ne vivait qu'une population juive de 2 millions d'âmes. La masse des soldats juifs de l'Armée Rouge confirme donc les thèses du Comité antifasciste juif de Moscou qui se félicitait de l'excellence des plans d'évacuation de l'Armée Rouge qui a mis les juifs à l'abri avant l'arrivée des Allemands, du moins 80 à 85 % d'entre eux.

Une communauté victime de la déjudaïsation

Le problème majeur dans l'étude de ces statistiques, c'est que les Soviétiques n'enregistrent comme appartenant à la « nationalité juive » que ceux qui veulent bien se déclarer comme tels. L'antisémitisme, le désintérêt des juifs eux-mêmes pour la question juive, la volonté d'assimilation, etc. font que les juifs soviétiques de souche doivent en fait être plus nombreux qu'ils ne le sont en réalité et se faire passer pour Russes, Baltes, Ukrainiens, Polonais, etc., faussant du même coup les statistiques. La *Judaica* va jusqu'à estimer que 60 % des juifs seulement se sont déclarés juifs lors des recensements. Cette estimation est corroborée par les chiffres des statistiques concernant Moscou, ville qui n'a jamais été occupée par les Allemands et où il n'y a donc pas pu y avoir de déportations allemandes, de massacres ou de pogroms antisémites : en 1940, la capitale de l'Union soviétique compte 400 000 juifs ; en 1959, 239 000, alors que la ville a dû attirer beaucoup de jeunes cadres juifs désireux de faire carrière. Les statistiques de 1926 avaient déjà démontré que dans les grandes villes russes, en dehors de la zone des ghettos biélorusses et ukrainiens, 25 % des jeunes juifs épousaient des non juives, alors que dans les « shtetls » traditionnels, ce pourcenta-

ge ne variait qu'entre 2 % et 4,6 %. Les mariages mixtes encouragent souvent les partenaires juifs de ces unions à abandonner la « nationalité juive » au profit de la nationalité dominante de leur lieu de résidence ou de leur conjoint. Cet état de choses fait que la démographie juive est statistiquement déclinante en Union soviétique. Le professeur Schmelz de l'université Hébraïque de Jérusalem remarquait, à la suite du recensement soviétique de 1970, que la tranche d'âge des 16 à 19 ans ne représentait que 3,9 % du total de la population juive, alors que les plus de 60 ans représentaient 26,5 %. Preuve que la déjudaïsation des juifs soviétiques est galopante et que les jeunes juifs cherchent à s'émanciper définitivement de la culture juive, des ghettos ou des *shtetls*. A noter également que, dans les recensements, les juifs qui changent volontairement de « nationalité », comme le permet la loi soviétique, disparaissent des statistiques sans laisser de traces et pourraient, éventuellement, être considérés comme « disparus » à la suite de massacres ou de déportations.

Certains historiens et publicistes n'ont pas hésité à le faire, en dépit des chiffres alignés par les statisticiens juifs, soviétiques, sionistes ou israéliens. Au risque de faire passer pour « révisionnistes » ces professeurs ou ces militants courageux du Comité antifasciste juif de Moscou qui étaient sur la brèche aux heures les plus tragiques de l'histoire de la Russie soviétique.

Pour résumer les thèses de Sanning, les communautés juives d'Europe centrale et orientale auraient été principalement détruites par l'exode déclenché lors de l'avance victorieuse des troupes allemandes, par la déportation des populations juives polonaises et soviétiques, réfugiées vers l'intérieur de l'Union, par les conditions de travail dans les camps et les usines sibériennes, ouraliennes et circumarctiques, par les terribles pertes encourues par les intrépides soldats juifs dans les rangs de l'Armée Rouge, par l'assimilation volontaire des jeunes juifs dans les zones urbaines de l'Union soviétique et, enfin, par l'émigration en masse vers l'Occident, c'est-à-dire vers la Grande-Bretagne, la France, le continent américain, Israël, l'Afrique du Sud et l'Australie. Tous ces facteurs ont contribué à détruire définitivement la diaspora d'Europe orientale.

Walter N. Sanning, à la fin de son ouvrage, analyse les chiffres de l'émigration en masse des juifs d'Europe orientale

vers l'Occident. Thème généralement peu abordé par les spécialistes conventionnels de la question. Sanning rappelle un discours de la fin 1945 prononcé à Francfort lors d'une conférence de presse par le général britannique Sir Frederick E. Morgan, directeur de l'UNRRA (United Nations Relief and Rehabilitation Administration). Ce militaire anglais se montrait préoccupé par le flot ininterrompu de réfugiés juifs qui se déversait sur l'Allemagne en ruine, poussé par une organisation inconnue qui leur procurait vêtements et nourriture. R. Hilberg, peu suspect de « révisionnisme » abonde dans son sens : « En Pologne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie, beaucoup de juifs n'ont pas attendu ; ils se sont mis en route tout de suite... De Pologne, le flot s'est d'abord déversé en Tchécoslovaquie pour ensuite se répandre dans la zone d'occupation américaine en Allemagne. De Hongrie et même de Roumanie, les Juifs arrivaient en Autriche. En novembre 1945, ce flot s'est encore renforcé et des milliers de ces réfugiés se sont précipités en Italie » (*Destruction of European Jews*, pp. 729-730).

Ces affirmations du général Morgan et de Hilberg témoignent de l'exode massif des juifs d'Europe orientale vers l'Ouest qui cherchaient ainsi à échapper au système soviétique qui se mettait en place. Or, généralement, les statistiques officielles qui font état de la population juive dans les pays occupés par l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale n'ont pas été établies le 8 mai 1945 mais en 1946 ou en 1947. Un an ou deux ans après la cessation des hostilités, les statisticiens ont constaté qu'il restait 1,4 million de juifs dans ces pays. Mais ils n'ont pas tenu compte de l'exode en masse qui fut ininterrompu dès mai 1945, contrairement à l'historien juif Solomon Grayzel qui a le mérite de préciser qu'en mai-juin 1945, 250 000 personnes de confession israélite végétaient dans les camps de personnes déplacées en Allemagne et qu'en juillet 1947, 400 000 réfugiés juifs attendaient encore dans des camps de transit répartis dans toute l'Europe occidentale. Mais ces chiffres qu'avance Grayzel ont été établis à des dates précises sans tenir compte des sorties et de l'émigration de ces malheureux vers d'autres cieux. Des centaines de milliers de personnes sont passées par ces camps, en attente d'un visa qui allait leur permettre de s'installer en Palestine, en Amérique du Nord ou du Sud, en Afrique du Sud ou en Australie.

Sanning analyse ainsi les flux migratoires juifs vers les différents pays du monde. Il constate que les Etats-Unis présentent, entre 1933 et 1943, un solde migratoire positif variant entre 547 775 et 580 000 personnes, toutes victimes du nazisme ou d'un autre totalitarisme. La plupart de ces personnes sont juives, précise Long, qui fut Assistant Secretary of State. Il est évidemment difficile de dire ce que signifie ce « la plupart » ; admettons que ce soit 70 % des immigrants, ce qui nous donnerait 406 000 juifs demandant à entrer aux Etats-Unis. Or, officiellement, de 1933 à 1943, seulement 163 583 juifs ont reçu l'autorisation de s'y établir aux. Comment expliquer cette différence ? C'est simple, explique Sanning. Le statisticien juif Arthur Ruppin nous donne la réponse : ne sont repris comme « hébreux », selon le vocabulaire de l'administration américaine qui s'occupe de l'enregistrement des immigrants, que ceux qui parlent une langue différente de la langue officielle de leur pays d'origine. Ainsi, les juifs allemands sont enregistrés comme « Allemands » parce qu'ils sont germanophones, tandis que les juifs polonais sont enregistrés comme « Hébreux » et non comme « Polonais » parce qu'ils parlent yiddish et non pas polonais. Ensuite, à ces 550 000 ou 580 000 personnes admises officiellement et à titre définitif, il faut ajouter celles qui sont entrées grâce à des visas provisoires, de durée plus ou moins longue, prélude à une installation définitive, par exemple si la personne trouve un emploi stable aux Etats-Unis.

Ensuite, Sanning souligne que beaucoup de juifs américains se déjudaïsent très rapidement, surtout en milieu urbain où 40 % des juifs épousent des non juifs, mariages où seulement un tiers des enfants est élevé dans la foi judaïque. Ce processus, comparable à celui qui se déroule dans les grandes villes d'Union soviétique, fera en sorte, déplore l'American Jewish Committee, que le nombre de juifs américains tombera sous la barre du million dans cinquante ans.

En Palestine, le recensement de 1931 dénombrait 174 610 juifs dans le pays, alors sous mandat britannique. En 1944, il y en avait 553 600 et en 1948, 649 600. L'immigration juive, venue principalement d'Europe centrale et orientale, est de l'ordre de 292 779 personnes de 1932 à 1944 et de 73 282 personnes de 1945 au 15 mai 1948. Du 15 mai 1948 au 31 décembre 1970, 1,4 million de juifs affluent en Israël, venant

d'Europe, d'Afrique (surtout d'Afrique du Nord) et du Proche-Orient. L'État d'Israël a publié des statistiques très précises sur la provenance des immigrants qui venaient se fixer sur son sol. Ceux-ci ont été répertoriés selon leur pays de provenance. Or ce type de classification fausse l'optique, remarque à juste titre Sanning. Le pays de provenance n'est pas nécessairement le pays d'origine de l'immigrant, celui où il a vu le jour, dont sa famille est originaire. Ainsi, l'État d'Israël signale dans ses statistiques que 60 581 juifs sont venus d'Iran pour se fixer en Palestine. Or ces juifs arrivaient de camps d'accueil organisés en Iran pendant la guerre et n'appartenaient à la diaspora séculaire de Perse. La plupart d'entre eux venaient en réalité d'Europe orientale et des Balkans. Il n'y a pas de doute possible : en effet, avant la guerre, la diaspora d'Iran comptait à peu près 40 000 âmes ; en 1970, année de clôture des statistiques d'immigration en Israël, la communauté iranienne en compte 80 000, alors que 60 581 juifs ont quitté le pays. Dès la fin de l'année 1939, des juifs polonais et soviétiques arrivent en Iran ; deux ans plus tard, en 1941, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique violent la neutralité iranienne, envahissent le pays et y concentrent des troupes. Les réfugiés juifs peuvent s'y installer sans crainte. Deux voies d'accès à l'Iran sont possibles : via l'Union soviétique pour quelques milliers de juifs polonais ou roumains, si du moins les Soviétiques leur donnent l'autorisation de quitter la « patrie des travailleurs », ou via la Turquie. Au départ de la Roumanie et de la Bulgarie, des bateaux emmènent les réfugiés en Turquie où les autorités locales les prenaient en charge grâce à des fonds américains et les conduisaient vers la zone d'occupation britannique en Iran. On ne sait pas exactement combien de juifs ont emprunté ce chemin d'exode mais si Israël en a accueilli plus de 60 000, on peut imaginer qu'un nombre nettement plus important d'entre eux ait choisi d'émigrer vers les Etats-Unis, le Canada, l'Argentine ou l'Australie, pays où l'avenir était bien plus prometteur, sans risque de guerre. Sanning avance l'hypothèse que 200 000 personnes auraient transité par cette filière turco-iranienne. L'étude des archives turques pourrait éclairer les historiens dans l'avenir. Parmi les 124 647 juifs venus d'Irak, pays envahi et occupé par les Anglais depuis mai 1941, combien sont originaires de la diaspora mésopotamienne et combien séjournaient là-bas en transit et venaient en réalité d'Europe orientale ou d'Union soviétique ?

Les juifs réfugiés au Maroc

Les statistiques israéliennes mentionnent l'arrivée de 252 642 juifs du Maroc. Or le recensement français de 1936 signale que la communauté juive du Maroc comptait 161 312 personnes. Or cette vieille communauté séfarade était pauvre et son taux de mortalité infantile effrayant, si bien que l'Universal estimait, au début des années trente que le solde démographique positif de la diaspora d'Afrique du Nord (550 000 âmes) était de 5 000 unités, soit 0,9 %. Pour la période de 1939 à 1945, le *Year Book* avance des chiffres plus précis : les juifs d'Afrique du Nord augmentent naturellement en nombre de 4 500 unités par an, soit une croissance de 0,9 %, ce qui laisse sous-entendre que la population totale était d'un peu plus d'un demi million de personnes. Donc si la population juive du Maroc avait augmenté de 1 % par an à partir de 1936, elle n'aurait même pas atteint le chiffre de 200 000 âmes au début des années cinquante, à l'époque où, d'après les statistiques israéliennes, 252 642 juifs quittent le pays pour se fixer dans l'État sioniste. Or, en 1970, la diaspora du Maroc comptait encore 50 000 âmes ; en 1971, 48 000. Ce qui implique qu'au maximum, 150 000 israélites auraient pu quitter le Maroc pour s'installer en Israël. Mais une bonne partie de la diaspora séfarade du Maroc a choisi la France comme terre d'exil. Toutefois, les statistiques israéliennes ne sont pas pour autant inexactes : effectivement, écrit Sanning, 252 642 juifs sont venus du Maroc pour s'installer en Israël. Cela ne signifie pas qu'ils appartenaient à la communauté juive du Maroc. D'où venaient-ils ? De camps de rassemblement installés au Maroc pour les juifs d'Europe orientale qui fuyaient le communisme imposé dans leur pays d'origine après la défaite des armées allemandes. Vraisemblablement une petite centaine de milliers de ces réfugiés ont opté pour Israël. Les autres sont partis ailleurs. En Tunisie, on observe des modifications d'ordre démographique semblables. En 1936, le recensement français dénombre 59 485 juifs. En 1950, il y en a 105 000, alors que 13 000 sont déjà arrivés en Israël, comme le confirment les statistiques israéliennes. En 1970, il reste 10 000 juifs en Tunisie, 46 000 d'entre eux étant partis en Israël et 60 000 en France. De 1948 à 1970, 767 944 juifs sont venus de Tunisie, d'Iran, du Maroc, d'Europe occidentale et d'Europe orientale (Union

soviétique non comprise) en Israël, dont 75 % appartenaient aux communautés détruites d'Europe centrale et orientale. En chiffres réels, cela représente une masse de 585 000 personnes.

En Amérique latine et dans les pays anglo-saxons (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Pérou, Uruguay, Venezuela, Canada, Afrique du Sud, Australie et Grande-Bretagne), la population juive passe de 909 953 âmes en 1939 à 1 741 145 dans l'immédiat après-guerre. Soit une augmentation de 831 192 unités. Ce qui ne provient évidemment pas de la croissance naturelle d'une population largement urbanisée.

Sanning estime que 230 000 juifs d'Europe orientale se sont fixés en France après 1945. Il remarque en outre que les statistiques mentionnent exclusivement les camps de « personnes déplacées » d'Allemagne, d'Italie et d'Autriche, sans jamais évoquer ceux du Maroc, de Tunisie, d'Iran et de Chypre où les autorités britanniques parquaient les juifs qu'elles ne voulaient pas laisser entrer en Palestine.

Mais pendant toute la guerre, les juifs ont pu bénéficier de filières d'évasion pour échapper aux autorités allemandes. L'Institute of Jewish Affairs estime que du début de la guerre à 1943, 180 000 juifs ont pu fuir les pays occupés par les Allemands ou leurs alliés sans préciser pas par quelles voies. Cependant, la plus importante a dû être la Turquie. Les juifs y arrivaient par bateaux de Constanza en Roumanie ou par trains de Bulgarie. Les sources juives n'expliquent pas comment ces filières d'évasion à grande échelle étaient organisées. Mais l'organisation américaine US War Refugee Board (en abrégé, Board), créée le 22 janvier 1944 sur l'ordre de Roosevelt, avait pour objectif de soustraire les juifs de l'emprise allemande. Des agents de ce Board ont été envoyés dans tous les endroits stratégiques importants pour l'accueil, les soins et le transport des réfugiés, notamment en Turquie, en Suisse, en Suède, au Portugal, en Grande-Bretagne, en Italie et en Afrique du Nord. Jouissant du statut diplomatique, ces agents avaient le droit d'entrer en relation avec les gouvernements alliés ou neutres et même avec les autorités allemandes. Le dernier échange entre Allemands et Américains aurait eu lieu en février 1945. Les juifs qui quittaient l'Europe par cette filière étaient acheminés dans les camps de l'UNRRA en Afrique du Nord où ils attendaient d'être transportés vers la destination de leur choix.

Au cours des dix-huit derniers mois de la guerre, la grande majorité des juifs fuyaient l'Europe en guerre par la Turquie où leur séjour était payé par le gouvernement américain. Dans le rapport final du Board, on peut lire : « Nous avons demandé l'accord du gouvernement turc pour qu'il laisse entrer sur son territoire tous les réfugiés se présentant à la frontière. Nous avons assuré le gouvernement turc que les réfugiés recevraient tous les soins et seraient transportés le plus rapidement possible vers d'autres pays (...) Le gouvernement turc a fini par accepter d'accorder plus de visa de transit ou de visa permettant de franchir la frontière, de mettre des facilités de transport à notre disposition et de coopérer avec le gouvernement américain pour sauver les victimes du nazisme. » Le Board explique que ces filières fonctionnaient avant son intervention et qu'il n'a fait que les systématiser et les amplifier ce qui lui a permis, ajoute-t-il dans son rapport final, de sauver des dizaines de milliers de personnes. Ainsi, en mars 1944, avec la complicité des fonctionnaires roumains, parfois corrompus par les dollars du Board, 48 000 juifs de Transnistrie sont rassemblés sur le territoire roumain, ils sont rejoints par des juifs venus d'ailleurs (sans qu'il soit donné de précisions quant à leur provenance), pour être embarqués sur des navires à destination de la Palestine.

Il existait également une filière qui passait pas la Yougoslavie, acheminait les réfugiés vers les ports de l'Adriatique d'où ils mettaient le cap vers l'Italie méridionale, occupée par les Anglo-Américains et les Français. Ils aboutissaient ainsi dans les camps de l'UNRRA. Les partisans slovaques et yougoslaves s'occupaient de la logistique terrestre. 7 000 juifs de Hongrie ont ainsi pu rallier le sud de l'Italie. Les camps d'accueil de cette région ont rapidement été surpeuplés ; les « personnes déplacées » qu'ils contenaient ont été envoyées notamment dans le Camp Maréchal Lyautey près de Casablanca (au maroc) ou dans le Camp Philippeville en Algérie (cf. Rapport final du Board).

Signalons qu'au moment où cessent les hostilités en Europe, la Bulgarie compte au moins 8 000 juifs de plus qu'avant-guerre ; très probablement des réfugiés en transit vers la Turquie. Au même moment, 6 000 juifs hongrois attendent en Roumanie.

A la lumière de toutes ces statistiques, établies par des organisations juives, par les Américains ou l'État d'Israël, Sanning conclut qu'au maximum 304 000 juifs d'Europe (Union soviétique et Pologne non comprises) ont disparu dans la tourmente. A ces 304 000 victimes s'ajoutent bien sûr les soldats juifs tombés dans les rangs des armées alliées et les juifs soviétiques qui ont péri au cours de leur calvaire sibérien, uralien ou circum-arctique.

Le livre de Sanning n'est pas un ouvrage de propagande. Il ne cherche pas à justifier les mesures vexatoires du III^e Reich à l'encontre des juifs. Il dénonce les statistiques allemandes manipulées : elles cherchaient à amplifier le fait juif en Europe pour pouvoir parler d'un « péril juif ». Il se contente de commenter les statistiques juives et alliées (américaines et soviétiques). Une analyse de ces statistiques montrent qu'elles sont généralement objectives, mis à part quelques omissions ou quiproquos. Objectivité qui permet de chiffrer avec précision l'ampleur des pertes juives. On obtient des chiffres moins élevés que ceux que nous proposent les exterminationnistes qui sous-estiment, non pas les sources nazies, mais le travail sérieux et précis des démographes juifs, américains et soviétiques. En gonflant les chiffres, l'histoire conventionnelle imite les exagérations nazies. « Tripotages » de statistiques, exagérations et répression sont de même essence propagandiste, d'où qu'ils viennent.

En proposant ce résumé, certes imparfait, des thèses de Sanning, nous souhaitons inviter nos lecteurs à réfléchir sur ces questions et susciter leurs critiques.

Nous voulons aussi rappeler que les souffrances des juifs déportés dans des camps allemands ne doit pas oblitérer celles de leurs coreligionnaires déportés dans l'Oural ou en Sibérie.

L'étude critique des statistiques à laquelle nous convions nos lecteurs contribuera à éclaircir le débat, surtout depuis que la publication, par les autorités russes, des archives de certains camps allemands sur le territoire polonais a conduit nombre d'observateurs à réduire considérablement les estimations de décès de déportés.

Nos colonnes sont ouvertes à tous ceux qui désirent apporter une contribution à ce débat. Nous sommes particulièrement intéressés par les souvenirs des juifs ayant transité par les camps de regroupement d'Afrique du Nord.



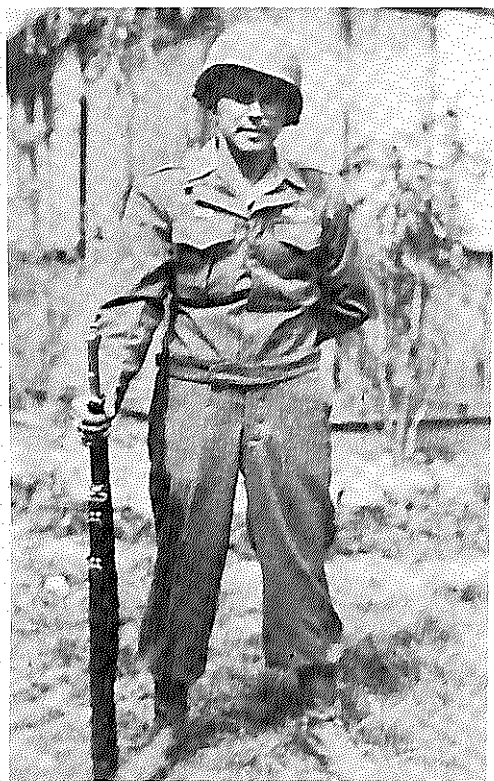
Photo de Dachau extraite des archives de la 45^e DI de l'US Army.



Photo de Dachau extraite des archives de la 45. DI de l'US Army.



Le Lt. Col. Felix L. Sparks, aujourd'hui Brigadier General AUS (Ret), a libéré Dachau le 29 avril 1945 à la tête du 3^e bataillon du 157^e régiment d'infanterie. Photographie prise à Munich en mai 1945. (coll. F.L. Sparks)

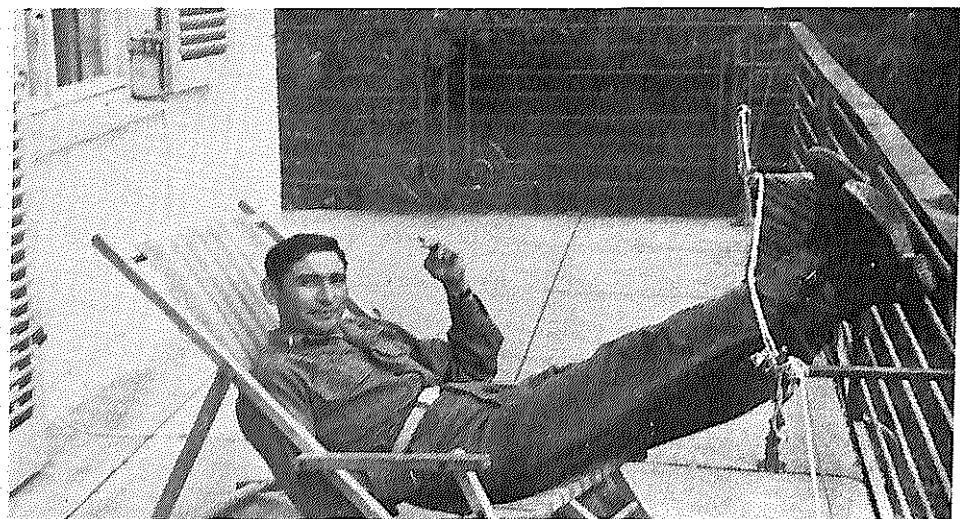


Ci-contre, le G.I. John Degro, natif de Burton, dans le Ohio, qui fut le premier soldat américain à entrer dans le camp de concentration de Dachau.

Il fut également le premier Américain à entrer en contact avec les détenus. Cette photographie fut prise à Munich en mai 1945. (coll. John Degro)

Ci-dessous : le 1st Lt Jack Bushyhead, se reposant sur la véranda d'une maison près d'Augsburg où lui et le colonel Howard

A. Buechner avaient été logés en mai et juin 1945. (coll. Howard A. Buechner)





Ci-dessus : un détenu armé remet un groupe de sept prisonniers allemand à un soldat américain. Il s'agit du même détenu que sur l'illustration à la page 8 de ce cahier photographique. L'insigne sur la casquette du jeune prisonnier au premier plan indique qu'il ne s'agit pas d'un SS. (Coll. 45^e DI US Army)

Ci-dessous : un groupe de 200 soldats allemands sont conduits en captivité par les Américains. Le médecin à gauche a survécu à la libération du camp. Cette scène a été photographiée près de l'hôpital, lieu de l'exécution massive. Cinq détenus assistent les soldats américains. De dos et quatrième à partir de la gauche, le Lt. William Walsh. (Coll 45^e DI US Army)





Photographie de près de 90 morts ou blessés allemands. Seul un quart du mur est visible. L'hôpital est à droite. Au centre, au premier plan, le mitrailleur est agenouillé derrière son arme, un modèle 1919A4. Il reste encore quatre allemands debout et les trois ou quatre corps à la gauche de la ligne sont encore en vie. Ils seront abattus quelques secondes après que la photo ait été prise. Ce cliché est de T/4 Arland B. Musser, US Signal Corps (National Archives).



Ci-dessus : gardes allemands exécutés à la mitrailleuse par « Birdeye ».
Un des hommes tient un crucifix dans sa main comme s'il prévoyait la mort.
Photographie prise le 30 avril 1945, le jour suivant la libération.
(coll. Edwin F. Gorak, B Battery, 158^e régiment d'artillerie).

Ci-dessous : garde allemand exécuté. Emplacement du corps inconnu. Il porte
une tenue camouflée habituellement portée par les Waffen SS. La blessure à la
tête suggère qu'il a été tué par un coup à bout portant d'un pistolet de calibre
45. Selon le photographe, Edwin F. Gorak, qui prit ce cliché le 30 avril 1945,
la disposition des corps semble indiquer qu'ils ont été abattus simultanément,
comme par une rafale de mitrailleuse.
(coll. Edwin F. Gorak, B Battery, 158^e régiment d'artillerie).

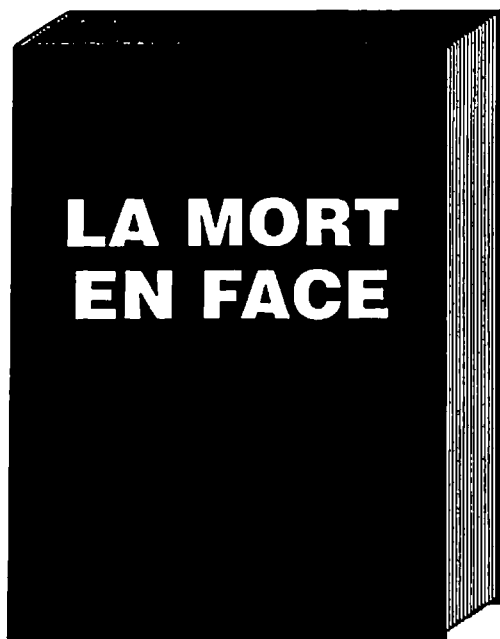




Deux détenus s'apprêtent à tuer un garde allemand à l'aide d'une pelle.
A l'arrière plan, les corps des gardes exécutés à la mitrailleuse sont encore
visibles auprès d'un long mur. Les bâtiments de l'hôpital sont à droite.

Le détenu qui va donner le coup fatal est le même que celui page 5.
Le photographe est inconnu. Le cliché est extrait du *Day of the Americans*,
par Nerin Gun. Il s'agit probablement d'une photographie
de T/4 Arland B. Musser du US Signal Corps.

Un nouveau livre de François Brigneau



LA MORT EN FACE

*Ouvrage présenté
par François Brigneau
Préface de Philippe Vilgier,
postface de J.-M. Le Pen*

Superbe réédition d'un dossier publié par Brigneau en 1967 devenu introuvable. L'ouvrage se présente comme un recueil de témoignages de Français fusillés au cours de la dernière guerre et qui avaient choisi des camps différents. Philippe Vilgier dans sa préface, dégage remarquablement le sens général de ce document terrible et poignant. Jean-Marie Le Pen dit au sujet de cet ouvrage : « La réédition de cet ouvrage est une excellente chose. Surtout pour les jeunes hommes et les jeunes femmes, pour qu'ils sachent qu'ils appartiennent à une nation de héros. Il est indispensable de le savoir, au moment où l'on pourrait se croire emportés par la décadence. »

150 pages grand format, 145 F.

*Pour commander, utiliser le bon commande situé
dans les dernières pages de cette revue.*



ABC DES RUNES

par Jean-Paul Ronecker

Les runes, ancien alphabet magique et sacré des peuples germano-scandinaves, ont été très tôt utilisées à des fins divinatoires. Issues du vieux paganisme, ces lettres aux formes anguleuses, destinées à être gravées sur la pierre ou des matériaux durs, ont toujours été enveloppées d'une aura de mystère.

Ce livre guidera le lecteur pas à pas dans le labyrinthe des Runes où, à chaque détour, se révèlent les Dieux et les Déesses du Nord. Il dévoilera le sens de ces signes mystérieux qui sont le reflet des forces cosmiques.

284 pages, 95 F

*Pour commander, utiliser le bon commande
situé dans les dernières pages de cette revue.*

L'ÉNIGME PHILIPPE DAUDET

Albin Dunoyer

« Léon Daudet étouffe la vérité », titrait à la une le journal anarchiste *Le Libertaire* du 1^{er} décembre 1923, affirmant ainsi que le suicide de son fils, la semaine précédente, avait pour origine l'atmosphère familiale étouffante contrariant ses convictions politiques anarchistes. Pour Léon Daudet qui, le 25 novembre, en reconnaissant le corps de Philippe a admis le suicide et déclare « ce malheureux enfant ne nous aura épargné à sa mère et à moi aucune douleur », l'exploitation politique d'un drame privé éclaire d'une lumière nouvelle le mystère qui entoure les dernières heures de son fils.

Député de Paris, polémiste redouté et haut dirigeant de l'opposition monarchiste, l'Action française, Léon Daudet se connaît beaucoup d'ennemis. Il ne peut admettre que Philippe âgé seulement de quatorze ans ait été à son insu militant anarchiste. Par contre n'aurait-il pas été victime d'une machination mêlant indicateurs anarchistes et policiers et visant à l'entraîner dans un scandale dont les conséquences auraient fatalement rejailli sur son père ? Et devant l'échec de la manipulation, ne l'aurait-on pas assassiné en maquillant le crime en suicide ?

Égarement d'un père tout à la douleur d'avoir perdu son fils et qui apprend de surcroît que celui-ci reniait ses propres engagements politiques. C'est la thèse que retint la justice fran-

çaise. Mais elle est loin d'être convaincante si l'on considère la manière dont l'instruction privilégia de façon délibérée et étrange les éléments tendant à prouver le suicide, en écartant des indices sérieux en faveur de l'assassinat apportés par la contre-enquête de *l'Action française* et fit tout pour fermer au plus tôt le dossier !

Un adolescent fragile et perturbé

Né en 1909, l'infortuné héros de l'affaire, Philippe Daudet, n'est qu'un jeune adolescent même si physiquement il paraît dix-sept ou dix-huit ans. Issu d'un mariage entre cousins germains, il souffre depuis son jeune âge de troubles nerveux et notamment d'épilepsie. La puberté a aggravé cet état. C'est un malade, fait que reconnaissent unanimement Léon Daudet lui-même, le médecin de famille et l'avocat de la partie civile, M^e Noguères, lors du procès en diffamation intenté en 1925 au célèbre polémiste.

A douze ans, il fait une première fugue, qui le mène jusqu'à Marseille et récidive à deux reprises, pendant quelques heures, au printemps 1923. Est-ce la manifestation d'un conflit avec le père et d'un rejet du milieu familial comme le soutient l'anarchiste Georges Vidal ? Les témoignages des proches infirment cette explication. De plus, M^e Noguères qui plaide contre Léon Daudet déclare devant la cour : « Chez Philippe Daudet, comme chez d'autres enfants, la fugue n'est autre chose que la manifestation de l'épilepsie. Et il est constaté que pendant la fugue, pendant la crise épileptique, le malade peut être porté à toutes les violences. Il peut aboutir au crime, il peut aboutir au suicide. Je ne crois nullement que Philippe Daudet ait été anarchiste. »

Le mardi 20 novembre, celui-ci a quitté vers 7 h le domicile familial pour se rendre à l'école Bossuet, comme chaque jour. Personne ne l'y verra, et pour cause. En réalité il a pris un train pour le Havre – après avoir dérobé de l'argent à ses parents – où il séjourne deux jours essayant de s'embarquer pour le Canada puis d'acheter en vain un revolver. Le 22, il décide de rentrer à Paris. Il rédige une lettre à ses parents, qu'il déchire, mais que le tenancier de l'hôtel ramassera, lira, puis portera à la police et dans laquelle il écrit « Mes parents chéris, pardon pour la peine

immense que je vous ai faite. Je ne suis qu'un misérable et un voleur... Quand vous recevrez cette lettre, je ne serai plus vivant. »

Les trois jours mystérieux des 22, 23 et 24 novembre

Il est parfaitement clair à ce moment qu'il a renoncé à l'idée du suicide. Pourtant, à Paris, au lieu de regagner le logis paternel, il se rend au siège du journal *Le Libertaire*. Cachant sa véritable identité, il se présente comme un militant anarchiste disposé à commettre n'importe quel attentat, contre Millerand, le président de la République, Poincaré, le président du Conseil, ou... Léon Daudet, le virulent adversaire de l'anarchie.

Pourquoi cette insolite démarche ? Parce qu'il est réellement anarchiste ? L'explication ne tient pas. Le premier psychologue venu diagnostiquerait un désir de se racheter aux yeux de ses parents et de lui-même en accomplissant un exploit. Philippe Daudet n'est pas sans savoir que les anarchistes en veulent à mort à son père. Au début de 1923, un de ses amis, Marius Plateau, est tombé sous leurs coups. Puérilement, il croit pouvoir infiltrer le milieu anarchiste et protéger ainsi la vie de son père.

Le comportement des rédacteurs du *Libertaire* est d'ailleurs plus qu'étrange. Il est suspect. Comment, voilà un inconnu exalté qui se présente au journal en annonçant qu'il va tuer et en réclamant des contacts et personne ne songe un instant à l'hypothèse d'un provocateur ! On lui présente un militant qui va le loger deux jours et on lui donne l'adresse d'un libraire, Le Flaouter, dont la boutique passe pour être une « planque » pour ceux de la « Cause », et on lui fournit peut-être même une arme puisqu'il est retrouvé mort avec un revolver alors qu'il est établi qu'avant d'aller au *Libertaire* il n'en possédait pas ! Curieux révolutionnaires... Lesquels se révèlent en outre incapables de découvrir en trois jours la véritable identité de celui qu'ils hébergent !

A moins évidemment qu'ils n'aient menti. Ayant subodoré une infiltration, puis appris que le jeune exalté n'est autre que le fils d'un de leurs pires ennemis, ils ont pu vouloir en tirer parti. Quel beau coup ce serait si la police arrêtait « un dangereux anarchiste » qui ne serait autre que le fils du royaliste Léon

Daudet ! Tout ceci est de bonne guerre et n'implique nullement d'ailleurs qu'ils aient eu l'intention de l'assassiner. Cette version explique la lettre écrite le 23 (sous la menace, soutiendra toujours Léon Daudet) dans laquelle il fait état de ses convictions libertaires. Équivoque également l'attitude du libraire Le Flaouter, personnage douteux, condamné pour commerce de livres pornographiques et devenu indicateur de police, qui le reçoit le 24 au matin, lui donne rendez-vous l'après-midi et entre-temps téléphone à la Sûreté qu'un jeune terroriste, armé, portant un manteau beige et s'appêtant à commettre un attentat, entrera dans sa boutique entre 14 et 15 heures.

La police décide alors de tendre une souricière. Onze agents en civil guettent les allées et venues autour de la librairie, et non des moindres, puisque le commissaire Colombo est là en personne. Et pourtant, selon la version officielle, ils laisseront entrer et sortir un jeune homme (car son manteau est gris, et non beige), le verront héler un taxi dans lequel il se tirera une balle dans la tête, devant le 126 du boulevard Magenta, à proximité de l'hôpital Lariboisière, carence difficile à admettre, à moins d'avoir une piètre opinion des capacités de la police parisienne de l'époque !

Un suicide aux indices étranges

A 16 h 30 deux agents de service boulevard Magenta procèdent aux premières constatations. Ouvrant la porte du taxi, ils ne remarquent aucune odeur de poudre. Or le coup de feu est censé avoir été tiré quelques instants auparavant seulement et dans une auto hermétiquement close ! Mais fait plus étrange, la balle qui a traversé le crâne de part en part ne sera jamais retrouvée. La Justice estimera qu'ayant perdu sa force de percussion, elle a dû tomber sur un coussin et rouler malencontreusement à terre au moment où Philippe Daudet fut sorti du taxi. La chose n'est pas impossible, mais le moins qu'on puisse dire c'est que cette explication n'est guère satisfaisante.

Quant à la douille qui normalement s'éjecte automatiquement du pistolet, point de traces non plus ! Le garagiste de Bajot, le chauffeur du taxi, qui lave l'intérieur du véhicule à grande eau ne la trouve pas. Elle sera découverte en revanche dix jours plus tard, après le dépôt de la plainte de Léon Daudet,

coincée sous un strapontin ! Était-ce la douille de la balle qui avait tué Philippe Daudet ? Le doute est permis. D'autant que l'expert commis à sa recherche, un certain Bayle, qui la trouva si bien cachée n'était pas d'une honnêteté scrupuleuse : il finira assassiné en 1929 par un plaideur qui l'accusait de l'avoir ruiné à la suite d'une expertise manifestement tendancieuse !

Détail curieux enfin, s'il y avait bien des traces de sang à l'intérieur du taxi, on n'y trouva aucune trace de matière cérébrale alors que la balle, comme le certifièrent les médecins, était sortie de la boîte crânienne en faisant un gigantesque orifice.

Bizarries policières... et autres

Un autre détail matériel devait alimenter des controverses et mettre en cause le sérieux de la police, ou même pis.

Le pistolet trouvé sur Philippe Daudet était un Atlas de 6.35 mm, une arme automatique dont le chargeur est logé dans la crosse et présente la particularité suivante : dès qu'une balle est tirée, la suivante s'engage d'elle-même dans le canon. Par conséquent, il devait obligatoirement être chargé puisque Philippe Daudet ne s'être tiré qu'une seule balle.

Ce point va soulever des discussions. L'arme a été portée vers 17 h par un agent au commissariat du quartier Saint-Vincent de Paul. A 21 h, un secrétaire de ce commissariat, Pierre Manhaval, constate effectivement qu'elle est bien chargée et, pour éviter tout accident, décide de la décharger. Mais un autre secrétaire, Florentin Brune, après avoir examiné le pistolet vers 16 h affirme qu'à ce moment il n'y avait pas de balle dans le canon. Plus tard, lorsque l'instruction judiciaire sera ouverte, il reviendra sur sa déclaration, prétendant avoir confondu le matin du dimanche et le début de la soirée du samedi !

Bien sûr, il a pu se tromper, encore que cela fasse beaucoup d'erreurs policières dans cette affaire. Mais sa rétractation tardive laisse fatalement planer un doute sur la sincérité de sa seconde déclaration. N'a-t-il pas dû, comme le criera bien fort Léon Daudet, obéir aux injonctions de ses supérieurs ? Car son témoignage est d'une importance capitale. S'il n'y avait pas de balle dans le canon à 18 h et qu'il y en avait une à 21 h, deux choses sont certaines : Philippe Daudet n'a pu se tuer avec l'arme en question et son suicide est une mise en scène.

Les responsables de celle-ci appartiennent à la police puisque c'est au commissariat, entre 18 et 21 h que quelqu'un s'est rendu compte de l'erreur et a pu la rectifier en réinsérant une balle.

Mais il y a plus déconcertant. Alors que la mort de Philippe Daudet est officielle depuis 18 h le samedi 24 et qu'elle est annoncée le lendemain dans la presse, alors que Léon Daudet n'a pas encore requis une instruction criminelle (puisque à ce moment il croit au suicide), des policiers de la Sûreté se présentent à plusieurs reprises dans les jours suivants à l'hôpital Lariboisière pour demander si le jeune homme avait repris connaissance et parlé avant de mourir ! Or, ce ne peut être une légitime curiosité d'enquêteurs puisque le permis d'inhumer ayant été délivré, il n'y a pas d'enquête...

Un autre fait insolite renforce à lui seul considérablement la thèse de l'assassinat. L'après-midi du 25, le libraire Le Flaouter se rend à l'hôpital en question pour prendre des nouvelles du jeune « suicidé » qui y a été transporté la veille. Comment peut-il savoir que celui-ci est le jeune homme qu'il a vu la veille puisque Philippe Daudet est parti à pied de sa librairie et n'a pris, officiellement, un taxi que place de la République ? Pourquoi ce soudain intérêt pour quelqu'un qu'il ne connaît que d'hier ? Que de surcroît il a dénoncé à la police ? Il prétendra avoir eu une « vision » en lisant le fait divers dans le journal et soutiendra même au tribunal avoir des dons de médium. Mais on peut qu'être sceptique à l'égard d'une explication de cette sorte, dont on peut s'étonner d'ailleurs qu'elle n'ait pas davantage étonné la cour...

Une étrange partialité de la justice

L'instruction tenta à plusieurs reprises d'enterrer le dossier. Léon Daudet, pour éviter une ordonnance de non-lieu, déposa alors une plainte nominative le 26 janvier 1925 accusant formellement quatre hauts fonctionnaires de police d'être les assassins de son fils : le commissaire Colombo, qui aurait été l'exécuteur, le directeur de la Sûreté Marlier, le contrôleur général Lannes et le chef du Service des recherches, qui auraient ourdi le complot. Mais hormis des torrents d'injures, il ne put soutenir ses accusations qu'en alléguant des confidences faites sous le

sceau du secret par des personnalités du monde politique et policier. Aussi, les quatre hommes furent-ils mis hors cause le 31 juillet.

Pas un instant le seul témoignage sérieux en faveur du suicide, celui du chauffeur de taxi Bajot, ne fut suspecté, malgré les indices matériels qui le contredisaient. Certes aucune preuve d'un lien entre lui et la police ne put être établie. L'homme ne varia jamais non plus dans ses déclarations. Mais, il est rare en des affaires identiques, qu'au moins pendant un temps, la police ne considère pas un homme dans son cas comme un suspect possible !

Par ailleurs, lors du procès en diffamation intenté par Bajot à l'encontre de Léon Daudet, la cour condamna ce dernier à cinq mois de prison ferme, ainsi qu'à une amende et à de lourds dommages et intérêts. S'étant pourvu en cassation, il vit sa requête rejetée sous prétexte que les faits nouveaux qu'il présentait – trois témoins, Mmes Collin, Dubois et Valogne, assurant avoir vu le 24 novembre 1923 devant la librairie Le Flaouter deux hommes installant dans un taxi un jeune homme grièvement blessé, étaient trop tardifs pour être crédibles ! Mais n'était-ce pas exactement le cas du policier Brune qui était revenu sur son premier témoignage sans choquer personne ?

Une bavure policière ?

Faut-il croire alors, comme le soutint Léon Daudet, que Philippe ait été victime d'un complot associant à la fois policiers et anarchistes et qu'il ait été délibérément assassiné par eux ? L'hypothèse est peu plausible. D'une part, on n'en voit pas les mobiles, d'autre part, si tel avait été le cas, comment expliquer les maladroites de la mise en scène du suicide ?

La préméditation étant exclue et la thèse du suicide plus que douteuse, il reste la solution de ce qu'on appelle une bavure. Suite à la dénonciation de Le Flaouter et croyant avoir affaire à un dangereux anarchiste, les policiers ont bien interpellé Philippe dans la boutique du libraire. Celui-ci a-t-il eu un geste maladroit ou sorti une arme ? L'un des agents a-t-il tiré ? Puis, en fouillant le blessé et en découvrant leur méprise, les policiers n'ont-ils pas eu peur du scandale et décidé pour échapper aux sanctions de maquiller le drame en suicide ? Ne sachant pas de

qui il s'agit et obéissant naturellement aux inspecteurs qui lui montrent leurs cartes, Bajot n'a-t-il pas accepté de faire un faux témoignage. Puis, compromis par celui-ci, n'a-t-il pas été contraint de s'en tenir à cette première version ?

L'hypothèse est vraisemblable. Elle élimine les « mystères » du suicide et l'insoutenable version d'un complot de la haute police couverte par les magistrats et le gouvernement. Si cela était, il n'en demeurerait pas moins vrai que dans cette étrange affaire Léon Daudet fut victime de la perte de son fils et d'une condamnation injuste. Certes, il ne resta pas longtemps sous les verrous, ridiculisant les autorités en s'évadant de façon rocambolesque de la Santé, le 25 juin 1927. Mais, chose stupéfiante chez cet homme d'ordre, il voua désormais à la police et à la justice une haine viscérale, allant jusqu'à tenir ces propos : « La Sûreté générale, une collection de coquins, de voleurs, d'assassins... Les magistrats, d'ignobles bourriques vivant grassement du chantage, du jeu, de la prostitution, du trafic des poisons... » Qualificatifs qu'on ne retrouve même pas sous la plume du plus virulent anarchiste !



HITLER ET LES MUSULMANS

Léon Degrelle

Au bout de la steppe, des cavaliers étaient apparus. C'était en février 1942, au Donetz. Le froid était affreux : 42°C au-dessous de zéro. La neige sifflait, rasait nos casques glacés, nous dévorait les oreilles auxquelles pendaient en forme de groseilles gelées des poches de pus de couleur orange. Qui étaient ces cavaliers ? Le vent nous apportait un grand chant âpre et mélancolique. Ils n'étaient pas vêtus de blanc comme les Cosaques. Leur longue vague approchait, mauve, violette. Ils étaient plusieurs milliers. Enfin, leurs petits chevaux fumants nous abordèrent. Ces cavaliers n'étaient ni des Russes, ni des Occidentaux, c'étaient des Musulmans. En pleines fureurs de l'hiver russe de 1942, quatre milliers de musulmans avançaient dans la steppe immense, en chantant.

J'allais les retrouver en 1943. Ils n'étaient plus 4 000 mais 60 000. Soixante mille musulmans sur le front de l'Est ? C'était presque incroyable, qu'y faisaient-ils ?

Hitler avait un faible, c'est certain, pour la religion mahométane. Lui, d'origine catholique, qui, jeune garçon, chantait au jubé de sa paroisse, éprouvait un grand intérêt pour l'Islam et sa civilisation. Il regrettait presque que ses armées n'eussent pas triomphé de Charles Martel à Poitiers.

Contrairement à tout ce que l'on a pu raconter, Hitler n'était nullement un païen. Il avait lutté durement contre les

intrusions politiques d'un clergé parfois très batailleur pour qui un doyen devait obligatoirement faire office de maire, et un évêque de préfet. Cette église politicienne avait, en Allemagne, avant 1933, traqué les nationaux-socialistes à grands coups de goupillon. Hitler avait répondu sans tendresse. Il avait gardé une dent contre une certaine gent ensoutanée, plus préoccupée de pouvoir terrestre que de rayonnement spirituel. Le cas de Hitler n'était pas unique. Nous, Rexistes, pour la plupart catholiques, connûmes en Belgique les assauts similaires d'une église lourdement dictatoriale qui entendait imposer dans tous les rouages de l'État et des partis, ses pieux valets, souvent très médiocres. Mais s'opposer à un clergé matérialiste plus préoccupé de problèmes politiques et sociaux que du grand cheminement vers le divin n'est pas s'opposer à Dieu. C'est presque le contraire. Les prêtres démagogues coupent à des milliers d'âmes les routes des sommets spirituels.

J'ai souvent parlé dans l'intimité avec Hitler de ce problème qui dépasse tous les autres : Qu'est Dieu ? Que cherchent les foules en Dieu ? Continueront-elles à croire en Dieu, à être aspirées par Dieu. C'est dans la paix et le silence de la nuit que nous poursuivions ces méditations. Hitler avait posé sur la table des cartes, ses grosses lunettes. Dans le baraquement de bois, nous étions seuls dans nos deux fauteuils. En face, dans la cheminée aux signes runiques des bûches de bois crépitaient. Le Führer me disait lentement, en termes toujours mesurés, ce qu'il a répété tant de fois : « La notion de la divinité donne l'occasion à la plupart des hommes de concrétiser le sentiment qu'ils ont des réalités surnaturelles. Pourquoi détruirions-nous ce merveilleux pouvoir qu'ils ont d'incarner le sentiment du divin qui est en eux ? L'être simpliste a soif de croyance et il s'y cramponne obscurément de toutes ses forces. L'homme cultivé, m'expliquait-il encore, conserve le sens de la nature et s'incline devant l'inconnaissable. C'est un fait que nous sommes de faibles créatures, qu'il existe une force créatrice. Vouloir le nier c'est de la sottise. Contre cette angoisse devant le mystérieux, il serait maladroit d'être sectaire, ajoutait-il, l'homme a peur des choses qu'il ne peut encore expliquer. Cela ne servirait de rien de remplacer une croyance ancienne par une croyance nouvelle qui ne ferait que prendre la place de la précédente. »

Hitler s'emportait parfois, se lançant dans une diatribe contre le clergé politicien, l'hypocrisie des formules, contre les Églises même qu'il taxait de fourberie. Il arpentait pendant dix minutes le parquet de bois de sa baraque, silencieux, agité, flanqué de sa chienne Blondie qui prenait chaque virage en même temps que lui puis il me retrouvait devant les flammes dansantes.

Au fond, pour lui, l'absence de Dieu était une diminution pour l'homme. Il savait très bien que j'étais, je le suis toujours, intensément chrétien. Chez lui, j'allais communier, comme n'importe où ailleurs.

« Si ma mère vivait encore elle vous aurait accompagné » m'avait-il dit, un matin, où, quittant enfin son travail nocturne, il m'avait croisé dans la pineraie.

Lorsque notre légion de volontaires belges était entrée dans la Waffen SS – où elle deviendrait la division Wallonie – j'avais véritablement imposé à Himmler, et Hitler m'avait aussitôt approuvé, le maintien d'aumôniers catholiques parmi mes troupes. Par cette brèche ouverte était entré par la suite M^r de Maillol de Lupé, aumônier catholique de la division française Waffen SS Charlemagne.

Pour rien au monde Hitler n'eût voulu que le national-socialisme devînt une caricature d'église : « le Parti, disait-il très fermement, n'a pas à être une contrefaçon de religion. »

Je lui répliquais qu'une des grandes missions de l'Europe que nous voulions bâtir serait, non pas de favoriser ou de tolérer des dominations temporelles des religions, mais de créer des conditions permettant à la vie spirituelle de s'épanouir.

« Après la guerre, lui ai-je répété à plusieurs reprises, je veux que mon rôle personnel en Europe soit avant tout de veiller à ce que les âmes puissent vraiment vivre. » Hitler était d'accord. Le feu éclairait ses pommettes plates, devenues presque incolores et ses cheveux qui grisonnaient. Ses yeux foudroyants brillaient plus intensément que les flammes.

Dieu, connu ou inconnu, c'était l'essentiel. Jamais Hitler n'eut un mot, qui aurait pu ébranler en moi la grande certitude divine qui m'habitait.

Mais les Musulmans dans cette affaire ? Hitler, fermement décidé à respecter le religieux partout où il était respectable, où il n'était pas souillé par des ambitions terrestres avait, naturelle-

ment et depuis longtemps, fait la somme des apports de l'Islam. Il était d'ailleurs extrêmement curieux de tout, de la psychologie humaine aussi bien que de la puissance d'une charge creuse, du calibrage d'un canon ou du tracé d'une autoroute. La découverte d'un tableau de Boticelli comptait pour lui presque autant que la prise d'une ville comme Kiev.

Le cas d'Allah le passionnait donc lui aussi, Allah jamais vu, représenté nulle part, mystère constant.

« Malheureusement pour l'Église, disait-il, elle a délimité le mystère et elle l'a expliqué de façon précise... Nous n'avons aucune lumière sur le mystère quand nous apprenons que les curés se représentent Dieu sous les traits d'un homme. Les disciples de Mahomet, à ce point de vue, leurs sont bien supérieurs car ils n'éprouvent pas le besoin de se représenter physiquement Allah. »

Hitler trouvait dans la religion mahométane plus de poésie et de tolérance que dans un certain sectarisme chrétien. Il avait reçu dans son amitié le grand mufti de Jérusalem, une sorte de pape des Musulmans, un homme puissant, aimable, le cheveu clair et l'œil bleu comme un germain. D'ailleurs, du sang germanique il y en avait eu beaucoup dans le monde arabe, des Berbères du Maghreb jusqu'à Atatürk. Nous passerions en juin 1944, le Grand Mufti et moi, trois jours à Salzbourg, à discuter de l'avenir des peuples. Le monde musulman était alors tout près du nôtre, fraternel presque.

Le Grand Mufti avait parfaitement compris ce que signifiait le racisme. Pour Hitler, pour nous tous, être raciste ne consistait pas à se dresser contre les autres races mais à donner à la race européenne toutes les possibilités de se fortifier, de s'épanouir, de s'embellir. Former dans un ensemble solidaire une jeunesse solide, harmonieuse, loyale, vibrante du désir de servir et de se surpasser, faire de la mère et de la famille, forte, saine, rayonnante, les joyaux de la société était un objectif juste, utile et louable.

Donner à l'Europe raciale son maximum d'épanouissement physique et moral n'impliquait en rien le mépris des autres races. Que celles-ci se développent à leur tour dans leur personnalité rayonnante ! Qu'elles en fassent chez elles, au sein de leur propre communauté, autant que nous dans notre espace européen.

Jamais Hitler n'eût admis les mélanges raciaux que supportent si mal à présent les pays démocratiques de l'après-guerre, ayant charrié vers eux par mercantilisme, des millions d'immigrants dépayés, coupés de leur religion et de leur culture, objets d'aversion dès que leur exploitation industrielle devient sans intérêt économique. C'est chez eux, dans leur milieu naturel, au sein de leur race, sur le sol millénaire de leurs peuples qu'ils avaient à s'épanouir, à retrouver et à exalter leurs caractéristiques civilisatrices. Notre racisme tendait à les encourager avec force dans ce sens-là. Avec joie nous les eussions aidés.

C'est ce qui explique l'intérêt tout spécial que Hitler portait aux peuples de l'Islam, livrés trop souvent à la domination et au mépris de négriers étrangers qui avaient imposé à ces pays hautement civilisés leur langue et leurs mœurs. Sans les apports de ces peuples anciens, l'Europe eût sans doute pataugé encore longtemps dans les balbutiements d'un Haut Moyen Age qui ne se souvenait même plus de l'Athènes de Socrate et de la Rome d'Auguste. C'est l'Islam qui nous avait rapporté, à Cordoue, Aristote voilà plus de dix siècles.

Hitler n'avait pas la moindre visée du côté de la Méditerranée: « Nous ne devons pas, disait-il, subir le mirage des pays orientaux. »

Pour lui, la civilisation européenne, s'arrêtait aux temples hellènes. J'avais été presque interloqué, lorsqu'à ma question: « Au fond, qui êtes-vous, un Germain ou un Européen ? Il avait répondu sans la moindre hésitation :

— Je suis un Grec. Le Sud, pour nous, c'est la Crimée, reprenait-il, aller plus loin serait un non sens. Demeurons nordiques.

L'Europe continentale, c'était son pays. L'Allemagne avait pour vocation la fédérer puis, avec le temps, de l'unifier. Elle en était le centre, la force organisatrice, le moteur. Par elle passaient tous les grands moyens de communication. Elle avait envoyé ses fils partout sur le continent: quatre cent mille descendants d'Allemands en Hongrie, sept cent mille en Roumanie, des centaines de milliers dans les pays Baltes, en Ukraine et même sur les bords de la Volga. Quel peuple européen avait semé à ce point sa vigueur, son sang, sa race, dans toutes les régions européennes ? Hitler était, à nos yeux, l'homme qui pou-

vait rassembler cette gerbe de forces. Mais son esprit lucide arrêtait les limites de ce domaine aux eaux divines, bleues et violettes qui ourlent de loin les marbres sacrés de l'Acropole.

Jamais donc le monde musulman n'aurait en Hitler un rival, et moins encore un conquérant. Fidèle aux grands enseignements de Frédéric de Hohenstaufen, l'empereur germain de Sicile, il serait l'ami et l'appui des peuples musulmans à la recherche de leur redressement.

C'est ainsi qu'en 1943 et 1944, les quatre mille Musulmans du front de l'Est étaient devenus trois magnifiques divisions de Waffen SS rassemblant soixante mille hommes. Les Waffen SS étaient les soldats politiques d'un monde nouveau. Ils n'étaient pas seulement des militaires, comme ceux de la Wehrmacht. Élite physique, (1, 75 m, la vigueur et la souplesse d'un loup), ils avaient reçu une formation politique exceptionnelle, non pas limitée à des mesquineries de petites nations, mais axée sur une grandiose conception du monde.

D'abord réservées dans leur recrutement à des volontaires allemands, les Waffen SS s'étaient, en 1940, ouvertes à la jeunesse germanique et aux centaines de milliers de descendants d'Allemands à travers toute l'Europe; 300 000 *Volksdeutsche* rejoindraient ainsi la Waffen SS, fidèles au souvenir et garants de l'avenir.

Puis ce stade germanique avait été dépassé. C'est de l'Europe entière qu'étaient accourus à la Waffen SS plusieurs centaines de milliers de jeunes volontaires qui, si la fédération continentale avait pu se créer, en eussent été après la guerre la puissante armature. Les chiffres sont encore ignorés par beaucoup: la Waffen SS rassembla un million de volontaires. Plus du double de la Grande Armée de Napoléon. Ils étaient très durement formés, toujours les premiers à foncer, toujours les derniers à résister: quatre cent mille d'entre eux tomberaient en héros pour leur foi.

Mais parmi ce million de lansquenets d'un monde à venir, c'est vraiment l'Europe nouvelle qui avait pris place. La vieille Allemagne de jadis y était devenue minoritaire. Six cent mille des volontaires de la Waffen SS étaient des non-allemands, soit 60 % de cette formation sans pareille. C'est dire que sur le front de l'Est, l'unité des soldats politiques de l'Europe était faite. Une unité forgée dans le sang, la gloire et le sacrifice, par des

élites physiques et morales issues de vingt-huit pays européens jadis hostiles et maintenant fraternellement rassemblés : Français, Belges, Hollandais, soudés à leurs camarades Estoniens, Hongrois ou Roumains même en Russie, en 1943, lorsqu'avait été annoncée la formation d'une division Waffen SS Ukraine ; au lieu de dix-sept mille volontaires conviés, cent mille s'étaient présentés !

Hitler avait dépassé le stade de la nation. Il était devenu européen à tel point qu'il voulait, il me le déclara, changer après la guerre, le nom de Berlin à ses yeux trop typiquement allemand et encore trop emprunt d'un nationalisme particulier.

Les Musulmans, et notamment le Grand Mufti, avaient saisi très rapidement l'attrait de cette formule : former des soldats politiques qui, après l'épreuve du feu et de l'héroïsme, revenant du front vainqueurs, en jeunes chefs au corps fort, au caractère d'acier, deviendraient les bâtisseurs des États nouveaux.

Le monde arabe était divisé. Ses régimes hostiles. Ses populations délaissées. Une révolution puissante, raciale et sociale à la fois y était indispensable. Qui pouvait mieux y parvenir qu'une élite disciplinée, formée politiquement avec audace, pétrie d'énergie au combat et qui savait qu'elle pourrait désormais compter en Europe, non plus sur des exploiters à la manière de l'avant-guerre, mais sur des camarades vigoureux et sincères ? Tous nous pensions de même et agirions en équipe de la même façon.

Ces soixante mille musulmans, provenant en grande partie des régions mahométanes des Balkans, étaient traités dans le respect le plus complet de leur personnalité. Les officiers allemands qui, parfois, leur servaient d'assesseur ou d'agents de liaison, portaient le haut fez rouge, comme n'importe quel officier musulman. Je serais même témoin d'un geste incroyable : comme cadeau de Nouvel An, Hitler, personnellement enverrait à chacun de ces volontaires une chaînette dorée à laquelle était suspendu un minuscule coran.

Nous avons été écrasés. L'effort des Waffen SS musulmans a été brisé, comme le nôtre. Dans mon souvenir flottent encore sur la steppe lointaine les silhouettes violettes des rudes cavaliers au chant poignant qui chevauchaient dans les neiges tourbillonnantes de l'Ukraine, précurseurs musulmans de la résurrection de leurs peuples.

On imagine le spectacle si, à l'heure actuelle, les puits de pétrole du monde arabe se trouvaient sous la garde de ces camarades islamiques ayant porté dans leurs pays unifiés, comme nous en Europe, le dynamisme créateur, la paix sociale et l'esprit de communauté. Les millions d'Arabes qui errent dans l'Europe eussent trouvé sur leur propre sol l'ordre, la justice, la paix, dans la solidarité civique de leur race. Et ils seraient nos alliés.

C'est cela qui, jusqu'en 1945, fut possible et qui fut englouti, comme le reste, dans l'incohérence et l'impuissance.

A l'heure où se déchirent les Balkans entre les différents groupes religieux, il nous a semblé intéressant de proposer à nos lecteurs ce témoignage brut de Léon Degrelle qui apporte un éclairage très personnel sur la participation des Bosniaques à la Seconde Guerre mondiale dans les rangs de la Waffen SS et sur les opinions religieuses de Hitler. Comme nous le ferons à l'avenir à chaque fois que nous publierons un document de cette nature, nous invitons les lecteurs qui le désirent à nous communiquer leur point de vue et à apporter tous les correctifs et compléments d'informations qu'ils jugeront utiles.

LES ÉMEUTES DE LOS ANGELES

Adapté de William Robertson Boggs

Los Angeles a enfin retrouvé la tranquillité après les émeutes les plus destructrices et les plus meurtrières qui ont secoué les Etats-Unis depuis plus d'un siècle. En moins de trois jours, au début du mois de mai 1992, les émeutiers ont brûlé plus de 5300 immeubles et causé la mort de 58 personnes. Plus de 2300 personnes ont été blessées et 227 d'entre elles sont dans un état critique. Les dégâts aux propriétés privées ont été évalués à plus de 4200 millions de francs. Parmi les morts et les blessés, d'innombrables blancs inconnus qui ont été sauvagement molestés ou tués par des bandes de Noirs, simplement parce qu'ils étaient blancs.

Les destructions ont, pour l'essentiel, été perpétrées par des Noirs, affirmant qu'ils avaient été outragés par le passage à tabac « raciste » de Rodney King par des agents de police de la ville de Los Angeles et, surtout, de leur acquittement, également qualifié de « raciste » par un jury « blanc ». Les policiers devaient répondre du chef d'accusation d'« attaque criminelle ».

Cette éruption de violence – dans laquelle nous comptons des désordres de moindre importance survenus à San Francisco, Las Vegas, Atlanta et plusieurs autres villes – est due à la façon insensée dont les médias ont traité l'incident Rodney King dès le départ. Aujourd'hui, que le second verdict est tombé (deux

des quatre policiers ont été déclarés coupables, les deux autres relaxés), que les faits de cette affaire ont été clairement établis, le comportement des médias se révèle en toute clarté d'une étonnante irresponsabilité qui rappelle celui des médias français qui baptisent du terme générique « jeune » les délinquants étrangers ou nés en France de parents étrangers.

Rodney King, l'« automobiliste noir »

Rodney King était un délinquant au lourd passé criminel. Le 3 mars 1991, il avait été mis en liberté conditionnelle et roulait sans prendre garde et à très grande vitesse dans les rues résidentielles de Los Angeles. L'enquête a permis d'établir qu'il était en état d'ébriété avancée: son taux d'alcoolémie dépassait de 2,5 fois la limite légale et l'on a retrouvé lors de l'analyse des traces d'une absorption de marijuana. Sa façon de conduire l'attestait.

Lorsque la police a réussi à immobiliser son véhicule, les agents lui ont donné l'ordre de sortir de sa voiture car ils craignaient qu'il ne dissimulât une arme. King a refusé de sortir. Les agents l'ont extrait de son véhicule. King a refusé de se laisser fouiller et contrôler, cracha au visage des agents, formula des menaces obscènes à l'égard d'une policière, se mit à rire comme un dément et dansa quand on lui donna l'ordre de rester tranquille. Rodney King mesure 1,87 m, pèse 110 kg et ses gestes désordonnés le rendait dangereux. Il refusa de se coucher, face contre terre, de façon à ce que la police puisse le menotter sans danger. Comme le permet le règlement, les policiers ont alors décidé de le mettre à terre de force.

Leur première tentative s'effectua à l'aide d'un pistolet assommeur électronique de 50. 000 volt. Un seul coup de cette arme permet de neutraliser une personne dans 80 ou 90 % des cas. Les policiers ont utilisé cette arme deux fois contre Rodney King, sans résultat. Ils ont donc cru qu'il était sous l'effet du PCP, une drogue qui provoque un comportement psychotique. Plus tard, ils ont déclaré sous serment qu'ils craignaient que King ne s'attaquât à eux et ne tentât d'arracher l'un de leur pistolets. La meilleure façon de forcer Rodney King de prendre une position allongée aurait été de lui faire une clef, mais la ville de Los Angeles a interdit les clefs en 1982. (En effet, cer-

tains toxicomanes peuvent perdre la vie si on leur administre une clef, mais la mort peut tout aussi bien survenir à cause de l'abus de drogue).

Comme le pistolet assommeur n'avait eu aucun effet, il ne restait plus qu'à utiliser contre lui de simples matraques. Les policiers l'ont donc frappé à répétition. Rodney King refusait de rester allongé sur le sol et chaque fois qu'il faisait mine de se lever, les policiers lui administrait une volée de coups de matraque. Un amateur, disposant d'une caméra vidéo, fixa la scène du « passage à tabac » sur pellicule et, plus tard, la télévision la passa sur antenne.

Le film vidéo est long de 81 secondes. Il montre comment Rodney King résiste à son arrestation et menace la police. Presque toutes les chaînes de télévision n'ont montré que la dernière partie, celle où King est au sol et reçoit force coups de matraque, d'une manière qui peut paraître excessive et l'a peut être été. Mais un examen attentif du film entier montre que la pluie de coups de matraque s'est arrêtée dès que M. King a gardé le calme, comme les policiers le lui avaient demandé.

Trois des policiers qui ont frappé M. King étaient européens et l'un était hispanique. Comme par routine, les médias ont rapporté qu'ils étaient tous « blancs » et ont gonflé cette arrestation pour en faire un incident racial de premier ordre. Les chaînes de télévision ont montré ce bout de film si souvent que rares sont les Américains qui ne l'ont pas vu. Comme le révèle l'enquête, les coups portés à King n'ont pas eu d'effets trop dommageables. Quelques semaines plus tard, il se sentait tellement bien qu'il s'est mis à harceler un travesti prostitué et a tenté de renverser un policier de Los Angeles qui voulait interrompre la transaction.

Que se serait-il passé si King avait été européen ? D'abord, les médias auraient enquêté pour savoir les motivations du passage à tabac. Si, du moins, ils avaient consacré quelque attention à ce fait divers, ils auraient tout bonnement noté qu'un conducteur ivre, au passé judiciaire chargé, avait eu, à l'égard de la police, un comportement menaçant.

Mais, comme Rodney King est afro-américain, les médias ont une explication toute faite pour la bastonnade qu'il a reçue : ce serait du « racisme ». Les médias ont alors lancé leurs habituels cris de guerre contre le racisme, estimant qu'ils avaient

une preuve que ce racisme était virulent et que certains Blancs demeuraient incorrigibles. Trop rarement, les médias ont mentionné le comportement réel de King qui a entraîné la réaction pour le moins musclée des policiers. Ils ont délibérément ignoré que M. King était accompagné de deux personnes de race noire qui ont parfaitement obtempéré aux injonctions des policiers et qui n'ont pas été frappées (l'une d'entre elle se plaint aujourd'hui d'« avoir été rudoyée »). Qui plus est, les médias ont fait la sourde oreille quand King lui-même a déclaré qu'il pensait que ce n'était pas parce qu'il était noir que les policiers l'avaient frappé. Par conséquent, nous pouvons dire que les médias se sont emparés de ce qui, au pire, était un incident ambigu pour le gonfler démesurément en faisant une preuve flagrante de l'indécrottable racisme des euro-américains.

Les policiers furent accusé de violence criminelle et leur premier procès s'est ouvert un an après l'incident. Lorsque le jury estima que les agents n'étaient pas coupables, cela ne signifiait pas pour autant que le tribunal estimait que l'arrestation de King était un exemple de travail policier. Quatre des jurés insistèrent pour que le policier le plus agressif soit poursuivi pour « attaque ». Pour les trois autres, les jurés ont tranché : leur comportement n'a pas été délictueux.

Mais les médias ont tellement insisté pour présenter une version « raciste » des événements, qu'ils n'ont eu d'autre alternative que de s'affirmer choqués par le verdict ; promptement, le jury a été décrété « raciste ». Selon leurs habitudes désormais éprouvées, les médias ont parlé des « jurés qui étaient tous Blancs », ce qui est faux, puisque l'un d'entre eux était un Asiatique et un second, Hispanique. Les jurés ont expliqué qu'ils ne croyaient pas à des motivations racistes. L'un de ces jurés a dit : « Si l'homme avait été Blanc ou Oriental, s'il avait été n'importe quoi d'autre et avait agi comme a agi Rodney King, il aurait subi exactement le même traitement ». Mais les médias pensent détenir l'unique vérité...

Pendant 29 jours, les jurés du premier procès ont entendu des témoignages, puis ils ont délibéré durant sept jours. Le bon peuple, lui, n'a vu que quelques secondes d'un bout de film vidéo. Et ce bon peuple, aiguillonné par les médias, s'est convaincu qu'il en savait plus que les jurés, en possession de tout le dossier. Du Président jusqu'au bas de l'échelle sociale,

tous se sont mordus les doigts en pensant aux horribles injustices commises par l'Amérique européenne.

C'est ainsi que se sentant soutenues et excusées à l'avance, les bandes de afro-américains, de la côte Est à la côte Ouest, sont entrées en effervescence, se sont mises à piller, à brûler et à donner libre cours à leur haine raciste anti-européenne. Et c'est ainsi qu'une large majorité de citoyens américains ont été amenés à penser que les actes de pyromane et les meurtres de ces trois journées d'émeute étaient l'équivalent moral du passage à tabac de King et du verdict des jurés « racistes ».

Un racisme sélectif

Bien que le racisme ait été décrit comme le grand péché qui a provoqué les émeutes, les médias ont été curieusement très silencieux quand il s'est agi de relater les nombreux cas de violence et de haine raciales perpétrés par des Noirs contre des Blancs. Le meilleur exemple est l'agression d'un chauffeur de camion, Reginald Denny, qui fut tiré à bas du tracteur de son semi-remorque par un groupe de Noirs surexcités qui l'ont battu sans merci et lui ont écrasé le visage avec un extincteur. D'autres Noirs se sont élancés vers le corps inerte de Denny, qui ne pouvait presque plus respirer, et lui ont asséné force coups de pied, en dansant autour de lui une sorte de danse du scalp et en manifestant bruyamment leur joie. Les médecins ont déclaré que les blessures de Denny ressemblaient à celles d'un chauffeur qui aurait eu un accident à 95 km/h sans ceinture de sécurité. Remarquons toutefois que ce furent d'autres Noirs qui arrêtaient le massacre. Nous connaissons la mésaventure tragique de Denny parce qu'une équipe de télévision hélicoptérée a réussi à fixer le scène atroce sur pellicule. Du sol, des Noirs ont ouvert le feu sur l'hélicoptère à l'aide de pistolets ou de fusils.

Peu de citoyens américains ont entendu parler de Matt Haines, un Blanc de 32 ans, qui traversait à moto le quartier noir de Los Angeles en compagnie de son neveu, après qu'une amie noire lui ait téléphoné pour lui demander son aide parce que sa voiture était en panne. Les deux Blancs ont été arrêtés par une bande d'une quinzaine de Noirs qui les ont assommés, jetés à bas de leur moto et les ont frappés quand ils étaient au sol. Sans aucune provocation, l'un de ses Noirs tira une balle

dans la tête de Haines. Son neveu a reçu trois balles dans le bras mais quand le tireur lui braqua son pistolet dans la figure, le coup n'est pas parti. Haines est mort. Son neveu a survécu.

Howard Epstein, qui vivait dans le Nord de la Californie, prit l'avion pour se rendre à Los Angeles afin de protéger son atelier et ses employés. Trois Noirs l'ont abattu alors qu'il se rendait en voiture de l'aéroport à son entreprise. Quand sa voiture s'arrêta en heurtant un mur, des pillards lui arrachèrent montres et bijoux et vidèrent la voiture.

Une bande de Noirs fracassa les vitres de la voiture de Jeff Kramer, un reporter blanc du *Boston Globe*. Ils tentèrent de le traîner dans la rue mais sa ceinture de sécurité l'a retenu. Un de jeunes noirs sortit un revolver de sa poche et tira trois coups dans sa direction. Kramer a eu la présence d'esprit de faire semblant d'être mort, ce qui lui sauva la vie.

Parmi les dix Blancs – neuf hommes et une femme – qui sont morts pendant les émeutes, ont-ils été massacrés par des foules de Noirs prêtes au lynchage ? Combien de Blancs blessés ont-ils été attaqués, comme le chauffeur de camion et le reporter, simplement parce qu'ils étaient Blancs ? Nous ne le saurons jamais. Personne ne les a comptés. Les médias qui ont hissé un fait divers anodin au rang de tragédie nationale parce qu'un Noir dangereux avait été battu à coups de matraque par la police, n'ont pas réagi avec vigueur lorsque des Noirs ont délibérément commis des crimes motivées par la haine raciale. Combien de Blancs devront-ils être battus ou assassinés pour que les médias s'insurgent de la même façon contre le racisme des Noirs qu'il se sont insurgés contre le jury « raciste » qui venait d'acquitter les agents de police ? Cinq cents ? Mille ?

Des Noirs se sont attaqués à des Blancs dans d'autres villes, mais n'en ont heureusement tué aucun. A Richmond (Californie), l'entraîneur blanc d'une équipe de football pour jeunes filles noires a été hué et désigné à la vindicte des Noirs : « Là-bas, un Blanc ! ». Il aurait probablement été battu à mort si les filles de son équipe n'avaient pas plaidé en sa faveur. Dans la même ville, un inspecteur des eaux blanc a été assommé à l'aide d'un objet contondant et s'est réveillé dans un hôpital, le cou coincé dans une minerve. Un Blanc de West Oakland, qui rentrait chez lui après avoir participé à une réunion de protestation contre le verdict acquittant les policiers blancs (!), a été

pris à partie par un groupe de Noirs et molesté. A San José (Californie), un Noir de vingt ans déclara à l'un de ses amis qu'il « allait abattre un Blanc pour rendre justice à Rodney King ». Quelques heures plus tard, il alla droit vers un couple qui téléphonait dans une cabine et abattit l'homme et la femme d'une balle dans la tête. A Atlanta, des Noirs ont battu des reporters, des photographes et des passants blancs. A New York, deux chauffeurs de camion ont été arrachés à leur véhicule alors qu'ils circulaient dans des quartiers noirs. L'un fut battu, l'autre frappé à coups de couteau.

A Venice (Californie), où des Blancs avaient emménagé dans des quartiers autrefois réservés aux Noirs, des bandes compactes ont attaqué les maisons des Blancs, de même que celles des Noirs qui appartenaient notoirement au « comité de quartier de vigilance contre la criminalité ». Au moins une maison appartenant à une famille blanche a été pillée et brûlée; plusieurs dizaines d'autres ont subi des actes de vandalisme. Comme l'a dit un résident noir du quartier: « Nous n'aimons pas que des gens viennent ici et construisent des résidences que nous ne pouvons nous payer nous-mêmes. Je puis vous affirmer ceci: avant que les Noirs ne la quittent, Venice brûlera ».

Les Blancs, que les médias décrivent comme ivres de racisme, n'ont pas levé le petit doigt contre les Noirs. Malgré le meurtre gratuit de plusieurs Blancs, on n'a pas pu rapporter un seul incident de violence anti-noire. Tandis que des Noirs attaquaient les Blancs dans tout le pays, les éditorialistes n'ont pas pour autant cessé de répéter que l'acquittement signifiait que la « chasse aux Noirs » était ouverte. On ne peut trouver attitude plus absurde: les médias travestissent grossièrement la vérité quand ils parlent des relations inter-raciales aux Etats-Unis.

A Los Angeles, les commerçants coréens ont été une autre cible des fureurs racistes des Noirs. La plupart des immigrants récents venus de Corée ne sont venus aux Etats-Unis qu'avec de très faibles capitaux et ne peuvent se permettre d'installer leurs magasins ailleurs que dans les quartiers à grande majorité noire, qui sont par conséquent les plus dangereux, et où ils doivent travailler seize heures par jour. Les Noirs et les hommes de gauche se plaignent que personne ne vient investir dans les ghettos afro-américains; or les Coréens, eux, n'hésitent pas à le faire.

Les Noirs les haïssent parce qu'ils travaillent et réussissent. Les pillards et les pyromanes ont délibérément visé les magasins appartenant à des Coréens, en vue de les détruire. Dans Korea Town, qui jouxte les quartiers noirs, 80 % des commerces ont été endommagés. En tout, 1839 entreprises coréennes ont été brûlées ou pillées. Même le consulat de Corée a été attaqué.

La haine raciale qui a déclenché l'émeute, couve toujours après le retour au calme. Les agents de police et les gardes nationaux noirs ont été apostrophés aux cris de : « Que faites-vous à leurs côtés ? ». La plupart des commerces qui ont survécu à la tourmente avaient en devanture les mots « propriété noire ». Les graffiti fraîchement peinturlurés étaient éloquentes : « Enc...ez les Blancs ! Enc...ez la police ! ».

Au même moment, la présence de plus de 10 000 soldats dans les rues apporta un sentiment de sécurité dans cette partie de la ville qui, même en temps normal, est saturée de peur et où claquent souvent des coups de feu. « Le quartier est sécurisé à présent », a dit un résident. « Tous les six mois, la Garde Nationale devrait revenir et nettoyer les lieux ».

Quelqu'un a-t-il prévu les émeutes, au cas où les agents seraient acquittés ? Oui. Le chef de la police de Los Angeles, Daryl Gates. Juste avant que ne tombe le verdict, il avait prévu une somme d'un millions de dollars pour pouvoir payer les heures supplémentaires de ses hommes en cas d'acquiescement. Quelle fut la réaction des médias ? De dire qu'il était un « raciste », parce qu'il pensait que les Noirs étaient capable de déclencher une émeute pour cela.

Récompenses pour les casseurs

Quel sera le résultat de tout cela ? A court terme, quelque 20 000 à 40 000 personnes, noires pour la plupart, se trouveront subitement privées de travail, parce que les entreprises qui les employaient ont été détruites. 10 000 de ces emplois sont sans doute perdus pour toujours. Des quartiers entiers sont désormais privés de petites surfaces d'alimentation générale, de lavoirs automatiques, de stations d'essence et d'épiceries.

La partie sud du centre de Los Angeles n'avait pas encore pansé les plaies dues aux émeutes de Watts des années soixante.

Vingt-sept ans plus tard, il y a toujours des lotissements vacants dans les rues commerçantes. Les banques et les détaillants de grandes ou moyennes surfaces viennent à peine de réinvestir dans les quartiers.

Peter Ueberroth avait reçu pour mission de superviser la reconstruction du quartier sud du centre de Los Angeles. Il est venu agiter sa sébile devant les contribuables, tant à l'échelon fédéral qu'à l'échelon de l'État californien, tout en intéressant des investisseurs étrangers, surtout japonais. Parmi les choses les plus stupides qui ont été dites à propos des émeutes, il y a l'une de ses propositions : « Si les Japonais sont capables d'investir à Pebble Beach, il faut leur donner la chance d'investir dans les quartiers sud du centre de Los Angeles ».

Le président George Bush a, à juste titre, désigné Los Angeles comme une zone sinistrée, à redresser avec l'argent fédéral. La nation entière paiera la note, dans le cadre d'un programme conçu selon les modèles généralement mis en œuvre pour venir en aide aux victimes des catastrophes naturelles. Mais le seul désastre dont souffrent les quartiers sud du centre de Los Angeles, c'est leur propre population. Les premières estimations chiffrent à 3,6 milliards de francs la somme qui devra être libérées pour redresser cette zone. Un législateur de l'État californien a proposé une nouvelle taxe sur les ventes qui permettrait de récolter 4,2 milliards de francs complémentaires. Si l'on ajoute les sommes versées par l'État et par les entités locales, le total sera édifiant : c'est le prix que Los Angeles recevra pour s'être volontairement brûlée elle-même !

La conclusion

Avec le temps, tout est redevenu *politically correct*. Au cours d'un second procès, un des policiers a été reconnu coupable. Peter Ueberroth a jeté l'éponge et donné sa démission. Clinton, le nouveau président a eu des paroles généreuses pour Los Angeles, mais n'a rien fait de concret. Mais, si le drame de la ville et de sa population a sombré dans l'oubli, ces émeutes restent pour longtemps encore un cas d'école de distorsion de la réalité par les médias au service d'une idéologie totalitaire volontairement acceptée.

Alain Sanders

LE HUSSARD BLET

ROMAN

« Pastiche » : œuvre littéraire ou artistique où l'on imite la manière d'autres écrivains, d'autres peintres. Parce qu'on les admire. Ou que l'on souhaite, par un tel exercice, se « débarrasser » d'un écrivain trop lu et, du même coup, tourner la page et passer définitivement à autre chose.

Quant on a été un hussard — bleu, gris ou noir — il ne faut pas devenir blet. Parce que c'est une trahison que de le faire. On n'en meurt pas forcément. Mais on devient un adulte pesant. Lourd de partout. On ne charge plus. On n'a plus d'élans. Plus de sève. Plus de foi.

Pour toutes ces raisons — et quelques autres qu'il est inutile de dire — on aurait tort de croire que Le hussard blet est un pastiche amoureux. Oh, il y a bien, en filigrane, quelques souvenirs affectueux, un ou deux clins d'œil, sans quoi on finit par se prendre au sérieux... Mais ce Hussard blet est d'abord, est surtout, est avant tout, un adieu à Nimier.

Écrivain, journaliste, grand reporter, Alain Sanders est membre du conseil éditorial du quotidien *Présent* et chroniqueur au mensuel satirique *Pas d'Panique à bord*.

234 pages, édition brochée. 95 F

Pour commander, utiliser le bon commande situé dans les dernières pages de cette revue.

HINDENBURG

Pierre Conard

Rentré dans la retraite en 1919 après avoir dirigé jusqu'au bout la démobilisation allemande, le feld-maréchal général von Hindenburg a donné peu après un très vivant volume de souvenirs sur l'ensemble de sa vie. Cet ouvrage, conçu sur un plan moins large que les *Souvenirs de guerre* de Ludendorff, est certainement moins instructif et moins complet que ceux-ci, comme source de l'histoire de la Grande Guerre. Mais par contre le lecteur y voit se dessiner peu à peu, avec un singulier relief, la rude et représentative figure de l'ex-généralissime allemand. C'est donc surtout cette figure-là qu'on va essayer de mettre ici en lumière (1).

La famille et la jeunesse de Hindenburg

C'est d'une longue lignée de hobereaux qui, depuis la fin du XIII^e siècle, avaient porté les armes soit au service des margraves de Brandebourg, soit dans les rangs ou à la solde des chevaliers teutoniques, soit dans les troupes des ducs et des rois

1) C'est d'après le texte allemand (Generalfeldmarschall von Hindenburg, *Aus meinem Leben*, Leipzig, Hirzel, 1920, in-8 de XII-409 p., portraits et 3 cartes) qu'a été composé le présent essai. La traduction, due au capitaine Kœltz et préfacée par le général Buat, a paru chez Lavauzelle au début de 1921.

de Prusse que le feld-maréchal est fier de tirer son origine. Leur histoire, qui commence dans la Vieille-Marche pour se continuer d'abord dans la Nouvelle-Marche puis dans la Prusse ducal et royale, est comme une illustration de la tenace poussée vers l'Est, toujours plus avant dans les terres slaves, des féodaux allemands d'autrefois. Vers la fin du XVIII^e siècle, toute la famille était solidement établie entre la Basse-Vistule et la Passarge, sur les confins des deux provinces de Prusse occidentale et orientale. Parmi les « biens de chevalier » que possédaient ses divers représentants, le domaine de Neudeck, dans le cercle de Rosenberg, appartient successivement au bisaïeul, au grand-père et au père du futur feld-maréchal. Bien que né à Posen, en 1847, ce dernier a toujours vu dans Neudeck son véritable « chez lui ». Aussi, partout où son service l'a appelé, s'est-il considéré non pas comme un Posnanien, mais comme un Vieux-Prussien. Pour un homme de cette trempe, se déclarer Vieux-Prussien, ce n'est pas seulement rappeler sa véritable origine ; c'est aussi proclamer son inébranlable foi monarchique, son attachement à la discipline, sa confiance dans la force de l'État ; c'est affirmer sa « fidélité de vassal » envers la dynastie ; et c'est enfin se classer, entre les Allemands et par droit de naissance, dans l'élite de l'élite.

Parmi les ascendants rapprochés de l'enfant, des militaires et rien que des militaires. Lors de sa naissance, son père est lieutenant au 18^e régiment d'infanterie ; son grand-père Hindenburg a servi au régiment de Langenn, et son arrière-grand-père Beneckendorff-Hindenburg (2) au régiment de Tettenborn ; son grand-père maternel, le médecin général Schwickart, a gagné en 1813 la croix de fer, à la bataille de Kulm, en ralliant et en ramenant au feu un bataillon de landwehr privé de ses chefs. Au service de ce grand-père Schwickart, il y a un très vieux jardinier, modeste serviteur qui a pourtant son prestige : enrôlé en 1786 dans l'armée prussienne, il a compté pendant quelques jours parmi les soldats du grand Frédéric.

Dans ces conditions, les parents de l'enfant n'ont même pas à se demander vers quelle carrière ils dirigeront leurs fils. Il

(2) Beneckendorff est le vrai nom des ascendants lointains en ligne masculine. Le nom de Hindenburg vient d'un collatéral qui fit de l'addition de son propre nom (resté ensuite seul en usage) la condition d'une donation (1789).

va de soi que ceux-ci porteront « l'habit du roi ». On les élève donc en futurs soldats, dans la stricte obéissance, la frugalité et la simplicité, sans rien accorder à la mollesse. Toute l'éducation familiale tend à leur donner un corps vigoureux et le goût du service, avec le même amour respectueux pour le Tout-Puissant et pour la monarchie prussienne qui réalise, sur la terre, la cité de Dieu, du dieu des armées, cela va de soi. Au témoignage de Hindenburg cette éducation réussit à souhait. Le futur feld-maréchal est l'aîné de trois garçons. Il n'a pas douze ans quand il endosse son premier « uniforme militaire » pour entrer à l'école des cadets de Wahlstatt, en Silésie et à quelque distance de Glogau où son père est alors en garnison. Au moment de quitter celui-ci devant la grille de l'école, l'enfant commence à pleurer, quand il songe soudain à ce qu'il doit à sa nouvelle tenue : « Sous cet habit-là, on n'a pas le droit d'être faible et de pleurer » pense-t-il aussitôt, et il refoule ses larmes. Souvenir assez important aux yeux du vieux feld-maréchal pour qu'il le mette en vedette, tout au début de son autobiographie. Et quel début conviendrait mieux à un livre où il y a presque autant d'intentions « morales » (d'une morale à la prussienne, s'entend) que dans une *Vie* de Plutarque ? Cette anecdote familière sur l'entrée de Hindenburg dans la carrière des armes pourra passer dans les recueils de lectures à l'usage des écoles allemandes. À des millions de petits Allemands elle enseignera la leçon fondamentale qu'un « Vieux-Prussien » s'est donnée à lui-même dès l'âge de onze ans et demi et qu'il professe encore au terme d'une carrière de labeur guerrier, couronnée tout à la fin par le prestige des grandes victoires. Point de faiblesse sous les armes ! Jeunes Allemands, domptez vos nerfs !

Aussi, en dépit ou plutôt en raison de la dureté de la vie et de l'exactitude de la discipline, Hindenburg a-t-il gardé le meilleur souvenir des écoles de cadets où se déroula désormais sa jeunesse, à Wahlstatt (1859-1863) et à Berlin (1863-1866). En matière éducative, on n'y négligeait rien pour développer les enfants et les adolescents « dans la bonne direction » ; on cherchait à leur donner à la fois le sentiment de la responsabilité et le goût de l'initiative, autant qu'à développer leur intelligence ou leur savoir ; on leur forgeait ainsi des âmes de chefs. Quant à l'enseignement, il avait le grand mérite d'être relativement concret, précis, utilitaire, et de faire connaître aux élèves le

monde moderne plutôt que le monde ancien. D'abord médiocre et retardé par des maladies, le jeune Hindenburg se classe ensuite parmi les meilleurs des « cadets royaux ». Il aime dès le début la géographie ; plus tard il se passionne pour l'histoire, en particulier pour l'histoire militaire, laquelle prépare si bien, remarque-t-il, à la haute direction des troupes. Indifférent à la civilisation antique, il s'intéresse par contre, de bonne heure, à l'histoire romaine qui lui semble « puissante et presque démoniaque ». Des anciens Romains il admire le discernement à reconnaître, l'art à utiliser les défauts et les qualités des autres peuples, mais surtout « l'égoïsme sans scrupule qui ne rougissait d'aucun moyen à l'égard des amis ou des ennemis » et « la vertueuse indignation quand l'ennemi en faisait autant ». C'est là ce qui a fait aussi, au jugement du feld-maréchal, la force de la politique britannique ; et après tout il est peut-être de bonne foi en évitant de penser ici à Frédéric II, à Bismarck, et à quelques autres disciples des Romains.

Parmi ses maîtres et instructeurs, l'enfant aime surtout un jeune lieutenant qui sera son professeur à Berlin après l'avoir été à Wahlstatt. Tout en enseignant de façon vivante la géographie aux petits élèves de *Sexta*, celui-ci utilise les promenades du dimanche pour leur faire exécuter, en terrain approprié, de petits exercices figurant les péripéties essentielles des batailles de Magenta et de Solferino alors toutes récentes. Par des procédés comme celui-là, inconnus dans les gymnases, mais en honneur au corps des cadets, on « préservait les élèves de l'ignorance du monde ». Est-il besoin d'ajouter que, dans ces collèges militaires, le zèle monarchique et l'ardeur patriotique animent tous les cœurs ? Quelle fête quand on reçoit à Wahlstatt, en 1859, la visite du prince régent de Prusse ! « Jamais on n'avait levé la jambe si haut au pas de parade. » À l'école de Berlin, quand survient, au début de 1864, la guerre contre le Danemark, toute la *Secunda* est en effervescence. Elle envie les camarades plus âgés qui partent pour les régiments en campagne. On va admirer les canons capturés, et plus tard assister aux beaux défilés des troupes victorieuses. À quoi bon « se casser la tête » sur les causes de la guerre ? On sent souffler « l'air frais » des batailles dans cette confédération germanique qui était vermoulue dès sa création et on voit enfin, grâce à Bismarck, « l'acte remplacer la parole ». N'est-ce pas l'essentiel ?

C'est donc plein de gratitude pour les écoles de cadets que Hindenburg, en avril 1866, quitte à son tour la classe de *Selecta* pour entrer au service. Il se sent prêt à dresser des recrues comme à mener au feu des soldats instruits, à prendre toutes les initiatives et les responsabilités que pourra comporter son grade de second lieutenant, à se donner corps et âme à sa tâche. Aussi lorsque, en 1917, il célébrera à Kreuznach son soixante-dizième anniversaire, aura-t-il plaisir à faire venir à la table de son déjeuner matinal, chargée des friandises qu'il aura reçues, trois tout jeunes cadets aperçus dans la rue. Avec ces enfants en uniforme, avec ces « jeunes camarades », le vieux feld-maréchal se permettra, cette fois, un peu d'émotion.

Affecté au 3^e régiment de la Garde à pied le 7 avril 1866 et pourvu du commandement d'une section dans la 5^e compagnie du 2^e bataillon, Hindenburg a presque aussitôt le bonheur de participer à la courte campagne de 1866 contre les Autrichiens. Et, si son bataillon n'est à son gré que trop peu engagé dans les premiers combats à la frontière de Bohême, il prend par contre, à la grande joie de Hindenburg, une part très active à la grande bataille de Königgrätz (ou de Sadowa), le 3 juillet. Ce jour-là, le cadet de la veille ne montre pas seulement, dans son modeste commandement, la vaillance et le sang-froid qu'on est en droit d'attendre d'un jeune officier bien formé, mais aussi des qualités de décision rapide qui font déjà pressentir le chef et le stratège : d'ailleurs son coup d'œil, son initiative devant l'occasion ne l'empêchent pas de s'appliquer aussi à coopérer à l'œuvre commune. Momentanément isolé avec sa section au cours d'une assez pénible progression en ordre dispersé où il a vu tomber son capitaine et son sous-officier adjoint, Hindenburg est soudain mitraillé à courte portée par les huit pièces d'une batterie autrichienne, et tombe, légèrement blessé à la tête. Un instant privé de connaissance, il est à peine revenu à lui qu'il se lance sur la batterie avec ses hommes et s'empare de cinq canons pendant que les trois autres disparaissent, enlevés au galop. Mais le jeune homme ne se livre pas longtemps à la mâle liberté de sentir, « parmi ses canons conquis », saigner sa blessure. Il lui faut repousser et poursuivre des chasseurs ennemis qui l'attaquent, puis décider ce qu'il fera de la poignée d'hommes perdus avec lui dans ce coin, maintenant désert, du vaste champ de bataille, au milieu de positions tenues par l'ennemi. Tout en envoyant

des salves à des cavaliers autrichiens qui passent à bonne portée, il conduit par un chemin creux ses grenadiers vers un village où l'on se bat âprement. Il y trouve des fractions de sa division aux prises avec des forces autrichiennes supérieures, doit participer à leur recul, puis a la joie de rentrer victorieusement avec elles dans le village au moment où se dessine la retraite générale de l'ennemi accablé. A vrai dire le jeune lieutenant a perdu la moitié de sa section, mais il l'a perdue utilement. Aussi, en septembre, lors du triomphal retour à Berlin, reçoit-il sa première décoration, le modeste Aigle Rouge de IV^e classe avec glaives. Il n'a pas encore dix-neuf ans. Et, lorsqu'en 1867 le roi Guillaume vient voir à Hanovre les grenadiers du 3^e régiment, Hindenburg, placé dans la compagnie d'honneur, a le plaisir d'entendre son bien-aimé « souverain et seigneur » lui demander où et comment il a gagné sa décoration.

Les qualités que Hindenburg a montrées à Königsgrätz sont celles qu'il déploie encore, le 18 août 1870, sur le champ de bataille de Saint-Privat, le seul de la guerre franco-allemande où le 3^e de la Garde à pied ait à donner sérieusement. Le jeune officier est alors lieutenant adjoint au chef du 2^e bataillon, et il est ainsi associé à la direction d'une unité assez importante, dans des circonstances critiques. En effet, faisant partie de la I^{re} brigade du corps de la Garde, le bataillon prend part à la téméraire et coûteuse attaque lancée de Sainte-Marie-aux-Chênes sur Saint-Privat, entre cinq et six heures du soir. Tout en jugeant immédiatement mal conçue cette attaque menée « contre un orage de grêle », où les bataillons engagés fondent rapidement sous les rafales des chassepots, Hindenburg s'efforce d'y apporter une collaboration judicieuse. Se portant sans cesse en avant à cheval, seul ou avec le major dont il est l'adjoint, pour reconnaître le terrain de la progression, il ne se borne pas à prouver son mépris personnel du danger. D'accord avec son chef, il cherche à faire jouer au bataillon un rôle utile dans l'attaque, à l'abriter dans la mesure du possible, à lui faire dessiner un mouvement débordant, bref à orienter l'héroïsme de cette troupe d'élite. Puis, les efforts de la brigade restant vains et celle-ci pouvant tout au plus s'accrocher au terrain, le jeune officier va voir seul ce qui se passe, sur la gauche, à Roncourt, village vers lequel se dirige alors le corps saxon engagé dans une manœuvre tournante de grande envergure. Hindenburg trouve ce village

vide, mais se rend compte que des éléments d'infanterie française, postés immédiatement à l'Est, dans des carrières, vont sans doute tenter d'y rentrer. Il se hâte alors d'aller chercher deux compagnies de son bataillon et de les amener dans le village, juste à temps pour repousser l'attaque prévue et alléger ainsi la tâche des Saxons. Encore une fois, son intelligence de la situation générale lui a inspiré un emploi des forces particulièrement heureux. Et c'est d'une série d'inspirations comme celle-là qu'est fait, en fin de compte, le succès de la grande attaque finale contre Saint-Privat dont personne n'a dirigé l'ensemble.

Revenant d'ailleurs sur la façon dont la Garde fut engagée ce jour-là par son haut commandement, Hindenburg la juge, avec tous les tacticiens, absolument malencontreuse. Mais une erreur tactique est après tout peu de chose quand elle est l'occasion d'un dévouement qui donne une grande leçon morale. L'esprit de sacrifice avec lequel les grenadiers, privés de leurs chefs, s'efforçaient d'avancer et grâce auquel ils restaient capables, deux heures après leur échec, de jouer un rôle utile dans l'attaque décisive a porté ses fruits jusque pendant la guerre de 1914, en inspirant abnégation et don de soi à des régiments placés dans des situations analogues. Et Hindenburg se plaît à rapporter les termes dans lesquels, deux jours après la bataille, le général de la division la plus éprouvée a félicité ses soldats. Ceux-ci « ont fait leur devoir », et rien de plus. Pour Hindenburg aussi, l'abnégation, le sacrifice prolongé, l'héroïsme même ne sont que des aspects du devoir militaire. L'expression « faire plus que son devoir » n'a point de sens pour un « Vieux-Prussien ».

Décoré de la croix de fer pour sa conduite à Saint-Privat, et resté l'adjoint de son chef de bataillon qui commande maintenant le régiment entier, Hindenburg n'assiste plus guère qu'en seconde ligne, avec sa brigade qu'on ménage désormais, aux divers épisodes de la bataille de Sedan et du siège de Paris. Mais il a la très grande satisfaction d'être délégué par son régiment à la cérémonie de la proclamation de Guillaume I^{er} comme Empereur allemand. Hindenburg est naturellement heureux d'assister à un aussi grand événement, à un « événement historique ». Mais ce qu'il admire plus que le décor, plus que la « pompe extérieure » de la journée, c'est la « simple et calme dignité du vieux souverain ». Et il aimait à remarquer que, dans

l'assistance, pendant que les Allemands du Sud étalent une joie exubérante, les Prussiens, anciens et principaux ouvriers de l'unité enfin réalisée, montrent une satisfaction plus calme et plus réservée. « Être et non paraître », remarque-t-il ailleurs, est le premier devoir de l'officier par excellence.

Lorsqu'en juin 1870 le régiment, de retour en Allemagne, fait à Berlin une nouvelle entrée triomphale avant de regagner sa garnison de Hanovre, Hindenburg se livre à l'espérance, « moins pour lui-même que pour la patrie et le souverain », de voir encore d'autres solennités de ce genre. Espoir assez naturel chez cet officier de vingt-trois ans qui a déjà participé à deux grandes guerres victorieuses, mais espoir que l'avenir ne va réaliser ni immédiatement ni plus tard. L'Allemagne est « saturée » pour un temps, selon l'expression de Bismarck. Et, pendant plus de quarante ans, il ne va plus y avoir, pour les militaires les plus ardents, que du « travail de paix ». La carrière de Hindenburg n'en sera pas moins brillante. Son attitude passée sur les champs de bataille, sa qualité d'officier de la Garde, son exactitude et sa rigidité dans le service, son travail persévérant, méthodique et varié suffisent à assurer son avenir.

Admis à l'Académie de guerre en 1873, capitaine en 1878, major en 1885, colonel en 1894, Hindenburg ne revient en 1876, après ses trois ans d'Académie que pour quelques mois seulement au 3^e de la Garde à pied. Et, à partir de 1877, il ne fait plus que des stages assez courts dans les régiments : quinze mois comme capitaine au 68^e d'infanterie (1884-1885), trois ans comme lieutenant-colonel et colonel au 91^e (1893-1896). Pendant ces périodes-là, il s'applique d'ailleurs à remplir tous ses devoirs d'officier de troupe avec le sérieux, l'ardeur, l'intelligence dominatrice qui le caractérisent. Capitaine dans un régiment qui tient garnison à Fraustadt, aux confins de la Posnanie et de la Silésie, il n'a que des soldats polonais ; en dépit des difficultés spéciales venues de la langue, il s'efforce, pour les mieux dresser, de les connaître individuellement et est agréablement surpris de leur trouver des qualités inattendues. Colonel, il s'applique à la fois à préparer son corps à la guerre réelle, à lui donner son « empreinte », et à perfectionner l'instruction et « l'éducation » même de ses officiers dont dépend toute la valeur du régiment.

Mais Hindenburg considère surtout ces passages rapides à la tête d'une petite, puis d'une grande unité d'infanterie, comme des occasions de compléter sa propre formation de militaire appelé, tout l'annonce, à exercer des commandements importants. C'est en effet soit au grand état-major, soit dans les états-majors de corps d'armée ou de division, soit même à la tête d'un des services du ministère de la Guerre que s'écoule, dans des fonctions très variées, la plus grande part de la carrière de Hindenburg entre 1877 et 1900. Pendant cinq ans s'ajoute à sa laborieuse activité d'officier d'état-major l'enseignement de la tactique à l'Académie de guerre, enseignement toujours confié à des hommes de valeur et d'avenir. Comme major, Hindenburg travaille un certain temps sous les ordres du colonel comte Schlieffen qui, plus tard responsable du grand état-major, sera considéré dans l'armée allemande, sans avoir dirigé aucune campagne effective, comme un homme de génie (3). Et cela contribue encore sans doute à assurer à Hindenburg une carrière aussi rapide (du moins presque jusqu'à son terme) que peut l'être, en temps de paix, celle d'un officier n'appartenant pas à une maison régnante.

Enfin, au bout de vingt-trois ans d'un labeur souvent écrasant, Hindenburg, qui est depuis 1896 chef d'état-major du VII^e corps, à Coblenz, reçoit à cinquante-deux ans, au début de 1900, le commandement de la 28^e division d'infanterie à Karlsruhe; en janvier 1903, à cinquante-cinq ans, il est appelé à commander le IV^e corps d'armée à Magdebourg. Ses talents et sa jeunesse relative semblent le destiner à occuper, vers la soixantaine, des fonctions plus élevées encore, quoiqu'il ait été, affirme-t-il, plus que satisfait du chemin déjà parcouru et qu'il n'eût jamais espéré auparavant arriver aussi haut. Cependant on le laisse huit ans et demi à la tête du IV^e corps, sans faire de lui un inspecteur d'armée. En 1911 il se décide alors à se retirer du service actif. Il affirme à ce sujet que la légende selon laquelle il

(3) Sur Schlieffen, chef de l'état-major général allemand de 1891 à 1905, et auteur du plan de concentration qui valut aux Allemands leurs victoires d'août 1914 sur le front occidental, Ludendorff, *Souvenirs de Guerre*, t. I^{er}, p. 42-43 : « Un des plus grands soldats qui aient jamais vécu »; cf. Falkenhayn, *Le commandement suprême de l'armée allemande*, p. 42. Le rôle de Schlieffen a depuis été mis en lumière par le général von Kuhl, *Der deutsche Generalstab in Vorbereitung und Durchführung der Weltkriege*, Berlin, 1920, un vol. in 8.

aurait été « disgracié » à cette date est sans fondement ; qu'il se retira du service uniquement en raison de son âge et pour faire place à « des forces plus jeunes ». En ce qui concerne sa personne, Hindenburg, dans son livre, se montre toujours modeste et probablement sincère. Il faut donc admettre que cet homme de valeur ne fut pas éliminé de l'armée active, en 1911, par la défaveur impériale, et qu'il s'est bien retiré de son propre gré après plus de quarante-cinq ans de service.

Mais Hindenburg aurait-il senti le désir de céder la place « à des forces plus jeunes », si on ne l'avait pas laissé, depuis l'âge de cinquante-cinq ans jusqu'à celui de soixante-quatre, au commandement de son beau IV^e corps ? Il ne tomba pas en disgrâce, soit. Mais on reste par contre en droit de supposer avec quelque vraisemblance que Hindenburg, estimé de l'Empereur, du chef de l'état-major général et du « cabinet militaire », n'était pas cependant auprès d'eux *persona gratissima* ; qu'il était, si l'on veut, moins aimé ou moins appuyé que quelques autres. Loyaliste ardent, serviteur très respectueux de la dynastie, il ne se montrait certainement ni intrigant ni courtisan, et laissait ses services parler seuls pour lui. Il allait, au cours de la guerre, exprimer parfois, pour « le bien du service » des idées désagréables en haut lieu, et combattre au besoin énergiquement les hommes qu'il estimerait néfastes. Bref, il n'était pas de ces chefs militaires que Guillaume II honorait de son tutoiement, comme Moltke le jeune. Voilà sans doute pourquoi Hindenburg ne fut pas porté, avant la Grande Guerre, jusqu'au faite de la hiérarchie. Il est particulièrement heureux pour nous qu'il n'ait pas tenu alors la place de son ancien protecteur Schlieffen. Car, dans la première quinzaine de septembre 1914, les armées allemandes de l'Ouest auraient été conduites d'une main plus ferme et plus vigoureuse qu'elles ne le furent. Au reste, dans son livre, tout en parlant de son départ en termes extrêmement corrects et mesurés, tout en affirmant qu'il demanda son congé dans des sentiments de gratitude et de fidélité pour l'Empereur, Hindenburg ne cache pas qu'il trouva dur alors de se séparer de l'armée. Retiré à Hanovre de 1911 à 1914, il ne se sentait pas seulement confiant dans l'avenir et « soldat de cœur » ; il nourrissait aussi l'espoir assez anxieux qu'en cas de guerre on ferait appel à ce qui lui restait de forces. Aussi, plus ses réflexions sur la situation de l'Europe lui montraient la guerre imminente, et

plus il se demandait : « M'emploiera-t-on ? Pourquoi ne me pressent-on pas, dès maintenant, à ce sujet ? »

***Les opérations orientales d'août 1914 à mars 1915,
fondement de la gloire de Hindenburg.***

La Grande Guerre éclate enfin. Pendant trois semaines encore, tout en se réjouissant en bon patriote des premiers succès allemands à Mulhouse, à Liège et en Lorraine, Hindenburg se morfond dans l'inactivité ; est-il décidément oublié ? Enfin, le 22 août, lui arrivent coup sur coup, du grand quartier général de Coblenze, plusieurs télégrammes. Au premier, lui demandant s'il est prêt à être employé, il répond laconiquement : « Suis prêt. » Le second lui annonce le passage prochain en gare de Hanovre du général Ludendorff qui sera son chef d'état-major et qui le mettra au courant. D'autres dépêches lui apprennent ce qu'on attend de lui : qu'il prenne le commandement en chef dans l'Est et qu'il y rétablisse la situation, sans évacuer d'un coup la Prusse-Orientale, sans se replier sur la ligne de la Basse-Vistule, comme on l'a proposé du quartier général de Marienburg, sous l'impression des échecs déjà subis et de l'immense supériorité numérique des Russes.

A trois heures du matin, Hindenburg, « encore incomplètement équipé », attend à la gare le train spécial de Coblenze, qui arrive bientôt. Ludendorff en descend de son « pas alerte », se présente et explique sommairement à son nouveau chef, d'après les renseignements que Moltke lui-même lui a donnés, la délicate situation où se trouve, en Prusse-Orientale, la huitième armée allemande. Refoulée peu à peu depuis une huitaine de jours sur Gumbinnen par l'armée russe du Niémen, venant de l'est sous le commandement de Rennenkampf, elle voit de plus maintenant ses communications menacées à l'arrière. En effet vient d'apparaître sur la frontière méridionale de la province une autre armée russe, celle de la Narew, sous Samsonov, venant du sud. Abandonnant par suite aux Russes le champ de bataille de Gumbinnen et renonçant à couvrir la place de Königsberg, la huitième armée a commencé, le 21 août, en partie à pied, en partie par chemin de fer, une retraite rapide vers le sud-ouest, en direction de la Basse-Vistule. Cette retraite, Ludendorff vient d'ailleurs, par télégrammes, de la ralentir et de l'infléchir plus

au sud encore, vers la région directement menacée par Samsonov, au sud-ouest du principal chapelet des lacs Masures. Le nouveau commandant de la huitième armée connaît particulièrement bien le théâtre d'opérations où la situation lui est ainsi décrite, remarquons-le en passant. Les points visés par Samsonov, Wartenberg, Allenstein, Osterode, ne sont pas loin de son cher Neudeck. Il a jadis été employé à l'état-major de la division de Königsberg. Il a fréquemment pris part à des voyages d'état-major en Prusse-Orientale. Après sa grande victoire, on racontera même qu'il a jadis empêché le dessèchement des lacs Masures en faisant valoir auprès de Guillaume II leur extrême utilité stratégique. Il saura mieux que personne tirer savamment parti du terrain boisé, lacustre et marécageux où progresse lentement l'armée de la Narew. En « une demi-heure » il est d'accord avec son chef d'état-major sur les grandes lignes du plan à suivre pour chasser au plus vite les hordes cosaques de sa chère et familière Vieille-Prusse.

Le 23 août, au début de l'après-midi, débarquent à Marienburg, dans la vieille place créée par les Teutoniques pour contenir les Slaves, deux hommes résolus qui ne se connaissaient pas la veille et qui ont déjà pleine confiance l'un dans l'autre, se sentant nourris de la même doctrine de guerre et animés de la même audacieuse résolution. Dès le soir, ils peuvent télégraphier à Coblençe que toutes leurs dispositions sont prises pour attaquer, le 26 au matin, l'armée de la Narew. Il ne s'agit pas, Hindenburg le dit et le redit, de repousser celle-ci, elle ne doit pas revenir gêner les opérations contre Rennenkampf, il faut donc « l'anéantir ».

Pour cela, on ne se borne pas à tirer des places fortes tout ce qui s'y trouve de soldats valides de tout âge ; on ose encore réduire les forces qui formeront écran devant Rennenkampf à quelques régiments de cavalerie et à quelques brigades de landwehr. C'est à vingt-cinq mille hommes tout au plus, presque tous déjà assez âgés, qu'on confie, dans la quatrième semaine de guerre, la tâche d'observer, de contenir ou de ralentir les quatre cent mille soldats, jeunes et victorieux, dont dispose déjà Rennenkampf ; et cela au moment où les avant-gardes russes ne sont plus qu'à deux jours de marche du terrain choisi pour l'enveloppement d'au moins deux cent cinquante mille autres ennemis par cent soixante ou cent quatre-vingt mille

Allemands. Et, si l'on gagne cette bataille-là, il faudra aussitôt en livrer d'autres sans espérer de grands renforts avant octobre, tandis que de nouvelles masses russes viendront sans cesse renforcer ou remplacer les vagues contenues, vaincues ou détruites. Dans les guerres modernes, il n'y a guère eu que l'aventureux Charles XII, le grand Frédéric, celui de la magistrale campagne de 1757, ou Napoléon Bonaparte, le Bonaparte de la campagne d'Italie, le Napoléon de la campagne de France, pour oser prendre et conserver l'initiative dans des conditions non point identiques, mais comparables.

A leur tour, Hindenburg et Ludendorff se lancent pourtant, non sans bien des anxiétés, mais avec résolution, dans leur grande partie stratégique. En dépit de la tournure inattendue prise par les événements militaires en Occident, qui ralentira l'arrivée des renforts espérés pour l'automne et en réduira singulièrement la force numérique — Hindenburg se plaindra qu'on les lui mesure « au compte-gouttes » — cette partie sera poursuivie jusqu'au début de 1915, sauf un arrêt de quelques semaines imposé par l'hiver. Et sans doute les chefs allemands de l'Est subiront des revers au cours des trois phases de cette lutte ininterrompue. Mais ils ressaisiront alors bien vite l'initiative momentanément perdue; et chaque phase se clora par un succès, tantôt considérable, tantôt relatif, mais toujours remarquable en proportion des effectifs allemands engagés. Hindenburg et Ludendorff devront sans doute leurs victoires aux fautes des chefs des armées adverses, aux insuffisances de la tactique, de l'armement, du ravitaillement russes, et aux renseignements précis, parfois un peu trop providentiels (4) qui leur révéleront à temps les intentions du grand-duc Nicolas. Mais ils les devront plus encore à leur audace réfléchie, à la variété de leurs combinaisons, à leur maîtrise dans le déplacement rapide de leurs groupes de manœuvre et de choc. Et par-dessus tout, alors que, des chefs adverses, seul le grand-duc se

(4) Ainsi, c'est par un ordre trouvé sur un officier russe (tombé le 9 octobre, sur le champ de bataille de Grojetz) que Hindenburg et Ludendorff auraient connu de très bonne heure le plan d'enveloppement « de grand style » de leur aile gauche devant Varsovie (Hindenburg, *Aus meinen Leben*, p. 108; Ludendorff, *Souvenirs de guerre*, t. 1^{er}, p. 106). Et le déchiffrement des radios du G. Q. G. russe (en soi très admissible) livre vraiment des renseignements d'un caractère bien confidentiel (Hindenburg, p. 112-115).

montre malaisé à décourager, tenace, visant au grand, ils ont, eux, une foi invincible en leurs soldats et en eux-mêmes, une confiance illimitée dans la supériorité de l'effort bien conçu et de l'activité bien réglée sur le fatalisme, la passivité et la résignation.

Dans les opérations conduites exclusivement par Hindenburg et son état-major sur le front Est jusqu'en 1915, il est à la fois commode et conforme à la réalité des faits de distinguer trois étapes, d'ailleurs d'inégale importance.

La première étape est celle de la lutte contre Samsonov et Rennenkampf (août-septembre) pour la libération de la Prusse-Orientale; elle débute par un véritable triomphe stratégique. À la bataille dite de Tannenberg (26-30 août), après s'être vainement acharnée contre le centre allemand qui « mince, mais non faible » fléchit un peu mais ne se rompt pas, l'armée de la Narew est débordée, puis enveloppée par des attaques menées contre ses deux ailes, et presque entièrement détruite ou capturée. Les débris qui en restent se replient sur les places de la Narew, à une bonne journée de marche au sud de la frontière, et y restent désormais longtemps passifs. Mais le canon de Tannenberg ne s'est pas encore tu que Hindenburg et Ludendorff organisent et commencent déjà le transport vers le nord-est de la presque totalité de leur armée victorieuse: « Joyeuses et fières », les troupes reviennent contre Rennenkampf, contre l'autre envahisseur du sol sacré. Celui-ci, pendant que son camarade Samsonov était peu à peu accablé, n'est pas resté absolument immobile, mais il s'en faut de peu. Il a gagné du terrain, mais lentement et surtout en direction de Königsberg, ne lançant d'ailleurs guère en avant que de la cavalerie qui se replie à l'approche des vainqueurs de Tannenberg. Le 5 et le 6 septembre, les corps allemands se déploient et prennent contact avec les lignes russes; le 7 s'engage la « première bataille de Masurie ». Cloué sur son front, du Kurisches Haff au chapelet des principaux lacs Masures, par l'attaque directe de neuf divisions allemandes environ, Rennenkampf est en même temps pris à revers par cinq divisions d'infanterie et deux de cavalerie débouchant soit par le sud des lacs, soit par les isthmes qui les séparent. Pour échapper au sort de Samsonov, il n'a plus, le 9 au soir, qu'à battre en retraite. C'est ce qu'il fait dans la nuit du 9 au 10, évacuant avec ses vingt-quatre ou vingt-

cinq divisions d'infanterie fort éprouvées tout le territoire prussien, et se repliant sur les forteresses du Niémen. On ne peut songer à le poursuivre, vu la situation des Autrichiens en Galicie, au-delà du 14 septembre. Pourquoi, si lent à se mouvoir dans l'offensive, a-t-il su prendre si vite le parti de se replier au lieu de chercher à « cueillir des lauriers » en contre-attaquant par son centre ? La victoire eût été alors complète. En tout cas, à la mi-septembre, la Prusse-Orientale est momentanément dégagée ; Hindenburg peut être employé ailleurs.

Alors commence (fin septembre) la deuxième phase ou « campagne de Pologne », qui se déroule entièrement, pour les Allemands, sur la rive gauche de la Vistule. Hindenburg et Ludendorff y conservent sans doute la haute direction de la huitième armée, d'ailleurs fort affaiblie. Mais ils assument plus spécialement le commandement particulier d'une neuvième armée organisée par eux sur la frontière silésienne, puis portée au nord de Cracovie pour appuyer et couvrir un mouvement en avant des armées autrichiennes. Il s'agit pour celles-ci, battues à Lemberg au début de septembre, de revenir sur le San, de dégager Przemyśl et ensuite la Galicie orientale ; leur prestige et celui de la monarchie des Habsbourg exigent le succès. Mais, dans le déploiement de ses forces et dans la fixation des objectifs qu'il visera, Hindenburg doit, à son grand regret, se plier aux exigences du G. Q. G. allemand et du G. Q. G. autrichien dont les conceptions sont dangereuses et exposent l'armée allemande à être débordée si les Russes savent faire un judicieux emploi de leur supériorité numérique. À tous ses efforts pour qu'on assigne à la douzaine de divisions d'infanterie dont il dispose un front de déploiement et une direction de marche conformes à la saine doctrine de guerre, on oppose toujours, en raison des maudites « nécessités politiques », la même réponse : « Impossible. » Ces gens-là n'ont donc pas lu ou pas compris Clausewitz ?

Aussi, avant le milieu d'octobre, Hindenburg se trouve-t-il, sans en être très étonné, dans une situation extrêmement aventureuse : à sa droite, les armées autrichiennes fléchissent ou vont fléchir sous le poids des masses russes ; devant lui, les Russes tiennent bon sur la Vistule depuis le confluent du San jusqu'aux approches de Varsovie, et conservent, à Ivangorod et en aval, des têtes de pont sur la rive gauche du fleuve, qu'ils restent

libres de franchir. Enfin, au nord, les « corps sibériens, complets et frais, élite des troupes russes », vont déboucher par Varsovie contre l'aile gauche allemande, étirée et réduite à de bien maigres effectifs par les fatigues et les combats. Après quelques jours d'efforts pour remanier son dispositif en y faisant place à des Autrichiens, après un essai pour opposer à l'aile marchante des troupes russes une sorte d'équerre, dont la branche ouest-est pourrait peut-être tenter de prendre en flanc l'ennemi lancé contre la branche nord-sud, mais qui se trouve bientôt elle-même trop découverte, il faut se rendre à l'évidence. Quel que soit le dispositif adopté, une soixantaine de bataillons allemands valeureux mais anémiés ne pourront contenir longtemps, à l'aile gauche, les deux cent vingt-quatre bataillons au grand complet que pousse en avant la « volonté de fer » du grand-duc Nicolas, d'autant plus que, sur le San et devant Ivangorod, les Autrichiens eux-mêmes sont débordés et bousculés.

Alors, sans se laisser impressionner par l'inévitable contrecoup sur l'opinion européenne et allemande, on prend le grand parti. Et le 27 octobre commence la retraite générale, pour les Allemands vers la frontière silésienne, pour les Austro-Hongrois vers la Dunajec, un peu en avant de Cracovie : retraite bien réglée s'il en fut jamais et qui rend la poursuite difficile. Cependant, et non sans raison, les Russes chantent victoire ; l'émoi se répand dans l'Allemagne orientale et, même à Berlin, on s'inquiète pour la riche Silésie. L'étoile du vainqueur de Tannenberg s'éclipserait-elle déjà ? Jamais Bonaparte ne déploya plus de hardiesse et ne dressa de plus beaux plans d'action militaire qu'aux jours où il levait le siège de Mantoue pour disperser les Autrichiens dans les combats de Castiglione où il évacuait Vérone pour retourner la situation par le vigoureux effort d'Arcole. Jamais à leur tour Hindenburg et Ludendorff n'ont davantage espéré de l'avenir qu'au cours de la quinzaine où les Russes poursuivaient, d'assez loin, en raison des destructions de chemins de fer et de routes, leurs arrière-gardes en direction de la frontière silésienne. Leur commandement sur tout le front Est, sur la huitième et la neuvième armée est alors officiellement confirmé, étendu aux régions militaires de la frontière et rendu plus libre de ses mouvements par l'attribution d'un commandement spécial à chacune des deux armées dont ils disposaient. Et, dans le mystère et dans la hâte,

Hindenburg et son *alter ego* rassemblent sur la frontière posnannienne, de Gnesen à Thorn, les meilleurs éléments de l'armée qui achève sa retraite, des divisions retirées de la Prusse-Orientale, un peu de cavalerie venue du front occidental : masse solide de troupes d'élite, éprouvées dans la fournaise des batailles antérieures mais qui ne dépasse pas, au plus, un effectif de deux cent cinquante mille hommes. Or, partout ailleurs, de Cracovie à Gnesen, le long de la Warta, comme de Thorn au Niémen, sur la frontière des deux Prusses, il ne reste plus que des cordons minces de landwehr et de landsturm, et, plus en arrière, dans les grandes places fortes de Posen, de Thorn, de Graudenz, de Königsberg, on ne trouve plus que des auxiliaires ou des éclopés.

Qu'importe ! Ce n'est pas en la couvrant de front qu'on sauvera la Silésie, c'est en tombant dans le flanc du grand-duc. L'ennemi, qui arrive sur la Haute-Warta, compte – on le sait par un radio intercepté et déchiffré, naturellement – franchir partout la frontière silésienne le 14 novembre. Or le 11, attaqué de la Warta à la Vistule, là où il n'a lui-même qu'un rideau de surveillance, il est culbuté partout et le nouveau commandant de la neuvième armée, Mackensen, pousse, facilement d'abord, en direction de Lodz et de Varsovie même, remontant rapidement la rive gauche du grand fleuve polonais. A la vérité, plus alerte et moins facile à troubler que les généraux qui lui sont subordonnés, le grand-duc Nicolas amène lui-même des corps d'armée, cherche à son tour à prendre sur son aile la contre-offensive allemande, l'arrête ici, la ralentit là, perd Lodz, mais tient bon sur la Bzura, à deux jours de marche en avant de Varsovie. En fin de compte, malgré les renforts qui arrivent peu à peu de l'ouest à Hindenburg, la bataille d'Ypres étant close, les combats acharnés de la fin de novembre et du début de décembre aboutissent seulement à la stabilisation du front de la Dunajec à la Bzura par la Nida et la Pilitza. Mais ce front est plus voisin de Varsovie que de la Posnanie ou de la Silésie. Pour reprendre une expression de Hindenburg, « le monstrueux rouleau slave, que nous avons voulu faire rétrograder vers l'est ne se déplaçait plus que latéralement ». Disposant en tout, et seulement vers la fin de la « campagne de Pologne », de moins d'un demi-million d'Allemands très inégalement répartis sur un front d'au moins six cents kilomètres, Hindenburg et Ludendorff ont

d'abord fait reculer de plusieurs marches, puis figé sur place un nombre au moins triple de Russes. Et le résultat acquis a d'autant plus de valeur que, sur toute leur étendue, les tranchées allemandes du front Est vont maintenant d'obstacle naturel en obstacle naturel, que des rivières, des marais, des lacs consolident la frontière militaire temporaire de l'Empire. La troisième phase des opérations conduites sur le front Est par Hindenburg débute à la fin de janvier 1915 pour se terminer au début de mars. C'est celle de la délivrance définitive de la Prusse-Orientale, envahie de nouveau par l'est en novembre, mais beaucoup moins profondément qu'en août précédent. Pour la libérer, Hindenburg, sous le commandement duquel on vient de mettre une nouvelle armée, la X^e, engage, d'abord par des diversions puis, à partir du 5 février, par de vigoureuses attaques directes contre les ailes ennemies, la deuxième bataille ou « bataille d'hiver » de Masurie. Ce nom seul évoque pour Hindenburg tant de fatigues et de trépas lamentables de jeunes soldats, tant de souvenirs sinistres sur le « vent glacial » et sur « l'engourdissement meurtrier », qu'il aime mieux se borner à rappeler, après un bref aveu du prix de revient (5), les grands résultats obtenus : la forêt d'Augustow devenant le « Sedan » de la dixième armée russe, cent mille ennemis emmenés prisonniers en Allemagne, toutes les diversions tentées par le grand-duc repoussées avec d'immenses pertes pour les Russes, et la frontière orientale de l'Allemagne complètement libérée et désormais mise en sûreté. Mais ces grandes hécatombes ne peuvent rien ajouter ni à sa gloire ni à son prestige. L'une et l'autre sont à leur comble depuis qu'en novembre 1914 il a arrêté la ruée russe. C'est alors que, le premier parmi tous les généraux des belligérants, il a reçu le bâton de feld-maréchal comme récompense pour ses victoires. En même temps son chef d'état-major, très justement associé à sa gloire, était promu général-lieutenant. Tannenberg et la fin de la campagne de Pologne ont suffi à rendre célèbre dans le monde entier le nom de Hindenburg désormais rangé par l'opinion au nombre des grands capitaines. L'avenir peut accroître ses responsabilités et son rôle, non sa réputation et sa popularité.

(5) Falkenhayn (*Le Commandement suprême*, p. 47) constate que les troupes de la X^e armée allemande restèrent épuisées longtemps de l'effort qu'elles avaient fourni en février 1915.

La collaboration entre Hindenburg et Ludendorff.

Nous venons d'exposer dans leurs grandes lignes les opérations conduites à l'est d'août 1914 à mars 1915, parce que celles-ci sont caractéristiques à la fois d'une certaine façon hardie de comprendre la tâche du haut commandement et d'une certaine « manière » stratégique. Mais ici force nous est bien de nous demander si, dans ces opérations initiales qui ont fait sa réputation, Hindenburg a vraiment joué le principal rôle. Est-ce bien lui qui a uni tant d'audace et tant de résolution à un si clair jugement des situations, tant de sens des réalités matérielles à tant de foi dans la valeur des forces morales ? Est-ce lui qui a osé tout risquer quand le salut ne pouvait venir que de la plus extrême témérité, se replier résolument au contraire quand tout pouvait être compromis par trop d'obstination ? Est-ce lui qui a su ensuite arracher brusquement à l'ennemi, par un coup inattendu et savamment porté, le triomphe qui semblait si prochain ? Est-ce lui qui n'a connu « ni cesse ni repos » tant qu'il y a eu des ennemis sur le territoire allemand ? Est-ce lui en un mot qui, en toutes circonstances, a réglé les mouvements et voulu les efforts continuels de l'armée, puis du groupe des armées de l'est ? Est-ce lui, ou déjà son chef d'état-major, l'avisé, le laborieux, l'ambitieux, l'ardent Ludendorff ? C'est la question qu'on se pose nécessairement, et à laquelle, bien entendu, ni l'un ni l'autre des deux hommes ne peut répondre de façon catégorique. Car le sujet est délicat. Professant l'un pour l'autre de l'estime et de l'affection, sentant d'ailleurs qu'ils ont intérêt à rester solidaires dans leurs succès et leur responsabilité, les deux hommes entendent bien ne point se désobliger réciproquement. Mais on trouve cependant dans leurs livres, pourvu qu'on les lise attentivement, les éléments d'une réponse. Ce sont ces éléments qu'on va essayer de coordonner ici (6).

En ce qui concerne le domaine propre de tous les chefs d'état-major de tous les temps : réunion des informations de toute nature, rédaction et transmission des ordres destinés aux

(6) Les passages les plus importants sont : Hindenburg, *Aus meinem Leben*, p. 77-78, 127-128, 133-134, 168-172, 396-397 ; Ludendorff, *Souvenirs de guerre*, t. I^{er}, p. 30-41. Dans son *Hindenburg*, M. Le général Buat a particulièrement étudié la même question, p. 216 sq.

autorités militaires subordonnées, surveillance de leur exécution, etc. , le chef d'armée s'en décharge normalement sur son collaborateur de tous les instants, à moins qu'il ne considère celui-ci comme inapte : et alors il ne le conservera pas longtemps. Ce n'est évidemment pas le cas ici. Hindenburg est plein de confiance dans la ponctualité, l'entrain et l'intelligence remarquables de Ludendorff, homme dont il faut souhaiter, remarque-t-il, que l'Allemagne en ait toujours un à sa disposition dans les crises futures. Hindenburg a lui-même un passé laborieux et sans se refuser, à l'occasion, des heures ou même des journées de détente – car il est grand chasseur – il travaille encore sérieusement et régulièrement une bonne partie de la journée. Mais il n'en reste pas moins stupéfait de l'in vraisemblable puissance de travail de son chef d'état-major ; et, à propos de la prévoyante et méthodique organisation de la retraite de Pologne, il trouvera pour caractériser cette résistance l'expression de « force titanique ». Cette force, Hindenburg la seconde, en épargnant à Ludendorff les tracasseries, les ennuis et les pertes de temps, en se chargeant notamment de renseigner ou d'endoctriner lui-même les visiteurs de marque qu'il convie à sa promenade du matin. Il tient en effet essentiellement à ménager le temps et les forces de son incomparable auxiliaire, à lui faire « la route facile ». Et quand on tente, en janvier 1915, de le priver de son collaborateur, il proteste avec tant d'énergie qu'on le lui rend aussitôt.

Par la façon seule dont un subordonné groupe et présente au chef dont il a la confiance les informations reçues, il influe sur la décision ; et, par la façon dont il exécute celle-ci, il peut en modifier les effets et la portée. Mais il s'en faut, et de beaucoup, que Ludendorff réduise à cela la part qu'il a eue dans l'action du commandement de l'est. A l'en croire, aucune intention ne se traduit en un ordre formel, aucune « directive » ne part du quartier général de Hindenburg avant qu'il n'ait exposé au feld-maréchal ses idées sur la conception et la direction de l'opération et qu'il ne les ait traduites en « une proposition précise ». Et Ludendorff dit formellement avoir eu, « depuis Tannenberg » jusqu'à 1918 la « satisfaction » de voir Hindenburg « être toujours d'accord avec sa pensée et approuver tous ses projets ». A prendre ceci au pied de la lettre, il semblerait à première vue que le feld-maréchal ait eu surtout pour

rôle d'accepter la responsabilité d'actes qui n'étaient pas réellement siens.

Et pourtant Hindenburg qui, on l'a très justement fait remarquer (7), dit plus souvent « nous » que « je » (à l'inverse de Ludendorff) présente, spécialement pour 1914 et pour le début de 1915, ses raisonnements, ses espérances et ses craintes, ses décisions enfin, comme étant, dans une très large mesure, autonomes, comme s'enchaînant par eux-mêmes, sans intervention d'une argumentation extérieure, bref comme constituant le travail indépendant de sa propre pensée. Pour toute cette période, Hindenburg fait même constamment assister le lecteur à ce travail dont il rend compte d'une façon remarquablement lucide et logique ; or les raisonnements du feld-maréchal diffèrent assez notablement dans leur trame, dans leurs chaînons, sinon dans leurs conclusions, des raisonnements de Ludendorff. C'est avec quantité de détails, avec des précisions matérielles de tout ordre que ce dernier envisage les circonstances, les possibilités, les difficultés, les principes doctrinaux d'où jaillit sa conception de la solution à adopter. Autrement dit, il pense et expose analytiquement. Hindenburg s'affranchit bien davantage des détails d'effectifs, des mentions de mouvements secondaires, des dates, des numéros de corps ou de divisions, il procède par tableaux d'ensemble, tracés à grands traits, mais d'une remarquable clarté. Expose-t-il le plan, le développement, les résultats d'une bataille ou d'une manœuvre ? Le lecteur comprend aussitôt la narration claire, simple et vivante du feld-maréchal, à la seule condition d'avoir quelques notions géographiques sommaires. Bref Hindenburg expose et décrit de façon rapide et synthétique.

En 1914 et 1915, il a fort probablement pensé aussi, comme c'était après tout son rôle propre, synthétiquement et à grands traits ; et il a vraisemblablement par ailleurs écouté, réfléchi et parlé beaucoup plus qu'il n'a lu ou écrit. Laissant à Ludendorff l'examen minutieux des éléments de la décision à prendre, lui soumettant au besoin ses objections, se rendant à une réfutation convaincante, il a lui-même envisagé à grands traits événements, possibilités et obstacles. Et ainsi, selon une expression qu'il emploie au moins une fois, la décision « mûrit

.

(7) Le général Buat, dans la préface des *Souvenirs guerre*, t. I^{er}, p. 7-8.

en lui » en même temps que chez son chef d'état-major. Au moment où un parti définitif doit être pris, les deux hommes se trouvent presque instantanément d'accord, comme ils l'ont été dès le 3 août 1914, à Hanovre, au moment de partir ensemble pour Marienburg et Tannenberg. La chose est après tout assez naturelle. Formés dans le même milieu, partant de la même doctrine de guerre, professant les mêmes principes stratégiques et tactiques, visant l'un et l'autre aux grands résultats qui ne s'obtiennent guère sans grands risques, les deux hommes sont faits pour s'entendre et croient l'un comme l'autre que peu de choses sont impossibles à l'homme compétent et déterminé. Or Hindenburg et Ludendorff vivent en contact constant, travaillent tout près l'un de l'autre, mangent à la même table, confèrent au moins deux fois par jour en tête-à-tête ; ils ont toutes les occasions de se faire réciproquement bénéficier de leurs idées au fur et mesure qu'elles prennent consistance, de leurs manières de voir avant qu'elles ne s'organisent en un plan d'action, et de concilier leurs points de vue s'ils ne sont pas identiques. Dans leurs entretiens, selon Hindenburg, l'un exprime souvent la pensée qui est sur les lèvres de l'autre, comme cela arrive entre époux confiants. Et le feld-maréchal compare formellement leur « collaboration » à un « mariage heureux ».

Si Hindenburg emploie plus rarement le « je » que Ludendorff, cela peut fort bien être parce qu'il est foncièrement plus modeste, en ce qui concerne sa personne. En tout cas, très élogieux envers son collaborateur, tout en lui reconnaissant les plus grands dons et les plus précieuses qualités, il revendique implicitement une part dans l'élaboration et la mise au point des conceptions stratégiques. Surtout pour les premiers mois de la Grande Guerre, il est probablement équitable de la lui attribuer ; et peut-être même, tout à fait au début, cette part fut-elle prépondérante. Toutefois, ce serait, croyons-nous, se tromper que de voir en lui, purement et simplement, le roi « fainéant » d'un tout-puissant « maire du palais ». Même quand son rôle n'est qu'assentiment total, cet assentiment est clair, judicieux, et nullement passif.

Pendant cette période des débuts de la guerre, Hindenburg anime, semble-t-il, son domaine propre qui est celui de la « politique de guerre », à laquelle Ludendorff, chargé de mouvoir, d'administrer et même de nourrir une armée ou un groupe

d'armées, ne peut guère consacrer une part appréciable de son temps. Relativement beaucoup moins absorbé, surtout à partir de décembre 1914 – la « grande crise de l'Est » étant à peu près surmontée au moins pour l'Allemagne – le feld-maréchal a le temps de méditer sur les vues qu'il se croit en devoir d'exprimer à l'Empereur et au chef de l'état-major général Falkenhayn, au sujet de l'ensemble de la guerre. Il les leur expose ensuite avec toute l'énergie et toute l'autorité que lui donnent les grands résultats déjà obtenus par lui avec des moyens limites.

Le programme préconisé alors par Hindenburg est le suivant : guerre à fond contre la Russie, avec emploi contre celle-ci de toutes les réserves libres ou libérables. Le Russe est en effet l'adversaire sur lequel on a la supériorité la plus marquée, sauf au point de vue numérique, et il faut toujours employer son bélier contre le point le plus faible du rempart assailli. C'est le Russe qu'il faut non pas vaincre, mais abattre le premier, sans s'arrêter aux objections de ceux qui se laissent impressionner à tort par les souvenirs de 1812, sans tenir compte des objurgations de ceux qui veulent ménager l'empire absolu et aristocratique des tsars. On dit qu'il est impossible de détruire l'armée russe. On se trompe : on peut en effet infliger aux Russes, sinon un gigantesque Sedan, du moins une série de Sedan partiels, comme l'a été celui de Tannenberg, comme va l'être celui de la forêt d'Augustow. Mais cela ne décidera rien, dit-on encore, car c'est à l'ouest qu'est l'ennemi véritable. Hindenburg ne le nie pas. Mais la condition pour l'abattre en temps et en lieu, c'est d'avoir les deux mains libres contre lui. Il faut donc réduire au strict minimum nécessaire les forces employées contre les Occidentaux, abandonner même au besoin une partie du terrain conquis à l'Ouest. On disposera ainsi de troupes jeunes indispensables pour frapper la Russie à coups redoublés, non pas jusqu'à ce que qu'elle soit découragée, mais jusqu'à ce qu'elle soit à terre ou à genoux » et se mette à la discrétion du vainqueur (8).

Du programme général de guerre ainsi tracé par Hindenburg, les opérations allemandes du printemps et de l'été de 1915 tiennent quelque compte sans doute, mais un compte très insuffisant au gré du feld-maréchal. Sans doute, obligé de répondre aux appels du commandement autrichien et de sauver

8) Comparer tout ceci à l'argumentation de Falkenhayn, *opus cit.*

la Hongrie menacée d'être envahie par les cols des Carpates septentrionales, Falkenhayn prépare contre les Russes une grande attaque de rupture dont il confie la direction à Mackensen. Le front russe est percé, au début de mai, sur la Dunajec, les forces que le grand-duc a engagées dans les montagnes doivent se replier précipitamment, et la Galicie presque entière est arrachée aux Russes. Après quoi les armées de Mackensen attaquent en juillet vers le nord, entre Vistule et Bug, mettant ainsi dans une situation déjà critique la partie considérable des armées russes qui, encore installée au cœur de la Pologne, y dessine, jusque fort à l'ouest de Varsovie, un saillant prononcé.

Jusque-là Hindenburg approuve, tout en regrettant son inaction, inaction relative d'ailleurs, car, depuis la fin d'avril, il fait avancer en Courlande et aux confins de la Lithuanie les quelques divisions dont il n'a pas besoin pour garder ses positions, de la Vistule au Niémen. Mais, lorsque Mackensen fonce vers le nord, semblant tendre la main, par-dessus le saillant russe, au groupe des armées de Hindenburg, le Grand Quartier Général ne suit pas le conseil qui vient avec insistance du quartier général du vainqueur de Tannenberg. Et pourtant ce conseil lui suggère un plan de grand style. Hindenburg et plus encore Ludendorff voudraient, vers le début de juillet, faire mieux que d'attaquer, comme on le leur prescrit, le flanc nord du saillant russe de Pologne. Cela ne mènera en effet qu'à infliger aux Russes une défaite de plus, qu'à hâter leur retraite hors de la région de Varsovie et de la Narew. Ils voudraient, eux, acculer les Russes à un immense désastre en assénant non le coup qui est le plus facile à porter et qui exige le moins d'effectifs, mais le plus efficace et le plus désastreux pour l'ennemi. A les en croire, l'avance rapide vers l'est, vers Grodno, Kovno et Vilna, serait décisive. Elle assurerait la prise à revers de tout le dispositif russe au nord des marais du Pripet. Et ce serait le Sedan, non plus d'une des armées russes, mais bien de cinq ou six : un Tannenberg décuplé.

Falkenhayn ne se laisse pas convaincre. Alors que les Russes sont encore à Varsovie, il exige l'attaque sur la Narew, c'est-à-dire vers Varsovie. C'est seulement quand le saillant de Varsovie a disparu qu'il accorde, en août les moyens nécessaires pour la prise de Kovno, en septembre ceux qu'il faut pour pousser sur Vilna et au-delà de Vilna ; et alors il est décidément trop

tard. Encore Falkenhayn réclame-t-il presque tout de suite les troupes prêtées à Hindenburg parce qu'il en a besoin pour assurer le maintien du front occidental, assailli en Champagne et en Artois, et pour écraser d'urgence la Serbie. Et l'offensive contre les Russes, mal dirigée selon Hindenburg, doit ainsi être, de plus, suspendue trop tôt. On a obtenu en 1914 un « demi-résultat » à l'ouest; on obtient en 1915 un « demi-résultat » contre les Russes, et pas plus: car leur armée, très éprouvée, existe encore et sera capable, avec le temps, de se reconstituer. Dès mars 1916, elle attaquera sans succès, mais avec des effectifs énormes et des moyens matériels comme elle n'en a jamais eu, près du lac Narotch.

En somme, pense le feld-maréchal, notre stratégie manque de hardiesse; ce n'est donc pas de la grande stratégie. Et c'est ce que font entendre, dès août, septembre et octobre 1915, les lettres et les télégrammes qu'il adresse à Falkenhayn, sur un ton parfois fort grondeur (9). Si du moins la Serbie une fois écrasée et la communication avec Sofia, Constantinople et les détroits assurée on recommençait à marteler le front russe! Point du tout. Le front de l'Est, en 1916 doit rester sur la défensive, et on s'en prend à Verdun. C'est un objectif bien choisi en lui-même, pourvu qu'on l'atteigne sans trop de délai. Mais, pour attaquer sur les Hauts-de-Meuse, on renonce à cueillir en Russie le fruit qu'on y a fait mûrir. Porter alternativement à chacun des ennemis des coups dont il se remet ensuite, au lieu de s'acharner sur celui qu'on a ébranlé, c'est un étrange système de guerre. Essayer de lasser et de décourager à tour de rôle tel ou tel des adversaires au lieu d'en réduire d'abord un, puis un autre à la paix en pesant sur lui de tout son poids, voilà un curieux procédé politique. A quoi bon avoir ordinairement l'initiative pour en faire un si médiocre, un si terne usage?

Le mot qui résume le mieux les conceptions du feld-maréchal, aussi bien en matière stratégique qu'en fait de « politique de guerre », c'est un mot dont il ne se sert pas lui-même, et pour

(9) Pièces publiées par Falkenhayn lui-même, *Le commandement suprême*, p. 96-114. La pièce envoyée par Hindenburg, le 7 octobre, où il parle de la « conduite arbitraire des opérations l'an dernier » et demande à soumettre le litige directement à l'empereur, est d'un ton particulièrement catégorique. Falkenhayn, dut, de son côté, invoquer une décision impériale pour mettre fin à la controverse.

cause. C'est un terme anglais, celui que Laud et Strafford échangeaient volontiers, entre 1635 et 1640, pour s'encourager mutuellement, malgré de multiples résistances dans leur œuvre audacieuse : *thorough* (à fond, à outrance, littéralement : de part en part). Il pourrait servir de devise à Hindenburg et d'étiquette au système qu'il va bientôt pouvoir appliquer librement, celui de Falkenhayn ne réussissant décidément pas.

En effet, à partir de juin 1916, la coalition antiallemande, longtemps inférieure non seulement en moyens d'action, mais aussi en initiative et en cohésion, à l'alliance dirigée par l'Allemagne, commence soudain à agir militairement avec plus d'ensemble, à prendre des initiatives qu'un succès plus ou moins marqué récompense, à ébrécher ici, à renverser là le système défensif des Empires centraux, qui semblait jusque-là inexpugnable. Et du même coup les hommes à l'esprit d'initiative, quoique réel mais cependant bridé par une grande prudence et dont la fermeté, souvent affirmée, ne s'appuie pourtant pas sur une assez forte confiance, les hommes des demi-mesures et des demi-résultats semblent soudain comme rapetissés à l'opinion allemande. Ils suffiraient sans doute dans une guerre ordinaire ; ils sont insuffisants dans une guerre sans précédent, dans une guerre contre tant d'ennemis où il faudrait à la fois à l'Allemagne le génie d'un Frédéric II et celui d'un Bismarck.

Cependant l'Allemagne a un grand homme que la guerre a révélé : elle a le vainqueur de Tannenberg. Sa statue colossale de bois, à la fois hommage et fétiche, s'élève déjà à Berlin. Dans toutes les villes d'Allemagne et d'Autriche son portrait de vieillard athlétique et renfrogné s'étale aux vitrines ; on appose des plaques commémoratives dans les rues où il a résidé, dans les écoles où il a passé. Un officier autrichien de son âge, ancien adversaire de 1866, lui écrit pour lui apprendre qu'il a eu jadis, pour son malheur, affaire à lui et à sa section de grenadiers. On dit en Allemagne « notre Hindenburg » comme on dit « notre Empereur ». Bref, le vieux soldat à qui l'opinion attribue le mérite de presque tout ce qui s'est fait sous sa direction, n'est pas seulement célébré par les connaisseurs en art militaire (il y en a beaucoup en Allemagne), il est de plus réellement et profondément populaire. Maintenant, d'être comparé à Falkenhayn, à Bethmann-Hollweg et, qui sait, peut-être même à l'Empereur, Hindenburg semble plus grand encore.

Aussi, vers le début de l'été de 1916, alors que l'attaque contre Verdun dont le peuple allemand a espéré tant de grands résultats reste infructueuse et ne progresse plus que pied à pied ; alors que l'attaque autrichienne sur le plateau d'Asiago est également enrayée après ses succès initiaux ; tandis que presque tout le front oriental au sud du Pripet chancelle et recule sous les coups de Broussilov ; alors, pour la première fois, la confiance du public allemand semble gravement atteinte et la situation de Falkenhayn devient difficile. En juillet, les succès continus de Broussilov et le déclenchement de l'attaque franco-anglaise de la Somme obligent le chef de l'état-major à faire une concession aux tenants de Hindenburg. Le commandement de ce dernier est étendu à toute la partie du front Est qui n'est pas en territoire autrichien ; et il est sous-entendu que le feld-maréchal dirigera aussi, moins directement et sans commandement officiel, mais en conseiller écouté, les secteurs autrichiens.

Hindenburg commence alors à étayer méthodiquement les points les plus faibles du front de Galicie avec des éléments allemands. Il a tout lieu d'espérer qu'il arrêtera ainsi, à la longue, les victoires de Broussilov, quand, au moment où on vient d'apprendre la déclaration de guerre de la Roumanie, il est convoqué au G. Q. G. de Pless par le chef du cabinet militaire. L'Empereur, vu la gravité de la situation, désire voir au plus tôt Hindenburg et Ludendorff. Devinant peut-être ce que l'Empereur va lui offrir, se demandant en tout cas nécessairement comment on pourra encore, en dépit du temps perdu et des forces gaspillées, sauver la situation, Hindenburg pose l'appareil téléphonique et se met à réfléchir. Il pense « à Verdun et à l'Italie, à Broussilov et au front autrichien, et en outre à la nouvelle : *la Roumanie nous a déclaré la guerre* ». Et la conclusion de ses réflexions « il a va falloir des nerfs solides ».

Mépris des demi-mesures, solidité des nerfs, voilà en effet presque tout le fond moral de ce Hindenburg que, craignant pour sa frontière orientale, l'Allemagne a acclamé en 1914, et que, commençant à s'inquiéter pour son existence même, elle impose presque maintenant à l'Empereur. Et il est vrai que fort de son caractère, fort aussi des talents de son collaborateur, Ludendorff, fort enfin du zèle et des compétences de l'équipe qui l'entoure, Hindenburg est réellement l'homme de la situation ; ou, si l'on veut, le chef reconnu de l'école la plus qualifiée pour faire face à la situation – par la victoire.

Hindenburg chef de l'état-major général

Arrivant le 29 août au matin à la gare de Pless, Hindenburg y est aussitôt informé par le chef du cabinet militaire des intentions de l'Empereur. Et en effet le souverain, rencontré peu après devant le château, salue le feld-maréchal du titre de chef de l'état-major général, et Ludendorff de celui de premier quartier-maître général. Les deux hommes s'installent sans tarder au G. Q. G. Après quoi Falkenhayn, s'efforçant sans doute de cacher son dépit d'évincé, prend congé de Hindenburg en lui disant : « Dieu vous aide et aide notre patrie ! » Comme représentant de son souverain, Hindenburg sera aussi le directeur militaire des forces alliées, la chose est formellement convenue. Il se trouve donc non seulement porté au sommet de toute la hiérarchie militaire allemande mais encore mis à la tête, sur un théâtre de guerre qui va de la mer du Nord à la Mésopotamie, de forces comme aucun général n'en a encore commandé. Peut-être pense-t-il, en son for intérieur, que l'Empereur aurait bien dû remplacer Falkenhayn avant l'erreur de Verdun. Mais il accepte en tout cas, avec son ordinaire résolution, la tâche gigantesque dont le charge sous la pression des circonstances, son « très haut chef de guerre ».

Il s'agit maintenant de prendre, et dans un plus grand nombre de domaines, des décisions plus graves encore que par le passé. Hindenburg aura soixante-neuf ans le 2 octobre. Au poids de l'âge s'ajoute nécessairement celui de deux ans de labeur, de responsabilités et de préoccupations. Mais, au cours de ces deux années, Ludendorff n'a pas seulement, dans la quotidienne collaboration, gagné la confiance totale de son chef, il a encore pris l'habitude de le manier, de lui présenter faits, renseignements et suggestions. La collaboration des deux hommes continue, réglée matériellement à peu près comme par le passé, mais comporte probablement de plus en plus, chez le feld-maréchal, l'habitude de l'adhésion rapide aux vues et aux propositions de son indispensable subordonné. En tout cas la notoriété de Ludendorff, jusque-là réduite aux cercles des techniciens, va bientôt devenir, dans le courant de 1917, une véritable célébrité. Tout le monde s'accordera alors à voir désormais en lui le moteur central de la puissante machine de guerre allemande. C'est avec Ludendorff que confèrent en principe tous les chefs

des services du G. Q. G. , c'est par Ludendorff qu'ordres et directives sont expédiés aux groupes d'armées. C'est à lui qu'aboutissent tous les renseignements et toutes les demandes, et de lui que partent toutes les impulsions. Il est incontestablement désormais l'homme clef de la conduite de la guerre.

Mais par ses conférences continues (le matin, l'après-midi, le soir jusque vers minuit) avec son premier quartier-maître général, Hindenburg reste cependant associé à l'élaboration des décisions ; au rapport quotidien de midi il prend lui-même la parole devant le souverain sur les questions importantes. Il possède entièrement, son livre suffit à le montrer, les éléments décisifs de chaque solution adoptée, et continue à apprécier de haut, sans détails, mais très lucidement, toute la marche générale des événements. Il n'est probablement, si l'on peut dire, que le président du G. Q. G. ; mais il est un président de grand prestige, de fermes principes, et qui sait au besoin remonter le moral de son collaborateur fatigué et plus facilement déprimé que lui. Et ce n'est pas pour la forme et « les yeux fermés » qu'il prend sa part de responsabilités. On essaiera parfois plus tard de faire du feld-maréchal le sage mal écouté de la dernière période de la guerre où Ludendorff aurait joué au contraire le rôle d'un téméraire chercheur d'aventures, d'un casse-cou et d'un « joueur ». Ni le feld-maréchal, ni Ludendorff ne veulent accepter de distinction comme celle-là entre leurs méthodes, leurs attitudes et leurs programmes. Tous deux, après mûr examen, ont osé courir des risques : c'était leur devoir ; qui ne sait pas risquer se voue à l'impuissance. Ils ont osé d'accord et solidairement.

D'août 1916 à juin 1918, l'Allemagne remporte de grandes victoires militaires qui dépassent de beaucoup en effet matériel et moral, et surtout en résultats territoriaux, les succès que les ennemis de l'Allemagne portent à leur actif durant cette période. Ceux-ci, quelquefois rapides, quelquefois péniblement acquis, n'aboutissent en général qu'à de faibles gains de terrain (10), le vainqueur n'osant pas ou ne pouvant pas exploiter stra-

(10) Hindenburg fait particulièrement ressortir que la bataille de la Somme n'a abouti, au bout de huit mois d'efforts coûteux, qu'à un gain de 40 kilomètres sur 10 (en moyenne), que les succès anglais d'avril à novembre 1917 n'ont pas été exploités et que les avantages français de l'été et de l'automne 1917, très douloureux pour l'armée allemande, ont été volontairement locali-

tégalement son succès tactique, et s'attirant par là, après coup, le dédain de Hindenburg. Au contraire, les Allemands, dans cette période, visent toujours à la victoire stratégique, Hindenburg le fait bien ressortir. C'est tout d'abord, à la confusion et à la stupeur de l'Entente impuissante, le rapide écrasement des Roumains qui, ayant cru à tort venu le moment de « sonner l'hallali » peuvent méditer, dans l'asservissement ou la défaite, le vieux chant des lansquenets que leur rappelle Hindenburg : « Qui veut avoir du malheur dans la guerre – Celui-là n'a qu'à chercher noise à l'Allemand. » Puis, grâce à une retraite qui déplaît peut-être à l'armée et au public allemands, mais qui, savamment conçue, méthodiquement exécutée, abrite l'armée dans des lignes inexpugnables, c'est l'échec grave infligé à l'armée française, de Reims à Soissons, en avril 1917. Après quoi, Kerenski s'efforçant de rendre par l'offensive un peu d'ardeur et de foi patriotique à l'armée russe que la Révolution a vite démoralisée, viennent : d'abord la contre-offensive de Galicie (juillet 1917), ou le « coin de rupture » est enfoncé en un point si bien choisi qu'en quinze jours le succès initial de Kerenski, puis les quatre mois de victoires de Broussilov sont annulés, et le front de 1916 même dépasse ; puis l'offensive sur Riga (octobre 1917) qui, prolongée par la conquête de l'île d'Ësel, achève la décomposition russe, jette l'émoi à Pétrograd, contribue à y provoquer la deuxième révolution, et met donc réellement, mais bien tard, la Russie « à genoux ». La victoire sur l'Italie, à la fin d'octobre, grâce à l'emploi de la nouvelle tactique de l'attaque par surprise, à l'envoi de six divisions allemandes et au bon choix du point d'abord assailli, n'est guère qu'un intermède aux yeux de Hindenburg. Car, la Russie jetant enfin les armes, la première étape du plan de guerre conçu dès la fin de 1914 par le feld-maréchal est enfin couverte, et le moment venu de foncer sur les Occidentaux. C'est ce qu'on fait en 1918 : et de mars à juin se succèdent en effet, sur le front franco-anglais, de la vallée de la Lys à Reims, d'impressionnants réussites allemandes.

Tout cela, Hindenburg le rappelle en homme qui a collaboré, sinon à la capitale transformation des procédés tactiques (œuvre de Ludendorff et de ses auxiliaires), du moins au choix entre les entreprises possibles, à la fixation des points attaqués, à la désignation des grands objectifs à viser. On peut même

remarquer que, tandis que Ludendorff voit surtout les opérations, décisives à ses yeux, du printemps de 1918 en tacticien, assez dédaigneux de la stratégie et soucieux avant tout de réaliser les ruptures, Hindenburg les suit, lui, en stratège préoccupé de l'exploitation des ruptures ; en spécialiste non de la nouvelle « guerre de position », mais de l'ancienne « guerre de mouvement ». Aussi n'est-il qu'à demi-satisfait des résultats obtenus jusqu'en juin, et qui sont appréciables, mais non décisifs ; et compte-t-il que l'offensive préparée pour la mi-juillet, de Château-Thierry à l'Argonne, en attendant une autre grande offensive en Flandre, obtiendra enfin mieux qu'un « demi-résultat » stratégique.

Dans cette même période (fin août 1916 – juin 1918), le G. Q. G. allemand a exercé une forte action sur la vie économique, sur la politique intérieure et extérieure. Mais Hindenburg ne regrette aucune partie de cette action-là, en dépit de la « tension » imposée ainsi au peuple allemand. Il prend vaillamment toute sa part de responsabilité dans les mesures dictées au G. Q. G. par les circonstances. Oui, il a voulu la « loi sur le service auxiliaire » et ne regrette qu'une chose, c'est que le Reichstag l'ait édulcorée au point d'en rendre presque nuls l'effet moral et l'effet matériel. Oui, il a voulu, sur la foi des techniciens, la « guerre sous-marine illimitée », qui a pourtant jeté les Américains du côté de l'Entente et il excusé l'Amirauté allemande de s'en être exagéré les effets probables. Oui, il a désapprouvé les manifestations pacifiques du Reichstag et il a bien voulu, par l'offre de sa démission, provoquer la chute de Bethmann-Hollweg. Oui, il a contribué, par des conseils dictés eux-mêmes par le souci de la sécurité allemande, à la paix de Brest-Litovsk qu'on a eu tort de déclarer rigoureuse. Pourquoi tout cela ? Parce qu'il voulait la victoire à l'est comme à l'ouest, de toutes ses forces et par tous les moyens, au prix de tous les sacrifices et de toutes les abnégations ; parce qu'il croyait cette victoire possible, de toute sa foi de soldat et de patriote. Oui, certes, et pour tout dire, il a appliqué aux questions politiques comme aux questions militaires son mépris pour les « demi-mesures ». Il a commis deux erreurs principales : la moins grave a été de n'avoir pas cru possible l'afflux si rapide et si intense des Américains ; la seconde, bien plus grave, c'est d'avoir cru pouvoir prêter à tout le peuple allemand sa propre foi et sa

propre énergie. Car malgré les Américains, malgré l'échec de l'offensive de juillet, malgré les plus sérieuses défaites du mois d'août, on aurait pu tenir jusqu'à l'hiver, tout en reculant lentement, et se reconstituer alors. Hindenburg « tenait » ; l'armée « tenait ». C'est l'armée bulgare, c'est l'armée autrichienne, c'est le peuple allemand qui n'ont pas tenu.

Idées qui forment aussi le *leitmotiv* de la fin des *Souvenirs de guerre* de Ludendorff, mais qui prennent une valeur particulière sous la plume du vieux feld-maréchal, du fait que, lui, il a vraiment tenu personnellement jusqu'au bout, jusqu'à l'amère humiliation de l'armistice et bien au-delà. A partir du 8 août, Ludendorff, surmené, écrasé de fatigue et de déceptions, a des moments de dépression nerveuse, des découragements soudains et temporaires, dont Hindenburg ne dit rien d'ailleurs. Mais le vieux feld-maréchal, lui, s'interdit toute capitulation de volonté, même devant les défaites, même devant l'effondrement de la Bulgarie et de l'Autriche, même devant les craquements qui se font entendre à l'arrière de l'armée. Il guette les indices de fatigue chez l'adversaire. Il n'espère plus, à la fin de septembre, le vaincre ni même l'arrêter ; mais il espère obtenir de sa lassitude une paix acceptable. Sans doute sa raison lui suggère l'aveu dont il fera le titre de la dernière partie de son livre : « Au-dessus de nos forces ». Mais sa volonté ne connaît qu'un devoir : employer jusqu'au bout, dans une défense indéfiniment prolongée, les forces matérielles et morales de l'Empire, tant qu'il restera des forces et un Empire. Jadis, à la différence de certains de ses compatriotes qui s'irritaient sans comprendre, il a admiré les efforts sans espoir d'un Gambetta ou d'un Chanzy, qui sauvaient du moins l'honneur de la France. Il faut à présent maintenir, non l'honneur militaire allemand qui, après tant d'efforts et de sacrifices, restera sauf quoiqu'il arrive, mais la réputation de fermeté et de force morale presque surhumaines de l'Allemagne. Après tout, Frédéric II a passé par des épreuves semblables et il a tenu bon. Hindenburg s'arc-boute contre la catastrophe.

Elle vient pourtant. L'affolement des milieux politiques, la pression des chefs de parti sur le chancelier Max de Bade amènent la chute de Ludendorff, le compagnon de lutte, l'indispensable collaborateur, l'ami le plus cher du feld-maréchal. Hindenburg lui choisit un successeur et reste à son poste. La

révolution momentanément triomphante amène le départ précipité de l'Empereur pour la Hollande, l'abdication ou la chute de tous les souverains allemands, un armistice qui semble draconien au feld-maréchal. Mais le nouveau gouvernement a besoin de l'autorité morale du vieil Hindenburg qui ne quittera son commandement qu'après la démobilisation. Il a connu jusqu'à l'âge de soixante-quatre ans une belle carrière ; de soixante-sept à soixante-onze, il a connu la gloire, et tous les honneurs que peut donner un souverain. À plus de soixante-et-onze ans il est fatigue, et tout semble s'écrouler autour de lui. Le devoir de l'officier prussien subsiste. Hindenburg reste à la peine qui se confond ici avec l'honneur.

Hindenburg approuve Napoléon d'avoir, à Waterloo, jeté dans la fournaise ses derniers bataillons pour quitter ensuite le champ de bataille « pauvre comme un mendiant », vaincu sans relèvement possible, mais debout sur les ruines de sa puissance. S'il n'a pu lui-même engager dans la bataille les dernières ressources de l'Allemagne, il a du moins fourni jusqu'au bout son effort personnel, et il reste, lui aussi, debout et confiant dans l'avenir. Il écrit après la défaite, au lendemain de la paix de Versailles. Il ne s'en refuse pas moins à raconter sa vie « sous l'amère impression de la désespérance ». Son regard « reste inébranlablement fixé en avant et en haut ». Il a choisi comme début de son livre, une anecdote destinée à inspirer à la jeunesse volonté et fermeté. Il le termine avoir célébré le « vieil esprit allemand », et rappelé les hommes qui, de 1807 à 1812, ne désespérèrent pas de l'avenir de la Prusse, par un acte de foi dans « l'Empire allemand », ce « rocher auquel se cramponna autrefois l'espérance de nos pères » et par l'expression de sa ferme confiance dans « la jeunesse allemande ».

Les préoccupations qui se manifestent, chez Hindenburg écrivain, achèvent de caractériser sa physionomie de soldat vieilli sous l'uniforme. Rarement haut personnage a écrit ses souvenirs sans céder plus ou moins à la tentation de donner de lui-même une idée avantageuse. Chez Hindenburg, la préoccupation de la défense personnelle n'est peut-être pas absente mais elle reste au second plan. Il se plaît à s'amuser de sa popularité et des effets comiques qu'elle engendre parfois. De ses anciens conflits avec Falkenhayn ou avec le chancelier Bethmann-Hollweg, il sort sans animosité personnelle et recon-

naît volontiers en fin de compte que l'un et l'autre ont voulu et cru toujours faire pour le mieux. Lui-même, il a « erré ». Ni Falkenhayn ni Ludendorff ne sont capables de tant de détachement.

Ce que Hindenburg loue et défend avec passion, c'est naturellement d'abord l'armée allemande, états-majors, officiers et troupes ; c'est plus encore l'Empire, la monarchie prussienne, la dynastie des Hohenzollern, y compris le souverain déchu. Toute occasion lui est bonne : si les Bulgares ne peuvent perdre l'habitude et le goût des funestes querelles de partis et de coteries, c'est parce qu'ils n'ont jamais eu, pour les discipliner, la forte main d'un roi-sergent ; que faut-il à des troupes turques pour qu'elles soient tout à fait excellentes ? que des officiers allemands les dressent et les nourrissent quelques mois. Guillaume II a longtemps soutenu Falkenhayn contre le feld-maréchal, et n'a fait appel à ce dernier que sous la pression des circonstances. Et incidemment Hindenburg laisse voir qu'il jugeait dangereuse, entre 1911 et 1914, la politique extérieure inspirée par Guillaume II, la grande « politique mondiale ». Il n'importe. Hindenburg ne se contente pas de parler dans les termes les plus déférents, les plus soumis, les plus élogieux de l'Empereur tombé. Il tient encore à montrer, dans un récit où il ménage de son mieux l'effet final, la touchante humanité, la délicate magnanimité de son « souverain et seigneur » à l'égard des ennemis blessés ou prisonniers. Pour un Hindenburg, l'expression « fidélité de vassal » a un sens profond.

C'est qu'il est, en fin de compte, un hobereau soldat de la vieille école. Il regrette visiblement à beaucoup d'égards le temps où l'Allemagne n'était pas encore industrialisée à outrance, et même le temps de la petite Prusse solide et pauvre, où il y avait peu d'usines, peu de grandes villes, peu de luxe et peu de brasseurs d'affaires ; le temps où les officiers, même de la Garde, vivaient sans grands besoins et très simplement, selon les traditions de « l'école de Potsdam ». Il est trop avisé pour ne pas reconnaître que, sans sa puissance industrielle, l'Allemagne n'aurait pas pu soutenir quatre ans de guerre et de blocus. Il ne méconnaît pas non plus l'importance de l'outillage et du matériel de tout ordre dans les opérations militaires, mais il s'attache bien davantage aux principes stratégiques et aux valeurs morales. Il est religieux, personnellement simple, et ses plaisirs

sont ceux du gentilhomme campagnard : la chasse, les gais propos de table, les longues promenades au grand air.

Il peut, par devoir et par foi politique, témoigner de son respect et de son affection pour Guillaume II, et attester complaisamment les bons procédés finaux de celui-ci à son égard. Mais, dans sa jeunesse, quelle impression plus sincèrement profonde lui faisaient quelques paroles graves de Guillaume I^{er} ! De quel cœur il saluait d'un « hurra spécial » Bismarck passant, le soir de Sedan, dans la suite du roi victorieux ! Avec quel soin il recueillait plus tard quelques paroles de l'octogénaire Moltke, ou les enseignements d'un Verdy du Vernois qui avait été du grand état-major de 1870 ! Né en 1847, quarante-sept ans après Moltke, trente-deux ans après Bismarck, Hindenburg sortait à peine de l'enfance quand il participait aux batailles de Sadowa ou de Saint-Privat. Cependant, par bien des traits, par beaucoup de ses idées, par ses principes stratégiques même, il se rattache encore à l'époque des « fondateurs », dont il a de son mieux défendu et voulu élargir l'œuvre.

Un tel homme a naturellement – à quoi bon insister – contre les idées différentes des siennes, contre les nations ennemies de la sienne, les préventions et les partis pris de son milieu et de sa caste. Sa conception même du devoir est souvent dure, roide, tendue, et n'appelle pas la sympathie. Mais Hindenburg est un homme de devoir. Il mérite le respect.

Philippe Randa

LE FRONT DE L'EST

LE REVE ÉCLATÉ

ROMAN

L'entrée des troupes de l'Axe en Union soviétique a été un tournant de notre siècle. Hier, la guerre était encore une question de frontières que se disputaient mesquinement les états européens. Pour la première fois, nous assistons à une guerre idéologique. La liberté ou le bolchevisme. Il n'y aura pas d'alternative. Désormais cette guerre prend tout son sens.

L'arrivée de François Delamare en Russie – au sein de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme – coïncide avec la grande offensive de Hitler pour conquérir Moscou, mais soudain les divisions sibériennes de Staline et l'hiver implacable s'abattent sans pitié sur les soldats à la croix gammée.

Très vite, le jeune français est envoûté par le pays des Ivans, son peuple et sa terre, alors que les combats se déchaînent autour de lui, dans la neige et le sang...

300 pages, édition brochée. 95 F

Pour commander, utiliser le bon commande situé dans les dernières pages de cette revue.

LIBERATORS OU LA GENESE D'UN MENSONGE TÉLÉVISUEL

**QUAND ARTE PRÉFÈRE
UNE IMPOSTURE VERTUEUSE À LA VÉRITÉ DÉRANGEANTE**

André Chelain

Le 19 juin 1993, la chaîne publique franco-allemande à vocation culturelle Arte a diffusé un téléfilm américain intitulé *Liberators* en dépit d'un dossier très sérieux constitué contre lui aux Etats-Unis et qui avait été communiqué à l'avance à la chaîne par la rédaction de notre revue. Voici le récit d'un événement consternant qui illustre parfaitement la situation dramatique dans laquelle se trouve l'histoire en France : elle n'a droit de cité que lorsqu'elle conforte les idées à la mode. Pour présenter le point de vue de la chaîne, nous avons reproduit à la suite de cet article le texte intégral du communiqué de presse préparé par Arte à l'occasion de la diffusion de ce film.

Il est souvent long et difficile de débusquer le mensonge médiatique. Réunir les éléments à charge peut prendre des années. Ce n'est pas le cas de *Liberators*, un docu-drame américain conçu pour promouvoir la version officielle de l'histoire concentrationnaire, lutter contre les progrès du révisionnisme, condamner le racisme contre les Noirs aux Etats-Unis durant la Seconde Guerre mondiale et encourager la tolérance raciale. Beaucoup trop d'objectifs louables pour un seul film.

Ce documentaire, qui prétend dévoiler les véritables circonstances de la libération des camps de Dachau et de Buchenwald par les troupes noires américaines, a bénéficié de concours financiers considérables.

Pourtant, à la surprise générale des sponsors, en dépit de la pression des médias et malgré le fait que *Liberators* serve de véhicule à la collection complète des poncifs moraux à la mode aux Etats-Unis, les critiques ont été très nombreuses après la diffusion du film et ont conduit à sa déprogrammation. C'est l'histoire de cette déconfiture historico-médiatique que nous allons tenter de vous présenter.

La genèse du film

Les origines du film *Liberators* expliquent en partie sa dérive vers le mensonge. Voici une dizaine d'années, E.G. McConnel, un ancien combattant du 761^e Tank Battalion prit contact avec William Miles, un réalisateur noir de documentaires dont il avait vu les œuvres à la télévision, afin de l'intéresser à l'histoire de son bataillon blindé qui venait alors de recevoir la Presidential Unit Citation pour son héroïsme.

Un peu plus tard, la lecture dans le *New York Times* d'une lettre de Benjamin Bender, un ancien détenu de Buchenwald, qui se souvenait d'avoir vu des soldats noirs lors de la libération du camp, accrut l'intérêt de Miles dans le projet de film sur l'histoire du 761^e bataillon.

Le réalisateur fait appel pour monter ce projet à la productrice Nina Rosenblum qui affirme que son père, photographe de guerre, était présent lors de la libération de Dachau. L'arrivée de cette femme active et énergique va transformer un scénario banal en un projet de film pouvant mobiliser des soutiens financiers considérables.

Selon McConnel, Nina Rosenblum est la responsable du changement d'optique du film : « Quand ils m'ont informé qu'ils allaient l'intituler *Liberators*, j'ai dit : "Attendez une minute, c'est un peu trop" »

C'est justement cette évolution du projet qui l'a rendu viable. Alors que nul ne semble s'intéresser aux tribulations de bidasses noirs, le simple ajout d'une thématique pouvant sensibiliser la communauté juive ouvrait à *Liberators* toutes grandes les portes du succès.

La structure du film est simple. Dans un premier temps, à l'aide de témoignages et de films d'époque, le réalisateur a retracé la formation des unités noires combattantes de l'armée américaine avec toutes les incidences du racisme quotidien. Cette expérience fut particulièrement pénible pour les Noirs en provenance des Etats du Nord qui ont fait la connaissance de la ségrégation raciale dans les villes du Sud où leur unité était en formation. Dans un second temps, le film accompagne les unités en Europe où elles prennent contact avec les dures réalités de la guerre. Une scène poignante constitue le moment fort du film, les retrouvailles à Buchenwald d'anciens combattants et d'un ancien détenu.

Des retrouvailles controversées

En juillet 1991, McConnell, Smith (un autre ancien du 761^e) et Bender arrivent à Buchenwald pour filmer les scènes qui sont à l'origine de tant de controverses. McConnell se souvient : « Le dernier jour du tournage je leur ai dit : "Je ne veux pas figurer dans le film tant qu'il ne sera pas dit que nous n'avons pas libéré ce camp." Nous avons été dépouillés de notre histoire alors que nous étions esclaves. Je ne veux pas être responsable de quelque chose qui puisse tacher notre mémoire. Mais, apparemment, d'autres personnes ne se formalisent pas de quelques mensonges. »

Nina Rosenblum et William Miles feront la sourde oreille. Voici quel est le commentaire de la scène sur le documentaire : « Près de cinquante années plus tard, deux vétérans du 761^e Tank Battalion **retournent** à Buchenwald en compagnie de Benjamin Bender qui y fut emprisonné alors qu'il était enfant. »

Dans l'ouvrage *Liberators* (p. VII) on peut lire un texte plus nuancé : « A l'automne 1991, des survivants juifs de Dachau et Buchenwald ont été réunis, sous les auspices de l'équipe de production [Nina Rosenblum et William Miles] avec des anciens combattants du 761^e bataillon. Cette émouvante rencontre fut abondamment commentée dans la presse ». (1)

Toujours selon *Liberators* (p. 217), Buchenwald fut libéré dès que : « les chars du 761^e brisèrent les grilles d'entrée et

(1) Cet accueil favorable des médias incita l'éditeur Harcourt Brace Jovanovitch à publier une version de cette histoire si méconnue afin de lui offrir la plus grande diffusion possible dans le pays et à l'étranger. »

quand, avec l'aide de leur infanterie d'accompagnement, ils réduisirent au silence les gardes SS (...) Johnnie Stevens se souvient : "Nous avons chassé les gardes SS. Ce fut une vision que je ne souhaite plus jamais revoir. Je vous le dis". » A la même page, Benjamin Bender en rajoute. Il se souvient d'avoir vu un avion ennemi survoler le camp et d'avoir entendu un échange de coups de feu.

Ces propos sont une pure affabulation. Les chars américains ne forcèrent pas la grille d'entrée. Les premiers arrivés furent des fantassins de la VI^e division blindée qui ne nettoyèrent pas les lieux et qui n'en chassèrent pas les gardiens car ces derniers avaient quitté la place. Quant à la Luftwaffe, elle fut parfaitement absente des lieux.

Un absent de marque du film

On peut s'interroger sur l'absence de Charles Gates du film *Liberators*. Cet homme, aujourd'hui âgé de 81 ans, vit à Kansas City et commandait la compagnie C du 761^e bataillon. Pourquoi ne figure-t-il pas dans le film ? Il semble qu'il n'a pas su offrir à Nina Rosenblum ce dont elle avait besoin. Longuement cité par le mensuel *New York*, l'officier explique : « Je leur ai répondu abruptement que nous n'avions jamais été à Dachau ou à Buchenwald. Avec de pareils préliminaires, il n'y avait plus grand chose à se dire ». Pourtant Gates a beaucoup de choses à raconter dans la mesure où deux de ses anciens soldats (L. Smith et William McBurney) affirment dans le film qu'ils ont enfoncé les grilles de Dachau avec leurs chars. Selon Gates ce haut fait d'armes est impossible : « Nous étions ce jour-là à 60 milles de Dachau. Comment voulez-vous franchir cette distance avec un char ? Un char n'est pas une jeep. »

Une confusion due à l'ignorance de la géographie

Les deux anciens soldats ne sont peut-être pas totalement de mauvaise foi. Le commandant du 761^e bataillon, l'historien de la 71^e division d'infanterie (à laquelle le bataillon blindé était rattaché) ont confirmé les propos de Charles Gates. En revanche, ils évoquent comme origine probable de l'erreur des deux soldats le fait que le 761^e bataillon a effectivement atteint Gunskirchen, un camp du complexe de Mauthausen, en Autriche. Dans le souvenir de ces deux Noirs américains, peu familiers de la géographie

européenne, il a pu se créer une confusion entre Dachau et Gunskirchen et, en toute bonne foi, ils ont affirmé, près de cinquante ans plus tard, être entrés à Dachau alors qu'ils avaient libéré Gunskirchen.

Les mensonges continuent

Leon Bass, un ancien combattant noir est une autre figure importante de *Liberators*. Il poursuit désormais une rémunératrice activité de conférencier au sein de la communauté juive et auprès de jeunes écoliers. Il est habituellement présenté à ses auditeurs comme un libérateur de Buchenwald.

Dans le film de Nina Rosenblum et William Miles, et dans ses innombrables conférences, Bass se proclame « libérateur ». (3) Il a reçu de nombreuses récompenses et des honoraires substantiels pour raconter ses souvenirs de libérateur des camps. En récompense de ses bons et loyaux services, il a été nommé vice-président du Philadelphia Council on Holocaust. (4)

En réalité, Bass reçut l'ordre de se rendre à Buchenwald cinq jours *après* la libération du camp.

Il ne s'agit pas là de son seul mensonge. A la fois dans le film et dans l'ouvrage *Liberators*, Bass raconte avec émotion comment son unité, le 183^e Combat Engineers, construisit un pont dans une ville belge durant la bataille des Ardennes en décembre 1944. Lui et ses hommes travaillèrent « en dépit du mitraillage d'avions qui nous survolaient quotidiennement. Malgré un bombardement d'obus de mortier, nous avons poursuivi notre travail. » Le résultat de cet héroïsme fut cruel : « Nombre de mes camarades furent tués en construisant le pont ».

En fait, le seul militaire tué durant la construction du pont fut un officier qui perdit la vie dans l'accident de sa jeep. Pour aggraver le cas de Bass, tout au long de son parcours européen, le 183^e régiment perdit seulement trois hommes. Toutes ces morts furent dues à des accidents. (5)

Le film reçoit un accueil exceptionnel

Avant même sa première, *Liberators* a reçu un accueil enthousiaste. A titre d'exemple, voici ce qu'écrivait le *Publishers*

(3) *New Republic*, 8 février, p. 14.

(4) *New York Guardian*, mars 1993.

(5) *NYG*, mars 1993.

Weekly (6) : « On l'a attendu longtemps, mais *Liberators*, le livre, le documentaire, le manuel et la pièce de théâtre vont faire sentir leur présence. Il s'agit de l'histoire, que l'on ne trouve pas dans les livres d'histoire conventionnels, du rôle du 761^e Tank Battalion dans la libération des détenus de Dachau et de Buchenwald. »

Une soirée de gala

La première du film eut lieu le 9 novembre 1992 au Lincoln Center de New-York, devant 700 personnalités noires et juives de la ville. La soirée fut financée par l'US Holocaust Memorial Council (un organisme gouvernemental) et la chaîne de télévision publique WNET qui fait partie du prestigieux réseau américain de télévisions publiques PBS. *Newsletter*, l'organe du musée de l'Holocauste de Washington en rendant compte de l'événement écrit que le film : « offre une rare occasion de réconciliation et de communication entre deux des plus éminents groupes ethniques de New-York. » Le maire, David Dinkins rappelait à cette occasion, dans une discrète allusion aux tensions entre les juifs et les Noirs : « lorsque l'on voit ces braves soldats africains-américains libérant des détenus juifs des camps de concentration, profitons de l'occasion pour se souvenir de tout ce qui nous réunit. »

Le 11 novembre (*Veteran's day* aux Etats-Unis), WNET diffuse *Liberators* sur le réseau national de la PBS dans le programme très apprécié « American Experience ».

Jackson prend le train de la réconciliation en marche

Jesse Jackson, l'éternel candidat noir à la présidence des Etats-Unis, ne veut pour rien au monde manquer le train de la réconciliation avec la communauté juive américaine, il profite de la sortie de *Liberators* pour tenter de faire oublier ses propos tenus en 1979 (7).

Pour accroître l'effet médiatique, Jackson offre la superbe édition reliée de *Liberators* au président Clinton (8). Dans la foulée, il annonce à la presse que grâce à l'aide du financier

(6) 19 octobre 1992, p. 32.

(7) Selon certains témoins, Jesse Jackson aurait dit « Je suis fatigué d'entendre parler de l'holocauste ». Il a formellement démenti avoir tenu ces propos.

(8) Harcourt Brace Jovanovich, New York.

Felix Rohatyn (par une pure coïncidence, Elizabeth Rohatyn est la vice-présidente de WNET, un des bailleurs de fonds du film), il distribuerait des exemplaires de ce livre dans toutes les bibliothèques scolaires américaines.

Avec le concours du conglomérat Time Warner, Jackson organise à son tour le 17 décembre 1992, dans le théâtre Apollo sis sur la 125^e rue à Harlem, une superbe soirée avec la participation de plus de 1 200 invités Noirs et juifs. Pour David Dinkins cette manifestation est une nouvelle occasion de tenter l'impossible : réconcilier ces deux communautés qui ne cessent de s'affronter. En dépit de sa prestation du mois de novembre au Lincoln Center, lorsqu'il a pris la parole au Queens Democratic club, quelques jours plus tôt, le 3 décembre, un militant juif lui cria « Antisémitisme ! Vous êtes responsable de la mort de Yankel Rosenbaum ». (9)

Mais ce soir tout semble différent. Des placards publicitaires parus dans la presse ont annoncé l'événement : « Il y a quarante-huit ans, des soldats afro-américains d'unités noires de l'armée américaine ont été les premières troupes à libérer les juifs des camps de concentration nazis. En 1944 avait lieu un premier acte de fraternité. Ce soir à New York retrouvons cet esprit. » (10)

Dans la foule se pressent de nombreux vétérans noirs, des anciens détenus des camps et une liste de personnalités dont Jesse Jackson, Charles Rangel, Robert Morgenthau, Felix Rohatyn, Al Sharpton, Peggy Tishman et Betty Shabazz.

L'impact du film sur le public fut considérable. Les scènes pénibles de la vie militaire, dans une armée où Noirs et blancs étaient séparés, les horreurs de l'univers concentrationnaire et la mise en scène dramatique du retour à Buchenwald d'un ancien détenu, Benjamin Bender, accompagné de deux vétérans noirs l'ayant libéré ont ému tous les assistants.

Au générique de fin, juifs et Noirs s'embrassent. Toute animosité interethnique semble oubliée pour quelques instants. Jesse Jackson fait part à tous de son émotion. Le public chante

(9) Jeune juif, originaire d'Australie, victime d'affrontements entre juifs orthodoxes et Noirs après qu'un juif religieux eut accidentellement tué un jeune Noir.

(10) Il faut bien sûr lire 1945 à la place de 1944. La grossière erreur dans le texte de la publicité en annonçait bien d'autres.

l'hymne de la libération des Noirs *We Shall Overcome*. Pour tous, ce soir l'histoire a changé. Si le rôle des juifs dans l'émancipation des Noirs était bien connu, le rôle des Noirs dans la libération des juifs des camps de concentration rentrait à son tour dans la mémoire collective. La soirée était réussie tant du point de vue de l'émotion que sur le plan politique. En revanche, les problèmes factuels n'allaient pas tarder à se révéler et gâcheraient la joie des participants.

Un absent de marque de la fête

Il manquait quelqu'un d'important à cette soirée. La distance n'expliquait son absence puisqu'il habite le Queens. Il s'agit rien de moins que E.G. McConnell, l'acteur clef de la genèse du film et un des participants à la désormais fameuse reconstitution à Buchenwald. Depuis son voyage, il affirme à qui veut l'entendre que les réalisateurs ont arrangé la vérité historique pour qu'elle soit plus en accord avec l'air du temps (11).

Devant tellement de mauvaise volonté, il était bien normal que les organisateurs de la fête oublient d'inviter un vieil empêcheur de commémorer en rond.

Les vétérans du 761^e se rebiffent

L'affirmation de Nina Rosenblum selon laquelle son film rendrait justice aux anciens combattants noirs reçoit un coup fatal le 9 décembre 1992, lorsque Philip Latimer, le président de l'association des vétérans du 761^e bataillon, écrit à Milt Harrisson, l'officier holocausticien de la VI^e division blindée américaine, (unité ayant libéré Buchenwald) : « A aucun moment le 761^e Tank Battalion n'a prétendu avoir libéré Buchenwald ou Dachau. Il est malheureux que cette affirmation ait été faite sur une chaîne nationale de télévision sans que les anciens combattants de notre association aient été consultés. »

La contestation grandit

Le nombre astronomique d'erreurs factuelles suscite rapidement des critiques sévères et précises. Le premier organe de presse à ouvrir le feu est mensuel *New York Guardian*. Dans son numéro

(11) Pour s'en convaincre, lire la prose si délicieusement *Politically Correct* du dossier de presse d'Arte.

de décembre 1992 il écrit : « Après un examen détaillé des archives de l'armée et des entretiens avec des historiens militaires, des holocausticiens et des vétérans de la Seconde Guerre mondiale dont des combattants noirs dont les expériences ont été décrites dans *Liberators*, le *Guardian* a appris que les événements principaux mis en scène dans le film ne sont pas vrais. Aucun des soldats du 767^e All Black Tank Battalion, ni les soldats du 183^e Black Combat Engineers n'a jamais libéré Buchenwald ou Dachau. »

Robert Abzug, professeur d'histoire à l'université du Texas, auteur de l'ouvrage capital (12) sur l'univers concentrationnaire déclare que le film *Liberators* et l'ouvrage qui en a été tiré : « violent toutes les définitions de l'exactitude historique (13). Plus étonnant et plus grave, ce même Robert Abzug, que les réalisateurs citent comme étant un de leurs conseillers historiques, révèle qu'il n'a jamais travaillé sur ce film ! Lorsque le 11 novembre 1992, Abzug allume son poste de télévision pour regarder *Liberators* « au fur et à mesure que je voyais le film je déprimais. Certaines images présentées comme Buchenwald ou Dachau ont en réalité été tournées dans d'autres camps de concentration. Tout ce que j'ai pu en penser c'était : "Voici du grain pour le moulin des révisionnistes". Quand j'ai vu mon nom sur la liste des consultants j'ai été effondré. »

L'American Jewish Committee entre en lice

Cet organisme réputé de la communauté juive américaine, très rigoureux sur le respect dû aux juifs et au judaïsme (il fut responsable des malheurs de Robert Hossein à New York lors du passage de sa comédie musicale *Jésus était son nom*), ne pouvait rester indifférent devant une affaire portant gravement atteinte à la considération des deux communautés juive et noire. Désireux de faire toute la lumière sur le film, l'AJC a mené une rigoureuse contre-enquête, rencontrant des survivants des camps et des anciens combattants, des historiens militaires et des spécialistes en holocaustique. Tout en rendant hommage à la

(12) *Inside the Vicious Heart : Americans and the Liberation of Nazi Concentration Camps*, Oxford University Press, 1985.

(13) *New Republic*, 8 mars 1993, p. 42).

vaillance des soldats noirs, l'AJC publie au début du mois de février 1992 un rapport accablant sur *Liberators* : « ce film présente des failles factuelles qui vont bien au delà de ce que permet la licence artistique. » Kenneth Stern, rédacteur du rapport de l'AJC et auteur d'un livre à paraître sur le révisionnisme n'hésite pas à déclarer : « Nous vivons une époque où des gens remettent en question l'existence même de l'holocauste. Quand vous laissez entendre qu'un bataillon blindé a enfoncé les grilles de deux camps alors que les archives prouvent qu'ils étaient ailleurs, il ne s'agit pas d'un point de détail ». Stern poursuit son propos en commentant les accusations de révisionnisme et de racisme portées par Nina Rosenblum à l'encontre des détracteurs de son film : « Elle est complètement à côté de la plaque. On doit prendre en compte que les critiques les plus vives viennent d'anciens combattants du 761^e qui se sont battus durant un demi-siècle pour que leur histoire soit connue. »

Les rats quittent le navire

Lorsque le caractère frauduleux manifeste du film fut évident pour tous, les soutiens les plus éminents du film prirent quelques mesures pour tenter de se désolidariser de cette aventure d'histoire-fiction.

Dans un baroud d'honneur, le 2 février WNET publie un communiqué dans lequel elle soutient le film et affirme sa confiance absolue dans sa véracité. Neuf jours plus tard, une fois le rapport de l'AJC publié, la chaîne publique fait marche arrière toute et annonce que *Liberators* est déprogrammé. Pour expliquer cette décision, le vice-président de WNET se réfère au « caractère sacré de l'holocauste (...) Plutôt que de laisser agir ce film comme une véritable bombe à retardement, nous avons décidé de le retirer de la programmation. » Décision sans grande conséquences dans la mesure où le film avait connu une diffusion nationale en 1992. Le mal était fait.

Nina Rosenblum perd le contrôle de soi

Très révélatrices ont été les réponses des producteurs aux critiques soulevées par le film. A chaque fois que des erreurs étaient relevées par des anciens combattants ou des spécialistes en histoire militaire, Nina Rosenblum les récusait en les accusant de racisme ou, pire, de révisionnistes : « Ces gens ont la

même mentalité que ceux qui affirment que l'holocauste n'a jamais eu lieu ». (14)

Lorsque l'animateur radio et spécialiste militaire new-yorkais Jim Dingman confronta Nina Rosenblum avec les erreurs les plus graves de son film, elle se contenta de l'insulter. Pas encore découragé, le journaliste se tourna vers l'Anti-Defamation League (organisme juif qui avait largement appuyé le projet) pour lui faire un compte rendu de la situation. Sans hésiter, le porte-parole de cette organisation récusait la compétence de Jim Dingman en l'accusant de révisionnisme. (15)

Nina Rosenblum lâche du lest

Tout en admettant que la fameuse scène où Benjamin Bender retrouve deux de ses « libérateurs » à Buchenwal peut être mal interprétée, Nina Rosenblum répond à ses détracteurs : « Vous ne pouvez pas lui parler [McConnell] car il est un peu fêlé. Il a reçu un éclat d'obus dans la tête et fut gravement blessé. » Lorsque les journalistes ont répété ces propos à McConnell, celui-ci a répondu : « Si je suis si dérangé, pourquoi ont-ils fait appel à moi pour ce film ? ». (16) Pour quelqu'un de « dérangé », McConnell n'en est pas moins cité plus de vingt fois dans les pages de *Liberators*.

Finalement, à court d'arguments, Nina Rosenblum tenta d'expliquer les critiques de son film de manière étonnante : « Il existe un très fort racisme au sein de la communauté juive. Que des gens qui ont survécu à l'holocauste puissent se révéler racistes est un fait qui échappe à l'entendement. Penser que les Noirs sont inférieurs, opinion majoritairement partagée par les juifs, est un fait que je ne puis comprendre. » (17)

La vérité n'est pas toujours nécessaire

En dépit de tout, *Liberators* peut compter sur quelques ardents défenseurs. En dehors de l'équipe d'Arte, toujours en retard d'une guerre, prenons par exemple Peggy Tishman, l'ancien pré-

(14) *New Republic*, 6 février, pp. 13-14.

(15) *New York Guardian*, décembre 1992). McConnell connut une expérience semblable. Lorsqu'il tenta d'expliquer les falsifications du film à l'ADL, il fut sèchement reconduit : « l'ADL me traita comme si j'étais un fou ».

(16) *New Republic*, 8 février 1993.

(17) *New Republic*, 6 février pp. 13-14).

sident du Jewish Community Relations Council de New York : « *Liberators* est bon pour l'holocauste. (...) Pourquoi voudrait-on exploiter l'idée qu'il y a fraude ? Ce qui est important ici ce n'est pas la véracité historique, mais le dialogue entre les juifs et les Noirs. Il existe bien des vérités qui sont indispensables. Il s'agit dans ce cas d'une vérité qui ne l'est pas ». (18)

Liberators fut projeté le 8 février 1993 à l'université de Harvard. Un des assistants a voulu défendre le film avec des propos bien excessifs : « Le 761^e bataillon s'est battu durant huit jours contre l'armée allemande. S'ils n'avaient pas tenu le coup, la Wehrmacht aurait repoussé les Alliés jusqu'à Paris. (...) Qu'ils aient été ou non les premiers à entrer dans les camps (...) n'est pas pertinent ». (19)

A l'université de Yale, *Liberators* fut également présenté par défi devant 200 étudiants. Gertrude Sparks, directrice du YMCA de New Haven présenta le film avec ces paroles : « Il s'agit d'un nouvel outil pour combattre le racisme. (...) On n'est pas là pour savoir qui exactement a libéré les camps. Ce film va illuminer l'histoire. » (20)

Silence sur les chambres à gaz

Quelque ait été la sévérité des critiques faites au film, aucun spécialiste n'a relevé une des plus graves falsifications du film : l'affirmation de l'existence de chambres à gaz homicides à Dachau. Donner corps à de pareilles sornettes ne peut qu'apporter de l'eau au moulin des révisionnistes. C'est ce qu'a fort bien compris Simon Wiesenthal qui vient récemment de rappeler cette évidence dans le journal officiel de l'armée américaine (21) : il n'y a jamais eu de chambres à gaz homicides sur le territoire allemand.

Pourtant, les producteurs n'hésitent pas à récuser ce témoin exceptionnel et affirment dans *Liberators* : « Alors que les soldats du 761^e se préparaient à combattre, les détenus de Dachau (près de Munich) étaient assassinés par milliers. La majorité d'entre eux furent gazés, fusillés ou pendus...

(18) *New Republic*, 8 février, p. 14.

(19) *Forward*, 12 février 1993.

(20) *Forward*, 5 mars 1993.

(21) *Stars and Stripes*, 24 janvier 1993.

« Alors, je me dirigeais vers l'arrière, en direction de ce qu'ils appelaient les douches [c'est le GI Walter Lewis qui parle]. Je n'entrai pas. J'ai seulement jeté un coup d'œil par l'œilleton car je craignais qu'il y ait encore du gaz. »

Ben Bender a également déclaré à la presse qu'il s'était trouvé dans la chambre à gaz de Buchenwald. (22) Or comme nous venons de le voir, cette chambre à gaz homicide n'a existé que dans l'imagination de publicistes en mal de copie.

Pour résumer la débâcle du film *Liberators*, le *New York Post* a écrit : « Avec ce film, nous assistons à une tentative de réécriture de l'histoire pour qu'elle s'accorde aux mieux avec les objectifs politiques actuels. » (23)

Arte ment, Arte ment, Arte est allemand...

A Paris, lorsque nous apprenons la programmation du film par la chaîne publique franco-allemande Arte le 19 juin, nous prenons contact avec les représentants de la chaîne pour les informer du scandale suscité par le film aux Etats-Unis et dont visiblement ils ignorent tout. Pour compléter leur information, nous leur télécopions l'article paru dans le mensuel *New-York Guardian*. Le service de presse, dépassé par la situation, nous aiguille vers l'unité en charge des documentaires. Sans aucun résultat. Voyant que nos arguments ne semblent servir à rien, je fais parvenir le fax suivant à Jérôme Clément, directeur de Arte :

« Je vous écris sous le coup d'une vive émotion. Je viens de lire en détail le texte du dossier de presse diffusé par vos services concernant le film « *Liberators* », diffusé demain samedi 19 juin à 20 h 40. Ce film est un scandale. Cette grossière affabulation met gravement en cause l'honorabilité des anciens combattants noirs américains et des rescapés de l'holocauste.

La contre-enquête de l'American Jewish Committee a abouti à la publication d'un rapport en février 1993 condamnant le film en raison de ses inexactitudes historiques. Le 11 février, la chaîne publique PBS annonçait la déprogrammation du film. Son président, Harry Chancey Jr déclarait : « nous avons déprogrammé le film pour ne pas porter atteinte à la mémoire sacrée de l'holocauste. »

(22) *Los Angeles Times*, 8 novembre 1992.

(23) Cité par le *Washington Times* du 7 février 1993.

Ce film est l'exemple même d'une falsification grossière, pire que les exemples que vous avez récemment diffusés. Je vous conjure de déprogrammer ce film et de diffuser à la place les vrais films de la libération des camps par l'armée américaine. Ils sont autrement plus forts. Ils participent activement au maintien de la mémoire. C'est votre responsabilité. A vous de jouer. »

La chaîne ne donne aucune suite à cette lettre et confirme la programmation du film pour le lendemain. Le 29 juin, contacté au téléphone par nos soins pour connaître les raisons de l'attitude de la chaîne, le responsable de l'unité de programmes documentaires, M. Thierry Garel nous a déclaré : « La polémique aux Etats-Unis ne nous a pas semblé une raison suffisante pour déprogrammer le film. » Il explique également que son équipe d'historiens ne connaît pas notre revue. Nous lui répondons que c'est bien normal dans la mesure où notre premier numéro n'est pas encore paru.

On peut s'interroger sur l'utilisation faite par Arte des compétences de ses historiens de service. Non seulement ils ne semblent pas avoir visionné le film auparavant, mais ils n'ont visiblement pas lu le communiqué de presse (voir en fin d'article) qui contient des énormités qu'un simple bachelier pourrait repérer. A moins que ces « historiens » aient préféré se taire...

Arte porte une lourde responsabilité, celle d'avoir diffusé, en toute connaissance de cause un film portant gravement atteinte à la mémoire des combattants qui ouvrirent les portes des camps de concentration, notamment les indiens américains du 147^e régiment d'infanterie qui libéra Dachau. En diffusant sans problème de conscience ce film, que même l'American Jewish Committee a condamné, Arte se rabaisse au niveau d'une télévision de propagande et de bourrage de crâne.

La vertu des causes défendues ne justifie pas que l'utilise n'importe quel moyen. Désormais, à chaque fois que cette chaîne diffusera un film sur la Seconde Guerre mondiale nous serons en droit de nous interroger sur sa véracité. En voulant sauver la réputation de *Liberators*, Arte a choisi de jeter la suspicion sur tous les autres documentaires historiques traitant du sujet difficile du sort des juifs durant la Seconde Guerre mondiale. Par manque d'intelligence et, surtout, de courage, Arte fait le jeu des révisionnistes.

Texte de présentation du film Liberators diffusé par le service de presse de Arte pour sa publication par les médias. Nous avons respecté la graphie, la ponctuation et les conventions de capitales utilisées par la chaîne. Les notes sont un résumé de l'affaire que nous avons ajouté afin de faciliter la lecture du texte d'Arte

Liberators témoigne d'un chapitre méconnu de notre histoire en montrant le rôle joué par les Noirs américains dans l'événement majeur de notre siècle, la Deuxième Guerre mondiale et la Shoah.

En 183 jours de combats incessants, le premier bataillon blindé de Noirs américains à avoir combattu dans cette guerre a pris les trente villes les plus importantes d'Europe (1). Durant toute la Deuxième Guerre mondiale, la plupart des commandants des armées n'ont eu qu'une faible reconnaissance pour le courage des troupes noires. Ce bataillon a été oublié des rapports d'après-guerre, des archives et des films.

Liberators raconte l'histoire inconnue de ces soldats du 761^e bataillon et de la 183^e section du génie de combat qui ont combattu pour la 3^e armée de Patton et joué un rôle important dans la défaite nazie; l'histoire des soldats noirs américains qui ont participé à la libération des camps de concentration nazis alors qu'ils combattaient déjà pour l'égalité de leurs droits au sein de l'armée et de leur vie quotidienne.

Produit par deux réalisateurs largement reconnus aux Etats-Unis, William Miles et Nina Rosenblum, ***Liberators*** rapporte les témoignages des anciens combattants avec leurs mots et leur émotion.

(1) A lire le texte de Arte, on peut en conclure que le 761^e bataillon a pris Paris, Lyon, Marseille, Anvers, Belgique, Bonn, Cologne, etc. La réalité est plus prosaïque. Dans les textes américains, il est seulement question de *trente grandes villes*. La nuance est d'importance. Non seulement Arte a de mauvais historiens, mais aussi de mauvais traducteurs et un service de presse dont la culture générale est discutable.

L'histoire du film

En 1985, W. Miles lut une lettre de lecteurs dans le *New York Times*. Son auteur, Benjamin Bender, critiquait un article paru dans le journal, racontant que les Russes avaient libéré le camp de Buchenwald, alors que ce fut le fait de bataillons américains. Il apporta des précisions dans ce rappel de la vérité historique.

B. Bender, détenu n° 115713 à Buchenwald, assista, le 11 avril 1945, en début d'après-midi, à l'irruption de tanks du 761^e Bataillon de Blindés de la 3^e Armée du général Patton. (2) 20 000 détenus purent être sauvés. Le 29 avril, 30 000 détenus du camp de Dachau furent libérés par le 183^e Bataillon du Génie de cette III^e Armée US. (3)

Dans sa lettre, B. Bender soulignait que ces Bataillon, fers de lance des offensives de Patton, étaient constitués de Noirs. (4)

Avec B. Bender et E.G. Mc Connell, un ancien du 761^e Bataillon, W. Miles et N. Rosenblum ont renoué les fils de cette histoire.

Au delà de cette évocation en images, les auteurs et témoins ont soulevé deux questions :

— d'une part, la ségrégation contre les Noirs dans l'armée U.S.; au point que les opérations des Bataillons Noirs en 1945 ont pu être "oubliées" très longtemps (le film "Patton" les ignore,
— d'autre part, les relations entre Noirs et Juifs aux Etats-Unis, qui ont connu une détérioration au cours des trois dernières décennies passés.

Des Juifs européens victimes du nazisme et des Noirs américains libérateurs, descendants des esclaves, qui s'étaient retrouvés en 1945 à Buchenwald (5), se sont retrouvés en 1991-1992 pour ce film.

(2) Faux, ce furent des fantassins de la VI^e division blindée. Le président de l'association des anciens combattants du 761^e bataillon a présenté ses excuses à la VI^e DB pour ces allégations mensongères.

(3) Faux. Le camp de Dachau a été libéré par les fantassins indiens du 157^e régiment d'infanterie.

(4) Faux. Destinés principalement à des opérations de relations publiques, ces deux bataillons ne constituèrent pas le fer de lance de l'armée américaine. Autrement, comment expliquer que le 183^e bataillon de génie n'ait eu que trois morts durant toute la guerre (tous dus à des accidents) ?

(5) Faux.

Deux grandes séquences composent le film, dont les parties sont montées en alternance, en ellipses successives.

L'une a été tournée au camp de Buchenwald. Deux anciens soldats noirs libérateurs (6), E.G. Mc Connell et L. Smith, et un Juif ancien détenu, B. Bender, évoquent la libération du camp le 11 avril 1945. Images fortes et symboliques de ces trois hommes qui symbolisent deux communautés ravagées par la barbarie humaine.

L'autre a été tournée à New York où 30 anciens détenus juifs et 40 anciens soldats noirs libérateurs se sont retrouvés. (7) Ils soulignent l'importance du film quand les conflits opposent Noirs et Juifs, quand la ségrégation dans l'Armée oubliait les Noirs de cette histoire.

A New-York

L. Smith était dans le premier char qui renversa les grilles du camp :

"Quand je dis que j'y étais, même mes amis noirs ne me croient pas. Cela n'a jamais été dit pour des raisons qui m'échappent".
(8)

Johnny Stevens, un ancien du bataillon :

"Ce documentaire est un morceau d'histoire que nos mêmes ne trouveront pas dans leur livre d'histoire...Personne savait qu'il y avait des tankistes noirs sur le front occidental. Les médias nous ignoraient. Ce film raconte notre histoire avec nos mots, il donne la preuve que nous étions là-bas". (9)

(6) Faux. McConnell a expressément démenti sa participation à la libération du camp et a interdit l'utilisation de son témoignage si le commentaire du film n'annonçait pas clairement que le 761^e bataillon n'a jamais libéré le camp de Buchenwald.

(7) De toute évidence, les quarante anciens combattants soit sont des affabulateurs, soit confondent Dachau et Buchenwald avec Guns kirchen, ce qui fait beaucoup.

(8) Faux. L'officier qui les commandait au moment des faits a démenti catégoriquement leur présence, soit à Buchenwald soit à Dachau, au moment de la libération de ces deux camps. Dans la meilleure hypothèse leurs souvenirs de Guns kirchen ont été replacés dans ces deux camps. Leur ignorance de la géographie européenne plaide en faveur d'une certaine dose de bonne foi. Ce qui n'est pas le cas des réalisateurs du film, notamment Nina Rosenblum qui prétend que son père était photographe de guerre présent au moment de la libération de Dachau.

Ben Bender :

"Quand je les vus apparaître, ce fut comme une légende. Je n'arrivais pas à comprendre. Ce n'était pas réel... Je les voyais pleurer, prendre soin des blessés et des mourants... Je ne pleurais pas. J'avais 17 ans. A Buchenwald, on ne pleurait pas. Jamais je n'ai vu de larmes dans les yeux d'un détenu". (10)

William Scott, un ancien :

"On nous avait dit qu'il fallait s'attendre à découvrir des atrocités. C'était pire que ce qu'on avait pu me raconter, il fallait voir pour le croire".

A Buchenwald :

Bender, Mc Connell, Smith marchent ensemble, 46 ans après.

Bender parle :

"J'ai vu des soldats noirs, j'ai vu des géants qui entraient dans le camp. Ils se déplaçaient comme des chats. Jamais de ma vie je n'avais vu de Noirs. ils venaient d'une autre planète. Ils pleuraient... des centaines de mourants autour d'eux". Bender se baisse pour ramasser des cendres : " J'ai peut-être des vies humaines dans la main. Des molécules de vie humaine... Un fils, un parent... En arrivant vous avez sauvé la vie de 20 000 détenus... Vous avez planté les graines de l'avenir. C'est votre grande contribution". (11)

(9) Le film *Liberators* a fait un tort considérable à la mémoire des anciens combattants noirs du front occidental. Gail Frey Borden, avocat à Washington, qui a longuement enquêté sur le 761^e bataillon pour en écrire l'histoire, est préoccupé par les suites de cette affaire : « Si vous allez dans la rue interroger les passants au sujet du 761^e bataillon, on risque de vous répondre "C'est pas ces gars qui ont menti quant à leurs faits de guerre ?" Ils ont détruit la réputation de ces hommes. »

(10) Il n'est pas exclu que Bender ait vu des Noirs à Buchenwald, mais il ne s'agit en aucun cas de soldats du 761^e bataillon, mais plutôt d'unités de la logistique américaine.

(11) Il est très improbable que Benjamin Bender ait pu ramasser en plein air à même le sol des cendres provenant de la combustion de corps de détenus. Le vent, la pluie se sont chargés de disperser ce que les équipes alliées n'avaient pas ramassé en 1945. Soit Bender confond la terre et les cendres soit sous-estime la capacité de jugement des téléspectateurs.

Juifs et Noirs aux Etats-Unis

Juifs et Noirs ont été alliés, frères de misère, après le tournant du siècle, pour l'obtention de droits identiques à ceux de la société dominante, blanche et protestante. Quand les immigrants juifs vivaient dans les quartiers pauvres de New York, Chicago, Philadelphie, etc..., la migration des Noirs vers les usines du Nord s'amorçait. Les Juifs, les premiers, firent connaître le jazz qui émanait des ghettos noirs du Sud.

Dans les années 20, beaucoup de Juifs accédèrent aux classes moyennes, devenus commerçants, petits propriétaires, gérants d'immeubles. Clientèle et locataires étaient des Noirs. La crise de 29 creusa les différences. Les luttes des années 50 et 60 pour la conquête des droits civiques et l'égalité pour les Noirs, ont vu les leaders Noirs et représentants (12) Juifs marcher ensemble. Mais, dans les banlieues en déclin, il en allait autrement, la population noire déshéritée identifiait sans détour Juifs et Blancs.

L'été 1964, des boutiques et des immeubles tenus par des Juifs à Harlem, à Philadelphie, furent pillés et détruits par de jeunes Noirs. Ce fut un séisme qui ouvrit un fossé.

James Baldwin écrivait en 1966 : *"Toute société doit avoir un bouc émissaire... La Géorgie a les Noirs et Harlem a les Juifs"*.

Le 28 septembre 1967, adressant une lettre à Morris B. Abram, Pdt du Ctd des Juifs américains, le pasteur noir Martin Luther King disait : "Un grand nombre de ghettos noirs étaient autrefois des quartiers juifs. Quelques boutiquiers et propriétaires restent alors que la population change... Ce serait une erreur tragique et immorale d'identifier l'ensemble des Noirs avec ceux qui succombent aux slogans bon marché et malhonnêtes, tout comme ce serait une grave erreur d'identifier tous les Juifs avec les quelques uns qui exploitent commercialement les Noirs."

La volonté, la plus récente, de dirigeants nationalistes noirs, d'identification à l'islam, a conféré un autre sens à ces conflits. Certains Etats islamiques ont cru trouver là une occa-

(12) De toute évidence il s'agit pas de représentants de commerce, mais d'une nouvelle erreur de traduction des spécialistes d'Arte.

sion de dégager un groupe de pression politique à leur avantage aux Etats-Unis. Parmi les leaders extrémistes noirs, l'un d'entre eux, Farakan, déclara qu'Hitler était un grand homme (Hitler écrivit en d'autres temps que les Juifs africanisaient l'Europe!). Le conflit actuel au Proche-Orient n'est pas étranger à ces dérives. (13)

Cet arrière plan motiva les auteurs et les témoins qui ont conçu leur film comme une dénonciation du racisme.

Gérard de Verbizier

Les auteurs et la production du film

Le réalisateur, William Miles, un Américain noir, la productrice, Nina Rosenblum, une Américainne juive, ont conçu ensemble ce film.

William Miles a produit et réalisé de nombreux documentaires, diffusés à la télévision. Il a été primé pour *I remember Harlem* et *Blacks in the Military*. Il a consacré sa vie à étudier l'histoire, la culture et les expériences des Africains d'Amérique dès leur arrivée en Amérique au XVI^e siècle (décrites dans son film *J.R. Harlem*) (14); à leurs expériences en tant qu'Astronautes et scientifiques (décrit dans son film *Black Stars in Orbit*).

Pendant trois années, il a fait des recherches pour son documentaire *I Remember Harlem*, qui retrace en quatre heures les 350 ans de la vie de Harlem, évoquant par des photos et des actualités filmées rares, voire inédites, l'une des communautés noires américaines les plus "explosives"

Nina Rosenblum est productrice, réalisatrice et écrivain. Elle a réalisé *America and Lewis Hine*, sur un photographe de l'immigration du début du siècle et *Through the Wire* sur les droits de l'homme dans les prisons U.S.

Ses films ont été présentés dans les plus importants festivals internationaux, dont Berlin en 1984 et 1990, Londres, New

(13) Hitler n'était pas hostile aux musulmans dont de nombreux volontaires s'engagèrent dans la Waffen-SS.

(14) Lire plutôt *I Remember Harlem*.

York, Nyons, Montréal et elle a remporté plusieurs prix dont celui de l'International Documentary Association.

Walter Rosenblum, père de Nina a filmé en 1945, la libération du camp de Dachau. (15)

Channel 13WNET à New York, la WDR allemande, Channel 4 à Londres, la SBS australienne, ont participé au financement du film.

Quelques chiffres

5,7 millions de juifs de toutes nationalités ont été exterminés dans les camps de concentration nazis

250 à 500 000 gitans

2,2 à 3,3 millions de Soviétiques

2 500 à 10 000 témoins de Jéhovah ont été arrêtés

200 à 250 000 handicapés

5 000 à 10 000 homosexuels ont été arrêtés, 2 200 ont été tués, la plupart ont été castrés ou rendus stériles.

Lutter contre le racisme et le révisionnisme

William Miles (réalisateur de *Liberators*) :

"...Il y a ceux qui disent que l'Holocauste n'a jamais existé, Mc Connell, Mc Burney, et Mc Neil sont témoins de ce qui s'est passé dans les camps de Buchenwald et de Dachau. (16)

Si nous ne montrons pas ces moments de l'histoire, tous ces hommes et événements vont disparaître et les générations futures n'auront aucune trace de ceux qui étaient là-bas et de ceux qui ont été responsables de cette libération.

(15) Le nom de Walter Rosenblum n'apparaît pas dans le crédit des quelques photographies qui existent de la libération du camp de Dachau et qui figurent dans le cahier d'illustrations de ce numéro. Nina Rosenblum n'est pas à un mensonge près. Son père, si jamais il est allé à Dachau, il a dû le faire plusieurs jours après sa libération.

(16) En tentant de lutter contre le révisionnisme en remettant en service la légende des chambres à gaz homicides de Dachau non seulement W. Miles porte atteinte au respect de la vérité dû à l'Holocauste, mais il apporte du grain facile à moudre au moulin des révisionnistes.

Pourtant, sur les lieux du camp de Buchenwald, un mémorial national a été édifié, mais celui-ci ne mentionne pas les causes des exterminations et nie la libération des camps de Buchenwald par les E.-U. (17)

Avant les témoignages des anciens combattants dans *Liberators*, vous ignorez l'histoire du 761^e Bataillon, et son intervention dans les camps." (18)

Nina Rosenblum (réalisatrice de *Liberators*) :

"... Nous combattons le racisme. Notre but est de venir ensemble témoigner des expériences similaires des Noirs et des Juifs dans les années 40 et de nos jours..."

Walter Rosenblum (photographe de guerre) :

"Les Allemands ne nous auraient jamais rien dit. Ils n'iaient toujours l'existence de ces camps. (19)

A l'intérieur des wagons, j'ai vu des corps décharnés, entassés jusqu'au plafond; quarante wagons pleins de cadavres."

Léon Bass (un soldat noir) :

"Le racisme a engendré les camps de Buchenwald; je savais que je devais faire quelque chose. Mais le mal est encore là."

Un ancien combattant noir :

"Je pense qu'il y a deux armées, une noire et une blanche. J'ai vu des soldats allemands libres, alors que nous, soldats noirs... Nous portions le même uniforme, mais nous, les noirs, nous étions exclus."

(17) Il est douteux qu'une stèle à Buchenwald nie la libération du camp par les Américains.

(18) William Miles ment en toute connaissance de cause. Il est bien placé pour savoir que jamais le 761^e bataillon n'a joué le moindre rôle dans la libération du camp. Il est douloureux de voir jusqu'à quelles limites la pression psychologique et l'appât du gain peuvent mener un homme sincèrement épris de l'histoire de son peuple.

(19) Les Allemands n'iaient tant et si bien l'existence des camps que la Croix Rouge les visitait régulièrement.

Un autre ancien combattant :

"Nous ressentions un très fort sentiment de haine car nous étions envoyés pour construire une démocratie, pour que le mot liberté devienne réalité, alors que cela n'existait pas pour nous!"

Elie Wiesel (ex-déporté et écrivain) :

"Le plus grand moment de ma vie a été le jour où les Américains sont arrivés... Je me souviendrai toujours avec émotion d'un grand soldat noir. Il pleurait comme un enfant... avec des larmes évoquant toute la souffrance et la colère du monde. Chacun de ceux qui étaient présents ce jour-là éprouvera toujours un sentiment de gratitude vis-à-vis des soldats noirs américains."

Fin du dossier de presse préparé par Arte à l'attention des média pour annoncer la diffusion du film Liberators.

Faut-il jeter le bébé avec l'eau du bain ?

Faut-il vouer Arte aux gémonies parce que cette chaîne manque de courage intellectuel dans son traitement de l'histoire contemporaine ? Faut-il condamner sans appel *Liberators* ?

En dépit de ses défauts, qui sont nombreux, Arte est irremplaçable. Elle permet au plus grand nombre d'avoir accès à des programmes de qualité qu'il serait impensable de trouver dans des chaînes dites généralistes. La soirée du jeudi 29 juillet dernier est exemplaire de ce que peut proposer une télévision de qualité. Arte nous a offert une soirée thématique intitulée *Champs de bataille, Champs d'honneur ?*, illustrée par un film britannique inégalé à ce jour, *Culloden*, retraçant la bataille qui mit fin à l'indépendance de l'Écosse, puis un document sur Verdun-1916 et, pour finir, un documentaire sur le mythe de Stalingrad. Nous sommes sévères à l'égard de la faute commise par Arte avec le film *Liberators* car cette chaîne nous tient à cœur.

Après notre long article consacré à l'imposture de *Liberators*, peut-on quand même sauver le film ? Avec quelques

modifications minimales, dans l'esprit de celles proposées par l'American Jewish Committee, ce film mérite d'être vu.

La racisme implicite de Liberators

Il est frappant de constater que l'accent de la promotion du film est mis sur la partie finale de celui-ci, les dernières semaines de la guerre en Europe (le communiqué de presse de Arte est éclairant à ce sujet). Le message implicite (dont les connotations racistes rappellent les propos de Nina Rosenblum à ce sujet) est que les Noirs ne deviennent intéressants qu'à mesure qu'ils se rapprochent des camps de concentration.

Or, la plus grande partie de ce film raconte tout autre chose. Elle fait le point sur le racisme institutionnel de l'armée américaine et sur les difficultés qu'ont rencontrées les Noirs pour se faire une place. La tragédie des soldats noirs est bien décrite. Le racisme pesant du sud des Etats-Unis est bien rendu. Le départ pour la guerre puis le début des combats est passionnant. La partie du film consacrée aux camps est relativement minime. Il suffirait de couper la reconstitution bidon à Buchenwald réunissant Benjamin Bender, E.G. McConnell et L. Smith, et retirer du commentaire les références au rôle libérateur du 761^e bataillon ainsi que les propos concernant les pseudo chambres à gaz homicides de Dachau.

Un film qui s'inscrit dans les rapports difficiles entre les communautés juive et noire

Ce film a souffert d'avoir été réalisé dans une optique de politique intérieure américaine. Les Noirs ont beaucoup développé depuis vingt ans un antisémitisme assez paradoxal dans la mesure où de nombreux juifs ont apporté un soutien important à la cause noire. Certains responsables noirs cautionnent des études hostiles aux juifs très largement diffusées dans la communauté noire. La plus connue est celle qui tente d'attribuer un rôle majeur aux juifs dans le commerce des esclaves entre l'Afrique et l'Amérique du Nord.

Pour désamorcer l'hostilité croissante des Noirs à leur égard, la communauté juive poursuit avec persévérance des efforts de dialogue le plus souvent sans résultat. L'arme majeure à sa disposition est matérielle dans la mesure où les organisations juives jouent un rôle important dans le financement des

campagnes électorales des représentants, des sénateurs et des candidats à la magistrature suprême. Le revirement de Jesse Jackson ne s'explique pas autrement.

Par ailleurs, la communauté juive aux Etats-Unis conduit une politique de mise en valeur de l'holocauste afin de conforter le soutien du pays à Israël et conforter sa propre position au sein de la société américaine. La construction du musée de l'Holocauste à Washington témoigne de cette politique.

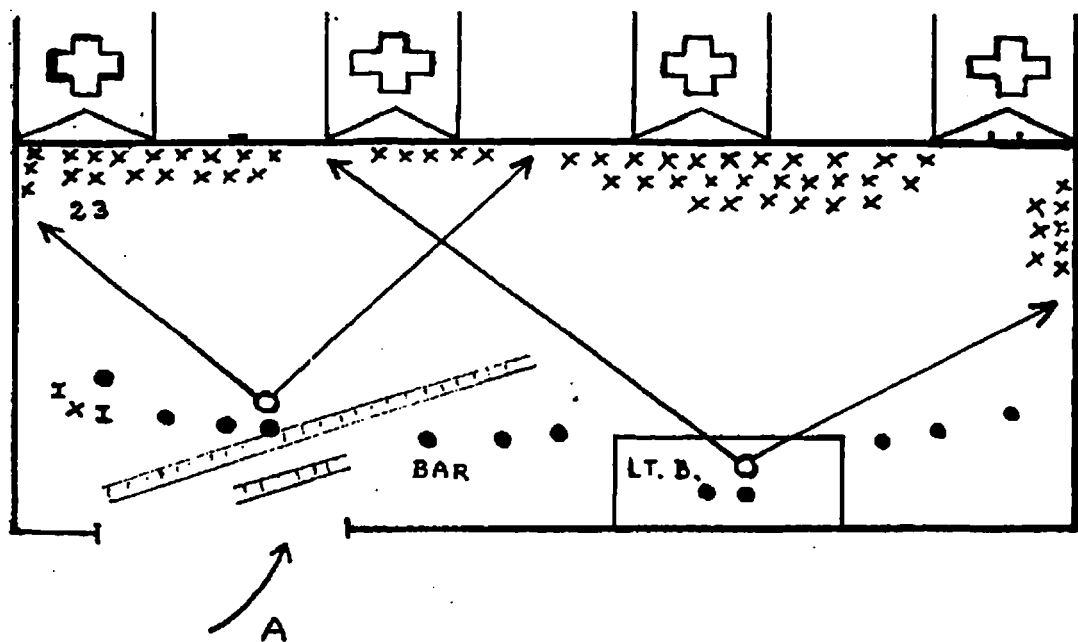
Les choix de la communauté juive américaine la conduisent à radicaliser ses attitudes. En premier lieu, elle poursuit son soutien aux politiques en faveur des minorités, principalement les Noirs. En second lieu, elle déclare une guerre sans merci aux petits groupes de révisionnistes qui existent dans le pays.

Cet appui ferme et constant aux intérêts noirs est actuellement bien mal payé en retour. Les incidents se multiplient entre les communautés. Dans le discours des Noirs se dévoile un antisémitisme larvé qu'il serait inimaginable de rencontrer chez des blancs. Eva Nelson, étudiante en études afro-américaines à Harvard, citée dans un récent ouvrage de Dinesh D'Souza (24) : « Les Noirs et d'autres groupes ethniques sont juxtaposés, C'est très insultant. Quand vous voyez que les autres groupes ont fait mieux, la conclusion est que nous n'avons rien fait, donc nous sommes inférieurs. A propos, s'il y a quelque chose que je déteste, c'est quand les juifs commencent à se comparer à nous. L'autre jour j'ai entendu une remarque très offensante, comme quoi les juifs essaient bien plus que les Noirs de s'en sortir tout seuls. »

L'avenir des rapports entre les juifs et les Noirs aux Etats-Unis est inséparable de l'évolution de ce pays vers une société où l'antagonisme racial semble s'exacerber d'année en année. *Liberators* n'a été qu'une étape sur ce pénible chemin de croix.

Pour en savoir plus, nous vous conseillons la lecture de l'article de Mark Weber « *Liberators, film and book fraud* », paru dans le numéro 3 du *Journal of Historical Review* et le mensuel *New York Guardian* dans son édition de décembre 1992.

(24) *L'éducation contre les libertés*, Gallimard, Paris, 1993, p. 315.



*Schéma représentant le lieu du massacre
des 346 prisonniers allemands par les hommes
du lieutenant Bushyhead.*

● – Soldats américains. ○ – Mitrailleuses.

*BAR – Fusil mitrailleur Browning. x – soldats allemands
abattus, chaque croix représente environ six hommes.*

Lt.B. – lieutenant Bushyhead.

I – détenus.

A – trajet d'Howard A. Buechner.

LA VÉRITABLE LIBÉRATION DE DACHAU

**SELON LES SOUVENIRS DU COLONEL HOWARD A. BUECHNER
DU MEDICAL CORPS A.U.S. (RET.)**

André Chelain

Nous allons présenter très brièvement l'histoire de la libération du camp de concentration de Dachau, un lieu de sinistre mémoire qui vit périr tant de personnes détenues par les autorités allemandes. Cette libération est intéressante car elle fut accompagnée d'un des rares crimes de guerre américains bien documentés. En effet, s'il est commun que les vaincus aient à répondre de leurs forfaits, les vainqueurs oblitèrent avec célérité le souvenir des leurs.

La 45th Division, également connue sous le nom de Thunderbird Division, a fait beaucoup plus durant la Seconde Guerre mondiale que libérer le camp de Dachau. Cette unité est restée en ligne durant 511 jours, plus que toute autre unité durant la guerre. Ses soldats ont reçu 8 médailles d'honneur du Congrès, 77 croix des services distingués, 81 légions du mérite, 1100 étoiles d'argent et 2619 étoiles de bronze sans compter un grand nombre de décorations étrangères. Le prix à payer pour cette bravoure fut élevé : 62 641 pertes (morts et blessés).

Parmi les hommes de la 45th Division, ont été mobilisés 1 500 indiens du sud-ouest des Etats-Unis. En raison de la forte présence autochtone dans cette unité, l'emblème divisionnaire

fut à l'origine une croix gammée, motif indien traditionnel. Après le retour au service actif de la division le 31 août 1940, cette croix gammée est remplacée par un oiseau stylisé afin de ménager les susceptibilités de la communauté juive américaine. Les autorités militaires choisissent pour nouvel insigne un oiseau stylisé. La 45th Division part ainsi au combat portant sur la manche un « Thunderbird » qui donne son surnom à la division. Les Allemands à leur tour la baptisent « la division faucon ».

Au cours de son avance en Europe, la 45th Division fait preuve de brillantes qualités militaires. Sa conduite au feu sur la tête de pont d'Anzio inspira le commentaire suivant au maréchal Kesselring : « La 45th Division est une des deux meilleures divisions que je connaisse ». Le général Alexander Patch, le commandant de la 7^e Armée disait d'elle : « La meilleure division de l'U.S. Army ». Pleins d'imagination, les « Thunderbirds » se distinguent également en créant le premier journal militaire sur le sol européen et l'« Anzio Derby », la première course de chevaux dans la zone de front.

Une fois arrivés sur le sol allemand, les combats ne se terminent pas pour autant. Les soldats du Reich se battent avec l'énergie du désespoir. Le 18 mars, la 45th Division atteignent la ligne Siegfried. Le 26 mars à 16 h, les premiers « Thunderbirds » franchissent le Rhin à 9 km au nord de Worms. En poursuivant leur avance, ils arrivent à Aschaffenburg où se trouve un dépôt de liqueurs de la Wehrmacht dont la mise à sac permet l'invention du célèbre cocktail « 157th Zombie » (1/4 cognac, 1/4 cointreau, 1/4 bénédictine et un dernier quart de n'importe quoi d'autre).

Ce qui était inattendu fut le baroud d'honneur de von Lambert, l'officier allemand commandant la place qui prit la décision de résister jusqu'au dernier moment. En mobilisant les énergies, en exécutant les défaitistes, en appelant sous les armes tous ceux en mesure d'en porter, il arrêta l'avance américaine durant sept jours au prix de 1 600 morts. Mais, cette héroïque et inutile résistance, n'empêcha pas la 45th Division d'entrer à Nuremberg le 20 avril 1945.

Poursuivant son avance en direction de Munich, les « Tunderbirds » arrivent le 28 avril au petit village de Gross Inzemoos, à quelques kilomètres seulement de la jolie ville de

Dachau. Aucun soldat ne se doute que l'état major du 157^e régiment de la 45th Division vient de recevoir le message suivant : « Demain, le camp de concentration de Dachau se trouvera dans votre zone d'action. Lors de sa capture, rien ne doit être dérangé. Des commissions internationales vont se déplacer pour enquêter sur place après la cessation des combats. »

Une découverte macabre

Le lendemain matin, Felix L. Sparks, lieutenant-colonel commandant le 3^e bataillon du 157^e régiment de la 45^e division d'infanterie américaine, reçoit l'ordre de se diriger vers le camp de concentration de Dachau. Tous ses moyens étant mobilisés par l'attaque en direction de Munich, Sparks donne l'ordre à sa compagnie de réserve de faire mouvement vers Dachau. En compagnie d'un observateur du 158^e régiment d'artillerie de campagne et d'une section de mitrailleuses d'une autre compagnie de son régiment, Sparks prend la tête de la colonne américaine.

Les soldats découvrent horrifiés à proximité du camp une quarantaine de wagons à bestiaux remplis de cadavres de détenus, visiblement des victimes d'une épidémie de typhus. Après une fouille minutieuse, les soldats trouveront un détenu encore en vie (il émigrera plus tard aux Etats-Unis et deviendra capitaine de l'armée américaine).

Le portail de l'entrée du camp est fermé. Les éclaireurs américains franchissent le mur d'enceinte de brique tout en réduisant au silence les gardes encore présents. Les « Tunderbirds » sont choqués par la vision des cadavres de typhiques abandonnés dans l'enceinte extérieure du camp. Il faut à Sparks une trentaine de minutes pour rétablir la discipline parmi ses hommes sous le coup d'une intense émotion.

Se rendant compte de l'arrivée des Américains, les détenus sont sortis de leurs baraques et se pressent contre les enceintes. De sanglants règlements de comptes ont lieu : des détenus suspects d'être des informateurs sont lynchés. Sparks informe les détenus qu'ils ne seront pas libérés immédiatement mais qu'ils recevront rapidement de la nourriture et des soins médicaux. Pour éviter tout incident, des sentinelles américaines sont postées à l'entrée de l'enceinte intérieure. D'autres « Tunderbirds » récupèrent environ deux cents gardes allemands du camp. En

fin de journée, les libérateurs du camp sont relevés par une unité de la 42th Division.

Voici en quelques lignes, la version officielle de la libération du camp. Mais il n'est jamais question du crime de guerre commis à Dachau et qui nous est rapporté par un témoin oculaire, Howard A. Buechner.

Le bras armé de la vengeance

Un des officiers de la 45th Division, le lieutenant Bushyhead, un indien cherokee, s'est trouvé seul à la tête de la garde des prisonniers allemands. Il prend la décision de les tuer sans autre forme de procès. Sans ordres de ses supérieurs et sans non plus les informer des ses intentions, il fait aligner ses 346 prisonniers le long d'un mur et ordonne leur exécution immédiate à l'aide d'une mitrailleuse de calibre 30.

Arrivé sur le lieu des meurtres par hasard, le médecin militaire Howard A. Buechner raconte : « Je me suis approché en direction des tirs. Avancant prudemment, je découvre une scène incroyable. Le lieutenant Bushyhead se tenait debout sur le toit d'un petit bâtiment. Derrière lui, un ou plusieurs soldats servaient une mitrailleuse de calibre 30. Devant eux, un long et haut mur de briques et ciment. A la base de ce mur, une rangée de soldats allemands, quelques uns morts, d'autres mourants, d'autres, peut-être, feignant la mort. Trois ou quatre détenus du camp, remontaient la ligne des 346 corps et tiraient un balle de calibre 45 dans la tête de chaque prisonnier. Ces détenus avaient été libérés par les éclaireurs de la compagnie I. [...] Je me suis approché de Bushyhead et lui ai demandé "Jack, pourquoi as-tu fait cela ?" Il se tourna vers moi avec un regard vide, peut-être étonné par ma question. Il n'y eu pas de réponse immédiate. Finalement, il me dit à voix basse : "Doc, avez-vous vu le crématorium ? Avez-vous vu les chambres à gaz ? Avez-vous vu les wagons ? Avez-vous vu les détenus ?" »

Cet officier américain d'origine indienne ne sera jamais inquiété pour ce qui reste à ce jour un des pires crimes de guerre de l'armée américaine et des rares à être aussi bien documenté.

***Chronologie du jour de la libération
du camp de Dachau, le 29 avril 1945.***

- 7 h 30 Le 3^e bataillon, appartenant à la Task Force Love, quitte Gross Inzemoos avec trois compagnies de fantassins avec un soutien de chars.
- 8 h 30 Des tireurs isolés allemands sont éliminés, mais l'avance est arrêtée par la destruction d'un pont près d'Ampermocking, à environ 6 km de la ville de Dachau.
- 9 h 30 Un autre point de passage est trouvé. Les chars du 101st Tank Battalion font leur entrée dans la ville de Dachau.
- 10 h 00 Deux compagnies de fantassins (K et L) du 3rd Battalion sont envoyées en direction de Munich. La compagnie I est gardée en réserve.
- 10 h 15 L'ordre de capturer le camp de concentration près de Dachau est reçu.
- 10 h 30 La compagnie I et des éléments de la compagnie M sont envoyés en direction du camp de concentration. Les chars sont bloqués par la destruction d'un pont au dessus de la rivière Amper (détruit alors que les chars ne se trouvaient qu'à quelques mètres, tuant des soldats allemands qui n'avaient pas traversé à temps).
- 10 h 45 1st Lt. L.R. Stewart et le 1st Sgt. Robert Wilson de la compagnie L trouvent un passage défendu par une mitrailleuse isolée qui ne tarde pas à se retirer. La compagnie I traverse la rivière. Les chars et la compagnie L restent en arrière pour garder la ville de Dachau et poursuivre l'avance en direction de Munich.
- 10 h 55 Des éclaireurs s'approchent du camp et essuient le tir de l'ennemi.

- 11 h 00 Des éléments avancés de la compagnie I entrent dans l'enceinte extérieure du camp après avoir examiné des wagons remplis de cadavres de typhiques.
- 11 h 20 Les soldats américains atteignent l'enceinte intérieure dans laquelle se trouvent les détenus. Ils découvrent le crématorium et la chambre à gaz. Des cadavres gisent partout. Le chaos est total. 122 gardes sont tués par des soldats américains. Des détenus s'échappent de l'enceinte intérieure. 40 gardes sont tués par les détenus. 358 autres gardes sont faits prisonniers.
- 12 h 00 Fin de toute résistance. L'ordre est restauré.
- 12 h 50 Le colonel Sparks rend compte de la situation au quartier général.
- 14 h 35 Le lieutenant Buechner arrive à l'extérieur du camp.
- 14 h 45 Le lieutenant Bushyhead fusille 346 prisonniers allemands.
- 14 h 47 Le lieutenant Buechener arrive sur les lieux du massacre.
- 14 h 53 L'élimination de la garnison du camp est terminée.
- 15 h 15 Le colonel Sparks et le général Frederick font une visite du camp.
- 18 h 00 Des éléments du 1st Battalion (C Company) et une section de la compagnie L arrivent pour renforcer les troupes sur place. La journée de la libération est terminée.

BREVES

Les documents du KGB révèlent que Churchill voulait la guerre

Historien spécialisé en histoire contemporaine, journaliste, le Britannique John Costello nous réserve sans cesse de bonnes surprises. Ces dernières années, il a découvert le secret du torpillage du paquebot *Lusitania*, mis en scène par Churchill au cours de la Première Guerre mondiale. Costello a ensuite pu prouver que le Premier ministre britannique savait à l'avance que les Japonais allaient attaquer Pearl Harbour.

Il a poursuivi ses recherches et pense aujourd'hui que « sans Churchill, la Seconde Guerre mondiale se serait terminée dans la première quinzaine de juin 1941. Mais ce Premier ministre de temps de guerre ne voulait pas la paix. Dans une lettre à sa femme n'écrit-il pas, à cette époque : "Tous sont consternés parce que c'est la guerre ; il n'y a que moi qui m'en réjouisse" ».

Le chercheur John Costello a vu ses thèses confirmées depuis que l'ancien service secret soviétique, le KGB, a divulgué certains documents qu'il détenait. D'après ces documents, Rudolf Hess, représentant du Führer qui s'est envolé pour l'Écosse en mai 1941 afin d'entamer des négociations de paix avec le gouvernement britannique n'était pas fou et n'a pas agi isolément. A la lumière des dossiers du KGB, ce vol constitue une dernière tentative désespérée du gouvernement du Reich pour parvenir à un accord avec les puissances occidentales, afin de rassembler les forces allemandes pour faire face aux Soviétiques qui dirigeaient leur potentiel contre l'Europe.

Hitler a donc su que Hess partait en avion. Mais après l'échec de cette mission et la détention de Hess malgré son sta-

tut de parlementaire, son action devait, immanquablement, être dénoncée par le gouvernement du Reich comme celle d'un « dément ». Hess était conscient de ce risque.

Les historiens « officiels » ne se sont pas encore prononcés sur ses documents du KGB relatifs au cas Hess.

Washington introduit de la fausse monnaie en Irak

Les Etats-Unis ont introduit de la fausse monnaie irakienne en Irak, afin de déstabiliser l'économie du pays. Le *New York Times* a publié un article sur cette question. Un certain Mansfield, porte-parole de la CIA, le service secret américain, n'a pas voulu prendre position face aux questions de la presse. D'après le *Bagdad Observer*, un quotidien irakien inspiré par les instances du pouvoir, des hélicoptères américains auraient lancé des liasses de faux billets irakiens dans les régions marécageuses au sud de Basra, à Mandali et à Al-Tip dans la province de Maysan. Le 6 mai de cette année, le représentant irakien auprès des Nations Unies, Al-Anbari, a remis à New York une lettre adressée à l'ONU, où son pays accuse les Etats-Unis de « saboter l'économie irakienne avec l'aide de l'Iran et de l'Arabie Saoudite ». Cette lettre a été ensuite publiée dans les journaux irakiens. Elle signale également que les Etats-Unis introduisent de la fausse monnaie irakienne en Irak via l'Iran et la Turquie. Des diplomates occidentaux en poste à Amman en Jordanie et dans la capitale iranienne confirme ces affirmations de la presse irakienne.

Un diplomate en poste à Ankara a déclaré aux journaux irakiens: « Nous savons cela depuis un certain temps. Le résultat de cette opération, c'est que le taux d'inflation irakien augmente considérablement ».

Le gouvernement irakien n'a plus le droit, comme auparavant, de faire imprimer son papier-monnaie en Grande-Bretagne, vu les sanctions de l'ONU qui le frappe depuis la Guerre du Golfe. Les faux-monnayeurs irakiens peuvent désormais très facilement imprimer eux-mêmes de faux billets. Les faux billets qui sont en circulation sont surtout des coupures de 25 et de 50 dinars. La population irakienne thésaurise surtout les petites coupures parce qu'il n'en existe pas encore de fausses, du moins jusqu'ici. Une citoyenne allemande, revenue

récemment de Bagdad, après y avoir séjourné pendant plusieurs mois, a raconté à la presse que la plupart des commerçants irakiens disposent de lampes spéciales permettant de détecter les faux billets.

Vu la très grande quantité de faux billets qui sont aujourd'hui en circulation, la valeur du papier-monnaie en Irak fond comme neige au soleil. La cours officiel est de 3 dollars américains pour un dinar irakien mais les spéculateurs du marché noir offrent déjà 21 dinars pour un dollar ! Le gouvernement tente d'endiguer le flot de fausse monnaie en menaçant les trafiquants et les faux monnayeurs des pires sanctions. Toute personne prise à trafiquer ou à introduire en contrebande de la fausse monnaie est passible de la prison à perpétuité ou de la peine de mort. La monnaie irakienne n'est couverte ni par des réserves d'or ni par des réserves de devises dont la banque nationale serait la dépositaire, parce que le gouvernement entend réserver ces atouts exclusivement pour l'importation de denrées nécessaires.

Israël très actif dans les républiques musulmanes de la CEI

La presse internationale parle beaucoup de la rivalité entre Turcs et Iraniens dans les républiques musulmanes ex-soviétiques d'Asie Centrale. Mais reste très discrète sur les efforts israéliens, pourtant très intenses, dans cette région, désormais ouverte au commerce internationale.

L'objectif des Israéliens : ouvrir rapidement des relations diplomatiques et économiques avec les républiques musulmanes de la CEI (à l'exception du Turkmenistan jusqu'ici) et empêcher que celles-ci ne basculent dans le camp anti-israélien. En pratiquant cette politique, les Israéliens jouent gros : ils investissent aujourd'hui dans des pays dont les gouvernements sont séculiers, dirigés par d'anciens communistes ou par des nationalistes laïques mais qui sait si demain le pouvoir ne sera pas aux mains des fondamentalistes musulmans ? Dans ce cas la mise israélienne sera définitivement perdue.

Selon des sources diplomatiques sérieuses, ce serait David Kimche, ancien Secrétaire d'Etat au ministère israélien des affaires étrangères, qui assurerait la direction de cette « Opération Asie Centrale ». Kimche est celui qui, pendant des années, a organisé les contacts semi-secrets avec la Chine.

Le Kazakhstan est la cible principale des efforts israéliens. Rien qu'au cours des derniers mois, 18 représentants de firmes israéliennes ont fait le voyage jusqu'à Alma Ata. Les Israéliens procèdent d'une façon très différente que les Occidentaux. Les premiers contrats sont signés après des négociations d'une durée de quelques jours à peine. La résolution des difficultés concrètes, comme le transport, les communications, etc., est toujours postposée à une date ultérieure.

Les activités économiques des Israéliens se concentrent surtout sur l'agriculture, les techniques modernes d'irrigation et la transformation industrielle des produits agricoles. Sur le plan des techniques de communication ou sur celui de l'organisation économique, Israël est largement en avance par rapport aux entreprises européennes et américaines.

Hémorragie de membres au parti socialiste allemand

Le porte-parole officiel de la SPD allemande à l'échelon fédéral, Blessing, l'a avoué: le nombre des membres de son parti recule de façon dramatique et met en danger, à moyen terme, le colosse qu'est l'appareil socialiste allemand qui risque bientôt de ne plus être un parti largement financé par ses adhérents.

En 1991, la SPD, dans les Länder de l'Ouest, a perdu quelque 50.000 membres. Parmi ces 50.000 démissionnaires, on en compte 15.000 qui ont quitté le parti parce qu'ils protestaient contre la « contribution de solidarité » levée sur leur cotisation en faveur de la SPD est-allemande, qui doit être réorganisée et dégagée de son inféodation à l'ancien cartel des gauches (la SED) qui gouvernait la RDA. La SPD compterait actuellement, après l'hémorragie de ses derniers mois, 892.000 membres.

Mais ce qui préoccupe surtout les camarades permanents du parti, et leur donne de solides angoisses, c'est l'âge des membres. 5% seulement des membres du parti sont âgés de moins de 25 ans. 25%, en revanche, sont des retraités. Les ouvriers représentent 25% des membres. 40% des sociaux-démocrates encartés de RFA sont des employés.

Un parti de vieux ? Normal, pour un parti qui professe toujours une idéologie du XIX^e siècle. Et les jeunes, pour qui votent-ils ? Chez qui achètent-ils une carte ? Quels sont les partis qui ont un large pourcentage de jeunes ? Nous connaissons la

réponse. Et nous comprenons pourquoi elle angoisse les apparatchiks.

Béatification

Le pape Jean-Paul II va béatifier Mary Mac Killop, une religieuse australienne qui fut une des fondatrices de l'ordre des sœurs de saint Joseph. Cette religieuse poursuivait sa vocation missionnaire en faveur des couches les plus déshéritées du pays avec tant d'énergie qu'elle fut excommuniée pour quelque temps en 1871 suite à son refus d'adopter un mode de vie plus conservateur. En 1961, un enfant australien malade de leucémie fut guéri après avoir invoqué l'intercession de la religieuse. Ce miracle a rendu possible sa béatification. Pour la sanctification, il faut attendre le miracle suivant.

Sang bleu

Avec la coopération de la famille royale britannique, les chercheurs ont soulevé un pan du voile qui recouvre les circonstances de la mort de la famille impériale russe en juillet 1918. Les ossements découverts dans l'Oural en 1991 ont été identifiés par des médecins légistes britanniques comme étant ceux du Tsar Nicolas II, de son épouse et de trois de leurs quatre filles. Afin de pouvoir les identifier avec certitude, de l'ADN a été extrait des ossements et comparé avec celui de parents vivants de la famille impériale dont le prince Philippe d'Edinbourg. En revanche, le sort du prince héritier et celui de la fille manquante demeurent incertains.

Problèmes d'archives

Depuis que le roi Philippe II d'Espagne eut l'idée d'organiser la conservation systématique des archives de l'Etat, la tâche des archivistes semblait simple : conserver dans le meilleur état possible des tonnes et des tonnes de vieux papiers. Au XIX^e siècle, sont apparues les photographies puis, au siècle suivant, les archives sonores, les films et pour finir, la vidéo. Les deux derniers supports présentent l'inconvénient de vieillir très mal. Les mésaventures de l'université de Princeton illustrent ce phénomène bien inquiétant.

Dans les caves de cette prestigieuse université américaine se trouvent des kilomètres de bandes vidéo tournées durant la campagne de George McGovern, le candidat démocrate à la présidence en 1972. Ces images sont un trésor potentiel pour les historiens.

Malheureusement, ces documents historiques sont enregistrés sur un support qui appartient désormais lui aussi à l'histoire : les bandes vidéo de 51 mm (two-inch). Les archivistes se sont rendu compte avec horreur qu'ils ne disposaient d'aucune machine capable de lire ces bandes et encore moins de les recopier sur un support plus moderne et plus durable.

Ce petit exemple illustre un des paradoxes de notre époque où l'information est reine. Diffuser l'information est aisé. La conserver est une tâche qui se complexifie de jour en jour. Comment conserver des données informatiques ? Comment archiver et mettre à l'abri les films produits par les journalistes de télévision ou les millions de photographies prises par les agences chaque mois ?

Alors que les archives papier peuvent, dans de bonnes conditions, durer des siècles, les disquettes informatiques, les cassettes audio et les enregistrements vidéo ont une durée de vie maximale de vingt ans. Dans ces conditions, la conservation veut aussi dire le transfert des informations vers un support inaltérable.

Le problème de la conservation ne se limite pas à celui du support matériel, mais aussi à celui du contenu. Lorsqu'il s'agit d'archives de texte dans un format de base tel le code ASCII, il n'y a pas de difficultés à les lire. En revanche, s'il s'agit d'un programme complexe comme celui qui permet d'interpréter les résultats d'un recensement, si le code d'accès aux informations est perdu, les archives perdent toute signification. D'ores et déjà des années entières d'archives statistiques des grands pays sont devenues inutilisables.

Si rien n'est fait pour remédier à cette situation, les historiens du futur auront moins de mal à lire les archives des siècles passés que celles du XX^e siècle.

Décès

Bruce Teichholz, 79 ans, responsable de la résistance juive en Pologne vient de mourir à New York. Après s'être enfui de sa ville natale de Lvov en 1942, il devint un véritable héros pour la résistance juive et fut activement recherché par la police allemande. Son action a permis de sauver des milliers de juifs hongrois et polonais durant la guerre. Chassé de Pologne par la montée de l'antisémitisme, il s'installa aux Etats-Unis où il devint promoteur immobilier.

Le colonel Michel Hollard, 96 ans, un des créateurs du réseau AGIR, est décédé en juillet. Il fut titulaire des croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, de la rosette de la résistance et du DSO britannique. Après avoir pris contact avec l'ambassade anglaise à Berne, Michel Hollard a développé une intense activité d'espionnage au service des Britanniques durant la Seconde Guerre mondiale. En 1943, son réseau découvre en Normandie les rampes de lancement des V1 et fournit à la RAF les informations nécessaires à leur bombardement. Le contre-espionnage allemand ne reste pas inactif et l'interpelle en février 1944. Les Allemands le déportent au camp de Neuengamme d'où il est libéré par l'avance alliée. Deux livres ont retracé ses exploits au service des Anglais : *Agent Extraordinary* (Collins, Londres) et *L'Homme qui a sauvé Londres* (Julliard, Paris).

Claude Renoir, 79 ans, cinéaste français. Bruno Giorgi, 88 ans, sculpteur brésilien. Werner Niefer, 65 ans, président de Mercedes-Benz. Erich Leinsdorf, 81 ans, chef d'orchestre d'origine juive. Harrison Salisbury, 84 ans, journaliste et écrivain américain, auteur d'ouvrages sur la Seconde Guerre mondiale.

**Achevé d'imprimer
sur les presses des
établissements Dalex
à Montrouge (92120)**

Sommaire

Hitler a-t-il planifié une attaque contre l'Union soviétique ?

David L. Hoggan, 11

La guerre de Staline

Karl Otto Braun, 19

Les prolégomènes de l'attaque allemande

Ulrich Müller, 25

La guerre préventive contre l'Union soviétique

Gerd Rühle, 43

**Un ancien combattant allemand analyse
l'opération Barbarossa vue par la presse de son pays**

Max Klüver, 49

Le drame des juifs d'Europe Orientale

Henri-Pierre Bastin, 61

L'énigme Philippe Daudet

Albin Dunoyer, 99

Hitler et les musulmans

Léon Degrelle, 107

Les émeutes de Los Angeles

Willial R. Boggs, 115

Hindenburg

Pierre Conard, 125

Liberators ou la genèse d'un mensonge télévisuel

André Chelain, 161

La libération de Dachau par la 45th Division

André Chelain, 187